THE UNIVERSITY
OF ILLINOIS
LIBRARY

940.911
J82t

Digitized by the Internet Archive
in 2016

https://archive.org/details/traverslescontin00joub

LIBRARY
UNIVERSITY OF ILL
URBANA
1868
204
2ee

A TRAVERS LES CONTINENTS

PENDANT LA GUERRE

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation
réservés pour tous pays.

Copyright by Berger-Levrault 1918.

JOSEPH JOÛBERT

A travers les Continents

PENDANT LA GUERRE

QUESTIONS DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE ET COLONIALE

BERGER-LEVRAULT, LIBRAIRES-ÉDITEURS

PARIS
5-7, RUE DES BEAUX-ARTS

NANCY
RUE DES GLACIS, 18

1918

BIBLIOTECA UNIVERSITARIA
U.A.N.L.

940.911
J82t

A LA MÉMOIRE DE MON CHER FILS

ANDRÉ JOÛBERT

SOUS-LIEUTENANT AU 8e RÉGIMENT D'INFANTERIE

TOMBÉ, LE 7 JUIN 1915, A LA VILLE-AU-BOIS

Puissent son sacrifice et l'hécatombe de tant de jeunes héros assurer le salut de la Patrie ! Dieu veuille que de la terrible guerre la France sorte victorieuse, agrandie, fortifiée, rayonnante d'espoir dans ses immortelles destinées, toujours fidèle à sa foi chrétienne et à sa glorieuse mission : *Gesta Dei per Francos !*

J. J.

446698

AVANT-PROPOS

Depuis le début de la terrible guerre qui désole une partie du monde, nous avons, au fur et à mesure des événements, exposé dans la presse quotidienne les problèmes politiques se rattachant, parfois loin de nos frontières, au gigantesque duel qui décidera de la liberté des Peuples et des destinées mêmes de l'Humanité. En effet, le contre-coup de la rupture de la paix en Europe s'est fait violemment sentir en Asie, en Afrique, en Océanie, sans parler du nouveau continent, d'où est sortie en faveur de l'Entente la grandiose intervention des États-Unis, bel exemple que suit en partie l'Amérique latine.

C'est ainsi que la lutte entre les empires de proie et les puissances libérales a amené le krach de la domination allemande d'outre-mer dans trois continents, brisé les convoitises germaniques sur le chemin de fer de Bagdad, sur

l'Égypte, l'Abyssinie, les colonies de la France, de la Belgique et du Portugal en Afrique, enfin réduit à néant de perfides intrigues contre l'hégémonie anglaise du Cap au Zambèze.

Aux questions territoriales sont venues s'ajouter les questions ethniques, que complique souvent, dans une même région, l'enchevêtrement des races, comme dans la vaste mosaïque austro-hongroise, dans la presqu'île balkanique et surtout en Macédoine. En face des revendications de peuples réclamant leur autonomie, tels que les Polonais, les Lithuaniens, les Finlandais, les Petits-Russiens, les Yougo-Slaves, etc., en opposition directe aux aspirations nationales, se dresse, parfois avec une singulière gravité, l'imposante *raison d'État*. Un groupement national, par exemple la Finlande, a-t-il le droit de prétendre à une indépendance absolue, par suite de mettre en péril l'existence d'un grand État, tel que l'ancien Empire des Tsars? Dans ce cas particulier la solution de la question paraissait d'autant plus troublante que la Russie, quel que fût son régime politique, monarchique ou républicain, unitaire ou fédératif, représentait un élément majeur, indispensable à l'équilibre européen pour

opposer à l'est un solide rempart aux invasions germaniques, comme la France, complétée par la frontière du Rhin, doit constituer à l'ouest la sauvegarde du monde latin.

C'était là un problème épineux, je dirai même angoissant, parce qu'il mettait aux prises deux grandioses conceptions politiques dignes, l'une et l'autre, d'enflammer l'ardeur de valeureux champions : d'une part, le droit sacré de toute nationalité à l'indépendance, de l'autre, le droit, supérieur à nos yeux, d'une puissance comme la Russie de lutter avec énergie contre le morcellement et de s'opposer à la création, presque aux portes de sa capitale, d'un État peut-être hostile ou dangereux pour elle. En effet, le démembrement du Colosse moscovite devenait la fatale conséquence de la formation, au sein de la grande Slavie, d'États secondaires, faibles par essence, enclins à la rivalité, incapables de résister à la pression du formidable bloc germanique, le monstrueux *Mitteleuropa : Monstrum horrendum, informe, ingens...!*

Le problème en question, à l'heure où nous écrivons, ne saurait plus se poser, puisque la Russie, en tant qu'Unité nationale organisée, a malheureusement cessé d'exister et semble dé-

sormais incapable de se reconstituer comme grande puissance, le salut de la Slavie, déchirée par les factions, en proie à la décomposition, sans force militaire, ne pouvant résulter que d'une solide fédération des divers États (dont l'union artificielle et mal soudée formait l'immense Empire des Tsars), et cela de manière, comme l'a déclaré le président des États-Unis, M. Wilson, dans un récent message, à assurer à la Russie « l'indépendance de son propre développement politique et de sa politique nationale ».

Enfin, nous avons été frappé, depuis l'ouverture des hostilités, du rôle de premier ordre que joue certain facteur dans la conduite des opérations, dans le développement de la stratégie non seulement sur le terrain militaire, mais encore dans le vaste champ de la diplomatie. Ce facteur maître, c'est la Géographie, cette vieille science de la Terre, qu'ont portée si haut deux frères au nom illustre et que la France peut revendiquer avec un légitime orgueil : Élisée et Onésime Reclus.

Mais nous voulons parler de la géographie dans son sens propre et sagement synthétique, n'englobant pas l'ethnographie, l'économie

politique, la linguistique, que sais-je, bref ce qui en ferait une confusion de sciences, comme jadis la philosophie. Nous bornant au domaine politique et international, nous avons en vue la géographie, limitée à l'étude tellurique, au relief du sol, aux systèmes oro-hydrographiques, et, pour les négociations futures de la paix, à l'étude approfondie des frontières de chaque pays engagé dans les hostilités.

Cette importance énorme de la géographie dans la conduite des guerres et l'évolution de la politique des peuples est vieille comme la Terre même, cette Γῆ qui nous est si chère, comme elle l'a été à nos ancêtres, comme elle le sera après nous à nos enfants. Sans remonter plus haut dans l'histoire, lorsque César franchit le Rubicon, est-ce que la traversée de ce « ruisseau politique », servant alors de limite entre la Gaule cisalpine et l'Italie ancienne, ne fut pas un fait capital, dépendant de la géographie ? De cet événement mémorable sortit en effet la « guerre civile » qui devait se terminer à Pharsale par la défaite de Pompée et le triomphe du conquérant des Gaules, désormais le maître du Monde.

La géographie, elle est partout dans cette

guerre, la plus colossale qu'ait encore vue le défilé des siècles, dans cette guerre à laquelle tant de peuples sont mêlés sur tant de théâtres, proches de nous ou lointains. N'est-ce pas elle qui a inspiré la stratégie de nos généraux, lorsque, arrêtant sur la Marne la marche de l'ennemi vers la capitale, ils ont par leurs prouesses détourné le cours de l'histoire, miraculeusement sauvé Paris, l'Europe et la Civilisation même? La géographie, nous la retrouvons encore à Dixmude et à Ypres, pour mater l'insolence de l'ennemi, brûlant de s'emparer de Calais afin de faire de notre vieille cité renommée un pistolet chargé sur l'Angleterre! La géographie, n'a-t-elle pas inspiré le plan hardi des *Tedeschi,* dévalant des crêtes des Alpes Juliennes et Carniques, comme d'autant d'aires de pirates qui surplombent les belles terres *irredenti,* forçant par surprise les défilés, pour déboucher dans la plaine vénitienne et s'efforcer de franchir les barrières fluviales du Tagliamento, de la Piave, de la Brenta? La Serbie, crucifiée elle aussi comme la Belgique et la Pologne, ne pourrait-elle accuser de ses tragiques malheurs la géographie, car elle doit ses infortunes à sa situation phy-

sique, ses territoires faisant obstacle au fameux *Drang nach Osten* des Impériaux et interceptant la grande voie de Vienne à Salonique, première étape pour gagner de là le chemin de fer de Bagdad et la route des Indes, pour atteindre l'ancien Empire des Mongols, but suprême des plus fameux conquérants à travers l'histoire?

C'est toujours, en effet, la *domination britannique* que vise l'Allemagne, qu'elle veut, à tout prix, frapper et détruire. C'est toujours l'Angleterre brandissant le fier trident de Neptune, qui se dresse comme un spectre hallucinant devant les folles ambitions terrestres, maritimes et coloniales des Hohenzollern et de leurs peuples, meutes voraces, se ruant à la curée sous le fouet du sinistre Maître, emporté au galop de son satanique orgueil!

Quant au partage de la Pologne martyre, cet abominable dépècement de tout un peuple n'est-il pas un crime non seulement politique, mais encore géographique?

En effet, la chevaleresque patrie des Jagellons, de Sobieski et de Kosciuszko est *une* physiquement, comme constituée en grande partie par la vaste plaine varsovienne et le bassin de la Vistule. La reconstitution inté-

grale de la Pologne avec Dantzig à l'embouchure du grand fleuve, s'impose donc par des considérations, il est vrai, historiques et ethniques, mais aussi incontestablement géographiques.

Nous en dirons autant de notre vieille Gaule, qui, déjà pourvue au sud-est et au sud-ouest de ses vraies limites, les Alpes et les Pyrénées, ne peut rester privée à l'est de sa barrière naturelle le Rhin, indispensable à la sécurité nationale, non seulement comme bouclier contre les ruées des Vandales modernes, mais encore pour mettre Paris à l'abri d'une attaque brusquée des Allemands, campés trop près de la capitale.

N'est-ce pas encore la géographie qui proteste contre la séparation des Flandres et de la Wallonie (1), insidieusement proposée par Berlin en échange d'un simulacre d'indépendance de la Belgique, alors que le royaume hier encore florissant, à la création duquel la France a si généreusement contribué, repré-

(1) Par arrêté en date du 21 mars 1917, le général von Falkenhausen, gouverneur impérial du pays occupé, a proclamé la séparation administrative de la Belgique en deux régions, l'une flamande, l'autre wallone.

sente une unité tant géographique que nationale ?

Si nous passons à la Russie, livrée malheureusement à l'anarchie, l'abandon par ses hommes politiques de Constantinople et des Détroits est peut-être la plus grande faute géographique qu'ait enregistrée l'Histoire. Comment, après tant de guerres et d'efforts opiniâtres pour parvenir à *la mer libre,* l'ancien Empire moscovite renoncerait-il pour toujours à sa politique traditionnelle et séculaire : sortir de la prison qui l'enferme dans la Mer Noire et, maître du couloir des Dardanelles, ouvrir à ses flottes comme « embouteillées » l'accès de la Méditerranée ?

La nécessité de cette libération a pu paraître d'autant plus impérieuse pour la puissance moscovite qu'à une autre extrémité du monde slave celle-ci n'a pas les coudées franches pour faire passer ses escadres de la Baltique dans la Mer du Nord, les clés des Détroits étant aux mains de la Suède, peu russophile, et du petit Danemark tenu sous le canon de la Prusse.

D'une façon générale la question géographique des Détroits et des passages maritimes dans la Baltique et la Mer du Nord comme

dans la Méditerranée, celle des isthmes tels que de Suez et de Panama, commandent en grande partie les plans de la politique internationale, les tractations diplomatiques, le sort des nations, les destinées du Monde. Le lecteur ne sera donc pas surpris de l'importance spéciale qu'au cours de nos études traitant de sujets si divers nous avons donnée à la Géographie, dont le rôle dans la politique et la diplomatie est, comme nous l'avons fait ressortir, considérable, prépondérant.

En réunissant en un volume une suite d'articles parus au jour le jour dans la presse sur des questions de politique étrangère ou coloniale, nous n'avons visé que deux buts : d'une part faciliter sur certains problèmes ardus le travail des historiens à venir en leur évitant de laborieuses recherches à travers les colonnes de journaux ou les revues, et, de l'autre, attirer de nouveau l'attention du public sur des questions souvent arides et complexes, dont la solution, équitable, espérons-le, et avantageuse pour toutes les puissances de l'Entente, grandes ou petites, assurera à nos fils une longue ère de paix réparatrice. Ainsi serait affirmé avec éclat le triomphe du Droit sur l'Iniquité, de la

Liberté sur le Despotisme le plus odieux qui ait jamais menacé l'univers, bouleversé par le cataclysme d'une guerre gigantesque, où les Alliés ont multiplié les plus admirables exploits et les Barbares étalé leur scélératesse sur terre et sous le sol, à travers les airs, sur les océans et jusque sous les flots, témoins révoltés des crimes épouvantables et des infâmes cruautés germaniques !

I

Quelques illustrations modernes

Le feld-maréchal Lord Roberts de Kandahar

Le Royaume-Uni a perdu un des hommes de guerre les plus célèbres des temps modernes et dont la réputation était devenue universelle. J'ai nommé l'ancien généralissime des armées britanniques, Lord Roberts de Kandahar et de Waterford.

Chaque fois, pendant un demi-siècle, que ce fût dans l'est du noir continent, dans cette Suisse africaine, l'Éthiopie, ou en Asie, dans ce vaste champ clos des anciennes rivalités de la Grande-Bretagne et de la Russie, l'Afghanistan, ou enfin au sud de l'Afrique, à travers ces *velds* où avaient émigré avec leurs lourds chariots les Boers avides d'indépendance, chaque fois que l'Angleterre a vu, en quelque partie de son immense empire colonial, sa domination ou son prestige en péril, elle a confié la défense de ses intérêts menacés à la magique épée de son meilleur capitaine, le futur Lord de Kandahar.

Frederick Sleigh Roberts naquit en 1832 à Cawnpore (province d'Allahabad); son père était un Irlandais, devenu général et qui avait vaillamment conquis ses grades dans l'armée de la Compagnie des Indes; ses parents l'envoyèrent, à l'âge de deux ans, en Angleterre, où il devint élève du collège d'Eton,

cette pépinière des célébrités littéraires, politiques ou militaires de la Grande-Bretagne. Curieuse remarque : dans son enfance, celui qui devait avec tant de vigueur supporter fatigues et dures privations de guerre était d'une santé très délicate. Entré à l'École militaire de Sandhurst, il fut nommé, en 1851, sous-lieutenant d'artillerie dans l'armée du Bengale.

Le jeune officier fit, quelques années plus tard, avec éclat ses premières armes pendant la sanglante insurrection des Indes (1857-1858). On sait que cette formidable révolte mit à deux doigts de sa perte la puissance britannique dans l'ancien empire des Mongols. Roberts se distingua surtout au siège mémorable de Delhi, où il fut gravement blessé, ainsi qu'à l'assaut meurtrier de Lucknow. Dans ses Mémoires le lieutenant cite une curieuse anecdote à propos de cette campagne. C'était aux environs de Lucknow ; d'une hauteur voisine il voyait avec inquiétude son détachement fuir comme dans une déroute ; il sauta à cheval, piqua des deux à bride abattue, mais fut tout rassuré, en arrivant sur les lieux, de reconnaitre que c'était un essaim d'abeilles, ennemi d'un nouveau genre, qui avait causé cette étrange panique.

Au cours de cette terrible guerre l'intrépide officier fut cité vingt-trois fois à l'ordre du jour pour son admirable conduite au feu ; aussi, à son retour à Londres, reçut-il, des mains mêmes de la Reine, la distinction enviée de la *Victoria Cross,* correspondant à notre médaille militaire ; mais son repos ne pouvait être que de courte durée ; on retrouve bientôt Ro-

berts sur les bords du Gange, apprenant avec ardeur l'hindoustani et se perfectionnant, sous des maitres expérimentés comme son père, dans l'art militaire si compliqué.

En 1868, il prend part, dans la brigade du Bengale, sous les ordres de Sir Robert Napier, à la fameuse expédition d'Abyssinie contre le farouche négus Théodoros, qui avait osé braver l'Angleterre en enchainant des sujets britanniques ; c'est à Roberts qu'est confiée la difficile mission, qu'il accomplit avec plein succès, de ravitailler les colonnes escaladant les degrés du plateau, où se dresse l'*amba* du « Roi des Rois » ; on connaît l'issue de la campagne : le suicide dramatique du monarque abyssin, entouré de ses lions, dans la forteresse réputée imprenable de Magdala, battue en brèche, puis enlevée d'assaut par les troupes anglaises avec une vraie *furia francese*.

Jusqu'ici l'officier de talent n'a joué qu'un rôle secondaire, quoique brillant; c'est dans les marches orientales du plateau de l'Iran, commandant les frontières nord-ouest de l'Inde, que le général va donner avec tant d'ampleur la mesure de ses hautes capacités de tacticien consommé.

De graves événements surgissaient en Afghanistan : l'émir Shere Ali, gagné à l'influence moscovite, refusait de recevoir une mission pacifique anglaise et bravait le gouvernement de Calcutta; une expédition fut décidée : on forma trois colonnes pour aller châtier l'ennemi insolent et celle du centre fut placée sous le commandement du nouveau major général

Roberts à la tête de 5.500 hommes et de 13 canons; les Afghans barraient la route escarpée avec des forces trois fois supérieures et retranchées dans la forteresse naturelle de Peïwar Kotal, nid d'aigles à 2.000 pieds d'altitude. Par une audacieuse attaque de nuit, menée à l'improviste à travers monts et forêts, Roberts surprit l'adversaire, enleva position après position et s'empara de Peïwar Kotal par un fait d'armes des plus remarquables; de cette victoire, qui mit à sa merci l'armée afghane, date sa grande réputation militaire.

Shere Ali s'était enfui de Kaboul : deux mois après il mourut, et son fils, Yakoub Khan, au caractère fourbe et cruel, lui succéda. Un jour, on apprit avec stupeur que toute la mission anglaise Cavagnari à Kaboul avait été traîtreusement massacrée. Roberts était tout désigné pour aller tirer vengeance d'un forfait aussi odieux. La rencontre ou plutôt le choc eut lieu à Charasia, où 10.000 Afghans furent mis en complète déroute par la petite armée d'une invincible valeur.

Le général se rendit bientôt maître de Kaboul, après une nouvelle bataille (dans laquelle il faillit tomber sous le poignard d'un ennemi téméraire), mais qui se termina en éclatante victoire. Sir Charles Macgregor, son chef d'état-major, en parlant de cette célèbre marche sur Kaboul, l'appelle « le plus audacieux et le plus brillant exploit accompli par aucun général anglais depuis la guerre péninsulaire ».

Le gouvernement de Calcutta crut régler la ques-

tion afghane en se déclarant pour le prétendant Abdur-Rhaman ; mais sur ces entrefaites le général Burrows essuya un fâcheux échec à Maiwand et il fallut d'urgence aller délivrer la garnison anglaise enfermée à Kandahar, à 300 milles de Kaboul. Le 9 août 1880, à la tête d'un faible corps expéditionnaire, Roberts se met en route et trois semaines plus tard il arrive en vue de Kandahar, enlève vigoureusement le camp d'Ayoub, inflige une défaite désastreuse à l'émir qui prend la fuite, et fait une entrée triomphale dans la place. Il fut alors créé baronnet avec le titre de Lord de Kandahar et de Waterford, chef de l'armée des Indes (de 1885 à 1893), puis promu feld-maréchal en 1895 ; mais cependant on lui préféra comme vice-roi Lord Curzon, qui se signala par sa politique mégalomane. Il prenait un repos relatif bien mérité comme commandant en chef en Irlande, lorsque éclata la guerre du Transvaal en 1899. De nouveau l'Angleterre fit appel à celui qui semblait avoir conclu un pacte perpétuel avec la Victoire.

En janvier 1900, accompagné de Lord Kitchener, le conquérant du Soudan et son émule en gloire, qu'il a choisi comme son chef d'état-major, le général débarque au Cap et répare une situation militaire fort compromise par les revers des Anglais à Magersfontein, Stormberg et Colenso. Il serait trop long de retracer l'habile et victorieuse campagne du général Roberts, qui réussit à déblayer Kimberley, à s'emparer des capitales de l'État libre d'Orange et du

Transvaal, Blœmfontein et Prétoria et, en traitant avec générosité les vaincus, sut relever le prestige anglais dans l'Afrique du Sud et y préparer l'heureuse réconciliation des deux races blanches, que la malheureuse équipée de Dewet et de ses partisans égarés ne saurait compromettre.

Revenu en Angleterre, où il se vit encore acclamé, le pacificateur de l'Afrique Australe fut nommé généralissime de l'armée anglaise et, en récompense de ses insignes services à la nation, le Parlement lui vota (juillet 1902) une pension de 2.500.000 francs.

Son âge ne lui permettant plus de guerroyer, Lord Roberts s'employa comme un vétéran à développer les forces militaires de la Grande-Bretagne; ardent champion du système du service personnel obligatoire, il écrivit des brochures et n'hésita pas, lui octogénaire, à faire une série de conférences dans les villes d'Angleterre en faveur de cette réforme qui, à ses yeux, était d'importance majeure pour la sécurité de son pays.

De petite taille, mais alerte, l'œil vif et brillant comme avec la ardeur magnétique, avec la conversation animée, doué d'un charme très captivant, Lord Roberts, dont la valeur au point de vue stratégique et tactique était indiscutable, représentait peut-être la personnalité la plus populaire et la plus renommée de l'Angleterre.

Sa mort a été celle d'un soldat en activité de service; c'est à la suite des fatigues qu'il avait éprouvées en venant chez nous passer en revue ses chères

troupes indiennes, dont il était resté le colonel, qu'il a pris mal et a succombé à une brusque maladie, contractée en faisant son devoir avec une noble simplicité.

La France, qui sympathise aux douleurs de la Grande Nation Alliée et dont les fils combattent fraternellement auprès de ceux des Iles Britanniques dans la lutte gigantesque contre l'ennemi commun, s'incline avec une respectueuse émotion devant la dépouille mortelle de l'illustre capitaine, et les chefs de notre armée saluent de l'épée, dans la personne de Lord Roberts, hier encore généralissime des forces anglaises, un héros sans peur et sans reproche, un des hommes de guerre qui ont le plus contribué à faire étinceler avec éclat la splendide panoplie des gloires de l'Angleterre !

18 novembre 1914.

Trois grands Coloniaux : Gallieni, Kitchener, Largeau

L'Angleterre et la France, douloureusement frappées coup sur coup, ont fait des pertes cruelles par la mort si rapprochée des généraux Gallieni et Largeau et de Lord Kitchener, qui se montrèrent non seulement des capitaines très versés dans l'art militaire, mais encore des Coloniaux de premier ordre dans toute la force du terme. L'armée et la colonisation, en France ainsi qu'en Angleterre, se sont vues durement atteintes à la fois, comme si la destinée, implacable dans ses arrêts, voulait du moins en adoucir l'amertume pour les deux nobles nations alliées, en leur donnant l'occasion, à l'heure de tels sacrifices, de manifester avec une grandiose émotion leur cordiale sympathie réciproque.

LE GÉNÉRAL GALLIENI

Gallieni a succombé le premier, et on peut dire sans exagération que la mort du général, conquérant du Soudan, pacificateur du Tonkin, organisateur de la colonisation française à Madagascar, de la « défense nationale » en France, enfin libérateur de Paris et

vainqueur de l'Ourcq, a été un deuil pour le pays consterné et pleurant la disparition d'un de ses plus illustres enfants ; sincère et unanime, comme dans l'Empire britannique quelques semaines plus tard pour le trépas de Lord Kitchener, a éclaté dans la métropole et dans nos possessions d'outre-mer le concert de regrets provoqué par la mort du grand Français !

*
* *

Certaines réputations éphémères, faites d'engouement passager, ne résistent pas au crible sévère de la postérité. Il ne saurait certes en être de même de la renommée de Gallieni, désormais fondée sur de solides assises, et qui ne fera que grandir avec la marche du Temps, avec les progrès de l'Histoire, admiratrice de ses superbes prouesses ! D'ailleurs l'imposant recueillement avec lequel la population parisienne, rangée le 1er juin sur le passage du funèbre cortège, a salué la mémoire du grand Soldat, honoré de funérailles nationales, a bien montré quel reconnaissant attachement la capitale avait voué à celui qui l'avait sauvée de l'ignoble souillure des Barbares tudesques ! Comme l'a exprimé avec éloquence le général Roques, ministre de la Guerre, à la majestueuse cérémonie des Invalides, devant le cercueil de son ancien frère d'armes, qui venait de succomber sous le faix trop lourd d'une telle tâche patriotique :

« L'heure n'est pas venue de dire quels progrès

ses efforts opiniâtres firent réaliser au pays dans les voies qu'il avait tracées. L'avenir le dira et Gallieni peut attendre, confiant, le jugement de l'Histoire; mais ce que nous savons trop, hélas ! c'est qu'il s'était donné tout entier à sa tâche écrasante. Sa santé qui, selon sa propre parole, n'était plus intacte, le trahit. Après cinq mois d'un labeur sans répit, il était obligé de quitter son poste.

« Mais il avait déjà trop donné de ses forces à la France. Celles qui lui restaient ne lui permirent pas de résister à ces chocs. Après une semaine de lutte opiniâtre contre la mort, la mort l'emporta.

« Pendant un demi-siècle, depuis le jour où il s'élançait de Saint-Cyr pour donner à Bazeilles la mesure de son jeune héroïsme, il avait donné à la patrie non seulement ses forces, mais toute sa haute intelligence et tout son grand cœur. Il venait de lui donner sa vie ! »

Et M. Adrien Mithouard, président du Conseil municipal de Paris, était bien l'interprète autorisé de la capitale éplorée, lorsqu'il disait :

« Une seule passion remplit la carrière de ce grand chef, la plus belle qui puisse réchauffer le cœur de l'homme, la plus pure qui puisse le conduire vers la perfection de son intelligence : la passion de servir.

« La grande cité, si bonne, si courageuse et si aimante, ne sait aimer que là où elle admire. Ce n'est point seulement à cause du bienfait qu'elle se presse autour de ce cercueil, ni à cause du péril partagé, ni pour ce beau redressement moral qu'elle

dut à son gouverneur : dans la décision d'un esprit, dont l'efficacité modifie l'Histoire, l'instinct du peuple de Paris reconnaît un chef-d'œuvre du génie français. »

Sa défense de Paris, sa magnifique préparation des victoires de l'Ourcq et de la Marne, son inlassable activité au ministère de la Guerre, où il se montra un organisateur incomparable, en faisant sortir de terre les armées et des usines les engins avec les munitions, enfin cette prodigieuse fertilité de ressources intellectuelles et d'expérience technique dépensées avec prodigalité pour le pays, sont encore présentes à la mémoire de tous ; mais pour moins récents et d'une actualité moins frappante que soient les signalés services rendus par Gallieni à l'expansion française dans le monde, en Indo-Chine comme dans l'Afrique continentale et insulaire, on ne saurait jamais assez les rappeler à la génération présente et à celles qui suivront.

*
* *

Ainsi que l'a clairement fait remarquer le *Comité de l'Afrique française*, la carrière coloniale de Gallieni se présente sous trois aspects différents et qui se complètent.

Au Soudan le jeune officier de Marsouins de Bazeilles, sorti de Saint-Cyr au lendemain de la fatale déclaration de guerre en 1870, un des héros des « Dernières Cartouches », emmené en captivité,

puis envoyé au Sénégal aux côtés de Brière de L'Isle, se révèle d'abord comme audacieux explorateur pendant une mission dans le Haut-Niger, organisée par le gouverneur. Remontant, au cours de cette expédition, le fleuve Sénégal et, reprenant avec succès les voyages d'exploration de Mungo Park, de Mage et de Quintin, Gallieni longe la partie inférieure du Bakhoy et du Baoulé pour atteindre Bamako sur le Niger; quoique assailli par 15.000 farouches Bambaras, il parvient, à la tête de sa petite troupe, jusqu'à Nango, distant de 35 kilomètres de Ségou; là, pendant dix mois, luttant d'habile diplomatie et d'inflexible énergie avec le sultan Ahmadou, il finit par arracher à l'astucieux potentat noir un traité de protectorat, qui assure à la France le monopole du trafic dans le haut fleuve, sans parler des précieuses indications qu'il a recueillies pour la pénétration au Niger. Cette brillante mission vaut à l'heureux explorateur le grade de commandant, la croix de chevalier de la Légion d'honneur et une médaille d'or de la Société de Géographie de Paris.

Il n'est pas inutile de mentionner le rapport, si suggestif et si documenté, que Gallieni publia à son retour en France sur la carte des régions africaines étudiées par l'explorateur et qui représente une mine de documents inestimables :

« Bien peu de personnes, disait le savant rapporteur, mettent aujourd'hui en doute la nécessité où se trouve la France de reprendre sa vocation civilisatrice et d'utiliser ses facultés de colonisation. Il faut

qu'elle puisse satisfaire en dehors de l'Europe ses légitimes besoins d'expansion et qu'elle joue son rôle dans ce grand mouvement colonial qui se prépare et qui finira par uniformiser la civilisation à la surface du globe. Il y a là, pour notre pays, une question de vie ou de mort et les événements des dernières années semblent prouver que le Gouvernement ne faillira pas à la tâche qui lui incombe sous ce rapport. »

« Personne plus que le général Gallieni n'aura été l'artisan de cette œuvre d'expansion coloniale, qu'il définissait en 1883 », a écrit le très distingué secrétaire général de la Société de Géographie de Paris, le baron Hulot. A partir de 1881, en effet, des expéditions habilement menées devaient faire pénétrer de plus en plus notre civilisation dans la région du Niger.

*
* *

Après deux ans passés à la Martinique, Gallieni fut nommé lieutenant-colonel et commandant supérieur du Haut-Sénégal; ce fut alors qu'en 1886, 1887 et 1888 il détruisit la tyrannique domination du fanatique marabout Mahmadou Lamine, étendant notre pouvoir pacificateur, ouvrant de vastes horizons vers le Fouta-Djallon et le littoral, avançant la voie de fer, artère et instrument de la politique nigérienne de la France. Il s'efforça alors d'appliquer cette méthode, qui lui est très personnelle qu'il a lui-même qualifiée « politique de races », aux merveilleux

effets, que suivra désormais notre administration coloniale et dont le promoteur fera plus tard l'heureuse application successivement au Tonkin et à Madagascar. Ce système, si fertile en résultats probants, le général l'a exposé dans plusieurs ouvrages de grande valeur : *Mission d'exploration du Haut-Niger* (1885); *Deux campagnes au Soudan* (1890); *Trois colonnes au Tonkin* (1899); *La Pacification de Madagascar* (1899), etc.

« Le général Lyautey, qui fut à l'école de Gallieni au Tonkin et à Madagascar, a écrit le général Malleterre dans le *Temps*, en a donné une formule qui est aussi heureuse que vraie : *Une organisation qui marche!* C'est-à-dire qu'avec la conquête et l'occupation on organise, en s'adaptant au pays, à ses mœurs, à ses coutumes, à son régime économique, à toutes ses difficultés. L'officier, le sous-officier, le soldat, de combattants deviennent colonisateurs. Dans ces colonies exotiques, bigarrées, si différentes de mentalité, il faut l'administration, l'école, la justice, au fur et à mesure qu'on avance; il faut que l'indigène, encore frémissant de la mainmise de l'étranger, sente que le bienfait suit la soumission. »

De son côté M. Albert de Pouvourville a justement observé dans la *Dépêche coloniale :* « A dire le vrai, la méthode Gallieni n'est autre que la méthode de l'association, quant aux résultats et non quant aux moyens et aux artifices. Gallieni ne mettait pas en question les avantages politiques, ni même les privilèges sociaux des indigènes, et il ne leur suscitait

aucun orgueil et aucune ambition; mais il leur donnait une administration qui était conforme à leurs goûts et à leurs traditions, et telle qu'ils n'eussent pu s'en donner une meilleure, en s'administrant eux-mêmes. »

*
* *

Au Tonkin, où il fut envoyé en 1892, le colonel Gallieni arriva au milieu de circonstances critiques dans un pays plutôt occupé (depuis 1885) que réellement soumis : les pirates, soutenus et ravitaillés sournoisement par les autorités chinoises de la frontière, troublaient profondément la région par leurs déprédations aussi audacieuses que répétées. L'organisateur émérite s'affirme aussitôt chez le commandant des premier et deuxième territoires militaires : comme un praticien expérimenté, le chef établit d'abord le diagnostic du mal; c'est (il le découvre en quelques semaines grâce à sa géniale intuition) la déplorable ignorance, au double point de vue géographique et ethnique, de l'Administration qui, sans se préoccuper des autres populations opprimées, s'appuie exclusivement sur les mandarins et sur leur clientèle aussi servile que corrompue.

Gallieni n'hésite pas alors à faire jouer encore une fois la « politique de races », et, armé de ce talisman qui fait merveille, il s'applique pendant quatre années à réprimer, avec un mélange de souplesse et de fermeté, la piraterie qui désole le pays, et à pacifier,

comme par enchantement, « toute la région comprise entre la mer et la rivière Claire, en bordure de la frontière chinoise jusqu'aux limites du Delta ». Il met en pratique le système progressif « de la tache d'huile », moins attaché aux opérations militaires mêmes qu'à la méthode de l'« organisation qui marche » ; car Gallieni préfère au « processus » stérile des colonnes expéditionnaires qui passent l'action politique et l'œuvre économique fécondes qui durent, qui sèment le bon grain et font lever les riches moissons.

Mais c'est surtout à Madagascar, dans l'ancienne « France Orientale », que pendant les neuf années de son gouvernement il développa avec ampleur et vigueur une méthode qui avait déjà fait ses preuves en Afrique Occidentale et en Extrême-Asie.

Dans la grande île malgache, conquise au moins superficiellement en 1895 et soumise au régime du protectorat, la métropole avait commis l'erreur de conserver la royauté des Hovas, alors représentée par la reine Ranavalo, subissant l'influence de nos ennemis les Méthodistes, et auprès de laquelle avait été placé, comme conseiller, un résident général civil. Au bout de quelques mois la révolte sévissait à travers la « Grande Terre » ; les Hovas ne parlaient de rien moins que de jeter à la mer l'envahisseur. Il fallait réagir vite et ferme. On eut alors l'heureuse idée de faire appel aux qualités supérieures de Gallieni, promu général de brigade et nommé gouverneur général de Madagascar (août 1896).

On a spirituellement raconté dans le *Correspondant* que lors de son départ de Paris le général, recevant du ministre des Colonies ses instructions écrites, lui dit, en riant : « J'espère bien ne jamais les ouvrir ! » A quoi le ministre eut l'esprit de répondre : « Vous ferez bien ! »

Le gouverneur, arrivé à Tananarive, n'hésita pas, assumant les plus graves responsabilités, à déposer la reine des Hovas, qui était de connivence avec les rebelles, et à prendre en ses mains énergiques l'administration de l'île, qui périclitait dangereusement.

« D'une terre sauvage et inhospitalière il fit une colonie pacifiée et riche d'espérances », a dit le baron Hulot dans son éloquent éloge funèbre du général. « Ajoutant à la conquête l'organisation et la mise en valeur, il développa les missions scientifiques, améliora les méthodes de culture et d'élevage, apporta dans toutes les branches de l'Administration les réformes les plus heureuses. Quand, en 1899, le gouverneur général quitta le port de Tamatave pour se rendre en France, cet immense labeur était en voie de réalisation... Jusqu'en 1905 il compléta son œuvre qu'il a portée à un haut point de perfection... Acclamé par les colons et les indigènes, Gallieni a laissé sur le sol de la grande île une empreinte ineffaçable ! »

Nous limitant au domaine colonial, nous pouvons affirmer que le nom désormais illustre de Gallieni restera attaché de façon indissoluble au Niger, au Tonkin et à Madagascar pour les belles œuvres qu'il a réalisées soit comme chef d'expédition, soit comme

administrateur, se montrant dans l'un ou l'autre rôle un incomparable *conducteur d'hommes*. Il a su en outre « faire des pays » asiatiques ou africains, continentaux ou insulaires, les transformer en leur infusant une part habilement dosée de notre civilisation, sans rompre avec leurs us, leurs traditions, ni tenter de les passer au désastreux rouleau niveleur et uniforme. Ce merveilleux chef d'école a eu en plus l'insigne mérite de « faire » ou de façonner des élèves, destinés eux aussi, avec un tel « magister », à devenir des maitres et qui ont fait le plus grand honneur à l'éminent « professeur de méthode et d'énergie » ; il suffit de citer les noms de Joffre, de Lyautey, de Roques, d'Archinard, de Trentinian, de Pennequin, de Largeau, etc.

Enfin, nous ajouterons que ce n'est pas dans la chance, dans sa bonne étoile, qu'il faut chercher les causes du bonheur constant de Gallieni au cours de ses difficiles opérations dans des régions aussi variées que les territoires nigériens, le delta du Tonkin ou les terres malgaches ; mais le général a dû en grande partie ses étonnants succès à sa puissante faculté d'observation, d'analyse, sur laquelle, en opposition à la méthode *a priori*, routinière et « déductive », était basé tout son système administratif et réorganisateur ; c'est ce qu'a fait ressortir nettement un des meilleurs officiers de Gallieni, M. de Grandmaison, dans son ouvrage *Les Territoires militaires :* « Les principes de Gallieni, devenus les méthodes officielles des colonies françaises, feront que, longtemps après

sa disparition, il rendra encore d'éminents services au pays, que, vivant, il illustra, agrandit et sauva ! »

Aussi, est-ce non seulement dans la métropole que sa glorieuse mémoire demeurera consacrée à jamais, mais encore dans les pays d'outre-mer, devenus français, là où ses hauts faits l'ont gravée en caractères indélébiles, plus brillants que l'or, plus impérissables que l'airain !

LE MARÉCHAL KITCHENER

On peut, sans prétendre chercher un ambitieux parallèle entre Kitchener et Gallieni, constater simplement que le maréchal, victime de la tragique catastrophe du *Hampshire,* lui aussi ministre de la Guerre, était également un capitaine doué de hautes capacités militaires, un grand Colonial, un habile artisan de l'impérialisme anglais, créateur des armées britanniques, et qui avait fait rayonner avec éclat la puissance de l'Angleterre à travers l'Afrique. C'est aussi — autre point d'analogie — sur le noir continent, comme ce fut le cas pour Gallieni, que s'écoula la plus grande partie de la carrière de Kitchener.

Horatio Herbert Kitchener est né le 24 juin 1850 de parents anglais établis dans l'ouest de l'Irlande, à Crotter House, près du village de Ballylongford (comté de Kerry). Son père avait servi dans l'armée anglaise avec le grade de lieutenant-colonel [1]. Sorti

(1) La mère de Kitchener, née Chevalier, descendait de huguenots français.

de l'école militaire de Woolwich (notre Saint-Cyr d'outre-Manche) à l'âge de dix-sept ans, il se trouvait chez ses parents à Dinan, lorsque éclata la guerre de 1870; le jeune guerrier s'enrôla sous nos drapeaux, combattit sous les ordres du général Chanzy et il s'en fallut de peu qu'il ne restât dans les rangs de l'armée française.

De retour en Angleterre Kitchener entra dans le corps des *Royal Engineers*. Les dix années suivantes passèrent sans événement notable pour l'officier, gardant son goût marqué pour les aventures et pour l'Orient qui l'attirait. C'est ainsi qu'il obtint d'être détaché en Palestine (1874), puis dans l'île de Chypre (1878-1882), où il apprit à fond l'arabe, connaissance linguistique qui devait lui être des plus utiles. Une occasion de se faire connaître se présenta et il la saisit aussitôt. La révolte d'Arabi Pacha venait d'éclater en Égypte et une escadre anglaise, commandée par Lord Alcester, bombardait Alexandrie; Kitchener accourut dans ce pays où on réclamait des officiers parlant l'arabe. Son nom est cité dans le « Journal de Gordon » qui s'exprime ainsi sur son compte : « Le major Kitchener est un des rares officiers supérieurs anglais, ayant du sang-froid, une bonne tête, une robuste constitution, combinée avec une inlassable énergie. » Le futur conquérant du Soudan fut le premier à déplorer la fin douloureusement tragique de Gordon que pendant les mois critiques il avait tout mis en œuvre pour sauver. « Comme un autre Richard Burton, il allait parmi les tribus, parlant

leurs dialectes, portant leurs costumes, affrontant les risques de leur courroux. Il voyait un espion mis à la torture et à mort; mais il poursuivait sans broncher son espionnage, portant toujours sur lui une fiole remplie de poison. A force de cajoleries, de menaces et d'astucieux cadeaux il était parvenu à établir un cercle de tribus amies entre le Soudan et l'Égypte; par sa connaissance des langues et des coutumes locales il réussissait à entretenir de précieuses communications entre Gordon et ceux qui avaient entrepris de le délivrer (1). » Le héros de Khartoum une fois tué, Kitchener jura intérieurement de venger le grand Anglais et on sait avec quelle inflexible rigidité il tint parole. En qualité de lieutenant-colonel il prit part à l'expédition du Haut-Nil (1884-1885) et on a pu dire avec vérité que de la révolte d'Arabi à la victoire d'Omdurman ce ne fut qu'une longue suite d'exploits à l'honneur du soldat aussi bien que de l'organisateur. En 1886 on le trouve gouverneur général des côtes de la Mer Rouge et commandant de Souakim, puis en 1888 au Caire, secondant le général Grenfell dans la réorganisation de l'armée khédiviale. En 1892 Lord Cromer, « le maire du palais du khédive », et qui s'y connaissait en hommes, n'hésita pas à nommer Kitchener commandant en chef des forces égyptiennes, et le nouveau *Sirdar,* par un labeur aussi silencieux qu'obstiné, se consacra pendant les quatre années qui suivirent aux préparatifs de la guerre au

(1) *Illustrated London News,* Kitchener, 11 juin 1916.

delà de la Nubie, qu'il avait en vue. Enfin en mars 1898 les colonnes anglaises s'ébranlèrent dans la direction de Khartoum ; le 7 juin le Sirdar gagna la bataille de Firket sur les Derviches et conquit la province de Dongola ; avant de poursuivre la marche en avant il jeta la ligne ferrée à travers le désert ; aussitôt les rails posés, il attaqua l'ennemi avec impétuosité, le mit en déroute à Atbara (8 avril 1898), et couronna enfin cette mémorable campagne par l'éclatante victoire d'Omdurman remportée (2 septembre 1898) sur les troupes du Mahdi décimées et mises dans une complète déroute. C'est ainsi que douze ans après la mort du héros de Khartoum le vainqueur d'Omdurman, en écrasant le mouvement mahdiste, faisait à Gordon de sanglantes funérailles, au fracas vengeur des Maxim et des Nordenfeldt, fauchant comme des moissons les bandes éperdues des farouches Derviches !

*
* *

C'est cette même année 1898 que se produisit l'incident de Fachoda, suivi de la fameuse rencontre du commandant Marchand et de Kitchener, qui remontait le Nil pour rejoindre une autre expédition anglaise partie de l'Ouganda. L'histoire raconte que le chef de la mission française alla au-devant du généralissime et que les deux compétiteurs se serrèrent la main.

« Je vous félicite de la marche que vous avez

accomplie », dit le Sirdar à l'officier français. « Non », répondit Marchand, en montrant ses compagnons, « ce n'est pas moi qu'il faut féliciter, ce sont eux ! » Kitchener, en narrant plus tard cette palpitante entrevue, ajoutait : « J'ai ainsi compris que j'avais affaire à un gentilhomme ! » Et les deux chefs plantèrent leur drapeau l'un près de l'autre. L'officier anglais, en effet, n'avait jamais oublié qu'en 1870 il avait servi sous Chanzy dans l'armée française ; aussi Sir William Harcourt a-t-il pu écrire que « les relations qu'eurent dans cette circonstance critique le Sirdar et le commandant français furent dignes de la courtoisie chevaleresque des temps passés ».

*
* *

En récompense de ses splendides exploits au Soudan, qui avaient rendu son nom si populaire dans tout l'Empire britannique, le Sirdar se vit nommer baron Kitchener de Khartoum ; le Roi lui décerna la pairie avec la grande croix de l'Ordre du Bain, et, en signe de gratitude, le Parlement lui fit don de 30.000 livres sterling.

La guerre du Transvaal devait lui donner bientôt l'occasion de se distinguer à nouveau ; d'abord chef d'état-major de Lord Roberts (1899) dans la guerre contre les Boers, Kitchener, après la reddition de Cronje à Paardeberg et le retour en Europe de son chef hiérarchique, devint généralissime des forces anglaises et c'est à lui que revient l'honneur d'avoir

heureusement mis fin aux hostilités dans l'Afrique Australe. Il sut convaincre les Boers de l'inutilité d'une plus longue résistance, en les amenant à envisager une œuvre commune de collaboration qui rapprocherait dans leur intérêt réciproque vainqueurs et vaincus. Comme l'a observé M. Eug. Étienne, ancien ministre de la Guerre, « le salut ému que le général Botha a rendu à la mémoire de Lord Kitchener, devant le Parlement sud-africain, est un des plus nobles hommages qui accompagnent, dans sa tombe, le signataire de la paix de Vereeniging ».

Devenu vicomte Kitchener de Khartoum, du Vaal, du Transvaal et d'Aspall, l'ancien Sirdar fut envoyé en qualité de commandant en chef des forces britanniques dans l'Inde, où il opéra d'utiles réformes. Puis, lors de la retraite de Lord Cromer, dont Kitchener avait dit, après la conquête du Soudan, « c'est notre maître à tous », ce dernier fut nommé field-marshal et membre du Comité de défense de l'Empire ; mais l'Égypte semblait exercer sur lui une sorte de fascination (1) ; il retourna donc sur les bords du Nil avec le titre d'agent diplomatique et de consul général de la Grande-Bretagne au Caire. Il était encore au pays des Pharaons, lorsque le surprit la déclaration de guerre et, le 5 août 1914, Lord Asquith, chef du Cabinet à Londres, l'appelait au ministère de la

(1) Kitchener avait passé en Égypte dix-sept années consécutives, interrompues seulement quelques mois, quand il fut attaché à la commission de limites de Zanzibar.

Guerre. Dans ces hautes et harassantes fonctions sa renommée ne cessa de s'accroître. En effet, avoir su improviser en quelque sorte une armée d'un million de soldats, avoir fait jaillir du sol britannique des légions aussi nombreuses, exercées, équipées, munies d'armes et de canons, prodigieux tour de force accompli en quelques mois, et cela au milieu de difficultés énormes et en dépit de préjugés surannés, ce sera là, en plus de tous ses éminents services rendus à l'Angleterre, son plus beau titre de gloire aux yeux de la postérité et de sa patrie reconnaissante.

Avec Kitchener a disparu une des figures les plus originales (dans le meilleur sens du mot), les plus saillantes, les plus justement admirées non seulement du Royaume-Uni, mais encore de tout l'Empire britannique. Comblé d'honneurs et de dignités, Lord Kitchener de Khartoum, « l'homme de glace et de fer » comme on l'a surnommé, s'est toujours montré ennemi du faste, de l'ostentation, et il n'a jamais été le courtisan ni de la fortune ni de la popularité qui lui est venue spontanément, conquise par ses exploits, auxquels l'Orient donnait un éclat encore plus prestigieux.

Comme Gallieni, administrateur *di primo cartello* et à la fin de sa carrière admirable organisateur de la Défense nationale, le généralissime, au Soudan, au Transvaal et aux Indes, avait eu aussi la rare faculté de grouper autour de sa personne de précieux collaborateurs, sur l'absolu dévouement desquels il pouvait compter. L'histoire prouve qu'un des premiers mé-

rites d'un souverain consiste dans l'art de choisir ses ministres; celui d'un commandant en chef est de savoir faire un choix judicieux des lieutenants appelés à le seconder dans sa tâche souvent ardue; c'est à quoi, non moins que Gallieni, excellait Kitchener, remarquable conducteur d'hommes.

LE GÉNÉRAL LARGEAU

Bien que la réputation de Largeau ne soit pas aussi grande que celle de Gallieni ou de Kitchener, le nom de ce général, tombé au front, au champ d'honneur, mérite de figurer à la suite du vainqueur de Mahmadou et du Dé Tham, du triomphateur d'Omdurman; car Largeau faisait partie de cette élite de grands Coloniaux qui ont bien mérité de la patrie; enfin c'était aussi « un Africain ».

Fils d'un fonctionnaire colonial, auteur d'une intéressante étude sur le Sahara algérien, Largeau, dès son enfance, songeait aux déserts du noir continent, comme Champollion à l'Égypte des Pharaons. A l'âge de dix-huit ans il s'engagea, renonçant à Saint-Cyr, dans l'infanterie de marine et fit son apprentissage militaire au Sénégal. Rentré en France et, après avoir suivi les cours de Saint-Maixent, promu sous-lieutenant en 1890, il ne tarda pas à retourner dans cette Afrique où devait se passer sa carrière. Il fut bientôt versé dans la colonne de Kong opérant contre le redoutable almamy Samory; il y connut le capitaine

Marchand qui, ayant apprécié les solides qualités et l'indomptable énergie du jeune officier, le choisit volontiers pour un de ses auxiliaires dans la mission du Nil, qu'il organisait avec des cadres d'élite. Est-il besoin de dire que l'intrépide lieutenant, au superbe sang-froid, se distingua dans cette expédition du Nil qui, après tant de prouesses, devait aboutir, hélas ! à l'insurmontable obstacle de Fachoda (1898) ?

« Le général Marchand, peut-on lire dans *L'Afrique Française,* a rendu hommage à ce collaborateur, dont la ténacité et le coup d'œil savaient triompher des difficultés sans cesse renaissantes. »

Nommé commandant, Largeau partit en 1902 pour le Tchad à titre de chef de troupes ; il fit là de bonne besogne et y retourna en 1906 comme lieutenant-colonel, séjournant deux années dans cette région pour compléter l'organisation des nouveaux territoires militaires ; il était en outre chargé de procéder à l'étude très sérieuse de l'importante question du Ouadaï. Largeau, par suite, se trouva tout naturellement désigné pour remettre les choses en état à la fin de 1910, lorsque après le massacre de la colonne Fiegenschuh et la mort du lieutenant-colonel Moll la situation devint inquiétante au Ouadaï.

L'officier supérieur se reposait à Cherbourg, encore las, souffrant et sous le coup d'un cruel deuil de famille, lorsque le Gouvernement fit appel à son dévouement, et aussitôt, malgré ses fatigues, il partit pour le Tchad. « Les deux campagnes qu'il a faites ainsi comme colonel commandant le territoire mili-

taire ont été le couronnement de sa carrière coloniale. La première pacifia le Ouadaï, le Massalit et toute la frontière est de notre marche du Tchad ; la seconde mit fin par la vigoureuse colonne d'Aïn-Galakka et par l'occupation du Borkou aux dangers qui venaient du nord et du nord-est (1). »

La prise d'Aïn-Galakka, redoutable forteresse de 20.000 mètres carrés, défendue avec acharnement par deux cents farouches guerriers du cheikh Mohammed bou Arida, mais enlevée avec une superbe bravoure par la colonne française quoique au prix de durs sacrifices, constitue un beau fait d'armes et eut un grand retentissement dans toute la région du Tchad (27 novembre 1913).

Quant à la conquête du Borkou, préparée avec un soin vigilant et brillamment conduite, elle rétablit fort heureusement la situation générale dans les territoires du Tchad ; la magnifique énergie déployée par le colonel Largeau eut raison de tous les obstacles.

Si l'on veut se rendre compte de l'activité de ce capitaine, de ses connaissances si étendues dans les diverses branches de la vie militaire, politique et économique, de son intelligence vraiment supérieure, il faut lire le remarquable rapport d'ensemble dressé par lui au commencement de 1914 sur la situation militaire du Tchad et où il passe en revue successivement l'état des choses au Borkou, dans l'Ennedi,

---

(1) *Nos Morts. — Général Largeau. — L'Afrique Française*, fascicule d'avril 1916.

le Ouadaï, le Batha, le Kanem, les Bas et Moyen-Chari, le Baguirmi et le Moyen-Logone, avec de curieux renseignements sur les menées des Senoussistes (dont la puissance fut tout à coup ruinée au Borkou par la chute d'Aïn-Galakka), sur la justice indigène, le mouvement commercial, l'élevage et le service de santé dans ces pays soudanais.

On sait que le colonel Largeau apporta sa précieuse contribution à la conquête du Cameroun septentrional, en assurant les préparatifs de la colonne du Nord qui, en union avec les forces anglaises, prêta un si utile concours pour la défaite et la mise en déroute des contingents allemands.

Promu général et retourné à la fin de 1915 dans la métropole, où il brûlait de prendre part à la grande guerre, Largeau venait depuis quelques semaines seulement d'être mis à la tête d'une brigade d'infanterie en Lorraine, lorsqu'il fut frappé devant Verdun le 26 mars 1916 par un éclat d'obus; quelques heures plus tard le général avait cessé de vivre; il n'était âgé que de quarante-sept ans.

On déposa la cravate de commandeur de la Légion d'honneur et la Croix de guerre sur le cercueil du glorieux défunt, qui fut l'objet de la belle citation suivante :

« Officier général de haute valeur. A commandé en chef les troupes françaises qui, de concert avec les Anglais, ont conquis les positions allemandes de l'Afrique Centrale. Pourvu récemment d'un commandement sur le front, a apporté, dans l'accomplisse-

ment de cette nouvelle tâche, l'ardeur, la bravoure et la haute intelligence dont il a toujours fait preuve dans une carrière brillamment remplie. Blessé très grièvement le 26 mars 1916 (27 mars). »

Largeau était l'homme des situations difficiles, a-t-on pu dire très justement; c'était un chef, un vrai chef, comme Gallieni, un organisateur colonial réellement digne de ce nom. « Vivant exemple de cette « contingence des lois de la nature » qu'a définie un de ses philosophes préférés, ce chef a pu venir à bout de certaines difficultés réputées insurmontables », a écrit M. Gaston Deschamps dans le *Temps* au cours d'un magistral panégyrique de ce général, « parce que l'audace de ses synthèses répondait à la patience de ses analyses pour précipiter le dénouement d'une action, où la part du hasard était réduite au strict minimum par les prévisions d'une intelligence toujours en éveil ».

C'est surtout au Ouadaï, où après avoir conquis il a su pacifier, que le Colonial a donné, trop peu de temps, hélas! sa mesure. Fidèle à la devise de Bugeaud, *Ense et aratro,* Largeau appartenait à la noble phalange de ces capitaines qui, après avoir terrifié et dompté les belliqueux indigènes par la soudaineté de leurs coups et par le prestige de leurs victoires, savent, l'épée au fourreau et la branche d'olivier à la main, rassurer les populations subjuguées, repeupler les solitudes, y ramener la prospérité, apporter dans les plis généreux de leur dolman, comme jadis le conquérant romain dans les plis redoutés de sa toge,

les bienfaits de l'ordre, de la justice, d'une civilisation supérieure. La terre d'Afrique qui le fascinait et qu'il aimait d'un attachement si profond, conservera longtemps la mémoire de cet insigne serviteur du pays, de ce héros, conquérant et pacificateur du Ouadaï et du Borkou.

Mai 1916.

Un grand Égyptologue

MASPERO

Les tristesses et les espérances de l'heure actuelle ne doivent pas nous faire oublier les morts illustres qui, sans appartenir à notre héroïque armée, ont lutté, eux aussi avec une admirable ardeur, dans les champs de la science, pour maintenir, en terre étrangère, à notre pays son bon renom et qui ont disparu de la scène du monde, après avoir porté encore plus haut la gloire scientifique de la France !

Au premier rang de ceux-là, dont notre patrie peut s'enorgueillir à bon droit, figure l'éminent égyptologue Gaston Maspero, enlevé subitement en pleine séance de l'Institut par une congestion cérébrale, comme il venait de prendre la parole au milieu de ses collègues.

N'en déplaise aux lourds et prétentieux pédants de la Germanie, à la « Kultur » tyrannique des Teutons, l'égyptologie est et restera une science vraiment française, fondée et agrandie par trois géniales illustrations sorties de notre sol et dont l'éclat a brillé avec splendeur : Champollion, qui l'a créée de toutes pièces en déchiffrant l'énigme des hiéroglyphes ; Mariette, le découvreur du Sérapéum de Memphis,

le fondateur du fameux musée de Boulaq, devenu en quelque sorte le familier d'Ammon et de Ramsès, d'Osiris et d'Horus; enfin Maspero, l'incomparable « spécialiste », rendu célèbre par la trouvaille thébaine de Deïr-el-Bahari, le puissant organisateur des fouilles méthodiques et des grandioses exhumations ou restaurations architecturales dans la vallée nilotique.

Tous les trois bien français : Champollion était né à Figeac et Mariette à Boulogne-sur-Mer ; Maspero, lui, avait vu le jour à Paris, en 1846. A peine sorti de l'École normale, 1867, le jeune professeur sentit une vocation irrésistible l'entraîner vers les mirages si poétiques de l'Égypte, ce « don du Nil », suivant la pittoresque expression d'Hérodote, terre vénérable des Pharaons mitrés, des pylônes en bastion, des obélisques en aiguille, des sphinx pensifs, des momies emmaillotées, des hypogées aux puits trompeurs, des papyrus si longtemps énigmatiques.

Les débuts furent pénibles pour le futur égyptologue qui, luttant avec une âpre énergie contre les difficultés de la vie matérielle, ne recula pas devant l'ingrate besogne de correcteur dans une imprimerie. En 1868 on trouve en Uruguay le courageux étudiant, improvisé philologue au service d'un Américain de Montevideo, M. Lopez, qu'il seconde dans ses études sur le *quichua*, une des langues du Pérou. Sa mission terminée, il rentre en France et devient répétiteur du cours d'égyptologie professé par E. de Rougé à l'École des Hautes Études. L'orientation scientifique de Maspero est désormais fixée.

En 1870, le jeune érudit servit bravement dans la garde mobile et prit part à la bataille de Montretout. La paix signée, il retourna à ses chères études et soutint brillamment ses thèses en Sorbonne.

Dès 1873, Maspero, qui s'était fait connaître par de remarquables mémoires, tels que *La Stèle du Songe, Études sur les Papyrus,* l'*Hymne au Nil, Du Génie épistolaire chez les Égyptiens,* etc., succéda à E. de Rougé comme professeur dans la chaire de Champollion au Collège de France. Il donna bientôt des œuvres de théorie grammaticale en démotique et en copte, sans parler d'une abondante collaboration à des revues, collections et journaux français et étrangers de Paris, Londres, Berlin et Florence. C'est alors que Maspero forma une phalange d'élèves de grande valeur (dont plusieurs destinés à devenir des maîtres), comme Grébault, Bérend, Wiedemann, Schiaparelli, Piehl, Wilbour, Rochemonteix, Ledrain, Gayet, Chassinat, Loret, Bouriant, etc., tout en tenant la main à ce que la direction de l'école restât foncièrement française ; son activité, on peut le dire, était infatigable.

Aussi en 1880 le ministère de l'Instruction publique chargea-t-il Maspero d'une mission permanente au Caire, avec l'intention d'y créer une école analogue à celle fondée à Athènes pour l'étude des monuments de la Grèce ancienne. Le nouvel institut comprenait, avec le directeur, trois catégories de personnes ayant chacune sa spécialité : des membres d'une section d'archéologie égyptienne antique, des membres d'une

section d'archéologie sémitique et des langues de l'Orient musulman, enfin des artistes. La mission débarqua à Alexandrie au commencement de l'année 1881, deux semaines avant la mort (18 janvier 1881) de l'illustre Mariette, qui avait lutté avec tant d'énergie contre l'infiltration insidieuse de l'influence germanique dans le domaine de l'égyptologie. Maspero se trouva naturellement désigné pour succéder au découvreur du Sérapéum : mais cette nomination, ratifiée par le khédive Tewfik Pacha, ne se fit pas sans difficulté, à cause des intrigues teutonnes ourdies par le consul d'Allemagne au Caire, M. de Saurna, et tendant à dépouiller la France, au profit de l'Empire germanique, d'une haute situation légitimement acquise, pour faire de ce poste un instrument de propagande tudesque en Égypte ; mais la fermeté de M. de Blignières, secondé par M. de Ring, notre agent diplomatique au Caire, réussit à faire avorter les espérances trop ambitieuses du professeur allemand H. Brugsch.

Nommé directeur général des Fouilles sur la vieille terre des Pharaons, Maspero réorganisa fort heureusement le Service des Antiquités en divisant les provinces khédiviales en sept circonscriptions, vrais « nomes » scientifiques pourvus chacun d'inspecteurs de choix ; aussi en quelques années, malgré les trop faibles ressources du budget mis à sa disposition, mais grâce à ses talents d'organisateur, à ses géniales facultés, à son labeur inlassable, augmenta-t-il considérablement le trésor égyptologique, déjà amassé par

Mariette. Poursuivant sa mission, il ouvrait à Saqqarah cinq pyramides nouvelles, parmi lesquelles la fameuse de Meïdoum, continuait le déblaiement des grands temples d'Edfou et de Médinet-Abou à Thèbes, entreprenait à Karnak des travaux de consolidation de la gigantesque salle hypostyle, débarrassait la majestueuse colonnade de Louqsor des ignobles huttes qui, comme autant de colossales verrues, la déshonoraient et il mettait le sceau à sa renommée par la retentissante découverte à Deïr-el-Bahari du puits où étaient cachées avec tant d'astuce les royales momies de fameux dynastes, tels que Thoutmès III, Séti Ier, Ramsès II (le célèbre Sésostris des Grecs) et Ramsès III, le dernier des grands souverains de l'Égypte. En apercevant dans cette auguste nécropole, hélas! déjà violée, une guêpe, les ailes étendues, reposant sur une guirlande de fleurs, qui ne semblaient pas fanées, l'explorateur scientifique dut éprouver une poignante émotion, analogue à celle qu'à un demi-siècle d'intervalle avait ressentie Mariette, lors de la découverte des catacombes du Sérapéum, soudain illuminées par le flambeau de son génie, quand tout à coup il vit sur le sol l'empreinte, encore fraîche pour ainsi dire, des pas des ouvriers qui, à trois mille ans de là, avaient déposé l'Apis sacré dans son sarcophage géant!

C'est avec une légitime fierté que Maspero put dire devant l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres :

« L'Égypte est vraiment la terre des merveilles... ;

elle nous rend les hommes mêmes qui ont érigé les monuments et fait l'histoire. Les grands souverains ne sont plus des noms détachés de toute forme et flottants dans l'imagination sans couleurs et sans contours; on les voit, on les touche, on mesure leur taille, on jauge la capacité de leur cerveau; on sait quelle était la coupe de leur nez et de leur bouche, s'ils étaient chauves, s'ils avaient quelque infirmité secrète, et, comme s'il s'agissait d'un contemporain, on publie leur portrait d'après nature, en photographie. »

Des raisons de santé obligèrent Maspero à quitter en 1886 Le Caire, où il ne revint qu'en 1899, renvoyé à son ancien poste de directeur du Service des Antiquités; ce second séjour en Égypte, fort bien rempli aussi par de signalés services, fut non moins fertile en remarquables progrès pour l'égyptologie : création de musées locaux dans les villes les plus importantes, protection des temples de la Nubie, que menaçait l'élévation des eaux du Nil causée par l'affreux barrage d'Assouan, déblaiement et consolidation des principaux monuments de l'Égypte propre. Ces fructueux résultats dus aux opiniâtres efforts de Maspero, général commandant à un brillant état-major, furent consignés dans les *Comptes rendus de l'Institut égyptien* et dans les *Annales du Service des Antiquités*.

L'œuvre d'érudition et de littérature de Maspero est énorme, et la simple nomenclature de tous les ouvrages, des monographies, des articles de sa collaboration au *Temps* et au *Journal des Débats* ou de ses

études dispersées dans nombre de revues et de recueils, représenterait une imposante bibliographie.

Contentons-nous de citer trois œuvres magistrales de ce merveilleux talent qui, dans une langue impeccable, savait se plier à la fois aux exigences des érudits les plus sévères et au goût du public avide de descriptions imagées et de curieuses anecdotes : ce lumineux triptyque de l'égyptologie se compose de l'*Histoire ancienne des peuples de l'Orient*, de l'*Archéologie égyptienne*, et des *Ruines et Paysages d'Égypte*.

Dans le premier ouvrage, formidable monument d'érudition claire et concentrée, l'auteur s'est élevé de la plus rigoureuse analyse aux cimes des grandioses synthèses.

Le second est un exposé sans rival de l'architecture civile, militaire, religieuse et funéraire, de l'industrie et des arts de ce peuple étonnant qu'on a accusé à tort de s'être figé dans un froid et immuable formalisme.

Pour donner une idée du genre bien moderne et séduisant du troisième ouvrage, qui a obtenu un grand succès, il me suffira de citer les titres nullement archaïques de quelques chapitres : « Un parlement de rois au tombeau d'Aménôthès III », — « La pêche aux statues dans le temple de Karnak », — « Les Pharaons éclairés à la lumière électrique ».

Lui aussi Mariette, n'avait-il pas eu la noble ambition de mettre la science à la portée de tous par son guide, chef-d'œuvre de clarté : *Itinéraire de la Haute-Égypte ?*

Maspero, de son côté, a tenu à faire œuvre si louable de vulgarisateur, d'éducateur dans le sens le plus élevé du mot ; car, égyptologue dans l'âme, il ne séparait pas dans son cœur la France de l'Égypte, où vit toujours le souvenir de saint Louis et des Croisés, où retentit encore l'écho des victoires des Pyramides et d'Héliopolis, où sera toujours béni le nom célèbre du perceur de l'isthme de Suez, où la venimeuse jalousie tudesque ne parviendra jamais à ternir la gloire bien française de cette étincelante trinité égyptologique : Champollion, Mariette et Maspero.

5 août 1916.

Un Grand Français

LE R. P. DE FOUCAULD — L'EXPLORATEUR LE SAINT — LE MARTYR

C'est par une lettre d'Adrar (14 décembre) que la Société de Géographie de Paris a connu la mort du R. P. de Foucauld, lâchement assassiné au Sahara par le *rezzou* d'une cinquantaine de Senoussis pillards qui avaient réussi à pénétrer, le 1er décembre 1916, à Tamanrasset, maison de l'anachorète, au sud de la koudia de l'Ahaggâr. Le moine attendait des lettres et ouvrit sans méfiance la porte de sa demeure aux Touareg Azdjer, qui firent feu aussitôt; l'innocente victime tomba tuée d'une balle à la tête et l'ermitage fut livré au pillage des bandits. « Il ne semble pas douteux que le meurtre a été commis à l'instigation des Turcs derrière lesquels on entrevoit les Allemands. »

Avec ce Français, qu'on a le droit de qualifier de « grand » et que grandira peut-être encore l'Église, qu'il a servie, comme sa patrie, avec un dévouement allant jusqu'au martyre, disparait une figure d'un relief saisissant et qui, avec une singulière puissance, se détachait sur le massif montagneux de l'Ahaggâr,

« espace rocheux, sans eaux, sans végétation, soigneusement évité par les caravanes et les nomades ».

Le vicomte de Foucauld s'est montré successivement un officier de mérite, un explorateur de premier ordre, un savant de haute valeur, enfin un ermite exemplaire, perdu dans l'océan désertique et qui fait penser à ces fameux anachorètes auxquels la Thébaïde a dû sa renommée dès les premiers siècles de l'ère chrétienne.

Né à Strasbourg, le 15 septembre 1858, d'une ancienne et noble famille qui donna à l'Église et à la France des religieux et des soldats, des évêques et des saints, Charles-Eugène de Foucauld se destina de bonne heure au métier des armes, et, pour s'y préparer, il entra à l'École de la rue des Postes, alors dirigée par le père du Lac bien connu ; à l'âge de dix-huit ans il fut admis à Saint-Cyr (1876).

« Bien malin, a écrit l'un de ses camarades (1), celui qui aurait deviné dans ce jeune Saint-Cyrien, gourmand et sceptique, l'ascète et l'apôtre d'aujourd'hui. Lettré et artiste, il employait les loisirs que lui laissaient les exercices militaires à flâner, le crayon à la main, ou à se plonger dans la lecture des auteurs latins et grecs. Quant à ses théories et à ses cours, il ne les regardait même pas, s'en remettant à sa bonne étoile pour ne pas être *séché*. »

Sorti dans l'arme de la cavalerie, il suivit les cours

---

(1) Général LAPERRINE, *Les Étapes de la Conversion d'un houzard* (*Revue de Cavalerie*, octobre 1913).

de l'École de Saumur, où il eut pour meilleur ami Antoine de Vallombrosa, devenu plus tard marquis de Morès, qui devait périr lui aussi traîtreusement assassiné par des Touareg, pirates du désert.

Du 4e hussards à Pont-à-Mousson le jeune vicomte passa en Algérie au 4e chasseurs d'Afrique et se distingua en 1881 dans le Sud-Oranais au cours de la campagne contre Bou-Amama et les dissidents Ouled-Sidi-Cheikh.

« Au milieu des dangers et des privations des colonnes expéditionnaires, ajoute l'auteur cité plus haut, ce lettré fêtard se révéla un soldat et un chef supportant gaiement les plus dures épreuves, payant constamment de sa personne, s'occupant avec dévouement de ses hommes ; il faisait l'admiration des vieux mexicains du régiment, les connaisseurs ! »

Le contact avec les indigènes avait provoqué sa curiosité sur le monde et la civilisation arabes qu'il voulait mieux connaître ; dans cette intention, de Foucauld demanda à servir dans les spahis sénégalais, et, la réponse tardant, il donna sa démission.

Alors installé à Alger dans un modeste appartement et à l'insu de tous, pendant deux années il s'absorbe dans l'étude de l'arabe, ne fréquentant qu'un *taleb*, qui lui enseigne cette langue, et un rabbin qui lui apprend avec l'hébreu les usages religieux des communautés israélites répandues dans le nord de l'Afrique. C'est que le brillant officier a renoncé à la vie militaire pour embrasser à la carrière d'explorateur aussi périlleuse que passionnante ; et l'exploration qui

le tente est celle du Magreb-el-Aksa. Par les prestiges des contrastes de sa nature tantôt luxuriante, tantôt désolée, par ses oasis, ses déserts, ses mirages, les mœurs étranges et les costumes bizarres de ses populations sédentaires ou nomades, de ses fanatiques confréries, le Maroc l'attirait irrésistiblement et d'autant plus que, doué d'une énergie de fer, il voyait dans cette mystérieuse contrée africaine plus de difficultés à vaincre, plus de dangers à affronter. Ce paladin d'un autre âge, qui devait échanger le dolman de l'officier pour la robe du moine et, malgré tout, resté militaire, avait la nostalgie de l'idéal. A ces natures d'essence supérieure il faut souvent la solitude dans l'immensité désertique avec le céleste au-delà pour horizon ! Quand Charles de Foucauld, comme guidé par des vues prophétiques, accomplit sa célèbre exploration au Maroc, n'avait-il pas le pressentiment de la belle mission civilisatrice réservée à la France au Magreb-el-Aksa, sentant qu'il lui incombait par ses travaux de faciliter l'œuvre future de nos officiers et de nos ingénieurs, appelés à affranchir, à régénérer l'ancienne Mauritanie Tingitane des Romains ?

C'est le rapport (24 avril 1885) d'Henri Duveyrier à la Société de Géographie de Paris, décernant à l'intrépide explorateur la grande Médaille d'or, qui éleva sur le pavois la célébrité de Charles de Foucauld. Quelle personnalité, d'ailleurs, pouvait consacrer cette jeune renommée avec plus d'autorité que l'éminent géographe connu comme l'auteur du beau livre *Les Touareg du Nord* et qui avait lui-même

exploré avec tant de hardiesse le Sahara dans la région des Ahaggâr.

Visiter le Maroc semblait une entreprise des plus ardues en 1883. En effet, l'Empire chérifien était comme partagé en deux parties politiquement bien distinctes : l'une, le *Blad el Maghzen,* soumise effectivement à l'autorité du Sultan, et l'autre bien plus étendue, le *Blad el Siba* (pays lâché ou de l'abandon administratif) que peuplent des tribus nomades et des *douars* indépendants, que l'Européen, à moins d'être travesti, ne pouvait parcourir qu'en exposant sa vie.

Il était donc indispensable au néophyte de l'exploration de cacher sa race et sa religion sous un déguisement. Mais lequel choisir ? Coifferait-il le turban rouge ou le bonnet noir ?

Si René Caillié, au péril de ses jours, pour pénétrer dans la cité interdite de Tombouctou avait pris le costume d'un étudiant musulman, si Arminius Vambéry pour visiter Bokhara et Samarcande s'était déguisé en faux derviche, le vicomte de Foucauld lui, sur les conseils de M. Mac-Carthy, l'érudit directeur de la bibliothèque d'Alger, n'hésita pas à se faire passer pour un juif russe sous le nom du *rabbin Joseph.* « Voilà donc ce jeune vicomte, lieutenant de cavalerie, officier d'état-major, qui, bravant un dégoût bien naturel, revêt *chechia,* lévite et *belleras* noires, livrée infamante que les Marocains imposent aux israélites. »

Comme il l'a dit avec une noble simplicité dans le récit de ses *Itinéraires au Maroc,* musulman il lui eût été difficile d'obtenir des renseignements et

d'écrire, impossible de se servir de ses instruments, tandis que le voile, qui abritait l'israélite pendant sa prière ou le soir dans les *mellahs,* servait à dissimuler habilement la boussole ou le sectant du pieux juif, qui priait, chantait à la synagogue et montait au « sifer », les parents le suppliant de bénir leurs enfants.

Mais ce n'est pas tout. Pour s'assurer qu'il tenait bien son rôle, de Foucauld fit un essai ; il prit un congé et n'hésita pas à s'imposer un rude stage de trois mois sous cet étrange déguisement. Voici une piquante anecdote que rapporte à ce sujet, dans l'*Afrique Française,* le capitaine René de Segonzac : « Un jour, le faux rabbin — de Foucauld l'a lui-même raconté — vint s'asseoir à Tlemcen sur la place du Mechouar où son peloton devait passer. Les cavaliers défilèrent distraits ou méprisants : l'un d'eux, avec un ricanement, fit remarquer à ses camarades que ce petit juif, accroupi, en train de manger des olives, avait l'air d'un singe ; nul ne le reconnut. L'épreuve lui parut concluante, il résolut de se mettre en route. »

C'est de Tanger que le 20 juin 1883, muni de ses seules ressources et sans aide du Gouvernement, de Foucauld partit pour cette exploration d'une année, au cours de laquelle, risquant quotidiennement ses jours, il releva un magnifique itinéraire de 3.000 kilomètres, détermina 45 longitudes et 40 latitudes, agrandissant ainsi de façon admirable les connaissances à la fois géographiques, ethnologiques, politiques et économiques que l'on avait péniblement glanées sur le Magreb-el-Aksa.

M. Duveyrier, dans son rapport à la Société de Géographie, a mis en relief les curieuses données que le voyageur avait rapportées, par exemple sur les mœurs et les institutions des Imazighen, ces montagnards berbères de l'Atlas, divisés en deux groupes : les tribus du nord, organisées en démocraties ennemies de la centralisation, et celles du sud, acceptant l'autorité de cheiks héréditaires, mais impatientes de toute suzeraineté chérifienne, et bien capables de s'approprier la fière devise d'un haut baron français de jadis : *Roi ne suis, ne duc, ne comte aussy. Je suis le sire de Coucy.*

Et le rapporteur terminait son éloge du lauréat par ces mots :

« On ne sait ce qu'il faut le plus admirer de ces résultats si utiles, ou du dévouement, du courage et de l'abnégation ascétique, grâce auxquels ce jeune officier les a obtenus !

« Sacrifiant bien autre chose que ses aises, ayant fait et tenu jusqu'au bout un vœu de pauvreté et de misère..., il nous avait conquis des renseignements très nombreux, très précis, qui renouvellent littéralement la connaissance géographique et politique presque tout entière du Maroc ! »

Le 21 mai 1884, le vicomte de Foucauld remit le pied sur le territoire algérien à Lalla-Marnia (frontière du Maroc) après avoir parcouru les États du Chérif du nord au sud, du nord-ouest au nord-est, et il se rendit aussitôt en France pour y publier les grandioses résultats de son incroyable exploration à travers des contrées inhospitalières, où n'aurait pu

impunément pénétrer aucun chrétien, bien plus, aucun émissaire du Sultan et peut-être même aucun sectateur de l'Islam.

Son ouvrage, *Reconnaissances au Maroc,* « vrai modèle d'exactitude scientifique, d'autant plus méritoire qu'il fut poursuivi dans des conditions extrêmement difficiles et parfois dramatiques », est devenu un livre classique aux yeux de nos officiers, merveilleux ouvriers de l'expansion française au Magreb, et qui, en le consultant, y trouvent une mine abondante d'indications géographiques et ethniques.

« La sincérité du vicomte de Foucauld, première qualité de l'explorateur, a écrit M. Augustin Bernard dans *La Géographie,* n'a d'égale que sa modestie et sa discrétion. Les dessins qui accompagnent l'ouvrage sont également très remarquables ; ils donnent en quelque sorte la synthèse d'un paysage, en dégageant les lignes essentielles mieux que ne pourraient le faire des photographies même excellentes. On peut dire que grâce à de Foucauld le Maroc était français avant même que notre drapeau y flottât. Souvent nos officiers ont eu l'occasion d'interroger les indigènes, le livre de Foucauld à la main : ils ont vérifié l'admirable exactitude du grand explorateur. »

Ce chef-d'œuvre, *Reconnaissances au Maroc,* fut couronné par l'Académie Française en 1885 et, comme nous l'avons dit plus haut, la Société de Géographie décerna en 1887 à l'auteur sa médaille d'or annuelle.

Au cours de cette vie errante et toute de mortifi-

cations les idées religieuses prirent de plus en plus d'empire sur son esprit enclin à la méditation.

Sa grande humilité et sa passion de piété catholique l'entraînèrent vers une vie religieuse et de renoncement au monde. Pour affermir sa foi naissante M. de Foucauld entreprit en 1888 un pèlerinage en Terre Sainte et au cours de son voyage en Syrie il connut la Trappe de Cheiklé près d'Akbès, où il devait revenir plus tard.

De retour en France il fit une série de retraites à Mortagne chez les Trappistes, à Solesmes chez les Bénédictins, à Clamart chez les Jésuites ; puis à la fin de 1889 le néophyte se décida à entrer au monastère de Notre-Dame des Neiges, où il revêtit (janvier 1890) l'habit monastique, et, a-t-on pu écrire : « Celui qui avait été dans le monde le vicomte de Foucauld, le brillant officier de chasseurs d'Afrique, l'intrépide explorateur, n'était plus désormais dans le cloître que l'humble frère Albéric. »

Au bout de cinq mois, le novice quitta la France pour se rendre en Syrie au prieuré de Notre-Dame du Sacré-Cœur de Cheiklé, afin d'y mieux renoncer à toute ambition mondaine et de se consacrer à la prière.

Le patriotisme n'était sans doute pas étranger à ce choix. « Mon désir, disait-il à dom Martin, serait, si vous m'en jugez digne, d'aller servir la France en Orient sous la robe d'un trappiste. »

Après avoir prononcé des vœux solennels en 1896, il fut envoyé à Staouéli en Algérie, d'où quelques

semaines plus tard il alla dans la capitale de la catholicité pour y suivre les cours de théologie du Collège romain; mais cette existence dans la « Ville éternelle » aux étonnants contrastes ne répondait pas à son pieux idéal de recueillement et de mortification. Surpris, ses supérieurs en référèrent au Pape même, et Léon XIII décida que, relevé de ses vœux, le père Albéric pourrait quitter la Trappe, mais qu'il devait réfléchir trois années encore avant d'être autorisé à entrer dans la voie extraordinaire qu'il avait en vue.

Charles de Foucauld s'embarqua alors pour la Palestine; après un pèlerinage aux Lieux Saints, il gagna à pied et mendiant Nazareth, qu'il atteignit dans un état de lassitude extrême (7 mars 1900). Le pèlerin fut admis comme domestique dans une communauté de Clarisses, et il a raconté lui-même la vie nouvelle qu'il menait, mais en passant sous silence son amour de la pauvreté et des privations.

Son humble habitation, qu'il appelait : *Notre-Dame de Perpétuel Secours,* consistait en une étroite cabane en bois, garnie d'une paillasse, d'une table et d'un banc. Ce fut là que l'ancien officier de cavalerie fut découvert par un prélat français, qui le trouva exerçant dans ce couvent le modeste emploi de jardinier et de sacristain.

Un jour vint cependant où le frère Charles résolut de se préparer au sacerdoce. Quittant Nazareth il alla s'embarquer à Jaffa (août 1900), et à son arrivée en France il retourna à la Trappe de Notre-Dame des Neiges compléter ses études de théologie. Le 5 juin

1901 le père Charles de Foucauld fut ordonné prêtre au grand séminaire de Viviers par Mgr Montéty, archevêque titulaire de Béryte.

L'ancien explorateur entrait dans cette milice de moines dont le comte de Montalembert a pu dire qu'ils avaient découvert l'art de concilier la grandeur d'âme avec l'humanité, les apaisements du cœur avec les ardeurs de l'intelligence, le mouvement avec la paix, la joie avec le travail, la plus grande force morale avec une entière faiblesse matérielle. Né au temps des Croisades, le vicomte de Foucauld se serait enrôlé sous la bannière d'un Godefroy de Bouillon, pour courir à la délivrance du Saint-Sépulcre. C'est à tort que certains ont attribué au pur mysticisme le choix qu'il fit de l'existence d'anachorète. La foi ardente dont brûlait son âme d'élite fut la vraie source de sa vocation religieuse.

Le frère Charles de Jésus avait toujours la nostalgie de l'Afrique et rêvait de vivre en ermite dans le Sahara. Voici comment l'apôtre patriote comprenait sa nouvelle mission bien française :

« Faire profiter le vainqueur de sa profonde connaissance de l'indigène, du pays et de la religion musulmane ; gagner le cœur des vaincus à force de charité ! »

L'anachorète établit d'abord son ermitage à Beni-Abbès, dans le Saoura, soit à 250 kilomètres au sud de l'oasis de Figuig, où, improvisé maçon et charpentier, il bâtit de ses propres mains une toute petite demeure ainsi qu'une chapelle décorée ingénieusement. Il pas-

sait son temps à prier, à soigner les malades dans son minuscule dispensaire, à racheter des esclaves et à distribuer le peu d'aumônes dont le pauvre ermite pouvait disposer. Enfin il occupa les loisirs de sa vie pieuse et charitable à explorer le pays *targui* pendant plusieurs années.

Avec une inlassable patience il recueillit les traditions orales, reconstituant la grammaire *tamachek* et le *tifinar,* idiome écrit. Le travailleur acharné rassembla une foule de documents jusqu'alors inconnus sur la langue, les mœurs et les coutumes des Touareg, nomades sahariens, ces « Gens du Voile », pour qui, comme pour les Prussiens, leurs frères en scélératesse, la guerre représente l'industrie nationale et dont le général Daumas a écrit : « Je n'ai rien vu de bon chez eux que leur beauté et leurs chameaux. »

Mais la fascination du Maroc(1) le poursuivait quand même, et l'ascète, pour lequel aucune privation n'était assez dure, voulut s'enfoncer encore plus loin dans la solitude désertique et il alla fixer sa retraite au centre même des steppes sahariennes, à Tamanrasset, dans le massif de l'Ahaggâr, où, habitant une case de torchis informe, il passait les nuits à travailler sans relâche; le jour le moine prodiguait ses soins aux Touareg malades, dont il parlait couramment la

(1) Au point de vue ecclésiastique le Maroc relevait des Pères Franciscains espagnols, tandis que le Sahara algérien dépendait de la préfecture apostolique de Ghardaïa aux Pères Blancs.

langue et à qui « le marabout blanc » avait inspiré des sentiments divers, mélangés de crainte, de respect et de vénération.

Ne faisant plus partie d'aucun ordre, il avait été autorisé par Rome à habiter, comme prêtre libre, le vicariat apostolique du Sahara, confié, comme on sait, aux Pères Blancs. Pendant onze années, dans cet ermitage perdu, le vicomte de Foucauld, devenu le père Charles de Jésus, s'est consacré au double apostolat de la charité et de la propagande française.

M. Jean Lefranc, qui put voir l'anachorète au cours d'une mission au Sahara (1913-1914), a écrit dans le *Temps* : « Je puis témoigner qu'il était l'un des plus grands Français qu'on ait pu connaitre avant la présente guerre, que son œuvre, qu'il voulait anonyme, étonnera le monde, quand elle sera révélée, et que sa vie est un des plus beaux exemples d'énergie humaine ! »

Nous ne pouvons, par ailleurs, résister à la tentation de citer ce passage et la péroraison d'une lettre écrite en 1903 par le père de Foucauld au capitaine de Segonzac, lignes qui peignent bien la pureté des sentiments patriotiques, la sublimité d'âme de l'apôtre :

« L'amour commun pour le Maroc établit entre vous et moi une union profonde... De tout mon cœur je prie Dieu, du fond de mon ermitage, pour que, comme vous le dites, l'ombre de notre drapeau s'étende un jour, s'étende bientôt sur le Maroc...

« Et comme tout passe, excepté Dieu, comme il est une distance infinie entre la créature et le Créateur,

comme la vie mortelle ne nous est donnée que pour parvenir à la pleine lumière de l'éternité, je prie Dieu, de toute mon âme, qu'il vous accorde toute grâce, toute bénédiction, tout don divin en ce monde et le ciel dans l'autre ! »

Quel pâle commentaire ajouter à ce langage aux accents presque surhumains et comme illuminé de visions extatiques ?

Pourquoi faut-il que des forbans du Sahara, dignes d'être nés sur les bords de la Sprée, aient tranché prématurément cette existence toute de labeur, de sainteté et de patriotisme, vouée au plus pur idéal ! Le R. P. de Foucauld est tombé, lui aussi noble victime du fanatisme des écumeurs du désert, après le colonel Flatters, massacré avec sa mission, après le marquis de Morès, les pères Richard, Morat et Pouplart, tués dans le Sahara, le colonel Bonnier et sa colonne, l'administrateur Coppolani, égorgé en Mauritanie, le lieutenant Mangin, pour ne citer que les noms les plus connus dans le cruel martyrologe de nos héros africains.

Un jour sans doute une blanche koubba ou plutôt un pieux mausolée érigé avec la croix sur les ruines de l'ermitage de Tamanrasset honorera la mémoire vénérée du « grand marabout » chrétien, de l'héroïque Soldat de la France et du Christ que nimbe la sublime auréole du martyre et dont l'ultime prière, sur ses lèvres expirantes, a dû implorer le divin pardon pour ses meurtriers !

Aux confins extrêmes de la France nouvelle, sur

cette terre d'Afrique arrosée du sang de tant de nos braves, le père de Foucauld a incarné la quintessence de la foi et des vertus de notre race. Quel est donc le surhomme allemand, modèle de perfection (?) ici-bas, que peut opposer aux enfants du pays de France d'où sont sortis saint Louis, Jeanne d'Arc et saint Vincent de Paul, cette « Kultur » germanique, dont le « processus », empoisonné par le fol orgueil hégélien, malgré l'égide trompeuse d'un Kant ou d'un Goethe, devait fatalement aboutir à un effroyable cataclysme, à une monstrueuse barbarie, au plus sanglant des carnages que l'Histoire ait encore vus?

30 décembre 1916.

Un homme d'État hellène

LE GRAND CRÉTOIS VENIZELOS

Venizelos, l'ancien premier ministre de Grèce, congédié il y a deux ans par Constantin et aujourd'hui remonté au pinacle, acclamé à Athènes par les foules enthousiastes, protégeant de son merveilleux prestige les débuts du règne d'Alexandre, bref Venizelos redevenu l'arbitre des destinées de sa patrie, tandis que le monarque parjure, coupable d'avoir pactisé avec l'ennemi héréditaire, le Bulgare, est réduit à déguerpir en catimini de son royaume, et que, *mobilis hospes,* il se voit obligé de fuir Lugano sous les huées des Suisses indignés, c'est là un des contrastes les plus suggestifs sur lesquels pourront méditer les historiens de demain.

L'Orient aux magiques couleurs n'est-il pas fertile en coups de théâtre sur la scène politique? Qui eût dit, il y a quelques semaines, que les rôles seraient brusquement renversés dans la patrie de Périclès, qu'après tant d'impuissants ultimatums, d'indignes fourberies de la camarilla tudesque au pied de l'Acropole, les écuries d'Augias seraient rapidement nettoyées grâce à l'habileté du haut Commissaire

français, et que le ministre loyal par excellence se verrait appelé à reprendre le pouvoir pour le salut de la dynastie et de l'hellénisme ?

Ce n'est pas cependant à ses origines attiques que le grand patriote doit, en quoi que ce soit, sa popularité. En effet, Eleftherinos (en grec, ami de la liberté) Venizelos, issu d'une des premières familles de la Crète, est né en 1864 dans le village de Mourmiès, aux environs de La Canée, où longtemps auparavant ses parents avaient émigré de Crevata près de Sparte.

Après avoir suivi avec succès les cours de droit de l'Université d'Athènes et s'être fait inscrire au barreau de la capitale, Venizelos fut, à vingt-trois ans (1887), élu député de Cydonies en Crète, à son retour dans l'île natale où sévissait une violente révolte contre la domination ottomane. N'écoutant que son devoir, Venizelos prit son fusil et se vit rapidement à la tête d'une bande d'insurgés, tenant la montagne. Le chef de « partisans » *Eleuthère* eut bientôt fait de devenir très populaire, grâce à son sang-froid imperturbable dans les circonstances les plus critiques.

Venizelos sut, sans rien abdiquer de sa dignité, exercer une heureuse influence sur le prince Georges, haut Commissaire des puissances en Crète, dont la politique était réduite à louvoyer, et put garder la confiance de ses ardents compatriotes, qui brûlaient de rompre brusquement tout lien avec la puissance suzeraine. Il se préparait d'ailleurs par un incessant labeur à la grande mission qui allait lui incomber.

« Au milieu de cette nature sauvage et accidentée qu'est celle de l'île de Crète, Venizelos médita profondément sur l'avenir de son pays, — de son petit pays, et de son grand pays, — la Grèce, a écrit Miles dans le *Correspondant*. Et la richesse de son imagination — qui à certains moments parait si illimitée qu'elle semble évoluer dans le royaume des chimères — emprunta à la richesse des paysages crétois ce qu'ils ont précisément de particulier : la brusque succession de montagnes abruptes et d'étroits défilés, l'impressionnante soudaineté avec laquelle, du haut d'une cime plongée dans les nuages, se déroule, aussitôt qu'on l'atteint, le spectacle de la mer qui frôle les pieds de l'immense rocher.....

« C'est ainsi que derrière la pensée la plus élevée de Venizelos se trouve la pensée la plus pratique, la plus réaliste, la plus terre à terre. La perception de l'une aide à l'exécution de l'autre. Le réalisme le plus clairvoyant se trouve ainsi mis au service de l'idéalisme le plus audacieux. »

Le jeune chef exerçait une grande autorité sur les révoltés crétois qui, entrainés par son exemple, ne redoutaient ni les balles des contingents européens ni les canons des cuirassés embossés dans la rade. Aussi, lors de l'élection de la Constituante dans l'île, Venizelos, jouissant déjà d'une réputation bien méritée, fut-il nommé premier ministre et président de l' « Assemblée grecque des Crétois », qui vota d'enthousiasme un ordre du jour d'union avec la Grèce.

Sur ces entrefaites (août 1909) éclata une révolte

militaire à Athènes et, aux élections de l'Assemblée nationale qui suivirent, le nom de Venizelos, dont le prestige avait singulièrement grandi, sortit spontanément des urnes dans la capitale.

Le 12 septembre, le futur premier ministre abandonna la présidence du Conseil crétois et quitta La Canée faisant voile vers la Grèce, qui l'attendait comme un sauveur.

Voici le portrait qu'a tracé de Venizelos à cette période, au moment de son départ de Crète, M. Van den Brule, dans son volume *L'Orient hellénique :*

« Son intelligence très vaste et cultivée, tout en lui permettant de coordonner et de s'assimiler les mille détails si encombrants dont se compose toute politique de grands ou de petits clochers, le mettait aussi à même de saisir exactement les contingences européennes, qui sont à la base de la question crétoise, et de les tourner au plus grand profit de ses conceptions particulières, mais sans dépasser la limite extrême au delà de laquelle il fût devenu inhabile ou dangereux de les contrecarrer.

« Une puissance extraordinaire sur soi-même tendait à lui maintenir sur les autres l'ascendant qu'un don tout à fait remarquable d'élocution lui avait acquis parmi ce peuple dont le parler, si abondant et si imagé, semble du miel et chez lequel le moindre geste naturellement noble prend une ampleur pleine d'éloquence.

« Cet homme semblait promis aux plus hautes destinées dans cette Hellade à laquelle son rêve

intime le poussait à vouloir que, par son fait, l'éternelle Insurgée fût enfin réunie. »

Le peuple du Pirée et d'Athènes fit une réception enthousiaste au Crétois, dans lequel il mettait tous ses espoirs de relèvement et d'avenir.

C'est alors que se dessina vraiment l'étonnante carrière de ce remarquable homme d'État. La Ligue militaire avait mis en péril les institutions mêmes de la monarchie ; heureusement inspiré, le Roi confia la formation d'un cabinet régénérateur à Venizelos, qui n'hésita pas à dissoudre une Chambre sans autorité ; puis, son appel au pays lui ayant donné une forte majorité parlementaire, il put transformer la Grèce par une série de réformes constitutionnelles, administratives, judiciaires et financières, réorganisant en même temps la marine et surtout l'armée, avec le concours de la mission française du général Eydoux, appelée par lui à Athènes. Cette œuvre grandiose de rénovation nationale accomplie grâce à sa puissance extraordinaire de travail (seize heures de labeur quotidien), Venizelos l'a en partie reprise à la tête du gouvernement provisoire à Salonique, et c'est pour la troisième fois que, fort de sa persévérance inlassable, il la recommence courageusement, en reconstituant, au triple point de vue administratif, économique et militaire, l'unité de la Grèce si compromise par les intrigues germanophiles.

Mais le champ d'action où a surtout excellé cet homme d'État, « en qui l'Hellade a retrouvé son Ulysse », c'est le domaine de la politique étrangère,

qu'il a su faire valoir avec sa lumineuse compréhension des intérêts supérieurs de l'hellénisme. Venizelos a été le vrai artisan de la Confédération balkanique, forgée de toutes pièces contre l'Empire ottoman, et qui, a dit un de ses biographes, le Dr Kerofilas, restera le chef-d'œuvre de son génie. Pourquoi fallut-il que par une déshonorante fourberie le Gouvernement de Ferdinand déchirât le traité gréco-bulgare, conclu sous les auspices du « Cavour hellène », et brisât l'Union balkanique formée avec un si grand art? Aux conférences de la paix à Londres 1912 et à Bucarest 1913, après la dernière guerre balkanique déchaînée par la perfide ambition bulgare, les diplomates étrangers les plus renommés furent aussi surpris que captivés par la finesse et la franchise du plénipotentiaire hellène. C'est encore Venizelos qui eut le mérite de signer à Salonique, le 14 mai 1913, ce fameux traité gréco-serbe, qui scellait heureusement l'amitié entre deux nations ayant même communauté d'intérêts. C'était une habile et magnanime politique, à laquelle, au contraire de son souverain traître à la parole donnée, Venizelos, lui, demeura inébranlablement fidèle. « Le premier » à Athènes n'en rappelait-il pas encore hier, dans sa cordiale dépêche à M. Pachitch, président du Conseil de Serbie, les avantages manifestes, « comme garantie de la paix et de la prospérité dans les Balkans »?

Sa maîtrise d'homme d'État se déploya aussi avec un étonnant relief lors du duel diplomatique entre

Sofia et Athènes, au sujet de l'attribution de Cavalla et de l'île de Thasos, qu'il réussit, en ralliant à sa cause le plénipotentiaire roumain, M. Majoresco, à faire adjuger à la Grèce (1913).

« Quelle discussion, a écrit un témoin oculaire à propos de ces laborieuses négociations autour du tapis vert à Bucarest ! Les deux partis luttaient avec une incroyable animation. Entre tous M. Venizelos était admirable. Il s'élevait aux plus hauts sommets de l'art oratoire, forçant la persuasion de ses adversaires. La sténographie n'a pu conserver ce magnifique plaidoyer pour l'hellénisme; mais, à défaut de paroles, les résultats resteront ! »

Pour témoigner à l'heureux diplomate sa haute satisfaction, Constantin Ier conféra à son premier ministre la grande-croix de l'ordre du Sauveur... Qui eût prédit alors que, deux ans plus tard, le même souverain...? Ainsi vont les destins du monde et les fatales aberrations des monarques ou des peuples entraînés aveuglément à leur perte ! N'est-ce pas cette même place stratégique de Cavalla qu'au bout de deux années l'*uxoriosus* Constantin, égaré par son zèle germanophile, devait traitreusement livrer sans coup férir aux Bulgares mêmes?

Au contraire, Venizelos, intransigeant dans les questions qu'il estime vitales pour l'avenir de son pays, sait, subtil diplomate, se montrer conciliant à l'occasion. Ne l'a-t-il pas prouvé, par exemple, à propos du délicat problème des frontières de l'Épire, convaincu qu'il était que l'Italie ne renoncerait ja-

mais à Valona, la clé de l'Adriatique, ni à l'île de Sasseno qui commande ce port ? Il semble que le ministre, confiant dans son étoile, ait prévu l'avenir, en risquant alors sa popularité en Grèce, à seule fin de se ménager les bonnes grâces de l'Italie, dont il recueille aujourd'hui les bénéfices, en négociant l'évacuation de l'Épire par les troupes de Victor-Emmanuel III.

C'est à de tels actes, couronnés de succès, que se révèlent les hommes d'État, marqués du sceau du génie politique. Deux preuves éclatantes en demeureront dans l'histoire : les lettres, dignes d'un Richelieu, des 11 et 17 janvier 1915, adressées au roi Constantin par son premier ministre, afin de le décider à tenir ses engagements envers la Serbie, à tirer l'épée pour les Alliés et à consentir des sacrifices dans les Balkans en vue d'obtenir en échange dans l'Asie Mineure de magnifiques compensations territoriales, soit 125.000 kilomètres carrés peuplés de 800.000 âmes en Anatolie, contre 2.000 kilomètres carrés avec une population de 20.000 hommes en Macédoine.

« Sire, disait avec angoisse le grand patriote, si nous ne participons pas à la guerre, quelle qu'en soit l'issue, l'hellénisme de l'Asie Mineure sera définitivement perdu pour nous ; car si, d'un côté, les puissances de la Triple Entente gagnent la victoire, elles se partageront seules, ou avec l'Italie, et l'Asie Mineure et le reste de la Turquie. Si, de l'autre côté, l'Allemagne et la Turquie sont victorieuses, non seule-

ment les 200.000 Grecs, déjà chassés d'Asie Mineure, n'auront plus aucun espoir de retourner dans leurs foyers, mais encore le nombre de ceux qui seront ultérieurement chassés pourrait prendre des proportions considérables. Dans tous les cas, le triomphe du germanisme lui assurera à lui-même l'absorption de l'Asie Mineure entière. Comment pourrions-nous laisser passer cette occasion que nous fournit la divine Providence pour réaliser nos idéals les plus ambitieux, pour créer une Grèce enveloppant presque tous les territoires où l'hellénisme a prédominé durant sa très longue vie historique, une Grèce englobant des étendues très fertiles, nous assurant la prépondérance dans la mer Égée ! »

Malgré son admirable plaidoyer, l'avocat de l'hellénisme perdit son procès devant la cour... de Sophie l'Allemande. Désavoué par son souverain, le ministre dut démissionner ; Athènes et le royaume devinrent la proie des sinistres agents du kaiser germanique. On sait le reste : la fin lamentable du règne de Constantin, sur la mémoire maudite duquel pèsera toujours l'odieux guet-apens du 1er décembre dernier, à Athènes, suivi du lâche massacre de nos vaillants marins, à qui M. Jonnart vient de rendre, au nom de la France, un solennel hommage bien émouvant.

Le premier acte de Venizelos, en reprenant le pouvoir, a été de se déclarer sans ambages pour « les puissances garantes et protectrices des intérêts suprêmes de la Grèce ». L'homme d'État éminent, resté fidèle à son programme politique et qui porte

sur ses robustes épaules le poids de l'hellénisme à relever, estime que, d'une part, la Grèce est liée à la Serbie par le traité de 1913, et, de l'autre, que l'entrée des Bulgares sur territoire grec est un acte de guerre qui suffit à justifier une rupture entre la Grèce et la Bulgarie avec ses Alliés.

Reformer l'unité complète de l'Hellade, par la fusion des deux armées et la réconciliation des partis, restaurer le prestige de la nation, enfin résoudre avec les Alliés (et l'Italie en particulier) de graves problèmes ethniques ou territoriaux en Épire, en Albanie, en Macédoine et peut-être en Asie Mineure (s'il en est temps encore), c'est là une tâche ardue, à laquelle ne se montrera certes pas inférieur un diplomate de l'envergure de Venizelos, comparable aux grandes figures de l'antiquité grecque, qui, sur le frontispice de l'Histoire, apparaissent comme la majestueuse incarnation du patriotisme le plus pur et du génie politique.

25 juillet 1917.

II

Questions géographiques

Sur le théâtre des opérations

LA PLAINE DE LA WOËVRE

Ce nom de la Woëvre revient chaque jour dans les bulletins de la guerre, et c'est avec une joie, parfois mélangée d'angoisse, que nous suivons sur la carte de la Lorraine les progrès de nos admirables troupes, dont les furieuses attaques rejettent sur la Meuse les hordes ennemies, en dépit de leurs énormes effectifs, et les délogent de leurs rangées de « taupinières » blindées et revêtues de ciment armé.

Qu'est-ce donc que ce pays, où l'envahisseur, terré en des fosses profondes, s'est retranché formidablement en multipliant avec un art militaire consommé les travaux de fortification passagère les plus ingénieux ?

« Large bassin creusé dans l'épaisseur du plateau par les eaux de l'Orne et de ses affluents », comme l'a décrite le géographe Élisée Reclus, la Woëvre (*Vabrensis pagus* des Romains) représente une région naturelle de la Lorraine, partagée entre les départements de la Meuse et de Meurthe-et-Moselle, mesurant sur sa plus grande longueur 140 kilomètres environ, sur une largeur sept fois moindre. Cette vaste plaine, où depuis la dépression de Toul s'égrène

un chapelet d'étangs, va se développant de Châtillon-sur-les-Côtes à Conflans, puis se rétrécit pour aboutir à l'éperon qui fait saillie entre la Meuse et le Chiers, son affluent luxembourgeois et français ; le sol même est constitué par une argile grasse et bleuâtre, qui donne au paysage une tonalité bien spéciale.

La Woëvre a une haute importance stratégique, dont le génie militaire de Napoléon Ier appréciait toute la valeur et qui ne pouvait échapper aux prévisions du grand État-major allemand dans ses plans d'envahissement de la France et le choix de ses lignes éventuelles de défense, surtout après son échec d'attaque « brusquée » sur Paris. En effet, d'une part, la forêt de la Reine, comprise dans cette région lorraine, est entourée de cuvettes palustres, qui servent de couverture aux abords de la position de Commercy ; de l'autre, la plaine woëvroise, si riche en nappes d'eau, s'étend au pied des Côtes de Meuse, altières collines boisées qui dominent d'une altitude de 200 mètres cette aire si fertile et que couronnent majestueusement les forts redoutables de la grande place de Verdun, célèbre par ses sièges mémorables.

« Peu de prairies, a dit un géographe, en parlant de la Woëvre, mais du blé ; pas de grands bois, mais des taillis sans opulence ; des vignes au vin abondant sur « les Côtes » ; une race tenace et laborieuse. »

N'est-il pas curieux de constater qu'il y a plus de trente ans, Vivien de Saint-Martin écrivait qu'en cas de guerre franco-allemande la Woëvre verrait les plus sanglantes batailles de la campagne ?

Cette prophétie serait-elle sur le point de se réaliser à propos de cette longue plaine, déjà labourée par les obus et rougie du sang de nos braves et qui, par sa configuration même, semble se prêter naturellement aux gigantesques luttes d'armées, à l'épouvantable choc d'immenses masses d'hommes et de chevaux ?

Dieu veuille que, sous l'égide radieux de l'héroïque Vierge des Marches de Lorraine, qui, après ses miraculeux exploits, mena le Roi sacrer à Reims dans cette splendide basilique, hier encore bombardée par une infâme soldatesque, nos guerriers à la triple cuirasse de courage chassent les « bandits » de cette plaine historique de la Woëvre et que nous puissions célébrer une victoire, glorieux prélude de la libération du territoire national et du triomphe définitif !

29 septembre 1914.

L'Occupation de Valona

L'ITALIE MAITRESSE DE L'ADRIATIQUE

La presse, en général, n'a pas attribué l'importance qu'il mérite au fait du débarquement de marins italiens à Valona, et pourtant c'est un événement capital, qui aura dans la presqu'île italique un énorme retentissement et que tous nos voisins d'au delà des Alpes, à quelque parti politique qu'ils appartiennent, attendaient avec une fébrile impatience. Il s'agirait, suivant le *Giornale d'Italia,* d' « un acte de simple police internationale plutôt que d'une opération militaire », mesure d'ailleurs nécessitée, d'après l'officieuse *Tribuna,* par les troubles auxquels s'est livrée une partie de la population indigène et qui mettaient en péril la sécurité des nationaux italiens. Ces désordres semblent survenus, en tout cas, à propos; quant à l'occupation *temporaire* de ce port, où flotte le drapeau de la Maison de Savoie, il n'y a, comme on l'a dit spirituellement, que le provisoire qui dure.

Faisant allusion à Valona, le comte Guicciardini, diplomate de la vieille école, s'exprimait ainsi en 1906 :

« Il ne faut pas oublier que la côte albanaise est à peine distante de 40 milles de notre littoral et qu'elle

contient des positions stratégiques qui peuvent devenir autant de bases d'opérations contre notre pays. Soutenir donc que la côte albanaise ne doit tomber au pouvoir d'aucune autre puissance militaire, c'est soutenir une thèse d'une telle équité internationale qu'elle ne peut être méconnue par personne. »

C'est là un langage enveloppé qui sied aux chancelleries; en soldat qui, lui, ne sait pas « farder la vérité », l'amiral Bettolo, après avoir fait bon marché du port albanais de Durazzo, déclarait, sans précautions oratoires, à la tribune :

« En ce qui concerne Valona, l'Italie ne pourrait jamais accepter qu'une grande puissance (l'Autriche) s'y vînt installer directement ou indirectement, et encore moins qu'elle convertît cette position splendide en une base d'opérations. Si un jour Valona devait devenir cette base militaire, *l'Italie seule* pourrait être appelée à l'occuper, parce que, si Valona était aux mains d'une autre puissance maritime, l'efficacité des places de Tarente et de Brindisi serait considérablement diminuée, avec grand péril pour notre situation stratégique dans le canal d'Otrante. »

Il suffit, en effet, de jeter les yeux sur une carte géographique de l'Italie Méridionale et de la côte opposée de l'Adriatique pour reconnaître aussitôt l'exactitude de cette déclaration.

Sans emphase on a pu avancer que Valona joue, au débouché de cette mer, un rôle analogue à celui de Gibraltar dans la Méditerranée. Sa situation exceptionnelle a pour la marine de S. M. Victor-Em-

manuel III une valeur bien supérieure à celle de ports d'Ancône ou de Bari, dont il serait difficile de faire des bases d'opérations : la première est une ville tout à fait découverte; dans la seconde ne peuvent accéder que des navires de faible tonnage. Quant à Brindisi, devenu tête de ligne de la route des Indes, malgré les grands et dispendieux travaux accomplis pour transformer son port cette place n'est pas constituée pour servir d'abri à des escadres et elle a dû modestement limiter son rôle à celui de station pour torpilleurs ou de dépôt de charbon.

Par suite, nos voisins d'outre-monts se sont vus contraints de reporter la base réelle de leurs opérations navales de l'Adriatique dans la Mer Ionienne, soit à Tarente, bien déchue de son antique splendeur, mais qui garde toujours ses remarquables avantages grâce à son beau port *Piccolo Mare,* profond et bien abrité; d'importants travaux ont fait de Tarente un arsenal maritime de premier ordre, rivalisant avec ceux de La Spezzia et de Venise; mais, pour que cette base navale soit à même de conserver toute sa valeur, il est indispensable que le canal d'Otrante, qui constitue la porte même de l'Adriatique, reste ouvert. Dans l'alternative contraire, créant alors le plus grave péril pour l'Italie, cette puissance se verrait exposée à ne plus avoir d'accès dans l'Adriatique et à laisser fâcheusement sans défense une partie étendue de ses côtes. Question, comme on le voit, capitale pour la domination italienne dans cette partie du bassin oriental de la Méditerranée.

Or, qui commande le canal d'Otrante, ce « boyau » d'une faible largeur ? Valona en terre albanaise, ou Avlona, en albanais *Vlionès,* l'antique *Apollonia,* dont les Romains, avec leur génie si pratique, avaient prévu la singulière importance militaire et commerciale, situation splendide à l'entrée de l'Adriatique !

Valona, au penchant d'une colline dont le pied est baigné par une lagune, avec une anse profonde, sûre, parfaitement abritée et défendue vers la terre par des montagnes élevées, sur la mer par l'île de Sasseno et la « languette » d'Acrocéranie, où vient aboutir la chaîne escarpée des monts Kilimara, Valona, qu'Élisée Reclus dénomme, relativement à Brindisi, le « Calais de ce Douvres » italien, Valona, aussi bien situé que Durazzo, comme point de départ d'un chemin de fer transpéninsulaire, représente une position stratégique de *tout premier ordre.* Aussi, quelle épine aurait été plantée au flanc de l'Italie, a-t-on pu dire à bon droit, si jamais cette cité, la clé de l'Adriatique, une fois fortifiée, était tombée au pouvoir d'une autre puissance !

« L'Autriche à Valona, sur le canal d'Otrante, a écrit M. Charles Loiseau, c'est déjà, c'est surtout une question d'*équilibre italien.* L'Adriatique deviendrait, non plus par métaphore, mais à la lettre, un lac austro-hongrois... L'Italie se trouverait du même coup investie et isolée : *investie,* non plus seulement par les Alpes, mais par la mer; *isolée* des Balkans, qui deviendront quelque jour un théâtre d'événements intéressant toutes les nations. »

C'étaient là des paroles presque prophétiques. Le Balkans, en effet, sont devenus ce théâtre d'un tra gique tel que l'histoire universelle n'en a encor jamais vu ! N'est-ce pas des démêlés de la Serbie e de la monarchie des Habsbourg qu'a jailli, comm d'un foyer incandescent, l'étincelle qui a allumé ce gigantesque incendie de la guerre, embrasant l'Europe bouleversée, et dont les lueurs sinistres empourpren un monde terrifié ?

Aussi à la Consulta veillait-on de près, les yeux invariablement fixés sur ce coin de terre albanaise, couronné de montagnes, et qui, pour le voyageur venant du large, présente un aspect des plus pittoresques avec ses collines couvertes d'une riche végétation d'oliviers verdoyants.

C'est afin d'arrêter l'active propagande autrichienne en Albanie et d'écarter de Valona les ambitions du Ballplatz que le Gouvernement de Rome avait conclu avec celui de Vienne et renouvelé à diverses reprises, notamment en 1904, sous les auspices de M. Tittoni et du comte Goluchowski, ces accords éphémères, sortes de protocoles de désintéressement, relatifs à l'indépendance albanaise, mais au fond visant surtout Valona, et qui ne sont plus que des pièces de chancellerie sans valeur, « chiffons de papier », comme dirait la diplomatie berlinoise, pour laquelle le droit se résume dans la seule force brutale.

Plus tard, en 1912, lorsque la Grèce fit mine d'élever des prétentions sur la petite île de Sasseno, à l'entrée de la baie de Valona, la presse italienne, avec une

patriotique unanimité, éclata en un concert de protestations indignées ; le Gouvernement hellénique dut opérer une prudente retraite, et, préliminaire de l'occupation du port en question, les Italiens prirent un premier gage sur l'ilot convoité.

L'Italie, usant de patience et choisissant son heure avec adresse, comme hier l'Angleterre en Égypte, est heureusement parvenue à ses fins : soit faire de l'Adriatique un *mare clausum* à son profit et assurer sa suprématie sur cette mer, dont tout le littoral occidental lui appartient déjà ; en outre, par Valona, elle possède désormais un précieux point d'appui sur la côte orientale, en région balkanique. On peut se demander de quel œil (sans doute résigné) les Gouvernements de Belgrade et d'Athènes verront cet empiétement, qui ne saurait d'ailleurs surprendre ni M. Pachitch ni M. Venizelos. Quant à l'Empire austro-hongrois, en dehors des malheurs mérités qui lui sont réservés, il doit renoncer *hic et nunc* à toute ambition dans l'Adriatique, où sa puissance maritime est « embouteillée », l'Italie ayant habilement escamoté comme une muscade la clé de la porte de sortie de cette mer, qu'avec superbe a dominée pendant des siècles le glorieux étendard de Venise.

28 décembre 1914.

« Plutôt abdiquer que renoncer au Trentin ! » a dit François-Joseph

« Plutôt abdiquer que renoncer au Trentin ! » aurait déclaré l'empereur François-Joseph d'après le correspondant du grand journal de Milan, le *Secolo*. N'est-ce pas l'occasion de répéter le dicton italien : *Si non è vero, è bene trovato*. Si ce n'est pas vrai, c'est bien trouvé ?

La monarchie des Habsbourg, en effet, tient fortement à garder cette région si accidentée, appendice en quelque sorte ou prolongement méridional du Tyrol, et cela au triple point de vue historique, stratégique et politique. Arrosé sur une longueur de 75 kilomètres du nord au sud par l'Adige (cette grande ligne de circonvallation du territoire vénitien qui creuse son long couloir à travers les Alpes), le Trentin représente une contrée essentiellement montagneuse ; c'est pourquoi on l'a surnommé la « Petite Suisse », et les Italiens, pour appuyer leurs revendications, ne manquent pas d'appeler les monts à la gauche de l'Adige *le Alpi Veneto-Trentine*, « les Alpes Vénètes-Trentines ». La superficie de cette province peut être évaluée à 6.300 kilomètres carrés, et la population à 380.000 habitants, sur lesquels une dizaine de mille d'Allemands, y compris les nombreux fonctionnaires et les garnisons, le reste étant italien

de race, de langue, de mœurs et de sentiments. L'italien, comme idiome, gagne continuellement du sud au nord, et la frontière ethnologique va se rapprochant de plus en plus de la limite naturelle constituée par les crêtes alpines. Comme l'a remarqué Élisée Reclus, « les Trentins parlent une langue aussi pure que les Génois et les Milanais, parce qu'ils l'ont apprise et qu'ils l'étudient avec ferveur pour se rattacher à la patrie, et, en outre, leurs villes sont aussi italiennes par la construction des édifices que les cités de la Lombardie ». On se souvient des efforts opiniâtres, mais stériles, faits par les Irrédentistes pour amener le Gouvernement de Vienne à fonder à Trente une université.

Invoquant de précieux souvenirs historiques, les Italiens se plaisent à rappeler que les Romains, avant l'ère chrétienne, avaient envahi avec leurs légions ce district, route importante de communication entre la plaine du Pô et le pays des « Barbares », en avaient fortifié les hauteurs, y implantant des colonies, et organisé des municipes pour tenir tête aux hordes germaniques, avides de butin et de carnage. On y retrouve encore de curieux vestiges de voies militaires, de tours et de tombes de guerriers romains. A l'époque du Moyen Age, l'histoire du Trentin et de ses vallées, tapies entre les recoins des montagnes, se confond avec une suite de luttes acharnées menées par les seigneurs féodaux s'efforçant de maintenir leur indépendance vis-à-vis des envahisseurs germaniques. Plus tard, au seizième siècle, le pays fut en-

globé dans l'empire des Habsbourg, puis, lors de la disparition de la République de Venise et de l'occupation française, le Trentin, sauf deux intervalles de domination autrichienne (1803-1805) et bavaroise (1805-1809), forma sous Napoléon Ier le département italien du « Haut-Adige » ; après la chute du « Maître », il passa sous la souveraineté de la monarchie danubienne, à titre de dépendance du Tyrol, et, en 1818, la Diète de Francfort réunit cette province à la Confédération germanique. En 1848, les Trentins se révoltèrent et, en 1860, beaucoup d'entre eux, au début de la campagne des Mille, s'enrôlèrent dans les bandes garibaldiennes ; aussi, à la paix de Villafranca et surtout après Sadowa (1866), les ardentes espérances des patriotes du Trentin furent-elles cruellement déçues.

L'importance du Trentin au point de vue stratégique est de premier ordre pour la monarchie austro-hongroise. L'*Italia Bella,* organe irrédentiste de Milan, soutient que ce pays « disputé avec une jalousie féroce par les Tedeschi à la monarchie de Savoie » n'a pas par lui-même de « valeur défensive », les vallées trentines, toutes divergentes par la plaine du Pô, offrant d'excellentes voies pour descendre en Vénétie, tandis qu'elles seraient assez difficiles à défendre. Au contraire, le Trentin aurait pour l'Autriche « une vraie valeur offensive », en ce sens que ce coin de vallées ouvertes, qui s'enfonce dans le sein même de l'Italie, forme pour cet État un péril réel. Ce n'est pas en vain que pendant tout le Moyen Age et les temps modernes, Trente, réduit central d'où

l'Autriche rayonne sur les deux flancs de l'Adige par toutes les routes d'invasion, fut la porte même de l'Italie pour l'agresseur germanique, et cette cité, solidement protégée par les forts de Martignano et de Civezzano à l'est, de Romagnano, de Dos do Trento, de Sopramonte et les batteries de Buco di Vela à l'ouest, constitue ainsi pour nos voisins d'au delà des Alpes une menace continuelle.

Il est patent que, comme des sillons d'écoulement, les deux grands chemins de pénétration partant de Vienne vers la Vénétie et passant soit par la Carinthie, soit par le Tyrol, convergent à Franzensfeste, au débouché du défilé de Brixen, hérissé de canons et qui défend le carrefour des routes du Brenner et du Toblac, à Botzen, situé à la jonction de quatre vallées, et finalement à Trente, position stratégique incomparable, qui, suivant la pittoresque image de l'auteur de l'*Italie illustrée,* « réunit tous les réseaux, marque les nœuds de l'éventail de l'Adige à travers le Tyrol ». Du côté de l'Italie, le débouché de ce fleuve est fermé par la position de Rivoli, où, dans la nuit du 14 janvier 1797, les Autrichiens, que commandait Alvinzi, furent écrasés par Bonaparte, magnifiquement secondé par Masséna, Joubert et par Lasalle chargeant à la tête de ses superbes escadrons avec une fougue irrésistible.

Au point de vue politique la perte pour l'Autriche du Trentin, soit librement consentie (?), soit sous le coup d'un désastre, ne pourrait manquer d'avoir au regard de la monarchie dualiste les conséquences les

plus graves; ce serait un amoindrissement considérable du prestige de l'Empire, le signal du démembrement, de la rupture de la mosaïque ethnique aux races, aux langues, aux religions si variées, et qui constitue cette création artificielle : l'État autrichien.

D'ailleurs, les Irrédentistes ne bornent pas leurs prétentions au seul Trentin, ils veulent en outre « les confins naturels », embrassant avec le Haut-Adige un territoire peuplé de 560.000 habitants, sur lesquels 150.000 Allemands. Nombreux sont les Italiens qui réclament aussi l'Istrie, la Dalmatie et la côte albanaise jusqu'à Valona, peut-être en laissant à la Serbie un débouché, comme par exemple le petit port de Saint-Juan-de-Medua sur l'Adriatique.

L'agitation est très grande dans la péninsule italique, surtout en Lombardie et en Vénétie, pour l'intervention armée contre la nouvelle Triplice; de violentes manifestations se sont produites en opposition à l'« ennemi séculaire » dans plusieurs villes du royaume, jusqu'en Sicile. A la tête du mouvement hostile à l'Autriche figure la puissante « Lega Nazionale », qui a de nombreuses ramifications sur le littoral oriental de l'Adriatique parmi les frères à affranchir. Ainsi les Italiens de Zara versent annuellement 60.000 couronnes pour l'œuvre « de la Rédemption ». Nous citerons en outre comme association analogue « Trente-Trieste », qui a pour organe *La Voce della Patria,* ainsi que « Dante Alighieri », qui dans la même région maritime soutient tout un réseau d'écoles primaires italiennes et

répand en quantité de virulentes brochures de propagande. Ainsi dans l'*Italianità del Trentino* Avancini s'écrie : « Le calvaire des Irrédentistes fut long et douloureux, et en firent l'ascension des légions d'hommes remarquables, la fleur de ces malheureuses provinces qui n'ont jamais perdu l'espoir dans les destinées de l'Italie, bien qu'elles n'aient jamais pu parvenir à se réunir à elle. Les Allemands dans le Trentin s'efforcent de noyer dans des flots de sang tudesque l'antique et vigoureux élément latin ; ils insinuent leur langue, méprisent nos coutumes, transforment et corrompent notre industrie et notre commerce, outragent notre civilisation, dévorent nos patrimoines, foulent aux pieds notre bon droit ! Mais nos frères du Trentin, abandonnés et misérables, demeurent fermement attachés à leurs traditions ancestrales, à leur langue, à leur pensée politique et morale, victorieux de toutes les embûches, intrépides en face de l'insulte, indomptables et irréductibles ! »

Tout récemment, dans un discours retentissant prononcé à Venise, l'orateur renommé Attilio Tamano, aux applaudissements d'un auditoire enthousiasmé, flétrissait avec indignation le joug sous lequel les Italiens du Trentin, de l'Istrie et de la Dalmatie sont courbés et rappelait les glorieux souvenirs de la domination des doges sur toute l'Adriatique. « La force vénitienne, s'écria-t-il, assura la liberté et la « latinità » de notre mer, puis lui imposa le nom de *golfe de Venise !* »

Ce qui révolte le plus les Irrédentistes, c'est que

les Italiens, sujets autrichiens, ont dû verser leur sang par milliers en Galicie ou en Serbie pour la domination austro-hongroise abhorrée, qui les opprime sans pitié.

Et « Italico » n'hésite pas à déclarer dans l'*Italia Bella* que si le Gouvernement ne veut pas marcher, « c'est le peuple qui fera la guerre à l'Autriche » !

D'une part, d'importants organes de la presse, tels que le *Corriere della Sera,* qui tire à 600.000 exemplaires quotidiens, la *Stampa* à Turin, le *Secolo,* organe de la démocratie milanaise, la *Gazetta di Venezia,* se montrent favorables à l'intervention armée contre les deux empires de proie. Le *Messagero* (semi-officieux) de Rome écrit : « L'Italie n'a qu'une guerre à envisager, et cette guerre la mettra nécessairement aux prises avec les deux empires de l'Europe Centrale. » Les sympathies francophiles des nationalistes, des radicaux et des socialistes réformistes au Parlement ne font mystère pour personne.

Reste à savoir qui l'emportera au Quirinal et dans les conseils du Gouvernement : la masse des ardents partisans de la guerre contre l'Autriche ou bien la haute banque en grande partie « neutraliste », plus ou moins inféodée à l'Allemagne, en particulier certain formidable organisme financier, dont dépendent tant d'industries du royaume. En tout cas, il demeure avéré que le peuple et les milieux démocratiques se déclarent nettement pour la coopération armée avec la Triple Entente. L'heure est venue pour l'Italie de franchir ou non le Rubicon, pour l'Italie à l'illustre

et glorieux passé historique, qui, par la puissance de ses armes dans l'antiquité et par la royauté de ses arts au Moyen Age, a tenu le sceptre du monde, pour l'Italie qui a tant contribué à façonner, à ciseler le « grand œuvre de la civilisation européenne », aujourd'hui battue en brèche par les furieux coups de bélier de la barbarie tudesque !

31 janvier 1915.

Importance stratégique de la Serbie

Il n'y a pas eu peut-être de pays balkanique où la traditionnelle rivalité des Romanof et des Habsbourg se soit exercée avec plus de persévérance et d'acuité que dans la Serbie à partir du dix-huitième siècle. Depuis cette époque, en effet, les tsars ont vu dans le fait de leur influence dominante en cette contrée slave un moyen d'établir indirectement leur hégémonie sur le Bosphore et dans les Dardanelles, leur suprématie sur Constantinople, et par là de réaliser leur vœu le plus ardent : atteindre la mer libre, la Méditerranée, puisque la sortie de la Baltique est aux mains du Danemark et de la Suède et que, par ailleurs, au nord, les communications de l'Empire moscovite sont, la plus grande partie de l'année, arrêtées par les glaces arctiques.

La puissance austro-hongroise, de son côté, s'est avec acharnement opposée à l'avance russe vers la Corne d'Or, visant à son profit la prédominance dans la presqu'île balkanique. Jamais antinomie d'intérêts et de politique, d'où tôt ou tard devait jaillir le choc des armes adverses, n'a été plus manifeste. Depuis le fameux testament de Pierre le Grand, chaque souverain de toutes les Russies a convoité Constantinople, que Napoléon Ier à Tilsit refusa de troquer, en faveur

d'Alexandre Ier, contre l'omnipotence en Occident, car, aux yeux du vainqueur d'Austerlitz, Byzance, c'était l'empire du monde ! Aussi la diplomatie viennoise a-t-elle sans répit intrigué pour établir sa domination dans les régions serbes ; c'est ce dont on peut se rendre compte par la correspondance diplomatique sous les règnes de Frédéric II de Prusse et de Marie-Thérèse d'Autriche, sous Joseph II et au temps de Metternich. Au lendemain de Sadowa, le prince de Bismarck, avec une perfide habileté et afin de dédommager l'Autriche de la perte de son prestige en Allemagne, lui montrait de son doigt satanique la route de Salonique, le célèbre *Drang nach Osten*.

Il faut se garder d'oublier que le facteur de la géographie, dont dépend la stratégie bien comprise, joue un rôle considérable dans le développement de la politique internationale. On ne saurait jamais exagérer l'importance stratégique de premier ordre de la Serbie, qui commande les grandes routes reliant l'Europe et l'Asie à travers les régions balkaniques. « La Providence, fait justement observer le Dr Niko Zupanic dans la revue anglaise *The Nineteenth Century*, a placé la Serbie, comme la Belgique, dans une position stratégique de haute valeur et en travers du chemin d'une ambitieuse puissance militaire. »

Depuis l'antiquité la meilleure route mettant en communication l'Occident et l'Orient passe par le Danube et Constantinople ; elle emprunte la vallée de ce fleuve jusqu'à Belgrade, surnommée par les

Turcs la « Porte de la Guerre sainte », où, suivant la remarque du général Niox, vient aboutir la grande voie militaire de la Morawa, si souvent suivie par les armées turques. Aux environs de Belgrade, tant de fois prise et reprise par les Autrichiens, par les Ottomans et par les Serbes, s'ouvre cette large vallée de la Morawa, qui conduit presque en ligne droite jusqu'à Salonique, la *reine de la mer Égée,* regardée jadis comme la capitale orientale du christianisme, l'entrepôt principal du commerce de la Macédoine, et située à la racine de la péninsule hellénique. A l'époque romaine, la fameuse *Via Egnatia,* qui menait de Rome à Constantinople, passait par Salonique, l'ancienne Thessalonique.

A cette voie classique se rattache plus d'un souvenir illustre de l'antiquité; par exemple, à quelque distance de Kavala, on trouve les ruines de la ville de Philippes, avec le célèbre champ de bataille où Octave et Antoine défirent l'armée des derniers défenseurs de la République romaine, Cassius et Brutus, dont on sait la fin tragique.

A Nisch, ce grand chemin naturel (puisque, d'après Pascal, les fleuves sont de grandes routes qui marchent) se bifurque en deux branches : l'une se dirige vers le sud-est et, après avoir traversé un massif montagneux, suit la vallée de la Maritza jusqu'à un point au delà d'Andrinople, pour filer sur la Corne d'Or ; l'autre descend le long de la Morawa, se fraie un passage à travers une région montagneuse jusqu'au confluent du Vardar, puis, suivant cette vallée très

fertile et bien cultivée, elle arrive à l'excellent port, à la belle rade bien abritée de Salonique. Ajoutons que plusieurs routes nationales et des chemins de fer sont maintenant suivis ou exploités le long des grandes voies, œuvre de la nature ; aujourd'hui, comme autrefois, de larges vallées où coulent les rivières sont d'importance majeure pour les transports de troupes, de munitions et pour l'évolution des armées. On n'imagine pas du centre de l'Europe à Constantinople ou à Salonique d'autres routes que celles que foulèrent les légions romaines ou les hordes ottomanes. C'est ainsi que les Turcs, au cours de leurs cruelles invasions, utilisèrent les vieux chemins naturels qui longent la Maritza ou la Morawa, et les Musulmans ne pouvaient jeter l'épouvante dans les vastes *puszatas* de la Hongrie qu'après avoir passé sur le corps des Serbes qui représentaient le bouclier de la Chrétienté contre l'Islam. Comme aujourd'hui, les ancêtres des Serbes modernes tentèrent alors de refouler le flot dévastateur des Barbares, accourus non du centre mais d'Orient, et de sauver l'Europe Occidentale en péril. Malgré leur superbe bravoure, après les sanglantes batailles de Maritza, de Bérat et de Kossovo (*le Champ des Merles*), victoire maudite remportée en 1389 par le sultan Mourad Ier, les Serbes virent sombrer leur indépendance nationale et s'effondrer les rêves de grandeur élevés à leur apogée sous leur grand roi Douchan le Puissant, qui avait poussé ses conquêtes jusqu'aux portes de Byzance. Les guerriers slaves, sous la bannière du

dernier des Nemanitch, luttèrent avec une admirable intrépidité, mais ces héros succombèrent sous la terrible avalanche des cohortes turques, les renforts qui leur avaient été envoyés étant arrivés trop tard ! La même faute politique et militaire vient de se renouveler à plus de cinq siècles d'intervalle. L'aveuglement des diplomates et l'égoïsme des conducteurs de peuples sont incorrigibles, hélas !

D'ailleurs, au traité de Berlin, les Empires germaniques avaient repoussé à la cession de la *Vieille Serbie* à la principauté de Milan (qui, en 1882, prit le titre de roi sous le nom d'Obrénovitch IV), parce que ces territoires conduisent au couloir bosniaque et que la monarchie danubienne était résolue à se ménager la possibilité d'une jonction directe avec la voie ferrée aboutissant à Salonique.

On connaît l'origine du gigantesque conflit actuel, cataclysme qui bouleverse l'Europe et l'Asie et fait trembler sur ses bases le vieil édifice de la civilisation européenne : c'est l'annexion austro-hongroise, en 1908, de la Bosnie-Herzégovine par le baron d'Ærenthal, audacieuse mesure, préparée par l'imprudente décision du Congrès de Berlin (1878), qui, pour jouer pièce à la Russie et, *sacrifiant encore la Serbie,* confia à François-Joseph l'occupation militaire des deux provinces ottomanes.

Et pourtant, comme l'a dit avec éloquence à la Sorbonne M. Vesnitch, ministre de Serbie à Paris : « pendant quinze siècles nos populations de race serbe ont lutté pour l'existence nationale — *primum*

vivere — contre des adversaires d'autant plus redoutables qu'ils se coalisèrent souvent contre nous. Notre attachement à notre individualité nationale nous a valu le gibet sous la domination tudesque et magyare, la potence sous le joug ottoman, la galère et le cachot sous le régime vénitien !... L'Autriche-Hongrie fait une guerre plus acharnée à ses propres sujets yougoslaves dans leurs foyers qu'à ses ennemis sur le champ de bataille... Nous en sommes arrivés au point où l'on ne peut plus supporter le joug odieux de l'étranger. Nous tenons à notre liberté, à notre indépendance plus qu'à nos biens et à notre vie ! »

Tous ont encore présentes à l'esprit les phases héroïques de la récente épopée des Serbes : les exploits de ces incomparables guerriers chassant en 1912 de Macédoine les troupes ottomanes, puis, quoique traîtreusement attaqués à l'improviste par les soldats de Ferdinand le fourbe, triomphant des Bulgares et rehaussant sur un trophée de gloires le trône resplendissant d'une Serbie très agrandie, quoique injustement privée de communications avec la mer ; ensuite l'odieux ultimatum de Vienne, la formidable agression (août 1914) du royaume slave par cinq corps d'armée autrichiens. « Les destinées mêmes de la nation étaient en jeu, a écrit dans l'*Illustration* Champaubert. Les paysans serbes, oubliant les épreuves endurées pendant deux âpres campagnes, dans les boues de Monastir, dans les neiges d'Albanie, sur les plateaux torrides de la Brégalniza, s'arrachèrent au foyer qu'ils venaient de retrouver et

répondirent tous, sans une défaillance, à l'appel de la Patrie. »

On sait que par des prodiges de valeur les soldats du vieux roi Pierre, ancien Saint-Cyrien qui a combattu et a été blessé dans nos rangs en 1870, repoussèrent l'invasion des « honveds » et, les poursuivant l'épée dans les reins, arrivèrent dans un prodigieux élan presque sous les murs de Sarajevo, au cœur de la Bosnie. Exaspérée par ces humiliantes défaites, l'Autriche, stimulée et secourue par l'Allemagne, fit avancer cinq nouveaux corps d'armée et appela à la rescousse la Bulgarie et la Turquie (il fallait se mettre à quatre) pour terrasser, pour écraser sous le nombre et la mitraille un petit peuple dont la douloureuse histoire n'a été qu'un long martyre ! Les derniers événements sont bien connus : toujours héroïques les Serbes non abattus, non encerclés, mais reculant pas à pas, infligeant aux ennemis dans une nouvelle retraite des « Dix Mille » de terribles hécatombes, se sont repliés sur les montagnes ou dans les gorges du Monténégro allié et ami. Quelles surprises ménage encore à l'Europe et à la Quintuple Entente, qui peut faire son *mea culpa,* l'armée indomptable de Pierre Karageorgevitch, ayant appris à ne jamais désespérer !

Une fois de plus, on doit déplorer amèrement que les corps expéditionnaires anglais et français (bien que la France ait eu l'honneur d'entrer en ligne la première) n'aient pas débarqué bien plus tôt à Salonique pour contenir les Bulgares et secourir les

Serbes ; du moins espérons-nous que les discours si catégoriques des ministres Salandra au Capitole, Barzilaï à Naples et Sonnino à Montecitorio, seront à brève échéance suivis d'effets probants par l'envoi d'une armée italienne en Albanie, pour soutenir le Monténégro, où règne le beau-père de Victor-Emmanuel III, et pour prendre à revers les corps austro-hongrois, l'Italie étant incitée à cette démonstration militaire tant par sa générosité naturelle que par le souci du maintien de l'équilibre dans l'Adriatique. De même le besoin urgent se fait sentir pour la grande cause des Alliés de voir enfin l'armée russe, rassemblée sur le bas Danube ou à Odessa, entrer en action, par son opportune intervention opérer une pression sur les forces autrichiennes, inquiéter les Bulgares et peut-être entrainer les Roumains (1), ces anciens frères d'armes des troupes du Tsar devant Plevna.

Le grand État-major allemand, qui mène celui de Vienne, tient moins à la difficile occupation de la Serbie qu'à la possession des grandes routes stratégiques à travers cette contrée et menant à son double objectif : Salonique et Constantinople ; car la prise de ces deux métropoles, outre l'accroissement de prestige pour les deux Empires centraux, permettrait aux coalisés de faire parvenir à la Turquie les

(1) On sait que depuis lors la Roumanie, avec un admirable héroïsme, a tiré l'épée contre les Empires de proie et qu'elle a dû malheureusement subir toutes les dévastations et les rigueurs odieuses de l'invasion.

officiers et le matériel qui lui manquent, d'armer peut-être un million de soldats fanatiques; enfin l'Allemagne y trouverait elle-même des facilités de ravitaillement bien nécessaires à un empire plus ou moins épuisé.

C'est dire que toutes les puissances, la Russie et l'Italie en première ligne, sont tenues de concourir avec vigueur à l'affranchissement de la Serbie, dont le martyre a dépassé celui même de la Belgique et qui n'en a pas moins maintenu sur son drapeau la sublime devise des héros de Kossovo : *Vaincre ou mourir !*

A la Serbie, qui a connu de glorieux triomphes et de si cruelles épreuves, on peut dire avec le poète :

O passi pejora, dabit Deus his quoque finem !

« O vous qui avez souffert des pires maux, Dieu mettra fin, cette fois encore, à vos souffrances ! »

La Serbie, comme le déclare le Dr Zupanic, représente non seulement un intérêt serbe, mais encore un intérêt balkanique, bien plus, un intérêt européen, auquel se rattache l'avenir même de la Civilisation opposée à la Barbarie. Dans cette question vraiment palpitante le sentiment et l'honneur viennent conspirer avec l'impérieuse raison politique. Aux généraux en chef de *toutes* les puissances alliées incombe la mission de réparer par l'unité de plan et d'action combinés, par une heureuse stratégie, les lourdes fautes des diplomates, qui, malheureusement, se sont montrés trop inférieurs à leur tâche !

7 décembre 1915.

La neutralité de la Suède
Les îles d'Aland
Échec des intrigues allemandes

Décidément la politique tortueuse et les intrigues machiavéliques de la Wilhelmstrasse jouent de malheur à Stockholm comme à Washington ; la tournure qu'ont prise les débats parlementaires à propos des îles d'Aland aux deux Chambres du « Riksdag », le langage très ferme tenu par M. Wallenberg, ministre des Affaires étrangères de S. M. Gustave V, l'accueil approbateur fait à ces déclarations par l'amiral Lindmann, M. Branting et le professeur Eden, chefs respectifs des partis conservateur, socialiste et libéral, prouvent que la campagne contre la Russie, menée avec une ardeur intempestive par les « activistes », alliés des pangermanistes, n'a pas réussi, bien au contraire, et qu'elle a plutôt provoqué des sentiments antigermanophiles dans l'ensemble si sensé de la population suédoise.

On peut dire que c'est une vieille histoire que celle des îles d'Aland, question qui, à diverses reprises, notamment en 1908, lors des accords du Nord relatifs au maintien du *statu quo* dans la mer de ce nom et dans la Baltique, a passionné l'opinion publique dans les royaumes scandinaves et en particulier sur

les rives du lac Mœlar. « Une nouvelle flotte baltique russe, écrivait le chef des socialistes à Stockholm en 1908, dans un nouveau Port-Arthur à deux heures de l'archipel de notre capitale, à six heures de cette ville, ce serait le colosse devant notre porte, tandis que les deux bases navales de l'empire du Tsar dans la Baltique, soit Cronstadt et Libau, se trouvent à 610 et à 330 kilomètres de Stockholm. »

De son côté, le ministre des Affaires étrangères de Gustave V déclarait l'autre jour au Parlement :

« Quiconque a étudié et suivi dans son développement historique ce qu'on appelle la question des îles d'Aland devra reconnaître qu'elle a une importance vitale pour la Suède. Ainsi en jugeaient le Gouvernement et le Riksdag en 1908 ; ainsi en juge, en 1916 encore, le Gouvernement suédois, et j'ai la conviction que le Parlement suédois, à l'heure actuelle, lui aussi, partage cette manière de voir. »

On peut dire sans exagération que peut-être la plus belle position stratégique de toute la mer Baltique est représentée par le groupe des îles d'Aland, situées à l'entrée du golfe de Bothnie et formant en quelque sorte le prolongement naturel de la Finlande. Cet archipel se compose d'une grande île principale et de 300 petites terres, d'ilots et de rochers, parmi lesquels 80 environ sont peuplés de 25.000 habitants, presque tous d'extraction suédoise et vivant surtout des produits de la pêche. Les îles d'Aland, annexées à la monarchie des tsars depuis 1809, furent reconnues comme possession russe par les

traités de 1815, Alexandre Ier, souverain de nature mystique, mais pratique aussi à l'occasion, en ayant bien compris la haute valeur stratégique. Ce fut vers 1822 que ce tsar chargea son jeune frère (plus tard Nicolas Ier) de munir l'archipel de fortifications; ainsi on put voir se dresser, au fond de la baie de Lumpar, la forteresse de Bomarsund, avec murailles épaisses, tours de granit et double rangée de casemates. Au cours de la guerre de Crimée, les forces alliées de l'Angleterre et de la France, commandées par Sir Charles Napier, célèbre par les victoires de Meanee et d'Hyderabad aux Indes, et le général, promu maréchal, Baraguay d'Hilliers, enlevèrent d'assaut, le 16 août 1854, après un terrible bombardement, la pauvre forteresse n'ayant qu'une centaine de canons de vieux modèle, mais valeureusement défendue par un petit corps de 2.500 Russes. Dans la Baltique comme en Crimée, les adversaires d'un jour, noirs encore de la poudre des combats, fraternisaient volontiers, et aucune animosité n'excitait les uns contre les autres les chevaleresques soldats des deux camps, opposés momentanément, mais qui luttaient toujours à armes loyales. Lors des préliminaires de paix on rapporte un mot prononcé par un des plénipotentiaires russes, le baron Brunnof. « Les iles d'Aland, ce n'est pas la question d'Orient, aurait dit ce diplomate. — Assurément non, lui aurait répondu Lord Clarendon, mais c'est la question de la Baltique, la question des opérations militaires dans le passé et dans l'avenir. » Les négociations abou-

tirent à la convention, troisième annexe du traité de Paris (28 avril 1856), dont l'article 33 stipule : « S. M. l'Empereur de toutes les Russies, *pour répondre au désir qui lui a été exprimé par LL. MM. l'Empereur des Français et la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande,* déclare que les iles d'Aland ne seront pas fortifiées et qu'il n'y sera maintenu ni créé aucun établissement militaire ou naval. » Cette annexe portait six signatures, celles de MM. Orlof et Brunnof (pour la Russie), Walewsky et de Bourqueney (pour la France), Clarendon et Cowley (pour l'Angleterre).

Remarque importante, ni la Suède et la Norvège, ni la Prusse ne figurent, comme parties contractantes, à cet instrument diplomatique ; aussi la séparation de la Suède et de la Norvège, opérée en 1905, n'exerça-t-elle aucune influence sur le statut international des îles d'Aland.

Par suite des nécessités de la guerre, le Gouvernement moscovite s'est vu, l'an dernier, entraîné à faire certains travaux de fortifications dans l'archipel ; mais, avec une grande sincérité, il n'a pas manqué de donner à Stockholm l'assurance officielle que de tels ouvrages avaient été exécutés à titre purement temporaire et qu'ils disparaitraient avec les hostilités. Était-il admissible que la Russie, en face d'une ennemie sans foi ni loi, telle que l'Allemagne capable de toutes les audaces, laissât cette incomparable position stratégique des îles d'Aland à la merci d'un coup de main ou de Jarnac d'une escadre germanique

s'emparant (?) par surprise d'un îlot non fortifié, provoquant ainsi l'embouteillement de tout le golfe de Bothnie et faisant de l'archipel, devenu tudesque, comme un pistolet non plus chargé contre Stockholm (?), mais bien braqué contre Abo, Helsingfors et le golfe russe de la Finlande? Ainsi que l'a fait justement observer M. Jules Herbette dans l'*Écho de Paris,* les fortifications « temporaires d'Aland sont construites pour défendre le golfe de Bothnie contre la menace allemande et non pas pour menacer l'indépendance suédoise à travers la Baltique » (1).

S'il convient d'ailleurs aux puissances contractantes à la convention d'Aland (traité de Paris), soit la France et l'Angleterre, de renoncer provisoirement à la clause prohibitive de fortifications dans cet archipel en faveur de la Russie, en la parole de laquelle ces nations ont confiance, c'est là une affaire qui concerne uniquement les gouvernements de Paris et de Londres et pas d'autres; le droit à cette stricte limitation, reposant sur les principes mêmes du *jus gentium,* n'admet pas de discussion.

Aussi toutes les machinations péniblement forgées en Suède par les fourbes intrigants de Berlin ont-elles piteusement échoué. C'est en vain que le séna-

---

(1) Le 17 janvier 1918, à la fin de son discours au Ricksdag, le roi de Suède a dit :

« J'espère que l'indépendance de la Finlande facilitera une solution faite pour satisfaire la Suède dans la question des îles d'Aland. J'ai pris des mesures pour préparer cette solution. »

teur germanophile Steffen, professeur de sociologie à l'Université de Stockholm et auteur de deux gros volumes « Krig och Kultur », a prôné l'Allemagne et, nouveau Caton, dénoncé, dans une véhémente philippique, le péril non plus carthaginois, mais russe ; c'est en vain que le général Rappe, dans une brochure de même tendance, *La Suède devant la décision,* a charitablement (?) averti ses compatriotes que, s'ils veulent sauver « le minimum d'existence stratégique de leur pays », ils ont le devoir de demander sur l'heure la neutralisation des iles d'Aland ; c'est en vain que, dans la *Deutsche Tageszeitung,* le bouillant comte Reventlow, toujours flamberge au vent, signalait avec de tonnants éclats de voix les dangers courus par l'indépendance de la Suède et incitait les sujets de Gustave V à adresser au Gouvernement de Nicolas II une sorte de mise en demeure, d'allure peu diplomatique.

L'interpellation captieuse de M. Steffen, à la Chambre Haute, annoncée dès le 2 mai et ainsi conçue : « Que doit-il arriver, suivant M. le ministre des Affaires étrangères, pour que, dès maintenant, pendant la guerre mondiale, l'on assure à la Suède le moyen de garder une véritable neutralité ainsi que sa complète liberté d'action politique ? » était peut-être un piège tendu au ministre des Affaires étrangères ; car on pouvait se demander si l'expression « véritable neutralité » ne cachait pas, sous une forme anodine, d'abord l'adhésion et ensuite le concours armé de la Suède à la cause des Empires de proie, dont

la propagande pangermaniste a été dans les États de Gustave V aussi audacieuse qu'inlassable et prodigue.

La déclaration de M. Wallenberg, au nom du Gouvernement royal, en mettant les choses au point, a déçu les secrets espoirs des Tudesques, pêcheurs en eau trouble, et de leurs compères masqués.

« A plusieurs reprises et en termes non équivoques, a dit le ministre, il a été déclaré de sources autorisées que, durant la guerre actuelle, la Suède entend, tout en revendiquant envers et contre tous sa pleine indépendance, observer une neutralité stricte et impartiale et que son très vif désir est de n'être point entraînée dans des complications belliqueuses.

« Je puis donner à la Chambre l'assurance que le Gouvernement ne négligera rien pour sauvegarder, sur ce point comme sur les autres, les droits et les intérêts de la Suède.

« Il m'est impossible, pour des raisons faciles à comprendre, d'entrer dans des explications plus détaillées. »

Aux trois questions posées le 20 mai par M. Steffen à la première Chambre M. Wallenberg a répondu avec un laconisme significatif qu'il n'avait rien à ajouter à ses précédentes déclarations à la deuxième Chambre, et la presse de Stockholm est unanime à approuver la prudente réserve du ministre.

Il est patent que le Gouvernement suédois a reçu, tant de la Russie que de la France et de l'Angleterre, toute garantie de nature à dissiper d'imaginaires appréhensions sur des intentions (?) non amicales de

la part de Petrograd à l'égard de la Suède, dont la politique doit rester impartialement neutre et, marchant absolument d'accord avec la Norvège et le Danemark, maintenir avec fermeté le pacte si sage d' « Union scandinave ».

La France, qui éprouve une si vive sympathie pour la noble et illustre patrie de Gustave-Adolphe et de Charles XII, n'oubliant pas, en outre, les origines françaises de la dynastie actuelle à Stockholm, compte que la Suède observera, d'accord avec les deux autres puissances scandinaves, une stricte neutralité, aussi utile à ses propres intérêts que conforme aux principes de loyauté et d'honneur, qui ne peuvent qu'animer les peuples du Nord.

22 mai 1916.

La Dobroudja

LE MUR DE TRAJAN-OVIDE-MACKENSEN

On peut dire qu'à l'heure actuelle l'attention des Alliés et des neutres est portée principalement au nord sur la Norvège défendant ses droits manifestes contre le cynisme menaçant de l'Allemagne et, au sud, sur la Dobroudja, où l'armée, bariolée de chrétiens et d'infidèles que commande Mackensen, multiplie ses efforts pour percer les lignes des Roumains et des Russes, sous les ordres du général Sakarof.

La Dobroudja, nom qui sonne étrangement et sur l'étymologie duquel les philologues ne s'entendent pas, était jusqu'à ces derniers temps peu connue du public en général. On trouve la plus ancienne mention de ce mot chez le dernier des historiens byzantins Chalcondyle, qui vivait au quinzième siècle. D'après M. Engel, érudit historien de la Hongrie (dont M. de Sacy partage l'opinion), cette appellation viendrait d'un prince Dobritza, qui se distingua vers le déclin de la monarchie bulgare, à la fin du quatorzième siècle. On sait que, lors du Congrès de Berlin (1878), la marécageuse Dobroudja fut, aux dépens de l'Empire ottoman, cédée à la Roumanie en échange de la fertile Bessarabie donnée à la Russie;

on ne peut pas dire qu'à cette occasion le jeune royaume, qui avait à sa tête un Hohenzollern, ait fait un troc avantageux avec l'acquisition de ces territoires plutôt sauvages, privés d'eau, faiblement peuplés et où la culture est très limitée. « L'ancienne Roumanie, a-t-on écrit, est la terre noire et féconde; la Dobroudja est la province désolée, sans forêts et sans sources. La Dobroudja est très vieille; c'est la terre la plus vieille de l'Europe. Elle n'a plus de flore, plus de rêves... Elle a trop vécu! »

Les territoires de la Dobroudja, presqu'île *sui generis* déterminée par des côtes maritimes et les méandres d'un fleuve avec ses embouchures, figure un quadrilatère irrégulier entre la Mer Noire, le Danube et une ligne artificielle allant de Silistrie (illustrée dans la plupart des guerres turco-russes et rétrocédée en 1913 par la Bulgarie à la Roumanie), jusqu'au petit port de Mangalia; la Dobroudja couvre, sur une longueur de 200 kilomètres, une superficie de 13.500 kilomètres carrés, soit, en comprenant le delta danubien, l'équivalent de deux départements moyens de la France.

Dans son ensemble cette province représente un plateau d'une altitude moyenne de 70 mètres au-dessus du niveau de la mer et qui va s'abaissant sur deux côtés en brèves déclivités parfois assez escarpées pour former comme des falaises.

Le Danube au cours majestueux et dont le grand bras de Kilia, en gagnant la plaine liquide, se ramifie en une multitude de branches, « vient se heurter, dit

Élisée Reclus, à une soixantaine de kilomètres de la Mer Noire, contre les hauteurs granitiques de la Dobroudja et se rejette vers le nord pour contourner ce massif et s'épanouir en delta dans un ancien golfe conquis sur la Mer Noire ».

Le célèbre tacticien de Moltke, alors simple major prussien, traçait de la Dobroudja, dans son grand ouvrage sur « La campagne turco-russe de 1828-29 », le tableau suivant qui parait encore en partie vrai :

« Le pays est un désert dont les Européens se formeraient à peine une idée ; en y comprenant la population des villes, on compte tout au plus trois habitants par mille carré. Vainement vous cherchez dans les vallées des ruisseaux et des fontaines; le peu d'eau potable que l'on trouve dans les villages clairsemés se puise à quelques misérable sources avec des câbles faits d'écorce, ayant une longueur de 80 à 100 pieds. Si l'agriculture y est presque nulle, la faute en est à ce manque d'eau et à cette absence de population ; aussi le blé y fait-il défaut aussi bien que le fourrage... Les nombreux troupeaux de bœufs et de moutons vont chercher des pâturages dans les bas-fonds du Danube ou dans les iles du fleuve. Pas un arbre, pas un buisson, même auprès des villages. »

De son côté, un voyageur français, M. Allard, a donné une pittoresque description de cette contrée, qui, suivant son opinion, a dû produire jadis beaucoup de céréales, car on y rencontre de-ci de-là des traces manifestes d'ancienne culture, et telle était la fertilité naturelle de certains districts, raconte cet observateur,

que l'armée française en 1855 a pu tirer 100.000 quintaux de foin dans un carré de 10 kilomètres de côté, les cavaliers disparaissant presque au milieu des herbes d'une hauteur inconnue à l'Occident.

La seule localité importante à signaler dans la Dobroudja centrale, si malheureusement dépourvue d'eau, est Medjidié, ville fondée en 1855 près de la ligne du chemin de fer reliant Kutendjeh ou Constantza sur la Mer Noire à Tchernavoda sur le Danube. La population si peu dense, dispersée dans la Dobroudja et composée de races venues tant d'Europe que d'Asie, représente un tel amalgame qu'on a pu l'appeler une espèce de congrès ethnologique. On rencontre en effet, soit dans les hautes terres, soit dans les ports, des Tartares nomades, des Russes, Ruthènes et Moscovites, dénommés « Lipovans », vieux croyants des plus fervents, dont les ancêtres, chassés par l'impératrice Catherine II, avaient cherché refuge en territoire ottoman, des groupes de Polonais catholiques, d'Allemands luthériens, d'Arabes musulmans, disséminés dans les villages sur les branches du delta danubien.

La Dobroudja s'enorgueillit d'un glorieux passé qu'attestent encore d'imposants vestiges, tels que ruines, pierres tombales, restes de murailles et de camps retranchés et surtout le gigantesque « mur » ou « val » de Trajan, ligne de fortifications du Danube à la Mer Noire, suivant presque le trajet de la voie ferrée actuelle, et qui, « comme un fleuve de pierres, coule à travers la province danubienne ». Ce

formidable rempart (qui fait penser à « la Grande Muraille de Chine »), double et même triple par endroits, encore intact jusqu'à une élévation de 5 à 10 mètres, avait été construit par les Romains pour protéger l'entrée des plaines valaques au nord des lacs du littoral maritime et danubien. C'est par erreur qu'on a attribué à l'empereur Trajan la construction de cette barrière de défense, élevée en 377 de notre ère par Trajan, maître des milices, à la tête de l'armée romaine opposée aux terribles Goths.

Un autre souvenir, non plus archéologique, mais nimbé de l'auréole de la poésie, se rattache à la Dobroudja, c'est celui d'Ovide; en 1854, on a découvert au hameau d'Anadoli-Keni, à peu de distance de Constantza, le lieu d'exil du poète qui était à Tomi, dans l'ancien pays des Gètes, où se dresse aujourd'hui la statue du célèbre auteur des « Métamorphoses ». On sait combien ce dur exil, qui frappa brusquement l'écrivain à l'apogée de ses succès littéraires et dont la cause est restée inconnue, fut douloureuse pour Ovide, relégué chez les Sarmates, à l'extrême limite de l'Empire. Il est vrai que le poète qui, sur les bords glacés, désolés du Pont-Euxin, avait toujours la nostalgie de Rome, de ses fastueux palais et des verts ombrages des térébinthes, se consola en composant les *Tristes,* où son âme blessée exhale des cris de douleur et de découragement !

Pour en revenir aux temps actuels, il n'est que juste de reconnaître que les Roumains ont fait de grands efforts et consenti de gros sacrifices pécuniaires pour

améliorer, « civiliser », développer au point de vue économique cette province peu favorisée de la nature, et que des entreprises considérables y ont été menées à bonne fin, telles que des travaux de canalisation et de drainage, le grand pont du roi Carol, jeté à 30 mètres au-dessus du Danube et sur le canal Borcea, enfin Constantza, création toute moderne, le grand port de la Roumanie, devenu un magnifique entrepôt sur la Mer Noire, malheureusement tombé aux mains de l'ennemi, mais dont les approvisionnements de toute nature, il faut l'espérer, auront été détruits à temps, avant l'occupation bulgare.

« Polybe » (du *Figaro*) faisait observer récemment que la Dobroudja en elle-même, avec ses steppes marécageuses, ses pauvres villages en boue séchée, ses lagunes inhabitables, n'était qu'une proie assez médiocre. Reste à voir si les forces commandées par le maréchal Mackensen, en s'avançant dans la Dobroudja, ne vont y trouver qu'une dangereuse souricière ou bien si, par quelque coup d'audace, le général en chef va, en surprenant un point de passage, tenter de franchir le Danube au sud de la ligne Tchernavoda-Constantza, de manière à prendre Bucarest à revers et à envahir le glacis valaque de la Roumanie, cette ancienne colonie romaine jetée au milieu du monde slave et dont le peuple valeureux, héritier des grands conquérants de l'antiquité, occupe à l'orient de toutes les races latines une position isolée, poste d'honneur en face des Barbares germains ou bulgares.

8 novembre 1916.

L'effort russe dans le Nord glacial

LE PRODIGIEUX ESSOR D'ARKHANGEL

L'ambition effrénée de l'Allemagne visait la suprématie maritime; l'ambition bien légitime de la Russie se borne à l'accès de la « mer libre ». Qui est maître de la mer, ne l'oublions pas, a l'empire du monde.

« La liberté des mers, l'ouverture des détroits et les canaux maritimes, la possession des points de passage, a écrit M. René Pinon, dans son volume *L'Europe et l'Empire ottoman,* importent plus que jamais aux intérêts vitaux des grandes nations. »

C'est ainsi que la question d'Orient, tourment des diplomates et des chancelleries depuis Pierre le Grand, était grevée de la question des Détroits et de celle de Byzance, vers laquelle tendaient les visées séculaires et traditionnelles des tsars.

Désespérant de communiquer avec le reste de l'univers au moyen des Dardanelles, la Russie, après le traité de Berlin, par lequel l'Allemagne la paya de noire ingratitude, tourna ses vues vers l'Extrême-Orient et chercha un débouché lointain du côté du Pacifique, à Dalny et à Port-Arthur; les espoirs slaves furent encore déçus à la suite de la guerre russo-japo-

naise, dont le souvenir d'ailleurs ne laissa pas plus d'amertume au cœur des deux nations, la veille adversaires, que ne l'avait fait la guerre de Crimée, par rapport aux relations vite redevenues amicales entre les vainqueurs et les vaincus de Sébastopol.

L'ouverture des hostilités en 1914 devait avoir pour conséquence la fermeture des Détroits, tant dans la Baltique que dans la Mer Noire. Quelle issue restait alors à l'Empire moscovite pour ne pas se trouver sous le rapport maritime isolé du monde ? Une seule porte de sortie par l'Océan glacial arctique. La puissance russe l'a compris et n'est point demeurée inactive, loin de là !

On n'a pas toujours, même parmi les Alliés, rendu justice à l'effort énorme fait par le Gouvernement et la nation russes depuis la rupture de la paix pour développer les voies de communication, de manière à intensifier l'œuvre militaire ; et pourtant le labeur slave a été colossal ! Il suffit de citer deux noms qui le résument : Arkhangel et le chemin de fer de la Mourmanie.

Arkhangel, ou « la ville de l'archange Michel », n'est pas de création moderne : fondée à la fin du seizième siècle par Ivan le Terrible, la « Nouvelle Kholmogori » ne tarda pas à prendre une grande importance par sa situation privilégiée dans la Mer Blanche à l'embouchure de la Dvina, au lit profond et qui, pénétrant jusqu'à 30 verstes dans l'intérieur des terres, peut admettre des bâtiments de fort tonnage. Jouissant d'une rade excellente, ce port était

vite devenu l' « emporium » de la Russie Septentrionale et, encore aujourd'hui, malgré des vicissitudes de fortune, après une brillante ère de prospérité au dix-septième siècle et une longue période de décadence depuis Pierre le Grand, qui sacrifia l'ancienne métropole du nord à sa nouvelle création de Saint-Pétersbourg, enfin grâce à un récent et merveilleux essor sous Nicolas II, Arkhangel s'enorgueillit toujours du nom de « quatrième capitale de l'Empire », et ce titre est moins que jamais usurpé.

Lorsqu'un navire, sortant de l'Océan glacial, pénètre dans la Mer Blanche, le « golfe des Merveilles », passe dans le pittoresque « Couloir », entre la lourde gibbosité de la presqu'île de Kola à droite et, à gauche, l'immense steppe désolée, semée de croix, parcourue par les Samoyèdes chasseurs, les regards des passagers sont émerveillés en voyant se dresser soudain au fond de la baie de la Dvina la féerique vision d'Arkhangel étalant, telle une ville sainte d'Orient, sa parure de tourelles et de dômes bulbeux. Arkhangel, au nom céleste, représente pour ses habitants la demeure de l'Archange, la Porte de Dieu, le port béni des pèlerins accourant à l'île sacrée, où s'élève le célèbre monastère de Solovetsk !

« Arkhangel, a écrit M. Dixon dans son curieux livre *Free Russia,* « la Russie libre », n'est ni un port ni une ville dans le sens que nous attachons à ces mots. C'est un camp de magasins groupés autour d'un amas de beffrois, de coupoles et de dômes. Ce qui donne à nos yeux son importance, ce sont ses

immenses magasins d'avoine et de goudron, de planches et de fourrages. »

C'était surtout à l'époque de la foire annuelle que la ville, comme jadis Nijni-Novgorod, montrait une activité intense : 50.000 personnes de toute race et de toute religion se pressaient alors dans Arkhangel et dans son faubourg insulaire de Solombala, siège de l'Amirauté. Au cœur de l'hiver si rigoureux, alors qu'un désert de neige entourait la ville et le port solitaire, la population était réduite à une vingtaine de mille habitants, plongés pendant de longs mois dans la nuit boréale.

« Que les temps sont changés ! » pourrait-on répéter avec le poète : Arkhangel, dont le port déchu n'armait plus que pour la pêche de la baleine ou du hareng et expédiait chaque année à la Nouvelle-Zemble et au Spitzberg cinq ou six navires qui allaient y chercher le rare ivoire du walrus et l'eider au fin duvet, a vu en 1915 son trafic monter à 5 millions de tonnes, pour cinq mois seulement. Suivant M. Baker, attaché commercial des États-Unis, cent vingt grands steamers remplissaient alors la rade, et des multitudes de chalands, amarrés aux appontements, couvraient les eaux affairées de la Dvina.

On peut comparer le prodigieux essor qu'en une année a pris cette cité du Nord à celui des villes improvisées du « Far West » en Amérique ou du Witwatersrand au Transvaal, qu'un « rush » subit d'émigrants ou de prospecteurs faisait, comme par enchantement, jaillir du sol et grandir avec une

vertigineuse rapidité. « Jamais dans l'histoire du monde, a écrit M. Baker frappé d'étonnement, un port ne s'est développé avec autant de célérité que celui d'Arkhangel. Ce n'était, il y a un an, qu'une station de pêcheurs, dont la seule industrie était celle des scieries mécaniques de bois. C'est actuellement un port qui, par le mouvement des navires, peut supporter la comparaison avec New-York. »

Le long des rives du grand fleuve, hier encore désertes et silencieuses, s'étend maintenant jusqu'à 12 kilomètres au loin une cité bruyante, dévorée de fiévreuse activité, pourvue de centaines de scieries, de magasins, de hangars, avec de multiples fabriques et usines, comme autant de gigantesques « forges de Vulcain », où nuit et jour, éclairés à l'électricité ou quelquefois illuminés par les splendeurs de l'aurore boréale, des milliers d'ouvriers aux costumes pittoresques, parlant, comme dans une tour de Babel, cent langues diverses, forgent sans relâche, font retentir l'enclume ou martèlent le fer à coups redoublés !

La ville, a-t-on pu dire sans exagération, sue la richesse ; l'intensité du commerce y a apporté beaucoup d'or et, si la vie est chère, les salaires y sont élevés.

Mais le développement si prompt et si extraordinaire ne se borne pas à Arkhangel même et à sa banlieue prolongée. Le génie russe a créé comme de toutes pièces deux nouveaux ports : en aval, à 26 kilomètres le « port de l'Économie », formé par des

terre-pleins, et un autre en amont sur la rive gauche de la Dvina, de dimensions encore plus vastes, celui de Bakharitza, destiné à compter seize appontements, 1.500 mètres de quais et des magasins capables de contenir 50.000 tonnes de marchandises. En outre, on a poussé activement la construction des chemins de fer : ainsi le Gouvernement a doublé, dès 1914, la ligne à voie étroite de 550 kilomètres reliant Arkhangel à Vologda (sur le grand réseau, à 500 kilomètres de Petrograd) et en service depuis 1898. La nouvelle ligne à voie normale, exécutée avec d'énormes difficultés à cause de la nature du sol composé de tourbières, a été livrée à la circulation dans le courant de l'an passé, mais seulement au prix des plus énergiques efforts.

Il nous reste à parler de deux autres créations récentes dans la même région du Nord vers l'Océan glacial et la Norvège : la ville pleine d'avenir d'Alexandrovsk et le chemin de fer de la Mourmanie, œuvres qui, l'une et l'autre, font certes grand honneur à l'l'inflexible opiniâtreté du Colosse moscovite et aux remarquables talents des ingénieurs de l'Em pire russe !

18 février 1917.

LE PORT D'ALEXANDROVSK
LE CHEMIN DE FER DE LA MOURMANIE

Nous avons parlé du prodigieux essor d'Arkhangel

depuis deux années et des signalés services que ce port de la Mer Blanche rend à l'Empire russe, réduit, par la fermeture des Détroits, à ne communiquer de façon maritime avec le reste du monde que par l'Océan glacial arctique, puisque, comme l'a finement observé Élisée Reclus, « en dépit de sa grandeur, la Russie a moins d'avantages pour la facilité des communications par mer que mainte petite contrée comme le Danemark et la Hollande ». Malheureusement les glaces qui couvrent de leur blanc manteau le « golfe des Merveilles », d'octobre à mai, ne permettent guère d'utiliser le havre d'Arkhangel pendant plus de cinq à six mois par an, bien que l'emploi de navires brise-glace en acier et de robuste structure laisse à la navigation quelques semaines de plus pour l'accès de l'emporium du Nord.

Heureusement que le régime de la Mourmanie ou « côte mourmane », « Mourmanskii Bereg », située sur l'Océan glacial à l'est de la Norvège, est absolument différent. « La Russie possède là, a écrit M. Charles Rabot, secrétaire du *Bulletin de la Société de Géographie de Paris* et si versé dans les questions arctiques, un front de mer de 300 kilomètres à vol d'oiseau, correspondant à peu près à l'étendue du secteur Sables-d'Olonne—embouchure de la Bidassoa, où en toute saison la navigation reste aussi dégagée d'entraves que sur l'Atlantique. »

Jamais en effet un navire n'est exposé à rencontrer de glaces flottantes ou d'icebergs entre la frontière norvégienne près du Varanger Fjord et le Sviatoï-

Nos, Cap Sacré, longue et étroite falaise pointant dans les flots et qui, comme un doigt levé, semble indiquer aux navigateurs l'entrée de la Mer Blanche. Ce phénomène local, « paradoxe géographique », est dû au grand courant tropical d'eau chaude apporté par le *Gulf Stream* qui, après avoir doublé la pointe nord de la péninsule scandinave, vient baigner de ses tièdes effluves tout le littoral de la Mourmanie aux fjords nombreux, fréquentée pendant la belle saison par des milliers de pêcheurs de morue qui y accourent de l'intérieur, à plus de 500 kilomètres de distance.

Ainsi, grâce au bienfaisant Gulf Stream, tandis que le bassin à demi fermé de la Mer Blanche, encombrée de banquises, reste gelé et interdit tout l'hiver, la côte mourmane, elle, privilégiée, quoique située à des centaines de kilomètres plus près du pôle, demeure pendant la même saison libre de glaces et par suite accessible à la navigation.

Quelque bonne fée qui veille sur les destinées du Colosse moscovite a aménagé en Mourmanie, à 100 kilomètres environ de la frontière norvégienne, un fjord large, profond, qui pénètre jusqu'à 60 kilomètres dans l'intérieur du pays. C'est le fjord de Kola, dont l'archipel à l'entrée de l'estuaire renferme l'excellente rade d'Iekaterina.

Comme centre, on ne trouve guère, dans ces parages si faiblement peuplés, que Kola comptant quelque 800 habitants, petite ville déjà appréciée dès le dix-huitième siècle, à cause de sa situation avan-

tageuse, par les marchands de Novgorod qui en avaient fait un dépôt de pêche et d'échange.

Mais Kola, hier encore capitale (?) de la péninsule laponne, à la triste royauté glacée, vient d'être détrônée par la ville naissante d'Alexandrovsk, un peu plus au nord, au fond du golfe. Avant la guerre, elle ne comptait que quelques « isbas » en bois, près desquelles glissaient sur la neige les traîneaux attelés de rennes; maintenant les maisons se multiplient et la population s'accroît rapidement. C'est ainsi que la nouvelle ville est déjà reliée par un tramway au port pourvu de quais, de phares pour guider les navires et de coffres d'amarrage. Ajoutons qu'en face vient d'être construit le port si utile de Romanof. « Cette plaine désolée, a-t-on dit dans l'*Illustration,* sans habitations, sans liaisons avec l'intérieur du pays, est devenue en quelques années, par l'énergie de nos alliés, le port de Romanof. De vastes appontements permettent aux navires d'accoster, des hangars, des villas couvrent la plaine et les hauteurs avoisinantes; et dans l'air s'élève la fumée des locomotives qui emportent vers l'intérieur de la Russie le matériel de guerre fabriqué en France, en Angleterre, en Amérique. »

Alexandrovsk, base navale de premier ordre qui garantit à la monarchie moscovite la suprématie dans l'Océan glacial, a donc une triple importance maritime, commerciale et stratégique; mais pour assurer l'avenir de cette nouvelle ville, au double point de vue du négoce et des buts militaires, il était

de toute nécessité de mettre le port en relations suivies par un ruban de fer avec le grand réseau ferroviaire russe et avec la capitale sur la Néva. C'est ce qui a été réalisé non sans peine énorme et des dépenses considérables. « On ne peut s'imaginer les difficultés inouïes que les ingénieurs russes ont dû surmonter pour relier avec Petrograd ces régions glacées de l'empire du Tsar. » Les rails furent expédiés d'Amérique malgré les sous-marins ennemis; à diverses reprises les inondations emportèrent les talus dressés sur le terrain marécageux et qui les supportaient; aussi fallut-il recommencer tout le pénible travail sur des centaines de verstes. C'est le cas de répéter l'adage ancien :

Labor omnia vincit improbus! « Un travail opiniâtre vient à bout de tout! »

La nouvelle voie ferrée court sur une longueur de 1.457 kilomètres; à la bifurcation de Zwarka elle s'embranche sur la ligne de la capitale à Vologda, longe le pittoresque lac Onéga, puis se dirige vers la Mer Blanche, dont elle suit, à partir du petit port de Kola et sur une terrasse de granit, la rive occidentale. Après Kamdalakcha la voie s'enfonce dans les forêts monotones, coupées de marécages, de la presqu'île mourmane pour atteindre son point terminus, Alexandrovsk, situé à l'extrémité du fjord de Kola. Quelle patience, quelle ténacité, quelle force de volonté n'a-t-il pas fallu déployer pour continuer et achever cette entreprise vraiment gigantesque! Mais, comme le disait un ingénieur russe à un de nos

compatriotes s'extasiant sur un tel travail d'Atlas, « en Mourmanie ce n'était rien ; nous avons eu plus de mal, quand par 40° degrés de froid nous avons construit la ligne de Mandchourie, près du fleuve Amour. »

Les Russes, en effet, n'ont-ils pas à maintes reprises prouvé de quel effort ils étaient capables, quelle énergie bien dirigés ils pouvaient dépenser avec prodigalité en Sibérie comme au Caucase ou au Turkestan, dans les steppes glacées comme à travers les déserts calcinés par un soleil implacable ? Pour qui étudie la Russie, son histoire et les gestes de ses enfants, le plus surprenant n'est-ce pas la constitution même de cette immense domination dont le noyau a été l'étroite et faible Moscovie ? « Comment donc, a écrit Xavier Marmier, la petite peuplade slave comprise près les sources de la Dvina et du Dniéper est-elle devenue la colossale Russie ? »

18 février 1917.

Nota. — Ces lignes étaient écrites avant l'explosion de la révolution en Russie, les déchirements intérieurs l'anarchie et le démembrement du Colosse moscovite ; mais les fautes et les crimes de traitres ou d'énergumènes ne doivent pas nous faire oublier de grandes œuvres dignes d'admiration, accomplies par le vaste Empire slave.

La ligne Hindenburg doit être tracée sur le Rhin

M. Lloyd George vient, dans un discours magistral, de prononcer une parole caractéristique et qui aura un grand retentissement : à propos de la fameuse ligne Hindenburg, « tracée sur les territoires des autres nations avec l'avertissement que les habitants de ces territoires ne franchiront cette ligne qu'au péril de leur vie, le « premier » de la Grande-Bretagne s'est exprimé ainsi : L'Amérique a dit : « Cette ligne tracée autour du littoral américain et « qu'il était interdit aux Américains de franchir, ne « doit pas être tracée dans l'Atlantique, mais sur le « Rhin et nous allons vous aider à l'enlever. »

Certes, le chef du Cabinet britannique a parlé au point de vue stratégique, mais il est permis de voir aussi dans son langage une allusion discrète au terrain politique. Si les Allemands, avec l'aide des États-Unis, sont rejetés au delà du Rhin, n'est-il pas clair que ce sera pour toujours que l'Allemagne devra renoncer à toute domination quelconque sur la rive gauche du grand fleuve, l'ancien « garde du corps de la Gaule » ? Ce n'est pas à la légère qu'un homme d'État de l'envergure de M. Lloyd George, ayant le sentiment de ses responsabilités devant

l'Angleterre, l'Entente et le monde, lance comme un talisman ce mot le Rhin, « le noble fleuve des guerriers et des penseurs » ; les ambitions germaniques bridées, limitées aux territoires rhénans de la rive droite, n'est-ce pas une habile riposte aux arrogantes prétentions teutonnes sur les embouchures du Rhin? Il n'est pas de question extérieure qui intéresse réellement plus la France pour son développement industriel et commercial, l'avenir du pays et sa propre sécurité que celle de ses frontières orientales du côté de l'Allemagne.

Le langage tenu par M. Lloyd George est tout à fait de circonstance ; car on avait été surpris de constater que, dans les récentes déclarations du ministre des Affaires étrangères de Russie, M. Milioukoff, au correspondant du *Temps* à Petrograd et qui posaient, en quelque sorte, le problème du remaniement de la carte politique de l'Europe et de l'Asie Mineure, aucune allusion ne fût faite aux compensations auxquelles a droit la France qui, dès le début des hostilités, a supporté tout le poids formidable de la guerre et à l'héroïsme de laquelle la civilisation européenne est redevable de son salut. Peut-être aussi pourrait-on s'étonner qu'avec une excessive réserve notre diplomatie, au lieu de se limiter à revendiquer l'Alsace-Lorraine (ce qui va de soi), n'ait pas pris nettement position sur la question des territoires de la rive gauche du Rhin, notre lot tout indiqué au règlement de paix.

La presse, heureusement, n'a pas laissé som-

meiller la question d'importance capitale et qui a été traitée dans une série d'ouvrages très suggestifs, et dont quelques-uns ont une réelle valeur historique, tels que : *Alsace-Lorraine et France rhénane,* par M. S. Coubé, *La République et le Rhin,* par M. Driault, *Les Frontières lorraines et la Force allemande,* par M. Engerand, *Le Rhin dans l'Histoire,* par M. Babelon, de l'Institut, etc., pour ne citer que quelques-uns de ces livres; car, au moyen d'une plus longue bibliographie, il serait aisé de montrer que chez nos publicistes de marque et nos littérateurs vit toujours le souvenir des pages magiques du *Rhin* de Victor Hugo, des strophes enflammées d'Alfred de Musset :

> Nous l'avons eu votre Rhin allemand,
> Il a tenu dans notre verre,
> . . . . . .
> Où le père a passé, passera bien l'enfant !

vibrants couplets, ripostant aux stances célèbres du *Rhin allemand* de Becker, qui étaient un audacieux défi lancé à la France.

En outre, dans les brochures spéciales parues sur les fins de guerre, comme *La Paix de 1916* par M. S. Juge, *L'Allemagne en morceaux,* par Onésime Reclus, *La Paix que nous voudrons,* par H. Lorin, etc., les auteurs sont unanimes à réclamer pour la France des agrandissements territoriaux à l'est. Sans cesse on trouve rappelée la célèbre phrase de César dans ses *Commentaires :* « La Gaule s'étend

du Rhin aux Pyrénées et des Alpes à l'Océan », puis la déclaration de Richelieu : « Il faut restituer à la Gaule ses frontières naturelles », ou encore les mots bien connus de Danton, de Carnot, de Napoléon Ier sur les frontières historiques de la France, celles du Rhin, marquées par la nature et « qui sont un décret de Dieu, comme les Alpes et les Pyrénées ».

Le minimum des revendications que puisse formuler la France lors des conditions de paix, suivant l'avis général de ces publicistes, c'est l'ensemble des territoires de la rive gauche du Rhin jusqu'à l'entrée de ce fleuve dans le royaume des Pays-Bas et cela pour les annexer soit à la France seule, soit en partage avec la Belgique.

Le bassin entier de la Moselle nous reviendrait donc et, comme le dit M. Sardou, « il est utile de signaler toute l'importance économique du bassin houiller de la Sarre, d'une richesse considérable ».

En dehors du côté économique, il y a lieu (on ne saurait trop le répéter) de considérer les exigences de la sécurité nationale, car il n'y a guère plus d'une quarantaine de lieues à vol d'oiseau de la frontière actuelle à la capitale, vers laquelle, comme autant de routes d'invasion, concourent les vallées de l'Oise, de l'Aisne, de la Marne et de la Somme. Ainsi qu'on l'a répété avec tant de vérité, « si nous conservons nos frontières ouvertes et que nous laissions à l'Allemagne ses voies stratégiques de ce côté-ci du Rhin, il faudra faire notre deuil d'une paix durable ».

« La nation qui n'a ni fleuve ni montagne pour

appuyer sa frontière, a écrit M. Ernest Babelon dans son ouvrage *Le Rhin dans l'Histoire,* en est réduite à se créer une frontière factice par la construction de forteresses qu'il faut entretenir perpétuellement, suivant les progrès changeants de la balistique et de la poliorcétique. Elle est exposée à être démembrée par ses voisins, comme le fut la Pologne à la fin du dix-huitième siècle, ou à être brusquement envahie sans avoir eu le temps de préparer sa défense, comme le fut la Belgique au mois de septembre 1914. »

A peine les traités néfastes de 1815 signés, les hommes politiques en France en reconnurent toutes les défectuosités, qui déjà se révélaient sous la Restauration.

Ainsi M. Rivière rappelle avec à-propos que, sous le ministère Polignac, Chateaubriand avait composé un mémoire où il réclamait pour la France, comme agrandissement éventuel, la rive gauche du Rhin : « C'est là, disait-il, que tôt ou tard la France doit poser ses frontières, tant pour son honneur que pour sa sécurité. Les guerres de Napoléon ont divulgué un fatal secret : c'est qu'on peut arriver à Paris en quelques jours de marche après une affaire heureuse, c'est que ce même Paris est beaucoup trop près de la frontière. La capitale de la France ne sera à l'abri que quand nous posséderons la rive gauche du Rhin. »

Il est donc nécessaire que le « grand fossé transversal », le *Rhenus superbus* dont la géographie, suivant le mot de Victor Hugo, a donné « la

rive gauche à la France », devienne une barrière infranchissable contre les invasions germaniques. L'essentiel, c'est le refoulement des barbares sur la rive droite du Rhin.

Quant aux modalités du remaniement territorial, soit l'attribution de certains pays à la Belgique ou la constitution d'États indépendants analogues au Luxembourg, mais soustraits à toute influence politique de l'Allemagne, ce sont là des conditions accessoires à régler par les diplomates réunis plus tard autour du tapis vert du grand Congrès de la Paix. Il nous semble que M. Flourens, ancien ministre des Affaires étrangères, a trouvé une formule heureuse, lorsque dernièrement, dans le nouvel organe *Le Rhin français,* il a écrit : « Si les puissances victorieuses veulent s'assurer une paix de longue haleine, elles doivent se former en syndicats qui se partagent la défense de la neutralité des vallées du Rhin et du Danube. Ces vallées seront divisées en secteurs; la garde de chaque secteur sera confiée à la puissance qui, à raison de sa position géographique, sera reconnue avoir le plus d'intérêt au maintien de l'ordre dans l'étendue de la circonscription. »

On ne pouvait certes dire avec plus de sagesse que les ambitions nationales ou les intérêts spéciaux, si respectables soient-ils, doivent s'effacer devant les intérêts supérieurs et généraux de la Paix européenne.

17 avril 1917.

III

Politique étrangère en Europe

La démence de la Jeune-Turquie

Quos vult perdere Jupiter dementat, « ceux dont Jupiter veut la perte, il les rend fous », a dit le poète latin. Jamais ne fut plus vraie cette affirmation appliquée à l'heure actuelle au gouvernement du Sultan ou plutôt à la « Jeune-Turquie ».

La cynique agression des Gouvernants de Constantinople contre les ports russes de la Mer Noire, Théodosia et Novorossiisk, et le lâche bombardement du paquebot français *Portugal,* des Messageries Maritimes, exploits (!) téméraires qui ont motivé l'état de guerre entre la France, l'Angleterre et la Russie d'un côté et l'Empire ottoman de l'autre, constituent, de la part de la Jeune-Turquie ou du « Comité Union et Progrès », des actes de démence qui peuvent être fatals à la puissance de Méhémet V au triple point de vue financier, militaire et diplomatique.

Le Padischah est devenu le vassal du kaiser de Berlin, aux ordres duquel il obéit aveuglément.

Le Sultan n'a-t-il pas ordonné au Cheik-ul-Islam de lancer une *fetva* dans la mosquée Fatmi à Constantinople et de décréter la « guerre sainte », exhortant les sectateurs de Mahomet à se soulever, en

Afrique comme en Asie, contre les « oppresseurs » (!) russes, français et anglais? En vérité, spectacle édifiant (!) que celui de ce potentat tudesque s'intitulant volontiers « défenseur de la Croix », il y a quelques années pieux pèlerin faisant (en l'automne 1898) à Jérusalem une entrée sensationnelle, et aujourd'hui ligué, pour le triomphe (?) du Croissant, avec le chef des Croyants, qui arbore contre les *Roumis* exécrés l' « étendard vert du Prophète ». Si ses aliénés qui ce sont emparés du pouvoir à Constantinople, en dominant le faible souverain, persévèrent dans leur entreprise par trop audacieuse, c'est la ruine et la destruction de l' « homme malade ».

Au point de vue militaire, c'est en vain que les « Jeunes-Turcs » chercheraient à bluffer et à « crâner » en face des Alliés et de l'Europe. Nous ne méconnaissons pas le courage des « rédifs » du « Nizam », bien que les doctrines subversives répandues dans les casernes aient affaibli les troupes ottomanes, comme l'ont prouvé les victoires des Bulgares, des Serbes et des Grecs au cours de la guerre des Balkans; il est entendu que Liman von Sanders est, sinon nominalement, du moins de fait, généralissime des armées du Padischah et que les régiments turcs sont pour la plupart commandés par des officiers allemands : c'est la mainmise certaine de Berlin sur les forces militaires des Ottomans. Mais d'abord, en ce qui concerne la marine impériale, malgré les masques et le maquillage des cuirassés germaniques,

le *Gœben* et le *Breslau,* au pavillon desquels le Croissant de l'Islam a remplacé l'Aigle Noir, malgré le renfort du *Hamidieh,* ancien *Abdul-Hamid,* à Yldiz-Kiosk, en dépit de toutes les rodomontades, on ne saurait se faire illusion sur le fait indéniable que les flottes alliées de l'Angleterre et de la France sont maitresses de la Méditerranée de Gibraltar aux Échelles du Levant; sur mer, la Turquie, incapable même de se mesurer avec la Grèce, se voit frappée d'impuissance. Sur terre, que peut-elle espérer des opérations militaires? Dans les milieux jeunes-turcs de Constantinople, où des écervelés s'agitent frénétiquement, presque comme des « derviches tourneurs » ou « hurleurs », on fait grand bruit des armées nombreuses et redoutables (?) que le *mouchir* (maréchal) Liman von Sanders serait en train d'organiser en Asie Mineure, à Damas par exemple, où 150.000 hommes se trouveraient rassemblés pour envahir l'Égypte. La conquête de la vieille terre des Pharaons, c'est bientôt dit, comme si les « Blue Boys » ne montaient pas la garde aux pieds des Pyramides, à Port-Said et à la frontière turco-égyptienne. Le Sphinx, témoin de tant de guerres et de conquêtes, et qui en a vu bien d'autres, ce prodige des siècles, au nez lacéré, à la face couturée de cicatrices, doit rire sous cape de pareils projets outrecuidants.

D'abord, cette armée, plus ou moins nébuleuse, dont les régiments ne sont peut-être que des « Fata Morgana » de l'imagination orientale hallucinée, existât-elle en chair et en os, bien disciplinée, équipée

et pourvue de munitions, qu'il faudrait encore lui faire franchir, et non pas au pas de course, les immenses steppes dénudées et sans eau du désert de Thi, séparant la Palestine de l'isthme de Suez; supposons un instant que ce travail d'Atlas soit accompli heureusement, par exemple, au moyen d'un chemin de fer de fortune aux rails improvisés, jetés sur les sables désertiques, supposons que les forces ottomanes traversent la rocailleuse presqu'île du Sinaï et parviennent aux rives du canal, pour, de là, envahir la vallée nilotique, les Turcs trouveraient alors en face d'eux, campés de Suez à Port-Saïd, les effectifs des garnisons britanniques de l'Égypte, accrus des renforts de l'armée des Indes, que la Grande-Bretagne prévoyante a déjà appelés, tandis que les cuirassés anglais, le long du rivage égyptien de la Méditerranée, bombarderaient de leurs canons les envahisseurs harassés, comme dans la mer du Nord ils ont criblé d'obus les Allemands décimés, qui opéraient sur les côtes belges.

Il ne faut pas parler des contingents turcs dispersés en Arabie; c'est à grand'peine que le Sultan conserve son autorité contestée sur les villes saintes de La Mecque et de Médine et qu'il se maintient dans l'intérieur à Sana, capitale sans cesse menacée par les turbulentes tribus, impatientes du joug turc et qui se sont soulevées tant de fois contre l'oppresseur trop cupide de Constantinople.

La témérité provocatrice de la Jeune-Turquie ne semble plus avoir de limites, puisque la Sublime-

Porte a violé l'autonomie du Liban, les immunités et la liberté même du Patriarche maronite, la suprême autorité de la *nation* qui, en Syrie, constitue la majorité ethnique dans ce *moutessarifat* asiatique, dont la quasi-indépendance est placée sous la garantie des puissances.

Bref, à quels résultats ont donc abouti les incartades d'Enver pacha ? Les escadres franco-anglaises ont bombardé les forts des Dardanelles ; les puissances alliées ont pour elles « the Sea power », pour employer le titre même du célèbre ouvrage du capitaine Mahan ; en Arménie, où, au lieu de réformes que la Sublime-Porte s'était engagée par le traité de Berlin en 1878 à effectuer, les pachas ont multiplié d'odieux massacres de chrétiens, les Russes se sont avancés jusqu'à près de 300 kilomètres en territoire ottoman et, dans leur marche victorieuse sur Erzeroum, ils ont déjà fait prisonniers des régiments entiers de Turcs démoralisés.

Si nous passons au point de vue diplomatique, les erreurs de l'équipée ottomane contre la Russie sont désastreuses pour la Turquie : déjà l'Angleterre a annexé l'île de Chypre, qu'elle occupait à titre précaire depuis 1878.

Cet exemple ne sera-t-il pas suivi par l'Italie, qui détient les îles du Dodécanèse (Cyclades) et Rhodes, cette fameuse citadelle des chevaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem, représentant une position stratégique de premier ordre dans le bassin oriental de la Méditerranée ? L'annexion par la Consulta de ces terres

insulaires, où flotte la Croix de Savoie, est bien tentante. *Beati possidentes !*

Certes, l'entrée audacieuse de la Turquie sur le théâtre de la guerre soulève de graves questions, à commencer par celle des « Détroits », qui remonte au célèbre traité de Kioutchouk-Kaïnardji (1774) sous Catherine II et a donné tant de fil à retordre depuis cette époque à la diplomatie européenne ; mais l'alliance actuelle des puissances, hier encore rivales, l'Angleterre et la Russie, enlève toute acuité à la solution de l'épineux problème.

Parlant du règlement futur de la question d'Orient, le journal de Londres, le *Globe*, publiait, il y a quelque temps, cette note, d'allure officieuse : « Le partage de l'héritage de la Turquie ne sera pas retardé par des querelles entre les exécuteurs testamentaires de son suicide. L'Angleterre admettra, sans la moindre protestation, que l'Arménie et Constantinople passent sous le gouvernement du Tsar ; la France sera parfaitement satisfaite d'*acquérir la Syrie* et la protection des Lieux Saints ; l'attribution à la Grèce des îles de la mer Égée et du littoral d'Anatolie ne fera que sanctionner une vérité historique et ethnologique. L'Angleterre réserverait naturellement pour sa part l'Arabie et la vallée de l'Euphrate, qui constituent une section de sa route de l'Inde, et le monde musulman serait, croyons-nous, très heureux de voir La Mecque et Médine ainsi que les routes des pèlerins aux mains de la plus grande puissance musulmane du monde. »

Cette dernière phrase est très caractéristique comme révélation des visées politiques de la Grande-Bretagne. « Toujours occupée d'assurer, pour toutes les éventualités de l'avenir, la sécurité de l'Inde et des routes qui y conduisent, l'Angleterre, a écrit M. René Pinon, porte toute son attention sur l'Arabie; c'est la politique musulmane de Guillaume II qui la préoccupe, et c'est pourquoi l'Arabie devient l'objet de ses plus violents soucis. » Non seulement la péninsule arabique commande la route des Indes dans la Mer Rouge et domine sur son flanc oriental le Golfe Persique, mais encore elle renferme les cités vénérées de La Mecque et de Médine, et le *Foreign Office* aurait conçu, dit-on, le projet de faire d'un khédive, *persona grata,* le protecteur de ces « villes saintes », en substituant le pouvoir spirituel de ce khalife improvisé à l'autorité religieuse (sur partie de l'Islam) du Padischah de Constantinople, suprématie contestée par des millions de Musulmans et que revendiquent également le sultan du Maroc, l'iman de Mascate et celui de l'Yémen.

Quels sont donc les mobiles qui ont entraîné dans une aventure aussi périlleuse le Sultan ou plutôt ses pervers conseillers? Nul doute n'est possible : il faut y voir sans hésitation les intrigues et l'or allemands corrompant les chefs de la Jeune-Turquie.

L'âme du complot, c'est Enver pacha, ce condottiere de l'Orient, mégalomane, ambitieux sans scrupules, qui s'est hissé au ministère grâce à la disparition violente de Nazim pacha et à qui le pouvoir

a fait tourner la tête; peut-être les généreux (!) subsides de la Wilhelmstrasse n'ont-ils pas été non plus étrangers à l'attitude provocatrice de ce « Napoléon de café-concert », aux capacités militaires et politiques très surfaites et dont l'intervention en Tripolitaine n'avait pas été couronnée de succès, car il n'est jamais parvenu à obtenir l'adhésion de la secte des Senoussis à sa cause trop compromise. Le rêve entretenu avec fourberie par la cour de Berlin et qui hante le cerveau d'Enver pacha, c'est le soulèvement général des Musulmans, sujets de la Russie, de la France et de l'Angleterre. La mèche allumée par la duplicité germanique a fait long feu! Dans la vaste presqu'île de l'Hindoustan, formidable réservoir des peuples, où la Grande-Bretagne compte 70 millions de sujets sectateurs de l'Islam, les Musulmans rivalisent de zèle avec les Hindous pour affirmer leur loyalisme à l'égard de George V, empereur des Indes; c'est à qui, parmi les fastueux radjahs, mettra ses vassaux et ses trésors au service de l'Angleterre. Quant à la « Nouvelle France », qui s'espace sur les rives septentrionales de la Méditerranée, les manifestations spontanées chez les indigènes, tant en Tunisie qu'en Algérie, vont se multipliant pour déclarer que les Musulmans de la Régence ou de la colonie resteront, dans ces circonstances, fidèles à la France et qu'ils répudient toute communauté d'idées avec les fauteurs turcs d'une guerre criminelle menée contre notre pays, auquel, eux, ils demeurent loyalement attachés.

La Turquie persévérera-t-elle dans la voie funeste où

elle s'est follement fourvoyée ou bien se débarrassera-t-elle des dangereux agents à la solde de l'Allemagne qui la précipitent dans l'abîme? Dans la première alternative, c'est le désastreux démembrement et la fin fatale de l'empire des Ottomans qui, malgré bien des fautes et des crimes, a connu, dans son histoire si troublée, des jours de splendeur, d'éclat et même de gloire!

12 novembre 1914.

Durazzo et la Maison d'Anjou

Un cuirassé italien, le *Sardegna,* vient de bombarder Durazzo, sur la côte albanaise, bien que la presse d'au delà des Alpes déclare que la Consulta n'a aucune intention de mettre la main sur cette ville, l'occupation de Valona, par les bersaglieri, qui a si fort mécontenté le Ballplatz de Vienne, suffisant, pour l'instant, aux visées de l'Italie. On sait d'ailleurs que ce port jadis florissant est bien déchu de son ancienne splendeur. La situation très favorable de cette place a valu depuis l'antiquité à Durazzo de jouer un rôle marquant dans l'histoire. Les Romains l'appelaient *Dyrrachium* et en avaient fait le lieu de débarquement de leurs légions ; car de ce point stratégique partait la fameuse *Via Egnatia,* qui, traversant toute la péninsule thraco-hellénique, conduisait à Thessalonique sur la mer Égée. De nos jours, c'est à Durazzo que vient aboutir la télégraphie transadriatique.

Dyrrachium, à cause de cette voie essentiellement militaire, avait alors une supériorité marquée sur Avlona (aujourd'hui Valona), malgré l'excellence de cette dernière rade. La cité, choisie par Cicéron comme lieu d'exil et dont Pompée avait fait sa place

d'armes dans sa célèbre lutte contre César pour l'empire du monde, avait conservé de beaux monuments de l'époque romaine, qui furent détruits par le terrible tremblement de terre de l'an 1274 ou bien à la suite des nombreux sièges et assauts que dut subir la ville passant continuellement d'une domination à l'autre. Ne devint-elle pas la proie successive des Byzantins, des Ostrogoths, des Visigoths, des Serbes, des Normands sous la conduite du grand batailleur Robert Guiscard, etc. ?

Les Italiens se plaisent à rappeler que la bannière du Lion ailé de Saint-Marc flotta à diverses reprises au-dessus de Durazzo, cette ancienne colonie romaine, les doges de Venise ayant soumis à leur puissance la majeure partie du littoral de l'Albanie et de l'Épire avec les iles parsemées sur les côtes de l'Adriatique.

Mais l'Anjou aussi, dont la renommée est grandiose dans l'histoire, peut invoquer, comme Venise, de glorieux souvenirs mêlés aux noms de l'Albanie et de Durazzo. En effet, cette ville fut apportée en dot au milieu du treizième siècle par Hélène, fille du despote d'Épire, à Manfred, roi de Naples, compétiteur de l'illustre Charles d'Anjou, qui représenta pendant presque un quart de siècle le principal personnage de la Chrétienté occidentale. Après la défaite et la mort tragique de Manfred dans la plaine de Bénévent, le vainqueur angevin, déjà maitre de Corfou et aux prodigieuses ambitions duquel s'ouvrait tout le fantastique Orient, courut s'emparer de Durazzo, qui

avait levé l'étendard de la révolte et s'empressa d'ouvrir ses portes au conquérant si redouté.

Ainsi donc, comme on l'a dit, non content de l'Anjou, de la Provence et des Deux-Siciles, non content d'être sénateur de Rome, vicaire apostolique de Toscane, gouverneur de Bologne, chef des Guelfes de Lombardie, grand électeur des souverains pontifes, ce fier monarque, dont l'ombre majestueuse s'étendait sur tant de dominations, ne dédaignait pas de s'intituler duc de Durazzo et, en 1272, il acceptait la couronne que lui offraient avec enthousiasme les Albanais. Ce frère de saint Louis, qui régnait en outre sur l'Achaïe et la Morée et venait d'acheter les droits de Marie d'Antioche au trône de Jérusalem, ne voyait-il pas déjà briller à ses yeux dans une féerique vision la conquête de Byzance même, sans préjudice de l'Égypte et de la Terre Sainte ? La désillusion fut cruelle. Ces « Fata Morgana », rêves dorés de l'empire d'Orient, devaient bientôt se dissiper aux sanglantes horreurs des « Vêpres siciliennes », suivies du lamentable échec de Reggio, dont l'accablante humiliation hâta la fin du prince ulcéré, mourant de chagrin et de douleur à Foggia !

Quoi qu'il en ait été, malgré ses convoitises effrénées et ses graves erreurs, quel contraste entre ce souverain d'Albanie, à la volonté de fer, à la fois habile politique et administrateur éminent, altier foudre de guerre, dont les éclairs fulgurants fendaient la nuit trouble du Moyen Age, quel contraste dis-je, entre Charles d'Anjou et ce prince de Wied,

à l'épée prussienne émoussée, sans énergie ni prestige, tremblant dans son palais de Durazzo, d'où il s'enfuit piteusement, et qui ne fut, pendant sa souveraineté éphémère sur l'Albanie, que le jouet de l'astucieuse duplicité de son ministre Essad pacha !

Charles d'Anjou avait érigé, en 1284, en duché le territoire de Durazzo en faveur de son petit-fils Jean de Sicile, huitième fils de Charles II, dit le Boiteux, roi de Naples, et de Marie de Hongrie. Ce prince angevin, qui avait entrepris la conquête de la Morée, abandonna le titre de prince d'Achaïe pour prendre celui de Duras ou de Durazzo (1333). On voyait jadis dans l'église de Saint-Dominique à Naples sur son tombeau une épitaphe portant les noms et qualités de « duc de Duras, comte de Gravine, seigneur d'Albanie et l'honneur du mont Saint-Ange ». De son mariage avec Agnès de Périgord naquit Louis de Sicile-Duras ou Durazzo, dont descendirent les derniers rois de Naples de la maison d'Anjou.

Charles III, roi de Naples et de Hongrie, vendit en 1373 le duché de Durazzo aux Balsa, émigrés des bords de la Durance, qui avaient suivi en Sicile la fortune de Charles d'Anjou et possédaient la plus grande partie de l'Épire. Là, comme en Illyrie, ces seigneurs s'étaient taillé une principauté à grands coups d'estoc et de taille. « On aime en vérité, a écrit M. René Pinon dans son bel ouvrage *L'Europe et la Jeune-Turquie,* à se représenter ces gerfauts de Provence prenant leur vol vers l'Orient et installant

leur couvée dans les nids d'aigle du Monténégro, de la *Montagne Noire.* »

Les détails historiques manquent sur cette branche angevine de Duras ou de Durazzo qui, un certain temps, domina le littoral albanais et exerça une notable influence dans l'Adriatique, dont l'Italie et l'Autriche se disputent âprement la maitrise.

Nous avons cru intéressant, à propos des événements actuels, de rappeler une curieuse page d'histoire un peu oubliée, mais tout à l'honneur de l'Anjou : « Il est digne de remarque, a écrit M. A. Hugo, que des deux familles qui gouvernèrent l'Anjou sortirent tous les rois de France de la troisième race, onze rois d'Angleterre et plusieurs rois de Jérusalem, d'Aragon, d'Espagne, de Naples et de Hongrie, de sorte qu'aujourd'hui encore presque tous les souverains d'Europe tiennent à l'Anjou par leur origine. »

A cette liste-là l'historien aurait pu ajouter les ducs de Morée et d'Achaïe, comme ceux de Durazzo, sans oublier Hélène d'Anjou, reine de Serbie au treizième siècle, et Hedwige d'Anjou, reine de Pologne (1371-1399), à la douce et gracieuse figure et qui eut le mérite de réunir par le don de sa main deux généreux peuples animés de sympathies réciproques.

C'est ainsi que dans le défilé des siècles l'Anjou résonne comme une éclatante fanfare de gloire, et nos courageux soldats angevins, qui, dans les tranchées de Belfort à l'Yser, bravant la mitraille, luttent avec un si superbe héroïsme, se montrent fidèles aux nobles

traditions d'intrépidité que, sous la bannière de ducs célèbres, leurs vaillants ancêtres ont déployées sur tant de champs de bataille du vieux continent de l'Orient à l'Occident.

12 janvier 1915.

« Alea jacta est » — Le sort en est jeté

L'ITALIE TIRE L'ÉPÉE CONTRE L'AUTRICHE

L'Italie, dont les glorieuses traditions guerrières remontent, si l'on en croit la légende, à Romulus et à Rémus, allaités par la louve du Palatin, et au classique enlèvement des Sabines, a tiré l'épée et recourt *ultima ratio,* au sort de la guerre, au dieu des combats.

Alea jacta est!

Admirable spectacle que nous offre aujourd'hui la vaillante nation sœur et dont la grandeur majestueuse évoque à l'esprit les jours lointains de la Rome antique, lorsque les consuls proclamaient le « tumulte », décrétant la levée en masse qui enrôlait parfois jusqu'aux esclaves! A cette heure ce n'est pas pour appeler aux armes les fils de l'Italie contre les menaçants Gaulois « qui ne craignaient que la chute du ciel », que du nord au midi de la péninsule le tocsin sonne aux cloches des campaniles; mais c'est pour marcher contre les « Barbares », fauves abominables à masque humain, plus cruels cent fois que les farouches Germains des premiers siècles, débouchant de la forêt hercynienne, repaire de sangliers féroces!

Vainement les sirènes germaniques, telles que les

« céruléennes chanteuses de la Mer Tyrrhénienne appelant les marins pour les perdre », ont multiplié leurs séductions plutôt gauches sur les impassibles descendants des Marius et des Scipion. Peines inutiles ! L'onde du Tibre, coulant au pied de la villa Malta, où l'ambassade du prince de Bülow, toujours « prêt à faire un tour de valse », variait ses fallacieuses promesses, ne reflétait aux yeux des diplomates inséductibles de la Consulta que des grâces hypocrites ou des sourires forcés, masquant mal la fourberie tudesque.

Alea jacta est.

Comme le Démon tentateur montrant au Sauveur sur le haut de la montagne les royaumes du monde, le perfide envoyé de Guillaume II, arrachant par lambeaux des concessions territoriales à son complice autrichien, le baron Macchio, offrait au partenaire méridional de la Triplice des morceaux du Trentin ou de l'Istrie, et l'opiniâtre négociateur ne désespérait pas, quand même, d'arrêter le bras vengeur de l'Italie, de paralyser son action marquée par le Destin ; mais le lien ou plutôt le fil ténu qui retenait encore nos voisins transalpins aux Empires de proie vient d'être enfin coupé par le ciseau des Parques.

Lorsque le pêcheur indolent de la baie de Naples, comme l'érudit professeur de l'Université de Bologne, le rude terrassier du Piémont, le riche industriel de la Lombardie ou l' « honnête » gondolier de Venise, a été bien persuadé que les « Tedeschi » ne jouaient qu'avec des dés pipés et sans donner le « parecchio », qu'ils manœuvraient pour ternir l'honneur, jusqu'à

ce jour immaculé, de la nation, pour compromettre les magnifiques destinées de l'Italie par un simulacre d'adhésion à un achèvement tronqué de l'unité nationale, alors, écœuré, brusquement retourné, le brave n'a pas voulu entendre parler des « combinazioni » louches de la neutralité. Mais peut-être ce qui a le plus exaspéré le peuple, ç'a été l'audacieuse ingérence du prince de Bülow dans la politique intérieure du royaume, ses tentatives de corruption de la vaillante presse italienne, si fière de son indépendance, les tractations étranges (!) de ce diplomate, beau-frère du prince Camporeale, avec quelques politiciens suspects, voire même avec un président du Conseil d'hier, disciple dégénéré de Depretis, « le vieux renard de Stradella », et qui s'est pris à ses propres pièges, contraint, sous le coup d'une impopularité grandissante, d'aller se terrer à Cavour, nom dont nous savourons l'ironie dans la circonstance.

Alors, en présence de ruses percées à jour, de bluff fait de vagues promesses alternant avec des menaces enveloppées, la conscience publique en Italie s'est révoltée ; elle a eu un haut-le-cœur. Une vague gigantesque d'indignation a balayé, comme un fétu de paille, l'intrigue neutraliste. Tel qu'un formidable mascaret, qui emporte tout dans son flot irrésistible, le peuple entier s'est levé des Alpes à la pointe de la Calabre, maudissant l'Autrichien, acclamant le Roi et l'armée, entonnant l'hymne guerrier de Memelli, réclamant avec transport l'« Italia Irredente » ! On pourrait, à cette occasion, vu l'analogie,

répéter les paroles d'un écrivain italien à propos des journées de mars 1848, lorsque, frémissantes de patriotisme, les plaines de la Lombardie comme les lagunes de Venise se révoltaient : « Les peuples soulevés engloutissaient alors, tels que les flots de la mer, tous les ennemis qui voulaient s'opposer à leur marche vers la Liberté ! »

Certes, il n'est que juste de rendre hommage aux remarquables qualités de prudence et d'énergie manifestées par le Roi, descendant de Charles-Albert, le glorieux vaincu de Novare, et du « Re galantuomo », l'intrépide « caporal » de Palestro : on ne peut que reconnaitre les talents diplomatiques déployés par M. Salandra et M. Sonnino ; mais c'est le peuple qui, par sa haine atavique de l'Autriche, par une compréhension plus nette que ne l'ont eue les Hellènes, du moment psychologique à saisir, de l'occasion unique à ne pas laisser s'échapper, c'est lui, dis-je, qui, réalisant l'admirable « union sacrée » de toutes les classes de la nation, de l'étudiant au travailleur, du descendant de patriciens au fils de paysans, a imposé la guerre avec une force invincible.

Enfin d'Annunzio, moderne Tyrtée, au lyrisme enflammé, qui, à la fête commémorative du Quarto près de Gênes, avait dans un verbe prestigieux fait vibrer les sentiments exaltés de tout un peuple, d'Annunzio s'est révélé un incomparable entraîneur de peuples. Le nouveau Sadowa en perspective pour l'Autriche, ce ne sera pas un fusil à aiguille ou un canon perfectionné qui l'aura préparé, mais la lyre

inspirée d'un favori des Muses. Temps étranges en vérité, que ceux que nous vivons et où éclatent les antinomies les plus déconcertantes ! Dans un âge de fer, qui apparaissait comme courbé sous l'implacable tyrannie de l'or, appuyé sur l'intérêt tout prosaïque et égoïste, Orphée, « droit sur la poupe, comme clame une strophe de d'Annunzio, a vaincu la mélodie, fait rentrer dans la nation réveillée l'esprit du sacrifice, précurseur du printemps de l'Italie, et rallumé le feu qui s'éteignait sur l'autel de la Patrie » !

A côté de la flamme de l'enthousiasme populaire, qu'a fait jaillir la magique étincelle du poète, nous ne pouvons négliger l'œuvre, aussi finement ciselée qu'un bijou de Benvenuto Cellini, accomplie par la diplomatie de la Consulta, qui avait d'abord à s'affranchir des obligations du « casus fœderis », puis à affirmer sa neutralité, ensuite à rompre le traité d'alliance de la Triplice, enfin à lier partie avec la Triple Entente, de manière à entrer en lice à son heure et en sauvegardant son prestige.

La déclaration de guerre à l'Autriche vient de mettre le sceau à cette quadruple tâche merveilleusement conduite.

Avec autant de crânerie que de maestria M. Sonnino, par l'habile entremise du duc d'Avarna, son ambassadeur à Vienne, s'est cantonné sur un terrain très fort, soit celui de l'article 7 du traité de la Triple Alliance, concernant l'accord préalable exigé entre l'Autriche et l'Italie pour toute action en Serbie ou modification du *statu quo* balkanique, à moins de

compensations territoriales à déterminer pour la monarchie de Savoie. C'est en vain qu'usant de subterfuges et d'artifices savants, le Ballplatz de Vienne a louvoyé en offrant à la Consulta successivement l'Albanie, le Dodécanèse et Valona (déjà occupés par des forces italiennes), qu'il a lamentablement marchandé en avril sur des cessions éventuelles au Trentin, dans le Frioul, au sujet de certaines îles dalmates, avec Trieste et son territoire constitués en État quasi-autonome (?) de la monarchie austro-hongroise; mais donner et retenir ne vaut. En dépit des marches et contremarches, des feintes trop rusées de la diplomatie aulique, dont Berlin tenait les ficelles, dans cette émouvante passe d'armes l'avantage a fini par rester, grâce à son jeu si souple, à l'escrimeur *di primo cartello,* M. Sonnino. Le 3 août, la neutralité de l'Italie est affirmée, du fait que l'Autriche s'est dispensée de notifier à l'Italie son *ultimatum* à la Serbie, bref sans que le Quirinal ait été avisé, consulté ou même pressenti; le 27 avril, un traité est conclu avec la Triple Entente; enfin, le 4 mai, M. Salandra dénonce le traité d'alliance avec Vienne, remontant à trente-trois ans.

Nous n'avons pas à revenir sur des faits désormais historiques, bien connus : les séances retentissantes des 20 et 21 mai à Monte Citorio et au palais Madame; la Chambre des Députés et le Sénat, la première à une écrasante majorité et le second à l'unanimité, conférant pleins pouvoirs au Gouvernement dans l'éventualité d'une guerre (imminente), l'en-

thousiasme exultant de toutes les populations de la presqu'île à l'état « volcanique », la mobilisation générale des forces de terre et de mer, enfin, épilogue du long drame palpitant, la déclaration de guerre de l'Italie à l'Autriche.

Alea jacta est! L'Italie a sorti du fourreau sa valeureuse épée; comme un impétueux torrent de lave, l'Italie se précipite sur l'ennemi héréditaire, avec lequel brûlent de se mesurer sa jeune armée et sa flotte, rivalisant d'ardeur belliqueuse. A cette heureuse nouvelle la France envoie son plus cordial salut à la nation sœur, qui va mener, elle aussi, le bon combat pour l'indépendance des peuples, et dont les fils, fiers de tout un noble héritage de vertus héroïques, vont renouveler avec joie la fraternité d'armes, jadis inaugurée sur les glorieux champs de bataille de Magenta et de Solférino.

Déjà il nous semble entendre rugir au-dessus des lagunes agitées de Venise le Lion de Saint-Marc, qui a tenu le sceptre de l'Adriatique, le Lion de Saint-Marc appelant aux armes les enfants de la cité des Doges, de toute l'Italie, dont les ancêtres ont régné avec grandeur sur le monde. L'écho des rugissements léonins va se répercuter par delà les fleuves, les monts, jusqu'aux vallées cachées dans les replis des Alpes Juliennes, où, angoissés, les patriotes, italiens de race et de cœur, mais non encore *redempti*, attendent fébrilement les bersaglieri, qui accourent leur apporter dans les plis de leurs drapeaux cette « sainte » Indépendance, pour laquelle ont lutté les héros du

Risorgimento et dont, plus heureux que leurs aïeux, ils verront bientôt se lever la radieuse aurore, prédite et splendidement célébrée par le grand poète national, d'Annunzio !

25 mai 1916.

La Révolution fomentée par l'Allemagne en Irlande

— C'est une révolte, s'était écrié Louis XVI, surpris en apprenant l'attaque et la prise de la Bastille.

— Non, Sire, répondit au monarque le duc de Liancourt, grand maître de la garde-robe, c'est une révolution !

— C'est une émeute, a sans doute dit avec un flegme imperturbable M. Birrelle, secrétaire d'État pour l'Irlande, à la nouvelle soudaine du coup de force des « Sinn-Feiners » sur l'hôtel des Postes et d'autres édifices publics à Dublin.

— Non, Monsieur, aurait-on pu rétorquer à ce ministre affecté d'un inconcevable optimisme, c'est une insurrection.

Le gouverneur à Londres, déconcerté par l'incroyable audace des insurgés, n'a pas paru se rendre compte, les deux premiers jours, de la gravité de la situation dans la verte Erin, et en particulier dans la capitale, grande ville de près de 400.000 habitants et dont la disposition topographique se prête à des foyers de résistance difficiles à enlever en cas de mouvements insurrectionnels.

La quiétude des Pouvoirs publics en Angleterre au

sujet des agissements et des préparatifs des rebelles dans les rangs des Sinn-Feiners a lieu d'étonner.

Ce n'est pas que les avertissements et les signes précurseurs de la révolte de ces « carbonari » dans la patrie d'O'Connell et de Parnell, aient manqué pour dessiller les yeux des plus aveugles ! C'est ainsi que le 5 février dernier, à Dublin, un corps de « volontaires irlandais » parcourait les rues en faisant un simulacre très suggestif de petite guerre, démonstration militaire encore plus accentuée avec défilé de « patriotes » armés de fusils et large distribution de brochures suspectes, le 17 mars, jour de la Saint-Patrick ; autre manifestation analogue à la même date à Cork, où le lord-maire harangua les « volontaires »; en mars, à Dublin, perquisitions aux bureaux du journal *The Gaelic Press* et dans les repaires de conspirateurs redoutés ; à la fin de ce mois, le grand meeting de protestation des « Sinn-Feiners » contre ces mesures de précaution, quoique anodines et trop restreintes. Bref, l'armée, et non la troupe, des futurs rebelles fourbissait ses armes en quelque sorte au vu et au su des autorités somnolentes et impassibles ; elle se préparait à faire le coup de force avec bris et fracas, et non seulement dans la capitale, mais sur divers points de l'île, surtout dans l'ouest et spécialement à Cork, place importante où les éléments séparatistes sont puissamment organisés. Ainsi un des chefs des Sinn-Feiners de cette ville à une question d'un reporter du *Daily Mail* répondait avec un singulier cynisme : « Si la police ose nous sommer de rendre nos armes,

nous tirerons sur elle. Nous nous serions ici emparés, à l'exemple de nos frères de Dublin, de la Poste centrale, si malheureusement la troupe ne nous y avait devancés. Tout bien considéré, je ne crois pas que nous nous soulèverons à Cork. »

Hier encore la fusillade crépitait, des incendies empourpraient des quartiers de lueurs sinistres et le sang coulait dans les rues de Dublin, les insurgés n'ayant pu jusqu'alors être délogés de tous les îlots de maisons transformés en autant de petits forts (couronnés du drapeau vert, blanc, jaune) et occupés par eux dans divers secteurs de la ville où tonnait le canon ; en outre, la rébellion a éclaté dans quelques comtés de la côte occidentale de l'île. D'après les dernières nouvelles, les forces régulières de la Grande-Bretagne viennent à bout, non sans cruelles pertes, de cette téméraire levée de boucliers tant à Dublin que dans le reste de l'Irlande ; mais le Gouvernement a sagement agi en proclamant, sans plus d'hésitation, l'état de siège et la loi martiale à travers toute l'île et en investissant de pleins pouvoirs le général Sir John Maxwell, un des meilleurs lieutenants de Lord Kitchener, qui s'est distingué à la tête d'une brigade contre les Mahdistes en 1895 à Omdurman au Soudan et qui, après avoir fait la campagne lors de la guerre des Boers, avait été rappelé en Égypte, où hier encore il commandait.

Que représente donc cette association politique du « Sinn-Fein » qui se révèle à l'Europe de façon si audacieuse et si retentissante ?

Le curieux nom de ce groupement, dont l'origine ne remonte qu'à une douzaine d'années, veut dire en gaélique « pensez à nous », mots devenus la devise des adhérents du parti, qui a adopté un programme ayant un caractère à la fois politique et économique et autour duquel se sont réunis beaucoup d'intellectuels de Dublin. Les Sinn-Feiners sont les successeurs plus ou moins dégénérés des « Fenians » (du vieux mot gaélique « fiann » appliqué à une caste de guerriers) et dont les membres, liés en une association révolutionnaire, fondée par O'Brien en opposition au parti non terroriste d'O'Connell, poursuivaient comme but l'affranchissement du pays de la domination britannique.

On sait que les associations secrètes et anarchistes constituées en Irlande n'ont pas reculé à l'occasion devant la propagande par le fait et le terrorisme, par exemple lors du criminel attentat de Phœnixpark à Dublin, le 6 mai 1888. C'est pendant les débats sur le *Home Rule* que le Sinn-Fein, relevant le drapeau du fénianisme le plus avancé et qui recevait encouragement et subsides des « frères » d'Amérique, recruta en Irlande de nombreux adhérents, surtout dans la jeunesse, parmi des éléments très divers, les uns victimes de la misère, d'autres aigris par des griefs invétérés et exaltés par les idées d'indépendance nationale et de séparatisme. Le comité du Sinn-Fein se constitua sous la haute direction de M. Mac Neile, professeur à l'Université de Dublin, et de Sir Roger Casement, cet aventurier et traître, ancien

consul de la Grande-Bretagne à Lourenço-Marquès, au Gabon, au Brésil et en particulier au Congo belge, où il se fit une triste réputation par sa campagne acharnée et calomnieuse contre l'administration coloniale de la Belgique sur le noir continent, et cela au profit des secrètes ambitions mégalomanes de l'Allemagne sur l'ancien État indépendant du Congo. Ce Don Quichotte félon, après avoir trouvé bon de se gorger de gros traitements comme fonctionnaire anglais et d'accepter titres et honneurs que lui avait prodigués l'Angleterre, prétendait organiser un corps de volontaires nationalistes (prêts à former à première occasion l'armée de la révolte).

Lors de l'ouverture des hostilités, les Sinn-Feiners firent cause commune avec l'Union des Ouvriers de transport d'Irlande, sous la conduite de l'agitateur Jim Larkin, dont l'actif lieutenant, James Conoly, qui s'intitulait hier à Dublin commandant en chef des forces rebelles, vient d'être tué (?) ou blessé.

Il n'est que juste de reconnaître que M. John Redmond, le leader populaire du parti catholique nationaliste à la Chambre des Communes, galant homme dont l'attitude n'a jamais cessé d'être parfaitement loyale, a toujours refusé courageusement de lier partie avec ces dangereux partisans.

D'ailleurs, dès la funeste nouvelle de l'insurrection à Dublin, M. John Redmond a hautement déclaré aux Communes, en son nom comme en celui de ses collègues, que les événements d'Irlande lui inspiraient des sentiments de mépris et d'horreur. Il a

marché avec la plus grande franchise la main dans la main avec son adversaire d'hier Sir Edward Carson, le chef des Orangistes de l'Ulster, qui a proposé au Gouvernement, si surpris du mouvement insurrectionnel, de mettre à sa disposition toutes les forces dont il dispose en Irlande, où on pouvait craindre, avant la guerre, que l'animosité entre les protestants et les catholiques, armés les uns contre les autres, ne déchaînât la guerre civile. C'est là un beau et chevaleresque exemple d' « union sacrée » au delà de la Manche, auquel on ne saurait applaudir trop chaleureusement !

Il est avéré que c'est l'Allemagne aux menées ténébreuses et corruptrices qui a exploité les animosités des Sinn-Feiners, excité l'ambition ou l'extravagance d'un Roger Casement, pour ourdir l'infâme complot et susciter ainsi, en faisant éclater l'insurrection à Dublin, de nouvelles difficultés à son ennemie « de choix ». Mais le coup de mine a fait long feu ; l'équipée de Sir Roger Casement arrêtée à temps passerait pour burlesque, si elle n'était odieuse ! C'est toujours de la part des Tudesques le même système abominable de corruption, de lâches conspirations, comme dans l'Afrique Australe, lorsque les intrigues teutonnes ont détourné de leurs devoirs d'anciens héros tels que de Wet et ses « commandos » de braves ; on retrouve la main perfide de l'Allemagne dans les tentatives de révolte, heureusement avortées, aux Indes, en Égypte, au Maroc, dans la diversion opérée sans succès par les bandes de pillards vers Suez ou

par les guerriers fanatiques du Grand Senoussi sur les frontières de la Tripolitaine; on sait qu'il n'a pas dépendu de la Wilhelmstrasse qu'un nouveau Riel ne fût suscité au Canada, et la diplomatie germanique ne recule devant aucune machination pour détourner sur le Mexique l'attention de la Maison-Blanche et une partie des forces militaires des États-Unis, où conspire l'élément germano-yankee, en faisant sauter les usines.

La piteuse aventure de Sir Roger Casement et de ses complices, dont l'éclatant fiasco sera bientôt mis en pleine lumière, n'aura abouti qu'à mieux faire ressortir les sentiments loyalistes de la plus grande partie des Irlandais, qu'à précipiter les enrôlements dans l'armée britannique et à faire voter d'acclamation par le Parlement de Londres le nouveau bill instituant la conscription sur la plus large échelle. Décidément l'Allemagne, à l'incomparable (?) Kultur, joue de malheur au cours de ses ultra-savantes combinaisons machiavéliques dans les deux hémisphères!

2 mai 1916.

Le Portugal contre l'Allemagne

LA LUSITANIE FIDÈLE A SON GLORIEUX PASSÉ

L'entrée du Portugal dans la grande alliance des nations coalisées contre l'hégémonie pangermanique n'est pas un fait sans importance, comme la presse des bords de la Sprée s'efforce en vain de le faire croire aux neutres que la rupture entre Berlin et Lisbonne n'a pas manqué d'impressionner vivement. La colère ou plutôt la fureur des journaux aux gages de la Wilhelmstrasse trahit l'amère déception de l'Allemagne, prenant des poses de Matamore. Le pays de Kant, de Goethe et de Schiller s'est déshonoré une fois de plus, en recourant à la calomnie et à l'injure, en accusant faussement le Portugal d'avoir organisé un guet-apens contre les troupes allemandes dans l'Angola et d'avoir envoyé des munitions aux forces anglaises sur le front de Belgique. On sait pertinemment qu'en Afrique l'agression injustifiée est venue des colonnes germaniques, qui, à la fin de 1914, à Kouangar en octobre et à Naulila en décembre, ont attaqué des détachements portugais; mais la fourberie tudesque est désormais plus avérée que la proverbiale mauvaise foi punique.

Quant aux injures du colosse germanique à l'égard

du Portugal, petit par sa dimension territoriale, mais grand par son majestueux passé, ces outrages, traitant de vassal de l'Angleterre le Gouvernement de Lisbonne, ne sauraient atteindre la noble et chevaleresque Lusitanie ; la bave des immondes reptiles de Berlin ne peut ternir l'éblouissante panoplie des gloires de la patrie de l'infant Don Henri le Navigateur, des fameux « descobridores » Vasco de Gama, Cabral, Albuquerque, aux quinzième et seizième siècles, du major Serpa Pinto au dix-neuvième siècle, du célèbre Camoëns, le chantre des *Lusiades,* que la postérité a placé sur les radieuses cimes de la poésie épique, aux côtés des rois de l'épopée : le Dante, l'Arioste, le Tasse et Milton.

D'ailleurs, comme le disait récemment le Dr Soarès, ministre des Affaires étrangères du Portugal, à M. Lajarrige, député de Paris, aux procédés pleins de courtoisie du Cabinet de Lisbonne, lors de la remise de ses passeports à M. Rosen, ministre d'Allemagne dans cette capitale, le Gouvernement du kaiser Guillaume II a répondu par une goujaterie de reitre, en faisant fouiller les malles du ministre du Portugal à Berlin, au moment de son départ imposé brusquement.

On peut dire que l'état de guerre latent existait depuis des mois entre les deux Gouvernements, et, le 23 février dernier, la saisie, parfaitement légale, des quatre-vingts navires allemands internés dans les ports lusitaniens n'a fait que précipiter les événements en rendant nette une situation diplomatique plutôt

anormale et embarrassée. En effet, jamais le Portugal n'a affirmé sa neutralité, et il a dépendu de la Grande-Bretagne, qui voyait alors de sérieux inconvénients à la rupture lusitano-allemande, que la guerre n'ait pas éclaté plus tôt entre les deux nations. A Lisbonne, on s'est toujours montré prêt à remplir intégralement les engagements de l'alliance anglo-portugaise, qui affecte un caractère à la fois offensif et défensif, tout comme le traité unissant l'Angleterre et le Japon. Les relations intimes du Royaume-Uni et de la vieille dynastie portugaise ne remontent-elles pas aux débuts du dix-huitième siècle, lors du fameux traité de Methuen (1703), qui mit alors le petit royaume des Bragance sous la protection de l'Angleterre au double point de vue politique et économique, et l'amitié anglaise n'a-t-elle pas toujours persisté sans grave accroc, malgré la tension accidentelle qui se produisit en 1899-1900, lors du différend entre les deux Gouvernements à propos du Zambèze, du Manica et du Mozambique? Aussi est-ce avec justesse que M. Marvaud, dans son ouvrage *Le Portugal et ses Colonies*, a fait ressortir que le peuple anglais s'est toujours montré le meilleur client des pays lusitaniens.

Quant à l'amitié française, de vieille date sur les bords du Tage et du Douro, et d'ordre purement intellectuel et sentimental, elle émane de la sympathie à la fois atavique et instinctive d'une nation latine pour une autre; c'est sous des formes, d'ailleurs variées, que se manifeste au Portugal la séduction de la France. « La diffusion persistante de la langue

française à Lisbonne, Porto ou Coïmbra maintient l'ascendant de Paris sur les cerveaux lusitaniens. Hormis quelques esprits inféodés à l'Allemagne par idée d'opposition, il n'est personne en ce pays qui, naturellement, nécessairement, d'instinct, ne se sente francophile », a-t-on écrit dans une étude fort suggestive publiée par le *Correspondant :* « L'esprit public et la situation en Portugal. » N'oublions pas que, si l'occupation de Lisbonne par Junot rappelle aux Lusitaniens une date pénible, par contre, la légion portugaise, formée en 1808 avec deux régiments d'infanterie légère et deux autres de chasseurs à cheval, combattit valeureusement lors de l'épopée napoléonienne, se distinguant avec éclat à Wagram, à Ostrowno, à Smolensk, et nul au Portugal n'a perdu la mémoire de cette ancienne et glorieuse confraternité d'armes, à laquelle la France, de son côté, ne peut songer sans émotion. Aussi, heureux et fiers de ces nobles souvenirs, les Portugais sont-ils, comme le déclarait dernièrement un de leurs hommes d'État, « tout disposés à rejoindre le poste d'honneur et de combat qui leur serait désigné ».

Assurément, la coopération de l'armée portugaise ne représente pas une quantité négligeable : il s'agit de 150.000 hommes que l'organisation militaire, menée aujourd'hui avec une fiévreuse activité, se propose de mettre en ligne. Quant à la flotte, elle comporte un vieux cuirassé, le *Vasco de Gama*, 4 croiseurs, *Adamastor*, *Republica*, *Sao Gabriel* et *Candido Reis*, 5 canonnières, 9 destroyers, 7 torpilleurs et 4 sous-

marins ; quoique peu nombreuses, les escadres portugaises constituent un appoint de valeur et peuvent être utilisées pour garder les côtes contre les perfides attaques des pirates ennemis (maquillant leurs torpilleurs assassins en inoffensifs chalutiers neutres), pour renforcer la station anglaise de Gibraltar et doubler la croisière française sur le littoral du Maroc. Ils sont encore prêts à faire leur preuve d'héroïque vaillance, les descendants de ces intrépides navigateurs qui, comme les *Conquérants,* du fameux sonnet de José-Maria de Hérédia :

> ... penchés à l'avant des blanches caravelles,
> ... regardaient monter dans un ciel ignoré
> Du fond de l'Océan des étoiles nouvelles.

Malgré la superficie restreinte du Portugal, 92.000 kilomètres carrés, malgré le chiffre peu élevé de sa population, 5 millions d'habitants environ, le principal avantage qu'offre l'adhésion du huitième Allié, c'est la remarquable position stratégique de son pays à l'ouest de la vaste péninsule ibérique, région côtière mesurant 125 lieues de long sur 50 de large en moyenne, « occupant le rebord extrême des grands plateaux espagnols et possédant le cours inférieur des grands fleuves venus d'Espagne, le Minho, le Douro, le Tage, le Guadiâna ».

C'est un magnifique développement de côtes munies d'excellents ports, tels que Porto, si commercial, Lisbonne à l'entrée de la splendide nappe d'eau, dénommée « Mer de Paille » et formant l'estuaire du

Tage, sans parler de nombreuses autres rades, quelques-unes un peu oubliées, d'où partirent jadis d'audacieuses caravelles, portant les célèbres « conquistadores » qui, sur de fragiles esquifs, allaient braver le terrible Adamastor, « le Géant des Tempêtes », pour découvrir le fantastique Monomotapa, le merveilleux Brésil ou une nouvelle route des Indes, en doublant un cap redoutable !

Sentinelle avancée de l'Europe vers l'Amérique méridionale, la Lusitanie, grâce à son superbe littoral, d'un si précieux système orohydrographique, fournit de sûrs abris aux navires français ou aux vaisseaux de guerre anglais pour surveiller les torpilleurs ennemis, faire la chasse aux bâtiments qui, au prix de l'or, s'efforcent, en se dissimulant dans des anses, d'aller approvisionner les sous-marins allemands de tout spécimen et de tout déguisement.

Enfin, les possessions insulaires du Portugal et ses colonies, spécialement l'Angola et le Mozambique à l'est et à l'ouest dans le noir continent, sont à même de rendre aux Alliés de très utiles services, et cela aux points de vue maritime et économique, comme bases navales et points d'appui pour leurs escadres. Ainsi Madère et les Açores, à 500 kilomètres des côtes d'Afrique, représentent autant de sentinelles enviées, tandis que les îles du Cap-Vert, escales naturelles pour les paquebots des grandes lignes unissant nos ports atlantiques et ceux de l'Amérique du Sud, commandent notre Sénégal si prospère.

Cet archipel-là, tombant au pouvoir de l'ennemi,

aurait constitué une dangereuse menace pour notre important arsenal de Dakar. Il en eût été de même de la belle rade de Delagoa par rapport à Madagascar et à notre incomparable point d'appui de Diégo-Suarez dans le nord de la Grande-Terre.

Ajoutons que le courageux exemple donné par le Portugal, qui n'a pas hésité à mettre l'*embargo* sur les navires allemands, pourrait bien être suivi par le Brésil, naguère colonie portugaise, resté attaché de cœur à l'ancienne métropole, qui à bon droit est fier de sa forte marine et ne cache pas ses vives sympathies pour les Alliés, surtout depuis qu'ils comptent dans leurs rangs la vaillante Lusitanie.

A Rio-de-Janeiro, comme dans la plupart des capitales des pays demeurés neutres, l'abominable torpillage du *Portugal,* ce navire-hôpital battant pavillon de la Croix-Rouge russe, a soulevé l'indignation générale. Ce crime de perversité satanique est d'autant plus odieux qu'on peut se demander si le glorieux nom même de l'ancien paquebot des Messageries maritimes n'a pas été un motif pour l'Allemagne d'exercer par un lâche forfait sa vengeance contre une nation, comme le Portugal, coupable à ses yeux d'avoir osé s'emparer d'unités navales sur lesquelles flottait le pavillon (pour toujours exécré !) d'une puissance s'estimant dans son fol orgueil à jamais invincible, à jamais inviolable !

7 avril 1916.

La question d'Occident

Méfions-nous des formules même rédigées en latin et revêtues d'une draperie plus ou moins majestueuse. *Statu quo ante bella* a proposé dans un article un historien, membre de l'Académie Française, comme solution des fameux (!) buts de guerre dont la presse se préoccupe dans tous les pays neutres ou belligérants.

« Si l'on rétablissait le *statu quo ante,* a écrit l'éminent historien, la France rentrerait naturellement dans l'Alsace-Lorraine; les États annexés à la Russie recouvreraient leur indépendance et le Danemark reprendrait le Sleswig-Holstein; il ne serait plus question de colonies allemandes, car il n'y en avait ni en 64, ni en 66, ni en 79. Les Alliés ne rétabliraient d'ailleurs ni la Confédération germanique ni la Confédération de l'Allemagne du Nord, ils laisseraient les Allemands se débrouiller derrière le cordon sanitaire dont ils entoureraient le pays pestilentiel. »

On pourrait se demander pourquoi choisir arbitrairement comme point de départ du *statu quo ante bella* l'année 1864, soit celle de la guerre des « Duchés » entre la Prusse et l'Autriche; quand même admise cette date (fatidique!) de 1865, « et d'où sont sorties, suivant le langage de l'historien en question, deuxième et troisième manches (*sic*), les guerres de

1870 et de 1914 », ce serait vraiment pour l'Entente une fois victorieuse se montrer d'une modération par trop excessive et frisant la duperie que de traiter avec les Empires de proie sur les bases restreintes de la restitution à la France de l'Alsace-Lorraine et au Danemark du Sleswig-Holstein (bien entendu, les colonies germaniques, conquises par les Alliés et virtuellement perdues pour l'Allemagne, ne lui étant pas rendues).

Quant aux « États annexés à la Russie, qui recouvreraient leur indépendance », ces termes vagues mériteraient bien quelque précision. S'il s'agit de la Pologne, je ne suppose pas un instant que l'on puisse songer à abandonner le duché de Posen à la Prusse et la Galicie à l'Autriche, la Russie faisant seule par la perte du « royaume » les frais d'un quatrième partage, et le principe de l'intégralité de la Pologne reconstituée jusqu'à la Baltique étant sacrifié.

Que deviendraient, en outre, avec le *statu quo ante bella,* les légitimes revendications de la Roumanie sur la Transylvanie, le Banat et la Bukovine? Et nos amis les Italiens trouveraient la pilule sans doute amère si, comme récompense de la prise de Gorizia et de leurs magnifiques efforts sur le Carso, ils voyaient s'envoler en fumée leurs rêves amoureusement caressés sur le Trentin, Trieste, l'Istrie et la Dalmatie. Enfin les Serbes, à l'âme de fer et dont l'héroïsme a multiplié les prouesses, auraient-ils, de leur côté, à faire leur deuil de la Grande Serbie, rappelant dans ses grandes lignes l'empire trop éphémère

du célèbre Douchan au quatorzième siècle ? Mais il serait vraiment cruel d'insister !

Laissons-nous de côté, si élégante (!) qu'elle soit, la solution du *statu quo ante bella,* nous avons le devoir de nous élever avec force contre le danger autrement sérieux d'une *paix sans annexions ni indemnités.*

M. Ribot, président du Conseil et ministre des Affaires étrangères, a répondu à un pareil sophisme, en déclarant :

« Ce n'est pas une indemnité, une contribution de guerre qu'on inflige comme une amende à un pays vaincu. »

De son côté, M. Terestchenko n'a-t-il pas dit, au nom du Gouvernement provisoire de Saint-Pétersbourg : « Il est ridicule de parler de plans annexionnistes des Alliés qui seraient une menace pour la paix fondée sur le droit, lorsque nous voyons à cette heure une partie de la France, la Belgique, la Serbie, la Roumanie encore foulées aux pieds par l'étranger » ?

S'il plaît à la nouvelle Russie, rompant avec des traditions séculaires et cédant à un beau (!) désintéressement qu'elle pourra regretter, de renoncer à ses visées sur Constantinople et les Détroits, c'est là son affaire, et, comme on dit, « charbonnier est maître chez lui » ; mais la déclaration du Cabinet de coalition russe, touchant « la paix sans annexions ni indemnités » n'a nul caractère synallagmatique ; elle ne saurait donc lier aucune des puissances de l'Entente, la France moins que toute autre. La sécurité de notre pays, la liberté de l'Europe priment les théories nua-

geuses, à commencer par le principe bien dangereux, s'il est poussé à l'extrême, des nationalités ; nous répondrons : *Primum vivere, deinde philosophari !*

Or, qu'on le veuille ou non, l'extirpation de la domination, non seulement prussienne, mais allemande de la rive gauche du Rhin est devenue, avec le statut de ce grand fleuve, « la Question d'Occident », ainsi que l'a fait ressortir M. Albert Milhaud, dans une brochure portant ce titre. « C'est un ordre de choses nouveau qui se prépare, écrit ce publiciste, et comme tout s'enchaîne, qu'on ne peut rien modifier à l'ouest du Rhin, ni la condition d'une place forte, ni la limite d'un État, sans amener par répercussion un remaniement complet de l'Europe, le problème diplomatique prend subitement une ampleur qu'il n'est permis à personne, même au prix du silence prolongé, de dissimuler éternellement. »

La réglementation du statut militaire du Rhin s'impose nécessairement : il importe, de toute évidence, non à la France seule, mais à la Belgique, à la Hollande, au Luxembourg, à la Suisse, que la navigation du fleuve ne supporte aucune entrave, que ses embouchures, confiées à la garde d'un neutre *non germanisé*, soient libres, que les riches bassins miniers à proximité ne puissent être utilisés par nos ennemis communs, enfin que les passages du Rhin avec les têtes de pont soient soigneusement surveillés ; de même pour les chemins de fer parallèles, perpendiculaires ou obliques au fleuve, afin de parer au péril de voir encore ces lignes déverser par millions des

hordes barbares sur nos frontières et sur celles de nos voisins à l'est et au nord.

Il semble qu'il s'établisse maintenant un heureux courant parmi les nations de l'Entente, saisissant enfin l'importance majeure de cette grande question de la rive gauche du Rhin, qui, *de toute nécessité*, doit être résolue dans un intérêt latin, disons plus, « européen », en faveur de la France et de la Belgique; car, comme l'a fortement mis en relief M. Albert Milhaud, « jamais question plus grave ne s'est posée pour les Belges » et, ajoutons-nous, pour les Français. Suivant la solution adoptée, le contre-coup s'en fera sentir pour longtemps en Occident, ou plutôt dans toute l'Europe, en ce qu'on appelait autrefois la *Chrétienté*.

A Rome, comme à Madrid, on a pu s'en rendre compte. « L'Espagne, a écrit M. Libero Tancredi dans la *Via Internazionale*, ne se défend pas sur les Pyrénées, elle se défend sur le Rhin. La frontière occidentale de l'Italie, ce ne sont pas les Alpes Maritimes, c'est le Rhin. Metz est la base allemande pour l'invasion de l'Italie. Trieste est la base autrichienne pour l'invasion de la France. » Ce sont là de fortes paroles inspirées par un grand sens politique et qui devraient servir de ciment « romain » aux fragments nationaux et ethniques du gigantesque bloc civilisateur de l'Entente contre la Barbarie tudesque, flanquée de ses clients magyars, bulgares et turcs, associés dans un criminel amalgame pour la rapine, le massacre et la dévastation !

« Ce dont nous ne voulons plus, a dit avec un flegme impressionnant M. Edward Grey, hier encore à la tête du Foreign Office, c'est de l'hégémonie prussienne dans l'Europe Occidentale. » En Angleterre beaucoup d'hommes d'État clairvoyants, qui regrettent l'erreur commise par la Grande-Bretagne, lors des traités de 1814 et 1815, en livrant à la Prusse, par crainte de la France, les pays rhénans, comprennent aujourd'hui que c'est une question de vie ou de mort pour les Iles Britanniques, comme pour la Belgique et la France, que la domination prussienne soit définitivement expulsée de la rive gauche du Rhin.

Ainsi que l'a écrit en termes lapidaires Victor Hugo, « donner à l'Allemagne la rive gauche du Rhin, c'était faire brèche à la vraie France, qui est rhénane comme elle est méditerranéenne, c'était poster une avant-garde étrangère à cinq journées de Paris. Donner la rive gauche du Rhin à l'Allemagne, c'était une idée (?); l'avoir donnée à la Prusse, c'est un chef-d'œuvre : chef-d'œuvre de haine, de ruse, de discorde, de calamité » !

« Par le Rhin la France est aussi isolée et abritée que des presqu'îles telles que l'Italie et l'Espagne, a écrit M. Ernest Babelon, de l'Institut, dans son ouvrage magistral *Le Rhin dans l'Histoire.* Sans le Rhin la France serait entraînée à de prodigieuses dépenses pour construire et armer une frontière artificielle et toujours exposée à des surprises...

« ... L'avenir est à celui qui occupera le Rhin.

Notre seule garantie de paix durable est dans la reprise de possession de la *grande tranchée fluviale*, limite naturelle de la région française...

« ... Notre tradition nationale, qui remonte jusqu'aux Gaulois, nos luttes passées, notre sécurité future, tout le sang versé de nos glorieux soldats, exigent que la France appuie sa défense sur le Rhin. Aveugle qui ne le voit pas! Obstinément borné qui ne le comprend pas ! »

Dans leur langage, au laconisme frappant, les Romains l'avaient bien dit : « Le Rhin est un fleuve qui sépare deux mondes. » Ne l'oublions pas, aux heures tragiques que nous vivons : ce qu'il faut avant tout à la vieille Gaule toujours héroïque, c'est la protection de ses frontières naturelles, c'est la défense militaire de son territoire. « Laisser à l'Allemagne, a justement écrit le général Cherfils, dans un article du *Gaulois* intitulé « L'Exploitation totale de la Vic- « toire », la rive gauche du Rhin, c'est lui donner les clés d'une nouvelle offensive et lui ouvrir les chemins qui mènent au cœur de la France. »

Au cours d'une récente étude, « La Rive gauche du Rhin », parue dans la *Revue des Deux Mondes*, M. Julien Rovère rappelait ces lignes si suggestives du maréchal Gouvion-Saint-Cyr dans ses *Mémoires :* « Le Rhin est le vrai champ de bataille des Français pour défendre leurs frontières du Nord et de l'Est, comme les Alpes et les Pyrénées pour celles du Midi. La ligne de nos places fortes, autrefois redoutable et suffisante, ne l'est plus aujourd'hui qu'elle est enta-

LIBRARY UNIVERSITY OF ILLINOIS

mée par les effets du traité du 20 novembre... La rive gauche est une position défensive inexpugnable, la seule qu'il convienne à la France de prendre, quand elle est en guerre avec l'Allemagne, et qu'elle doit se procurer à tout prix. »

D'ailleurs, sans le retour des provinces rhénanes à la nation franque, le partage de l'Allemagne, le morcellement de la Prusse ne sont que des leurres, tout comme la limitation des armements.

« Détachez-vous, a-t-on dit avec raison, Cologne et Trèves de Berlin, l'Occident possède une frontière et forme un tout. Il est sauvé ! »

Nous réclamons donc des sanctions et des garanties. La meilleure de toutes, ce sera l'Allemagne rejetée derrière le Rhin et, par là, cette puissance agressive, une fois privée de ses marches d'invasion, sera incapable d'exercer son infernale « industrie nationale » : la guerre. A cette seule condition, la France pourra vivre tranquille, l'Europe respirer à l'aise et le Monde, délivré de son terrible cauchemar, poursuivre sa marche civilisatrice.

Le Rhin français, 14 juin 1917.

LIBRARY
UNIVERSITY OF ILLI
URBANA

LIBRARY
UNIVERSITY OF ILLINOIS
URBANA

IV

Politique étrangère en Asie et en Afrique

LIBRARY
UNIVERSITY OF ILLINOIS
URBANA

Le Protectorat anglais en Égypte

LE SULTAN HUSSEIN (1)

L'Angleterre, profitant de l'erreur du khédive Abbas Hilmi, inféodé à la politique de Berlin et qui a uni son sort à celui de la Jeune-Turquie, vient de déposer ce prince révolté et a intronisé à sa place, avec le titre de Sultan, Hussein Kamel, le dernier lien de vassalité entre l'Égypte et la Sublime-Porte étant rompu et le protectorat britannique proclamé sur la vieille terre des Pharaons; d'ailleurs, la transformation dans le régime politique de l'Égypte, escomptée depuis l'adhésion des Ottomans à l'alliance austro-allemande, était imminente. La Grande-Bretagne aurait pu recourir à l'annexion pure et simple de la vallée nilotique du Soudan à la Méditerranée; mais ce procédé sommaire a répugné à la souplesse du Cabinet de Saint-James; en outre, s'improviser puissance suzeraine et prononcer la déchéance d'un khédive, soit d'un lieutenant du Sultan, qui, aux

(1) Le sultan Hussein est mort au Caire le 9 octobre 1917. Il a eu pour successeur le prince Ahmed Fouad, son frère, sixième fils du khédive Ismaïl déposé en 1879. Le nouveau sultan était président de la Société de Géographie d'Égypte et de l'Université égyptienne.

termes mêmes du firman impérial d'investiture, « n'a que la garde » de l'Égypte, pour lui substituer un autre vassal, c'était une innovation trop hardie dans le droit international et dont on ne retrouverait peut-être pas d'exemple au cours de l'histoire. Aussi, avec une grande habileté les diplomates de « Downing Street » ont-ils tourné la difficulté : le successeur du khédive, cassé aux gages et qui perd à la fois son pouvoir et sa liste civile de sept millions de francs, est proclamé Sultan ; ce n'est donc pas un vassal, bien que ce souverain nominal ait auprès de lui un tuteur, le colonel Sir Arthur Henry Mac-Mahon, qualifié modestement de « haut commissaire » pour l'Égypte. En même temps l'Angleterre ménage les susceptibilités de la dynastie de Méhémet Ali, cet aventurier de génie qui, avec une main de fer gantée de velours, façonna l'Égypte moderne, et elle grandit aux yeux des Musulmans le prince et, qui sait ? prépare peut-être les voies et moyens pour la substitution du sultan de l'Égypte au sultan de Constantinople, comme protecteur des « villes saintes » de Médine et de La Mecque, comme khalife de l'Islam. Ce serait un coup de maître ; car, de ce fait, la puissance britannique aurait sous sa main un « Commandeur des croyants », dictant des ordres aux 70 millions de Mahométans, sujets anglais, qui peuplent l'immense péninsule de l'Inde, où ils forment contrepoids aux populations hindoues.

Il semble que l'Angleterre ait fait un choix heureux dans la personne du nouveau souverain. Le prince

Hussein, en effet, le plus âgé des descendants vivants de Méhémet Ali, est le petit-fils d'Ibrahim pacha, administrateur et général de premier ordre, le glorieux vainqueur des Turcs à Nezib en 1837, conquérant de la Syrie, et qui, sans l'intervention des grandes puissances, inquiètes de ses victoires foudroyantes, aurait mis en péril l'existence de l'Empire ottoman. S. A. Hussein est le troisième fils d'Ismaïl pacha, qui octroya au « Grand Français », Ferdinand de Lesseps, la concession du canal de Suez, et auquel, à cause de ses prodigalités, on substitua, comme khédive, Tewfik pacha, frère du nouveau sultan d'Égypte. Si le firman de 1840, qui confiait le trône khédivial suivant l'ordre de succession des agnats en vigueur dans l'Islam, n'avait été remplacé par celui de 1866, consacrant le droit successoral de primogéniture, Hussein, dont d'ailleurs les capacités intellectuelles étaient très supérieures à celles de ses frères, n'aurait pas été exclu, en 1892, du pouvoir, auquel cependant, grâce à des circonstances exceptionnelles, il vient enfin d'accéder. Il reçut une éducation française à Paris, où Napoléon III eut pour sa personne des attentions particulières et lui donna le même précepteur qu'au prince impérial. Sa piété filiale qui le fit suivre son père dans l'exil l'honore; revenu dans sa patrie en 1884, le prince, se tenant en dehors de la politique et s'adonnant surtout à l'agriculture, avait mené dans son beau palais de Ghizeh une vie retirée, mais utile à son pays et pleine de dignité, qui lui conciliait les sympathies tant des Égyptiens que

des étrangers de toute nationalité; aussi Abbas Hilmi ne dissimulait-il pas son antipathie pour un oncle qu'il jalousait et dans lequel il voyait peut-être (?) un jour ou l'autre un dangereux compétiteur.

Ainsi donc la Grande-Bretagne a définitivement affirmé sa domination effective et indiscutable sur l'Égypte, que depuis trente-deux ans elle occupait à titre précaire.

Quant à la France, que d'illustres souvenirs la rattachaient à l'Égypte! Elle avait une prédilection pour cette terre arrosée du sang des Croisés, où saint Louis captif imposa le respect à ses ennemis, où Bonaparte fit résonner au pied des Pyramides l'éclat de nos armes, où la part de notre nation, grâce au génie de nos égyptologues, à la science de nos jurisconsultes, à l'intelligence de nos ingénieurs, à l'apport de nos capitaux, fut considérable dans le relèvement du pays et la mise en valeur de ses merveilleuses richesses. « Nous avons fait, comme l'a dit René d'Aral dans le *Gaulois,* le sacrifice d'un beau rêve, dont toute une génération s'était bercée : peut-être en gardions-nous quelque regret. Il a fallu cette guerre prolongée jusqu'en Orient pour nous convaincre que la politique de renonciation à l'Égypte était la plus sage. »

L'Angleterre, il est vrai, vient de consacrer le fait accompli; mais depuis 1882, depuis le jour où nos gouvernants avaient refusé de coopérer avec la Grande-Bretagne à la répression de la révolte d'Arabi et au

rétablissement de l'ordre dans la vallée du Nil, la partie était perdue pour notre nation ; le nouvel état de choses à Alexandrie et au Caire n'est que la suite logique des accords intervenus entre les deux puissances occidentales le 8 avril 1904 : par amicale réciprocité l'Angleterre reconnaît le protectorat français sur le Maroc ; la France, de son côté, donne son adhésion au changement de régime qui vient, sous une modification d'épithète, de s'opérer en Égypte, et dont les conséquences sont d'une portée considérable ; c'est la destruction du lambeau d'autorité impériale resté à la Sublime-Porte en Afrique ; c'est l'effondrement du prestige du khalifat de Constantinople sur le monde musulman, c'est la chute irrémédiable du panislamisme.

On ne saurait assez admirer l'art consommé avec lequel la politique anglaise, servie par des institutions monarchiques bien comprises et une diplomatie toute de traditions inflexibles, développe son plan et parvient à son but sans à-coups, méthodiquement et à son heure ; le moment venu, brisant l'obstacle, elle frappe vite et fort ; en quelques semaines c'est l'annexion de Chypre, l'occupation de Cheik-Saïd, le protectorat britannique sur l'Égypte. C'est là un enseignement dont notre diplomatie ferait bien de profiter, car les événements se précipitent ; en Asie Mineure, par exemple, malgré de belles promesses ne nous laissons pas devancer. Il est entendu qu'à la France revient la protection exclusive sur la Syrie avec les Lieux Saints et le Liban affranchis du joug

turc; mais il serait utile et urgent, pour affirmer nos droits séculaires et sauvegarder nos intérêts manifestes en cette région, que l'on vît le drapeau tricolore sur les pentes des monts libanais, où les cèdres majestueux ombragent des populations qui nous aiment et attendent leurs libérateurs, comme l'étendard de l' « Union Jack » flotte, à côté du pavillon rouge à croissant blanc orné d'une étoile, au-dessus du Caire et des rives nilotiques, où les palmiers opulents croisent les ogives de leurs gracieux rameaux.

21 décembre 1914.

Le bombardement de Cheik-Saïd
Les droits de la France sur ce territoire

L'Amirauté britannique fait savoir qu'un croiseur anglais *The Duke of Edinburgh* a bombardé les forts de Cheik-Saïd, en face de Périm, au débouché de la Mer Rouge et que ces établissements militaires, qu'avait édifiés la Turquie, ont été brillamment enlevés d'assaut et ensuite occupés par des troupes anglaises.

Cette opération n'a, en elle-même, rien que de naturel, vu l'état de guerre existant entre les Alliés et l'Empire ottoman ; cependant on peut regretter que, d'accord avec le Cabinet de Londres, des forces françaises n'aient pas été chargées de l'affaire ou qu'au moins un vaisseau de guerre de notre flotte avec des troupes françaises de débarquement n'ait pas coopéré au bombardement et à l'occupation de Cheik-Saïd.

A ce propos, il nous semble opportun de dire quelques mots de ce territoire et d'en rappeler l'importance capitale au point de vue stratégique.

La zone française de Cheik-Saïd, embrassant une superficie de 168.000 hectares, comprend d'une part la petite presqu'île que termine le cap Bab-el-Mandeb (*La Porte des Larmes* en arabe) et de l'autre une crique de forme circulaire, sur laquelle se dresse la

koubba (tombe) d'un marabout, le *Cheik Saïd*, d'où est venu le nom de ce petit pays.

« Dans la partie sud-est, a écrit M. Pressecq-Rolland (1), existe la petite baie de Tourba, suffisamment profonde, abritée et d'une défense aisée ; en reliant au port par une coupure de 1.500 mètres de long en terrain bas et sablonneux, nos bateaux auraient un accès indépendant sur la Mer Rouge et dans le golfe d'Aden. Au sud et en avant de sa pointe extrême, comme une sentinelle avancée, émerge un ilot à mer haute, assez étendu pour l'établissement d'une batterie rasante. »

Cette possession englobe en outre un massif volcanique, projetant plusieurs pointes montagneuses et découpant de petits havres, précieux abris pour les boutres ou les bâtiments légers.

Le point culminant du promontoire est le Djebel-Manhali, qui se dresse fièrement à 270 mètres de hauteur, tandis qu'en face pointe le cap Séjan (*ras Seïan*), haut de 120 mètres, et dépendant de la côte africaine (2).

« Cheik-Saïd, a observé M. Paul Tubert (3), est encore et surtout une position stratégique de premier ordre, que quelques canons et quelques ouvrages de

---

(1) *Cheik-Saïd* (*Armée et Marine*, 4 mai 1902).

(2) Joseph Joûbert, *La Question de Cheik-Saïd. Un Gibraltar français abandonné* (Extrait de la *Revue des Questions coloniales et maritimes*, février 1912).

3) *Étude sur Cheik-Saïd* (*Le Mois colonial et maritime*, mars 1904).

défense rendraient aussi inexpugnable que Gibraltar. Cheik-Saïd commande Bab-el-Mandeb. »

Ajoutons que, placé entre les deux ports les plus commerçants de l'Arabie Heureuse : Aden et Hodeïdah, Cheik-Saïd offrirait aux caravanes du Yémen un havre plus rapproché que ces derniers ; en outre, par sa situation remarquable à la jonction du Yémen et de l'Hadramaout, cette station bien aménagée peut attirer à elle une grande partie du mouvement commercial du sud de l'Arabie.

A quel titre la France peut-elle revendiquer ce territoire ? Le 14 octobre 1868 la Maison Bazin et Rabaud de Marseille acquit à Cheik-Saïd 1.800 kilomètres carrés de superficie du cheik indépendant Ali-Tabatt-Doureïn (de la tribu *autonome* des *Hakémis*), moyennant le prix de 80.000 thalaris (425.000 francs), et l'acte de vente fut enregistré au vice-consulat de France à Aden devant six chefs arabes.

Relativement à cette cession territoriale faite à notre pays, la Sublime-Porte, à l'instigation d'une puissance étrangère intéressée, ayant formulé des réclamations et fait des réserves, l'agent consulaire de France à Aden déclara énergiquement que la Turquie ne pouvait s'opposer à ce que le drapeau français fût librement arboré sur un territoire qui, pas plus qu'Aden et Périm, n'avait jamais fait partie de l'Empire ottoman, et un *traité diplomatique,* signé à Constantinople le 7 juillet 1870 par M. Bourée, ambassadeur de France, et S. Exc. Mohamed Ali pacha,

garantit à notre nation le maintien du *statuo quo* et la *légitimité de l'acquisition.*

D'ailleurs nos droits sur Cheik-Saïd remontent au dix-huitième siècle. C'est ainsi que Mahé de La Bourdonnais avait signé en 1742 avec les Anciens des Hakémis-Doureïn un traité l'autorisant à occuper Cheik-Saïd, dont il eût fait certainement une place forte sur la route des Indes, si la guerre désastreuse de 1743 ne l'eût contraint à abandonner ce projet.

Plus tard, en 1799, Bonaparte passait des instructions au général Bon à l'effet d'armer des felouques pour aller occuper le détroit de Bal-el-Mandeb, et dans la séance du 14 mars 1903 M. François Deloncle, à la Chambre des Députés, citait les ordres donnés par la Convention, pour que deux de nos bateaux allassent planter le pavillon français là même où se trouve aujourd'hui Cheik-Saïd.

N'oublions pas qu'en 1840 M. Thiers, qui en homme d'État consommé connaissait bien l'importance stratégique de Cheik-Saïd, fut sur le point d'envoyer un détachement français dans la péninsule arabique, comme habile riposte à l'occupation d'Aden par une autre puissance.

Si nous passons aux temps modernes, rappelons qu'en septembre 1909 M. Dubief, député, proposa à la Chambre la réoccupation de Cheik-Saïd, dont d'ailleurs l'intérêt majeur n'avait pas échappé naguère à Gambetta.

La maison marseillaise, dont nous avons parlé,

avait officieusement pris possession, le 16 mai 1870, des territoires à elle cédés par vente authentique et s'était mise à y élever quelques baraquements pour abriter des comptoirs commerciaux.

Survint la guerre entre la France et l'Allemagne. Le Gouvernement de Paris se souvint alors de la petite possession asiatique négligée et il se décida à y installer un dépôt de charbon ; ce fut ainsi que quatre de nos navires, la *Mégère,* le *Marceau,* la *Belliqueuse* et le *Goéland,* y trouvèrent un abri sûr dans des eaux françaises.

Ce fait est d'ailleurs si connu que beaucoup de cartes allemandes indiquent Cheik-Saïd comme possession française, et les Anglais l'appellent couramment : *the French shore.*

Par une fâcheuse négligence, la paix rétablie on abandonna la station charbonnière, et la compagnie de Marseille, en présence des incursions des pillards arabes et n'ayant aucun encouragement, renonça à ses opérations commerciales. Le Gouvernement ottoman profita alors de cette abstention. Il envoya des Bachi-Bouzouks, qui débarquèrent de la corvette turque *Sedil-Bahar,* et occupèrent, détruisant les constructions élevées par nos compatriotes, ce territoire français, sur la dramatique histoire duquel M. Albert Corbie a publié une brochure d'un intérêt palpitant : *Le Mystère de Cheik-Saïd ;* mais, en se retirant, le commandant Alquier déclara catégoriquement aux Ottomans que cette violation du traité de Constantinople était illégale et que l'abandon provi-

soire du territoire ne signifiait *point l'abandon de notre souveraineté.*

Comme l'a justement fait remarquer M. A. Corbie, « l'installation de la France, en complétant heureusement *notre domination indiscutable sur Djibouti,* aura l'avantage de faire de la Mer Rouge et de son entrée méridionale un *grand passage international* ».

Nous ajouterons que la tribu des Hakémis-Doureïn est restée fidèlement attachée à la France, et ses valeureux guerriers, dont les cheiks détestent la tyrannie turque, attendent toujours avec impatience de voir le drapeau tricolore ombrager de ses plis libérateurs les hauteurs de Cheik-Saïd, pourvu d'une luxuriante végétation et riche en mines de charbon.

Mais, si la France a eu le tort, malgré les avertissements répétés d'ardents patriotes et de hautes autorités politiques ou maritimes, de ne plus faire sur ce territoire, resté quand même toujours français, acte de possession effective, jamais à aucun moment depuis 1868 elle n'a renoncé à ses droits formels et historiques, que d'ailleurs nulle puissance ne lui a jusqu'ici contestés. En outre, à diverses reprises, ils ont été catégoriquement reconnus et affirmés à la Chambre des Députés, notamment par M. François Deloncle, avec toute une documentation très serrée à l'appui, dans les séances du 11 mars 1893 et du 7 décembre 1894.

Plusieurs fois, en particulier le 13 février 1912, la *Société des Études coloniales et maritimes,* à la suite d'un modeste rapport que j'avais eu l'honneur de

faire sur cette importante question, a émis des vœux pour la sauvegarde de nos droits à Cheik-Saïd, et, sur ma proposition, une initiative analogue a été prise au dernier Congrès des Sociétés de Géographie de France, à Paris, il y a deux ans.

Ayant pleine confiance dans la parfaite et indiscutable loyauté du Gouvernement britannique, nous ne doutons pas un instant que, malgré l'occupation momentanée et sans doute nécessaire à l'heure actuelle, de Cheik-Saïd par l'Angleterre, les droits imprescriptibles de notre pays sur ce territoire seront pleinement sauvegardés. Peut-être n'était-il pas inutile d'attirer sur ce point l'attention vigilante du public et du Gouvernement.

19 novembre 1914.

L'Appel de la Syrie à la France

La folle témérité de la Sublime-Porte ou plutôt de la « Jeune-Turquie » n'a plus de limites. Non seulement, violant l'autonomie du Liban, le commandant en chef des forces turques en Syrie a envahi ce *moutessarifat*, mais encore il a sommé le gouverneur général et le patriarche maronite, la plus haute autorité spirituelle du pays, de se rendre à Damas, sans doute pour faire d'eux des otages. Le vénérable prélat, ainsi outragé, a refusé d'obtempérer à un pareil ordre et voici la fière protestation qu'au nom de ses compatriotes vient de formuler le président du Comité libanais, Chekri Ganem :

« Nous protestons de toute notre énergie contre la violation des traités signés par la Turquie et l'Allemagne elles-mêmes, garantissant les privilèges du Liban. Nous en appelons aux Alliés, respectueux de leurs signatures, contre les nouvelles prétentions turques d'obliger les autorités d'un pays autonome et neutre à rallier Damas. Nous applaudissons au refus du vaillant patriarche maronite d'obéir à ces injonctions et demandons, au nom de l'humanité et de notre faiblesse, aux Alliés, *principalement à la France,* pour lui et pour le Liban aide et protection, affirmant

notre inébranlable fidélité à nos traditions, dussions-nous la payer de tout notre sang. »

La France restera-t-elle sourde à l'appel déchirant d'une vaillante nation chrétienne, sa protégée, menacée dans ses libertés comme dans son existence même par les hordes fanatiques des Ottomans, que commandent des officiers de « S. M. protestante » Guillaume II, empereur allemand ?

La France se doit à elle-même, à ses plus nobles traditions de générosité, à son glorieux passé historique d'intervenir, l'épée à la main, au Liban et, dès à présent, de proclamer sur une Syrie *autonome,* librement placée sous notre protectorat, ses droits, égaux à ceux de la Russie sur l'Arménie, de l'Angleterre sur Chypre. Aucune opposition, en effet, ne saurait venir de nos Alliés, en particulier de la Grande-Bretagne qui, en 1912, a déclaré par l'organe de Sir Edward Grey, ministre du Foreign Office, le désintéressement du Royaume-Uni dans cette question orientale.

Rappelons que sur les 4 millions d'habitants qui peuplent la Syrie, 2.400.000 environ sont chrétiens, répartis en divers rites, parmi lesquels les Maronites, représentant un ensemble de 350.000, dont les deux tiers occupent la province libanaise, où ils vivent en conflit continuel avec les Druses, eux musulmans.

« De tous les clients qu'a la France dans l'Empire ottoman, a dit avec vérité M. René Pinon (1), les

(1) *L'Europe et l'Empire ottoman,* Paris, 1913.

plus anciennement fidèles sont à coup sûr les Maronites du Liban. » Depuis le Moyen Age notre pays n'a cessé de les considérer comme ses protégés : « Nous sommes persuadé, écrivait saint Louis, ce souverain aux vues aussi larges que magnanimes, que cette nation, que nous trouvons établie sous le nom de Saint-Maroun, est *une partie de la nation française,* car son amitié pour les Français ressemble à l'amitié que les Français se portent entre eux. » Et l'auguste souverain, dont le nom vénéré est resté en Orient synonyme de majestueuse générosité, promettait à ce peuple, frère en religion, aide et protection. Cette promesse, que l'honneur, autant et plus que nos intérêts évidents, nous fait un devoir sacré de tenir, Louis XV se plaisait à la renouveler formellement en 1737. Sous le Directoire, les Libanais, renommés pour leur courage, prêtèrent assistance à la petite armée de Bonaparte, pour arrêter l'invasion des Turcs au début de l'année 1799, et ils se battirent avec ardeur aux côtés de nos troupes à Jaffa, au siège de Saint-Jean-d'Acre et à la glorieuse journée du Mont-Thabor, où Kléber se couvrit de gloire.

Cette protection que nos rois avaient assurée, que la République et le premier Empire ont maintenue, Napoléon III en montra l'efficacité par l'expédition qu'il envoya en 1860 dans le Liban au secours des Maronites, attaqués et massacrés par les Druses cruels ; c'est à la suite de cette intervention militaire que fut octroyé au Liban le privilège d'avoir un gouverneur, nommé par le sultan de Constantinople,

mais agréé par les grandes puissances, et que nos droits de protection furent définis par les règlements de juin 1861 et de septembre 1864.

Il est bon de rappeler d'ailleurs que l'attachement des Syriens à la France ne s'est jamais démenti.

« Il importe que l'on sache bien, déclarait récemment M. Dumani, secrétaire général de la Chambre de Commerce ottomane à Paris, que, si nous sommes sous le joug turc, toutes nos sympathies vont à la France, puisqu'en réalité nous sommes Syriens. Il y a longtemps que votre pays a placé le nôtre sous sa protection et je ne pourrais vous citer de fait plus caractéristique que celui-ci : dès le commencement de la guerre, 6.000 de mes compatriotes étaient prêts à s'enrôler sous les drapeaux français. L'escadre de la Méditerranée n'a qu'à débarquer sur nos côtes, et elle trouvera une population gagnée d'avance à la cause de la civilisation, c'est-à-dire à celle de la France ! »

C'est là un noble langage qui, à la fois, honore celui qui le tient et engage ceux auxquels il est adressé !

Ayons cependant le courage de l'avouer : si les Libanais sont restés fidèles à notre cause, ils ont un certain mérite, car au point de vue religieux ils n'ont certes pas eu toutes les satisfactions qu'ils étaient en droit d'attendre de la puissance protectrice même, et, ne l'oublions pas, dans tout le Levant la *religion* est le signe et la sauvegarde de la nationalité.

Depuis les Croisades, cette admirable épopée où la France a brillé d'un si vif éclat, qui disait *franc* disait

chrétien, latin; le *Franc,* c'était pour les peuples opprimés le sauveur par excellence ; mais, comme on l'a fait remarquer avec raison, le protectorat français sur les catholiques de l'Empire ottoman n'est l'œuvre ni d'un jour ni d'un homme, roi, empereur ou ministre; il résulte d'une suite persévérante d'efforts se continuant à travers les siècles, et bien coupables seraient ceux qui, détenteurs passagers du pouvoir, briseraient le moindre anneau de la précieuse chaine de nos généreuses traditions nationales. Dans cette compétition d'influences en Asie Mineure, le plus grand de tous les facteurs est représenté par l'appui du Saint-Siège, dont la force morale pèse d'un poids énorme. C'est ce qu'a bien compris l'Angleterre, qui, quoique puissance protestante, vient de décider d'accréditer pour la durée de la guerre un ambassadeur auprès de Sa Sainteté Benoit XV, pour défendre au Vatican les intérêts de son immense empire colonial.

Il est triste de constater que, par l'absence de tout représentant auprès du Souverain Pontife à Rome, la France se trouve, au regard des autres puissances catholiques, dans un état d'infériorité marquée. Aura-t-elle recours à l'intermédiaire de la légation russe ou belge, ou bien au ministre plénipotentiaire du Royaume-Uni par exemple, pour traiter avec le Sacré Collège des affaires du Liban, de la Syrie? Ainsi que le disait avec justesse M. E. Judet dans l'*Éclair,* « l'exemple de l'Angleterre est une leçon précieuse dont l'effet ne saurait être trop ajourné ».

L'intervention de la France en Asie Mineure se

justifie d'autant plus que les attentats dont sont victimes nos nationaux de la part des autorités turques se multiplient : notre dignité ne nous permet pas de supporter que le fanatique Croissant, triomphant de la Croix et faisant fi de notre protectorat séculaire sur les catholiques d'Orient, s'empare audacieusement de cette magnifique Université de Beyrouth, fondée et dirigée par des Jésuites, nos ressortissants, subventionnée par le Gouvernement français et qui représente un des plus puissants leviers de notre influence séculaire dans tout l'Orient.

Mais il ne s'agit pas uniquement de la défense d'une situation privilégiée que le Sultan a l'audace d'attaquer; nous avons aussi à sauvegarder des intérêts non seulement politiques et moraux, mais encore matériels et économiques d'une grande importance; dans le domaine commercial et industriel la part des capitaux français engagés dans les affaires du Levant est considérable; ainsi de 1886 à 1893 des sociétés françaises ont obtenu la concession du port de Beyrouth, de l'éclairage au gaz de cette ville, des lignes ferrées : Beyrouth—Damas—Hauran, Damas—Homs—Alep—Biredjik, Beyrouth—Mameltaine, Jaffa—Jérusalem, etc., etc.

A Alep, à Damas, à Smyrne nos ingénieurs sont à la tête de larges entreprises, et notre action directe au Liban ne manquerait pas d'avoir une heureuse répercussion jusqu'en Mésopotamie, où notre influence est demeurée vivace; en outre avec l'effondrement du fameux *Bagdad* allemand, alimenté au

début par les capitaux français (!) et trop facilement abandonné au monopole germanique, la Syrie va devenir le débouché naturel de la riche et si fertile région comprise entre le Tigre et l'Euphrate.

Depuis quarante ans l'Allemagne a fait un effort colossal pour supplanter en Syrie et en Palestine la prépondérance politique et économique de notre pays, et cela avec une méthode savamment combinée, en multipliant les écoles, les hôpitaux, les œuvres de bienfaisance, les banques, les associations diverses, telles que le *Jerusalem Verein*, la *Warte des Tempels*, *Das heilige Land*, et surtout la puissante *Deutsche Palaestina Bank*, qui possède des succursales à Jérusalem, Jaffa, Haïfa et Beyrouth.

Cette formidable expansion de l'Allemagne en Asie Mineure avait été encore stimulée par le voyage à grand orchestre de Guillaume II à Constantinople et à Jérusalem en 1898 et qui, coïncidant avec l'expédition conduite par son frère le prince Henri en Extrême-Orient, a constitué un redoutable assaut pour notre prestige dans tout le Levant.

L'avance économique prise, grâce à notre fâcheuse apathie, par nos rivaux allemands dans ces contrées, il ne dépend que de notre activité et de l'énergie de notre gouvernement de la reprendre à bref délai. Les ardentes sympathies de ces « nations » chrétiennes d'Asie nous sont acquises depuis longtemps; jamais occasion plus propice ne s'est offerte de faire valoir nos droits, si conformes à nos intérêts manifestes. Ce serait pour notre pays déchoir lamentablement et

commettre une faute impardonnable que de laisser à toute autre puissance, même amie, la glorieuse tâche d'affranchir du joug ottoman la Syrie, dont les populations ont une petite patrie qui est leur propre pays, et une grande patrie, elle aussi tendrement aimée, qui s'appelle « la France » !

30 novembre 1914.

On sait que le général anglais Allenby, accompagné de M. Georges Picot, haut commissaire français, est entré le 11 décembre 1917 dans Jérusalem à la tête des forces alliées, comprenant avec les troupes britanniques un corps français, commandé par le général de Piépape, et un contingent italien. La délivrance de la Ville Sainte, de la cité du grand Miracle, du divin Martyr qui a franchit le monde païen, est un événement historique d'une portée considérable au triple point de vue moral, religieux et politique ! C'est en outre le signe tangible de la faillite irrémédiable en Orient des rêves mégalomanes des pangermanistes ; mais on peut regretter que la coopération des armes françaises n'ait pas été plus importante. On s'est demandé quelle sera dans cette contrée affranchie le régime de demain ? Disons sans réticence que l'*internationalisation* de la Palestine, dont il a été parlé, ne saurait être admise par la France, à laquelle doit incomber la noble mission de protéger, avec tact et libéralisme, la Syrie, cette fille intellectuelle de notre nation, et la Palestine, qui forment un ensemble *indivisible,* depuis que les Romains ont uni indissolublement ces deux parties d'une seule et même région.

Dans l'Afrique Australe

HIER ENNEMIS, AUJOURD'HUI FRÈRES D'ARMES

Que de souvenirs me sont revenus à la mémoire en passant devant une des plus jolies résidences dans le quartier de Garavan à Menton ! Je veux parler de la villa Gléna, aux élégantes colonnettes décorant le faîte à l'italienne, enguirlandée de festons de géraniums et d'anémones, entourée de mimosas aux grappes jaunissantes et de palmiers étageant leurs gracieux panaches ! Tout près, à la frontière, fraternisent douaniers français et italiens, de garde au pont Saint-Louis, jeté hardiment entre des roches abruptes, d'où pointent les poignards des aloès, et surplombant un torrent caillouteux. C'est là que se dressent, face à la mer d'azur, les Roches Rouges « Balzi Rossi », en dialecte mentonais « Baousse Roussi », bien connues dans la paléontologie par les fameuses grottes de troglodytes de l'époque paléolithique, où de savantes fouilles, pratiquées sous les auspices de S. A. S. le prince de Monaco, ont singulièrement agrandi le domaine de l'anthropologie préhistorique.

Quant à la villa Gléna, elle a eu, il y a une douzaine d'années, l'honneur d'abriter, pendant quelques

mois, le président Krüger, alors si populaire, lorsqu'il vint en Europe solliciter vainement en faveur de l'indépendance des Boers le secours de certaines puissances. Ayant eu l'occasion de m'intéresser à la cause du Transvaal, j'avais pu obtenir une audience de cet auguste vieillard, qui vivait là très retiré. Je n'oublierai jamais l'impression de respectueuse sympathie que j'éprouvai à la vue du vénérable patriarche, chargé d'ans et d'infortunes, déchu des honneurs, abandonné des grands de la terre, n'ayant plus d'espoir qu'en Dieu, mais supérieur à la fortune, mais toujours ferme comme le roc dans sa foi inébranlable et son farouche patriotisme !

Le président était plongé dans la lecture d'une énorme bible à gros caractères hollandais, posée sur une sorte de lutrin et qu'il méditait pieusement plusieurs heures par jour. A mon entrée il se leva péniblement et me fit un courtois accueil, empreint de mélancolie. Ce Boer ne savait pas le français ; ces fiers « ruraux », vivant chacun dans leurs *plaats* ou fermes du vaste « veld », n'avaient guère le loisir, dès leur rude jeunesse, d'apprendre les langues étrangères ; il ne parlait que le hollandais, et son secrétaire qui, lui, maniait le français avec aisance, nous servit d'interprète. Krüger, s'exprimant avec une sage lenteur, causa des événements en cours, sans jamais laisser échapper une plainte contre ses ennemis intraitables, contre des « neutres », même frères de race, décidés à ne risquer pour une cause trop compromise ni une galère ni un florin. Nous connaissons ces

« superbes égoïsmes », si fructueux, mais qui pourraient, un jour, payer cher des calculs trop habiles et une facile indépendance du cœur !

A voir le regard de mon interlocuteur si franc, mais nuagé d'une indicible tristesse, son air noblement grave, majestueux dans son malheur, on eût dit un philosophe de l'antiquité grecque élevé à l'école de Platon ou d'Aristote ; lorsque, maitrisant mon émotion devant une telle infortune supportée avec tant de grandeur d'âme, je pris congé de Krüger, il m'offrit, avec un geste affable, sa photographie, sur laquelle le dernier des présidents du libre Transvaal avait apposé, d'une main tremblante, sa signature, comme témoignage de reconnaissance pour mon concours (trop modeste) à un comité franco-boer. Intransigeant dans ses patriotiques revendications, Krüger était alors loin de se douter que dix ans plus tard, au cours d' « un conflit mondial tel que, suivant le mot de M. Sazonof à la Douma, il n'en fut jamais encore », l'Angleterre trouverait chez les « Afrikanders » d'énergiques auxiliaires dans la lutte contre l'ambitieux et barbare Teuton, devenu l'ennemi commun.

Cette conduite anglophile des Boers, si rapidement transformés en loyaux sujets de l'Angleterre, est un des plus surprenants phénomènes de l'histoire. Le fait, d'ailleurs, est aussi bien à l'honneur des Boers, capables de maitriser leurs ressentiments pour assurer l'avenir de la race, qu'à celui des Anglais, dont la politique libérale a désarmé les rancœurs des

vaincus, hier ennemis déclarés, aujourd'hui frères d'armes, dévoués jusqu'à la mort.

Il faudrait la plume d'un Macaulay pour décrire un caractère aussi superbement chevaleresque que celui du général Botha qui, dans les circonstances les plus critiques, n'hésita pas à mettre au service de l'Angleterre sa loyale épée et même à combattre, quelque cruelle que fût l'épreuve, d'anciens compagnons d'armes, des camarades des jours tragiques, mais détournés de leur devoir par les intrigues allemandes.

Somme toute, la révolte sur ces territoires sud-africains n'a pas pris l'extension qu'on pouvait craindre ; très limité s'est trouvé le nombre des chefs « bitterenders » ou irréconciliables, qui, tels que de Wet, Delarey, Beyers, Hertzog, Maritz ou le colonel Kemp, ont été coupables de trahison. D'ailleurs, la Fatalité a semblé les frapper de sa main vengeresse : ainsi, après une rude poursuite à cheval et en automobile, de Wet, qui a terni lamentablement la gloire auréolant le héros de Colenso, a dû se constituer prisonnier près de Vriburg, dans le Bechuanaland, le 1er décembre 1914, tandis que les troupes démoralisées du général rebelle se rendaient au colonel Jordaan ; le 3 du même mois, l'irréductible Maritz se noyait près de Zandpruit, en s'efforçant de traverser la rivière Vaal. Le 3 février 1915 voyait l'échec définitif de cette désastreuse insurrection avec la capitulation, à Upington, de Kemp et de tout son « commando » ; il est vrai que le cupide et ambitieux

Beyers, l'âme du complot tramé par l'Allemagne, trouvait moyen de se réfugier chez les ennemis. Désormais l'« Union africaine », délivrée de l'obsédant cauchemar de la Révolution, n'avait plus à se mesurer qu'avec les forces teutonnes, dont elle venait rapidement à bout; en effet, le 9 juillet, les dernières troupes du Kaiser, commandées par le gouverneur Seitz, déposaient les armes, et elle avait vécu cette éphémère domination germanique, aux convoitises mégalomanes et qui avait espéré s'étendre en maîtresse, grâce à un soulèvement général des Boers, des rives de Cunène au cap de Bonne-Espérance!

Le glorieux général qui a eu l'insigne honneur de donner son nom à la nouvelle conquête, le Bothaland, méritait bien les chaleureuses félicitations qu'à l'envi lui adressèrent le Roi, les Lords et les Communes.

En effet, à la fois administrateur et tacticien, l'adversaire réconcilié et demeuré fidèle avait su improviser l'organisation de la « Defense force » et, assumant lui-même le commandement de toutes les troupes de l' « Union africaine », il avait mis le sceau à sa renommée de capitaine par une victorieuse campagne menée avec un art consommé. On peut dire que Botha, premier ministre du Cap, disposant des cœurs comme des fusils des « Afrikanders », a tenu dans ses mains quasi souveraines les destinées de l'Afrique australe; car bien des anciens soldats de Joubert et de Wet maudissaient le traité de Vereeniging et, en dépit de la large autonomie accordée par

l'Angleterre, rêvaient encore de l'indépendance des deux Républiques du Transvaal et de l'Orange. Un seul cri de guerre poussé par Botha, appelant ses « commandos » aux armes sous la bannière séparatiste, et voilà l'Afrique du Sud à feu et à sang; les multiples légions de rebelles eussent jailli des plaines infinies du « veld », et la domination britannique aurait couru de grands périls dans la vaste région au sud du Zambèze.

Aujourd'hui, après l'anéantissement de la puissance germanique, qui, au Luderitzland, n'avait affirmé sa supériorité qu'en empoisonnant des puits par l'arsenic, c'est la paix bienfaisante qui règne dans toute l'Afrique du Sud. Aussi le grand patriote Krüger peut-il, dans sa tombe, dormir tranquille son sommeil; car, bien que le drapeau de l' « Union Jack » flotte à Prétoria et a Bloemfontein comme au Cap et à Windhuk, c'est le Boer qui, sous la suzeraineté de la Grande-Bretagne, exerce en réalité le pouvoir sur un gigantesque « dominion », embrassant toute l'Afrique australe, appelée, grâce à la réconciliation des races et à la disparition du virus allemand, à un magnifique essor moral, agricole et économique.

Les Tablettes des Deux-Charentes, 23 mars 1916.

Intrigues allemandes en Abyssinie

LE NÉGUS DÉPOSÉ — L'IMPÉRATRICE ZÉODITOU
LE CHEMIN DE FER FRANCO-ÉTHIOPIEN
DJIBOUTI

De graves événements, dans lesquels on retrouve la main cauteleuse de l'Allemagne, viennent de se produire en Abyssinie et méritent de ne point passer inaperçus, parce que, d'une part, ils se relient à la politique internationale en Afrique orientale et, par contre-coup, en Arabie, et que, de l'autre, la France, à cause de son importante colonie d'Obock et de Djibouti, au débouché de la Mer Rouge, au carrefour des routes maritimes les plus fréquentées, ne saurait y rester indifférente.

C'est avec surprise que les chancelleries européennes ont appris que la guerre civile sévissait en Abyssinie. En effet, gagné à la cause jeune-turque et antichrétienne, le négus Lidji-Yassou, péniblement intronisé empereur il y a trois ans, a été solennellement déposé par l'*abouna* (primat copte) Mathéos en présence des grands *ras* abyssins, réunis au *guébi* (palais) impérial, le jour de la *Maskal* (fête de la Croix); le peuple s'est vu délié du serment de fidélité prêté au

« Roi des Rois », le dedjas Tassari Makonnen a été proclamé héritier du trône du « Lion vainqueur de la tribu de Juda » et chef du gouvernement éthiopien, la princesse Nizzorosa Zéoditou (1), fille de Ménélik, a été nommée impératrice d'Éthiopie, 27 septembre, enfin la défaite et la capture du ras Mikhaël, père du négus détrôné, l'âme du complot ourdi par la coalition germano-jeune-turque, et qui avait pris les armes en faveur de son fils, semblent devoir assurer désormais le rétablissement de la concorde et de la paix troublée en Abyssinie (2).

Pour s'expliquer les causes de cette rébellion, il faut se rappeler que l'Éthiopie, « citadelle de rochers, a écrit Élisée Reclus, dont le socle dépasse en puissance celui de tous les autres systèmes orographiques du continent », représente un bastion inexpugnable, défendu par des peuples belliqueux (fervents chrétiens de rite copte) et en vain battu au cours des siècles par les flots furieux des invasions islamiques. Une des caractéristiques de l'État abyssin, c'est son organisation militaire et féodale rappelant celle de la France des temps carlovingiens : au sommet du pou-

---

(1) La *ouaïzero* (princesse) Zéoditou, âgée alors de quarante-six ans, la dernière fille légitime de Ménélik, fut d'abord mariée au dedjas Oubié, puis elle divorça pour s'unir en 1902 à un neveu influent de l'impératrice Taïtou, Gouksa, fils du ras Ollié, tombé en disgrâce en même temps que la veuve de Ménélik.

(2) En septembre 1917, l'ancien négus Lidji-Yassou a tenté une nouvelle attaque contre la capitale Addis-Ababa, et ses troupes ont été écrasées par les armées régulières abyssines.

voir, le Négus (dont la dynastie régnante fait remonter ses origines à Salomon et à Makeda, reine de Saba), chef suprême des armées, mais souvent en lutte avec ses grands vassaux, les *ras*, sortes de vice-rois dans leurs provinces et toujours impatients de secouer l'autorité suzeraine.

Aussi le grand mérite de Ménélik, prédécesseur de Lidji-Yassou et souverain d'une habileté consommée, fut-il précisément de dompter ou de se concilier ses ras indociles et de réaliser ainsi l'unité politique de son empire, à peu près aussi vaste que la France. Pour cette œuvre ardue l'ancien roi du Choa, promu négus, trouva une collaboratrice de haute valeur dans l'impératrice Taïtou son épouse, altière, énergique, rompue à l'art de la diplomatie.

La mort de Ménélik, annoncée plusieurs fois avant la catastrophe, faillit causer la décomposition politique de l'Empire éthiopien. En effet, circonvenu, le Négus mourant avait désigné pour son successeur un enfant, Lidji-Yassou, fils du ras Mikhaël (1), lui, musulman converti au catholicisme, mais dont les tendances islamiques étaient à craindre ; par ailleurs, l'impératrice Taïtou, qui pendant la longue maladie de Ménélik avait exercé une sorte de régence occulte, se montrait hostile au nouvel héritier du trône et,

(1) Ce petit-fils de Ménélik, enfant de sa fille Choa Regada et du ras Mohammed Ali, chef des Ouollas-Gallas musulmans, (qui se convertit pour ce mariage sous le nom de ras Mikhaël), avait été, à l'âge de douze ans, proclamé héritier du trône d'Éthiopie, en 1909.

soutenue par des chefs puissants, favorisait la candidature à l'Empire de son neveu, le ras Gouksa. Cependant, grâce à l'appui de son père, nommé sournoisement lieutenant général des armées impériales, et, avec le concours du ras Tassama, investi de la régence, le jeune souverain était venu à bout de ses compétiteurs et il semblait, depuis quelques années, avoir affermi sur sa tête la couronne du Roi des Rois; le ras Mikhaël projetait même d'aller en Égypte pour inviter le patriarche copte d'Alexandrie à venir à Addis-Ababa sacrer son fils négus. Lidji-Yassou avait, en outre, noué des relations amicales avec les trois puissances limitrophes de ses États : l'Angleterre, dont la frontière du Soudan confine au nord à celle de l'Éthiopie ; l'Italie, qui s'efforce de développer sa colonie de l'Érythrée sur la Mer Rouge, et la France, maîtresse de la Côte des Somalis. Afin de marquer son amitié à l'égard de notre pays (dont les sympathies bien connues pour le peuple éthiopien remontent à Louis XIV et à Colbert et furent affirmées en 1843 sous Louis-Philippe par le traité conclu avec le roi du Choa, Sahlé-Salassi), le jeune Empereur s'était rendu en 1915 à Djibouti. Le monarque avait voulu constater « de visu » les remarquables progrès de ce port, qui compte à présent 12.000 habitants (dont 500 européens), était, à la veille de la guerre, fréquenté par 560 navires, jaugeant 800.000 tonnes (1914) avec un commerce dépassant 81 millions de francs et qui est devenu la tête de ligne du chemin de fer franco-éthiopien (689 kilomètres),

reliant à travers le fertile Harrar la capitale de notre colonie somalienne à Addis-Ababa, au cœur de l'Abyssinie. « On constate un fait, a écrit M. Huges Le Roux dans son ouvrage *Ménélik et Nous,* quand on dit que c'est le chemin de fer franco-éthiopien qui a créé Djibouti. » Ajoutons que cette voie ferrée (1), menacée d'être internationalisée, mais demeurée à travers de graves difficultés bien « française » et subventionnée par notre gouvernement, est exploitée par un diligent personnel de 300 de nos compatriotes.

Détail bien touchant : le dedjas Taffari, gouverneur du Harrar, aussi dévoué qu'intelligent, envoya au gouverneur de la Côte française des Somalis une offrande de 5.000 thalaris destinée par son souverain à notre « Croix-Rouge ! »

Les relations amicales entre le jeune monarque abyssin et les nations européennes, ses voisines, étaient d'autant plus faciles à cultiver que les trois puissances, renonçant avec perspicacité à de stériles rivalités en Éthiopie, avaient conclu, le 13 décembre 1906, une entente, dite arrangement anglo-franco-italien, qui, dans un esprit d'équilibre et de fructueuse collaboration, a déterminé avec équité les sphères d'influence et les zones d'action réservées dans cet Empire africain à chacune des hautes parties contractantes. C'est ainsi que se trouvent assurés les

(1) Près de 100 millions de capitaux français sont engagés dans cette grande œuvre coloniale, appelée au plus brillant avenir.

intérêts de la Grande-Bretagne et de l'Égypte dans le bassin du haut Nil, ceux de l'Italie en Éthiopie par rapport à l'Érythrée et au Somaliland, enfin ceux de la France concernant la Côte des Somalis, son hinterland et le trafic du chemin de fer de Djibouti à Addis-Ababa : « La convention en question, a écrit M. Pierre-Alype dans son suggestif volume *L'Éthiopie et les Convoitises allemandes,* a sa place parmi les grands événements diplomatiques qui ont élaboré dans les chancelleries la Quadruple Alliance, définitivement scellée sur tous les fronts de combat de la guerre mondiale. Ses répercussions embrassent donc aussi bien la situation européenne que l'action commune des trois puissances en Afrique. »

« L'accord à trois, a justement observé M. Camille Fidel (1), constitue la meilleure sauvegarde de l'indépendance de l'Abyssinie, laquelle ne saurait être mieux garantie que par la répartition du pays en plusieurs zones d'influence économique et par le fait qu'elle communique avec l'intérieur par les colonies de trois grandes nations. »

Cet arrangement ne faisait pas l'affaire de l'Allemagne dévorée d'ambitions visant le seul grand État demeuré indépendant en Afrique et même notre port de Djibouti; car il est bon de rappeler que, lors des tractations de 1911 au sujet du Congo et du Maroc entre les Gouvernements de Berlin et de Paris,

---

(1) *Revue des Questions coloniales et maritimes,* octobre 1917. « Le Congrès colonial de Naples » (avril 1917).

il avait été question dans le camp pangermaniste de réclamer à titre de compensation pour l'Allemagne la Côte française des Somalis.

Aussi avec une opiniâtreté machiavélique la Wilhelmstrasse, secondée par le Ballplatz de Vienne, poursuivit-elle un double but près du Négus et de sa cour : provoquer les suspicions du monarque à l'égard de la politique loyale des trois puissances et battre en brèche la convention de 1906, en essayant de faire naître la zizanie entre ces nations, dont une, l'Italie, était encore engagée dans les liens de la Triplice. A cette campagne perfide tendirent les agissements du consul autrichien Schwimer, expulsé d'Abyssinie (octobre 1914), la mission allemande dirigée par l'explorateur Léo Frobénius, avec la secrète intention de pousser les chefs abyssins des territoires confinant au Soudan à attaquer la garnison britannique de Khartoum, la mission extraordinaire autrichienne, exploitant le traité de commerce austro-éthiopien du 21 mars 1905 ; puis, plus tard, la campagne de presse (par exemple du *Berliner Tageblatt*) à la veille de la guerre en juillet 1914, pour insinuer que l'Angleterre, dans des vues intéressées, minait la souveraineté du Négus et que la France de même que l'Italie, solidaires de la puissance britannique, se prêtaient par des machinations souterraines à la menaçante combinaison. La politique du Kaiser s'efforçait par là de dresser devant l'esprit crédule de Lidji-Yassou le spectre de périls imaginaires.

C'est ainsi que, sous ces funestes influences, le

jeune Négus enleva le gouvernement du Harrar à notre ami le prince Taffari pour remplacer ce dernier par un Musulman Abdullah Sadiq, et, dominé par Mazhar Bey, consul général de l'Empire ottoman, et par un Turc de Syrie Ydlibi, ancien gouverneur de Yambo, Lidji-Yassou entama secrètement des négociations avec les émissaires de la Sublime-Porte, fit passer des proclamations excitant les Somalis à attaquer Djibouti, Berbera et Zeïla, et poussa même l'inconscience jusqu'à envoyer armes et munitions au belliqueux Mullah de l'Ogaden, qui avait essayé de soulever le Somaliland contre les Anglais.

On a vu que les louches manœuvres de Berlin, appuyées par le fanatisme des Jeunes-Turcs et du ras Mikhaël, avaient abouti à lancer dans une funeste aventure le jeune Négus, qui récemment y a perdu sa couronne.

A titre de curieux document voici le texte de la proclamation qui fut adressée au peuple pour lui annoncer l'élévation au trône d'Éthiopie de l'impératrice Woïzero Zéoditou :

« Écoute! écoute! peuple chrétien et peuple éthiopien!

« Voulant parer aux menaces dirigées contre notre religion et le gouvernement, voulant assurer l'intérêt de celui-ci et éviter le malheur de notre peuple, nous venons d'établir reine la princesse Zéoditou, fille de l'empereur Ménélik II, et héritier du trône de l'empire le ras Taffari.

« Le tir d'aujourd'hui a été une preuve du conten-

tement de notre peuple, qui a accepté d'un commun accord la décision prise.

« Qu'en conséquence les paysans continuent à labourer et les commerçants à commercer.

« Addis-Ababa le 17 maskarram 1909 (27 septembre 1916) de l'an de grâce. »

Cette proclamation fut suivie d'un message de Sa Béatitude l'*abouna* Mathéos, serviteur du Christ, fils de l'évangéliste saint Marc et archevêque primat du royaume d'Éthiopie, et qui débutait par ces mots : « Moi, par la grâce de Dieu, je vais bien. »

Ainsi donc le plan perfidement ourdi par Berlin, Vienne et Constantinople, a échoué grâce à la loyauté de l'abouna Mathéos, de l'etchéguie ou chef des Églises et de la plupart des ras; mais les Alliés doivent redoubler de vigilance pour écarter tout nouveau danger et assurer l'autorité suprême de la jeune Impératrice, résolue à rester sourde aux lâches insinuations de nos ennemis. La France peut, avec d'autant plus d'autorité, faire entendre à la cour d'Addis-Ababa d'utiles conseils que (tous le savent en Abyssinie) notre nation, exempte de toute visée ambitieuse, est décidée à maintenir l'intégralité comme l'indépendance de l'Empire éthiopien et cela tant par ses sentiments traditionnels que pour la conservation de ses grands intérêts politiques, maritimes et économiques sur la Côte des Somalis, au Harrar, à Djibouti, qu'un éminent publiciste colonial d'Italie, M. Luigi Cufino, déclarait récemment le port le plus sûr et le plus important du littoral de la

Mer Rouge et du golfe d'Aden et qui constitue le seul havre français sur la route à la fois de nos vastes possessions de l'Extrême-Orient et de nos belles colonies de l'Océan Indien.

16 novembre 1916.

La révolte arabe
Le Grand Chérif de La Mecque
La question du khalifat

La presse et les cercles diplomatiques n'ont peut-être pas porté à la révolte en Arabie et à ses conséquences d'importance majeure, au double point de vue de la puissance ottomane et de la politique générale, l'attention qu'elle mérite. Cette insurrection ou plutôt cette guerre d'indépendance n'a nullement surpris ceux qui sont au courant des affaires du Yémen et de l'Hedjaz et qui connaissent l'histoire des tribus arabes dans leurs rapports souvent hostiles avec la Sublime-Porte.

On sait que le saïd Idris, maître de l'Assir et l'un des grands chefs arabes les plus influents, a levé l'étendard de la révolte contre le Padischah, en saisissant le petit port de Komfoulah sur la Mer Rouge; son exemple a été bientôt suivi par le chérif Hussein, dont le fils Abdallah s'est emparé, après un vigoureux siège, du fort de Taïf. Les Arabes dissidents ont pris la ville de Yambo, port de Médine, seconde ville sainte, qu'assiègent de nombreuses forces rebelles sous les ordres de Faïsal et d'Ali, fils du Grand Chérif. Le mouvement insurrectionnel s'est ainsi rapidement étendu dans le Yémen, qui, depuis

l'envahissement des Turcs en 1870, n'a cessé de batailler pour son autonomie, et la révolte a aussi gagné l'Hedjaz, qu'Abdul-Hamid, poursuivant sa politique centralisatrice, avait songé à soumettre par le rail, en poussant la voie ferrée de Damas et Caïffa, « le chemin de fer sacré », jusqu'à La Mecque, « la sainte métropole ». C'était, comme l'a remarqué M. René Pinon dans son ouvrage *L'Europe et l'Empire ottoman,* afin d'empêcher autour de ce centre d'effervescence politique et religieuse la création d'un État arabe, dont le souverain pourrait revendiquer le titre et l'autorité politique des anciens khalifes.

Depuis qu'ils se sont soulevés, les Arabes ont pris aux Turcs, dans la région de La Mecque, 10 canons de campagne, 15 mitrailleuses, 100 officiers et 2.500 soldats.

Enfin, fait plus dangereux encore pour la suprématie ottomane, non seulement quatre grands cheiks : Mahmoud Yahia, chef du nationalisme arabe, qui avait tenté il y a sept ans de soulever le turbulent Yémen, El-Idriss, Hussein et Ibn-Saound, chef du Riadh, qui en 1913 avait chassé les Turcs de la province de Hasa (golfe Persique), semblent conjurés contre la domination ottomane, mais encore Sa Hautesse même, le Grand Chérif de La Mecque, après avoir chassé de cette place la garnison turque, a proclamé son indépendance vis-à-vis du sultan de Constantinople ; bien plus, le maître de la Rome de l'Islam revendique, comme vrai successeur du Prophète, ses droits sur le khalifat ! Voilà le grave danger

que le « Sultan rouge », fin politique, avait redouté et qu'il s'était, tout en tremblant dans Ildiz Kiosk, efforcé d'écarter. Depuis longtemps impatient de toute tutelle ottomane, le Grand Chérif vient, d'après le *Times,* de déclarer les impérieuses raisons qui l'ont décidé à rompre avec Stamboul; il se plaint hautement des persécutions infligées aux Arabes par le Padischah, oublieux des traditions suivies par les anciens sultans. A ces causes d'ordre politique ou orthodoxe le prétendant au khalifat aurait pu, avec vérité, ajouter l'abaissement du prestige chez le Commandeur des Croyants, Mahomet V, sorte de calife *fainéant,* dominé par une camarilla d'athées et d'intrigants cupides, les « Jeunes-Turcs », de *deumnés* (Juifs convertis au mahométisme), tous à la solde et sous la coupe d'un « giaour » abhorré, fût-il empereur allemand, Sa Majesté « El Hadj Mahomet Guillioum », improvisé tout-puissant protecteur de l'Islam.

Comme l'a écrit avec justesse M. Étienne Flandin, « le chérif de La Mecque vient dresser le monde arabe contre le monde turc; c'est une révolution sans précédent qui s'opère dans l'Islam, revenant à la pureté de la tradition musulmane, s'affranchissant des usurpateurs de Constantinople sans droit au khalifat ».

La nouvelle sensationnelle de la rupture entre La Mecque et Constantinople a fait frémir tous les membres du vaste corps de l'Islam, depuis les pentes du Taurus jusqu'aux rives de l'Indus et aux montagnes du Yun-Nan en Extrême-Orient.

L'importante question du « khalifat », dont la genèse remonte aux premiers siècles de l'hégire, se présente sous le triple aspect ethnique, religieux et politique. Il ne faut pas perdre de vue que le chef de l'Islam, ainsi qu'il a été institué par le Prophète, est « l'Imam » ou « Khalife », réunissant en sa personne quasis acrée la suprême autorité à la fois spirituelle et temporelle sur le monde musulman.

Or, ainsi que l'a fait ressortir l'arabologue Edmond Fagnan, commentateur des « Statuts gouvernementaux de Mawerdi » (docte jurisconsulte musulman), le sultan de Turquie, dont la suprématie religieuse est aujourd'hui discutée et même niée par des docteurs autorisés de l'Islam, ne représenterait qu'un vulgaire usurpateur, dépourvu de tout droit authentique sur l'« imamat » ou khalifat.

En effet, suivant la parole même du Prophète, l'imam doit être de la race de Koreïch.

« Dressez, dit Mahomet, la primauté aux « Ko-« reïchites et ne la prenez pas sur eux. » D'après la tradition les Koreïchites descendraient d'Ismaël, et un des chefs de cette tribu rebâtit le temple de La Mecque restée « ville sainte ». Or, ce fut par supercherie ou violence qu'en 1557 Sélim Ier, qui avait terrorisé l'Arabie et l'Égypte, arracha au khalife abbasside Mahomet XII l'étendard et le manteau du Prophète, s'emparant ainsi au profit du khalifat turc de la suprématie spirituelle sur l'Islam, que ses successeurs ont toujours jalousement conservée; mais, tandis que Mahomet V, le sultan de Constantinople,

n'est que turc, le Grand Chérif de La Mecque, lui, peut s'enorgueillir d'être de race koreïchite et en outre de descendre de Mahomet, par Fatma, fille du Prophète, ainsi que d'Ali, quatrième khalife arabe, cousin et gendre du fondateur de l'Islam ; le maitre de La Mecque aurait ainsi le privilège unique de pouvoir, en ralliant à son autorité Sunnites et Chiites, faire cesser le grand schisme qui divise depuis des siècles le monde musulman. Ajoutons que le khalifat de Constantinople n'est reconnu ni par les Persans, qui sont Chiites, ni par les Haddites de Zanzibar, ni par les Musulmans du Maroc, qui tous considèrent le Sultan de Stamboul comme un usurpateur. On a dit avec vérité que depuis les premiers conquérants arabes, héritiers directs de Mahomet, il n'y a plus de *khalife*.

En Angleterre le *Foreign Office* a toujours suivi avec la plus vive attention les événements de la presqu'île arabique, masse mystérieuse, restée inaccessible aux explorations européennes, mais qui vient d'entrer ouvertement dans le jeu de la politique mondiale. Le 26 juin, à la Chambre des Lords, parlant au nom du Gouvernement britannique, Lord Crewe disait que la Sublime-Porte, *soumise* à la domination allemande, ne représentait plus la foi musulmane ni l'autorité voulue pour garantir la sécurité des « villes saintes » et des pèlerinages des Hindous mahométans à La Mecque.

De son côté, la France, comme grande puissance musulmane, a le droit et le devoir, d'accord d'ailleurs

avec l'Angleterre, de faire entendre sa voix dans cette question, pour elle aussi, d'importance majeure. C'est ce qu'a bien su saisir et exprimer la *Société des Études coloniales et maritimes* de Paris, en déclarant « qu'il y a pour notre pays le plus grand intérêt à assurer la pleine indépendance du Khalife arabe dans la presqu'île arabique », et en émettant le vœu que la sécurité de ce khalifat, comme celle des villes saintes, soit garantie par un traité franco-anglo-arabe.

C'était donc de bonne politique de la part de la France de chercher à nouer des relations amicales avec le Grand Chérif de La Mecque devenu le roi du Hedjaz, qui a arboré comme étendard le drapeau à trois bandes verticales, vert, blanc et noir, avec une quatrième plus étroite de couleur jaunâtre (1); c'est à ce but qu'a tendu avec succès complet la mission française, civile et militaire, dirigée par un « grand seigneur marocain Si-Kadour-ben-Ghabrit et par le colonel Brémond, accompagnés de délégués de l'Algérie, de la Tunisie et de l'Afrique occidentale, qui débarqua à Djeddah en novembre 1916. Les envoyés de notre pays reçurent le meilleur accueil de la part du nouveau souverain du Hedjaz, élu par les tribus des lieux saints de l'Islam pour faire briller le

(1) Le vert désigne l'ancien étendard des Alides et des Fatimites, le blanc celui des Ommeyades et le noir celui des Abbassides. Quant au rectangle jaunâtre, il représente la dynastie hachimite du Grand Chérif; de sorte qu'ainsi le drapeau royal du Hedjaz résume et symbolise toutes les grandes dynasties de l'Islam arabe.

flambeau du droit et de la justice et triompher la religion ».

Cette mission, qui a prouvé au véritable khalife de l'Islam le prix que notre nation attache à son amitié et a resserré les liens entre la France et la puissance peut-être la plus en vue dans le monde arabe, ne peut manquer d'avoir dans l'avenir d'heureux résultats.

N'est-il pas d'ailleurs piquant de constater que cette « guerre sainte », que le Gouvernement jeune-turc, stipendié par l'Allemagne, avait essayé de faire éclater contre les Alliés en 1914, se retourne contre les sinistres pantins de Stamboul, dont les instigateurs germaniques tirent les ficelles? C'est d'ailleurs, comme le signale P. Diala dans la *Petite Gironde* et le met en relief le *Sémaphore de Marseille*, ce qu'avait prévu il y a un an M. Albert Corbie, qui écrivait (1) :

« Jamais la *guerre sainte* n'éclatera, proclamée par les Turcs ou par les Persans. Les Arabes, qui sont la véritable race combattante de l'Islam, détestent les premiers comme des usurpateurs et les seconds comme des apostats...

« La guerre sainte, la *Djihad*, ne peut réussir que *proclamée par un marabout de race arabe, n'appartenant à aucune confrérie dissidente*. La France seule, par les amitiés qu'elle possède dans le sud du Yémen,

---

(1) Albert Corbie, *Un deuxième Fachoda* (*Le Mystère de Cheik-Saïd*). Paris.

peut déchaîner contre la Turquie et les puissances germaniques la plus efficace et la moins coûteuse des interventions [1]. »

M. Corbie, l'énergique défenseur des droits de la France à Cheik-Saïd, ce territoire français à l'extrême pointe sud-ouest de l'Arabie, avait même proposé à notre gouvernement d'aller avec un corps de volontaires français prêter main-forte, dans le Yémen frémissant, aux tribus arabes brûlant de se soulever contre les autorités turques détestées; notre colonie de Djibouti au pays des Somalis et Cheik-Saïd, une fois enlevé aux Turcs et réoccupé (comme en 1870) par nos « marsouins », eussent fourni d'excellentes bases d'opération et le drapeau de la France aurait été acclamé au Yémen comme un emblème libérateur! Encore aujourd'hui notre intervention en Arabie ne manquerait pas d'avoir son contre-coup en Syrie, où le malheureux peuple libanais, menacé de destruction par la sanguinaire Turquie, alliée à la barbare Allemagne, ne cherche qu'une occasion de se révolter. Ce front particulier de guerre serait ainsi englobé dans le front général par une déclaration d'alliance franco-anglo-arabe.

Il n'est pas encore trop tard pour bien faire; mais le temps presse. *Caveant consules!* L'occasion perdue

---

(1) Dans un raid audacieux des cavaliers arabes, envoyés par le roi du Hedjaz, se sont emparés de Maan et d'Akabah, au fond de la Mer Rouge, à 1.000 kilomètres de Djeddah, appuyant ainsi le corps anglo-égyptien qui opère au nord de la Syrie.

(notre diplomatie en a su quelque chose pour l'ilot de Périm) ne se retrouve pas, et l'œuvre à la fois humanitaire, stratégique et de haute politique que la France négligerait, d'autres l'accompliraient volontiers pour en retirer gloire et profit.

24 août 1917.

V

Questions coloniales

Le Krach colonial allemand

Un des penseurs dont la prétendue civilisation germanique se montrait le plus fière, Treitschke, disait vers 1880, lors des timides débuts de la politique allemande d'outre-mer : « Des colonies dépendra la mesure où un peuple prendra part à la domination de l'univers par la race blanche; il est très possible qu'un jour un pays sans colonies ne compte plus parmi les grandes nations européennes, si puissant qu'il soit par ailleurs. » Ce jour de l'effondrement de l'empire colonial allemand étant venu, nous avons le ferme espoir que la prophétie de l'historien germain se réalisera pleinement, l'Allemagne étant rayée comme « grande nation » de la carte du monde, et cela pour le plus grand bienfait, disons plus, pour le salut (!) même de l'Humanité.

La genèse, le développement et la fin de l'impérialisme colonial de notre ennemie sont des plus intéressants à la fois en eux-mêmes, par leurs conséquences au début de la guerre et leur répercussion future lors du règlement de la paix générale.

Il est certain que la question coloniale a contribué à aigrir les relations entre la France et l'Angleterre d'une part et l'Allemagne de l'autre et qu'après avoir

mis déjà Paris et Berlin à deux doigts de la rupture lors de l'incident d'Agadir et plus tard des tractations congolaises de funeste mémoire, elle a pesé d'un poids lourd dans la balance diplomatique l'été dernier pour la faire pencher du côté de la guerre.

La Wilhelmstrasse a longtemps hésité à se lancer dans la dangereuse arène coloniale pour laquelle la puissance germanique, surtout avant la fébrile formation de sa flotte formidable, n'était nullement préparée. Le prince de Bismarck y était opposé, et son successeur, le chancelier de Caprivi, répétait volontiers : « Moins nous aurons de territoires africains et mieux cela vaudra. » Diverses raisons entrainèrent le Gouvernement de Berlin dans cette voie : le rapide accroissement de la population si prolifique, le dépit de voir le flot des émigrants se déverser tous les ans aux États-Unis, au Canada et dans l'Amérique du Sud, où, curieux phénomène, au bout de deux générations l'afflux tudesque est absorbé par l'élément anglo-saxon ou hispano-portugais, puis le « landgier » ou « la faim des territoires », la passion de l'expansion du germanisme, la fiévreuse propagande de sociétés, telles que la *Deutsche Koloniale Gesellschaft,* la *Deutsche Bank,* le *Kolonial-Wirtschaftliches Komitee,* etc., l'ardeur d'une presse spéciale, telle que les journaux ou revues *Deutsche Koloniale Zeitschrift,* la *Koloniale Rundschau,* etc., qui soutenaient vigoureusement la politique de mégalomanie impériale poussée à outrance.

« L'Allemagne, publiait dans le *Berliner Börsen*

Courier M. Rohrbach, connu dans les milieux financiers de Berlin, ne dispose pas, pour le développement futur de la nation, d'espaces d'une étendue suffisante. » Et l'écrivain développait ce thème dans un article fort suggestif, intitulé *Warum deutsche Weltpolitik ?* (« Pourquoi une politique mondiale allemande ? »), en se demandant quel serait l'avenir réservé aux peuples qu'il appelle *Weltvölker,* « peuples mondiaux » !

Mais le principal motif qui a orienté la politique tudesque vers les conquêtes d'outre-mer a été le profond changement qui s'est produit dans la vie économique de l'Allemagne depuis trente ans : les divers États formant l'Empire, d'agricoles qu'ils étaient, d'une façon générale, se sont métamorphosés en puissances industrielles pour la plupart. Or l'industrie allemande trouve sur tous les marchés de redoutables concurrents; des pays en voie de développement opposent à l'envahissement des articles *made in Germany* la barrière des tarifs protecteurs. Ainsi, d'une part, à cause des modifications dans le régime économique du pays, le sol de la métropole ne suffisait plus à nourrir ses 68 millions d'habitants, et de l'autre il ne fournissait pas assez abondamment aux usines, se multipliant de plus en plus, les matières premières qu'elles absorbaient avec avidité. Par suite, l'Allemagne était contrainte d'importer sur une vaste échelle : en 1911, pour les denrées alimentaires l'importation dépassait 2 milliards de marks, et pour les matières premières 3 milliards; aussi, de ce fait,

l'Empire payait-il annuellement à l'étranger environ 6 milliards de francs.

« La force économique du peuple allemand, pouvait-on lire il y a quelques mois dans la *Deutsche Koloniale Zeitung,* l'oblige à sortir de ses limites étroites; il faut à notre industrie, au delà des mers, des débouchés qui ne soient point fermés par le protectionnisme et les chicanes douanières (comme c'est la règle dans les colonies françaises); enfin nous préférons voir notre émigration se diriger vers les terres où flotte le pavillon noir, blanc, rouge, plutôt que vers des terres étrangères! »

Aussi, sous la forte poussée des coloniaux et des pangermanistes très bien en cour, l'Allemagne commença-t-elle en 1884, avec le Dr Nachtigal dans le golfe de Guinée et le voyageur Karl Peters dans la région du Zanguebar, la série de ses fructueuses annexions, sur le noir continent : Sud-Ouest Africain (Damaraland), Cameroun, Togoland, Est Africain allemand ; en Océanie : une partie des immenses territoires de la Nouvelle-Guinée, baptisés *Kaiser Wilhelm's Land,* les archipels Bismarck et Marshall; puis en Chine (1898), par bail emphytéotique de quatre-vingt-dix-neuf ans, la magnifique baie de Kiao-Tchéou, débouché de la province du Chan-Toung (qui compte une population de 30 millions de Célestes), et renfermant d'immenses richesses minières ainsi que d'abondants gisements de houille. Cette même année-là elle se faisait céder par l'Espagne les Mariannes et les Carolines en Océanie,

enfin reconnaître (1899) de l'Angleterre et des États-Unis sa domination sur une partie des îles Samoa avec le havre important d'Apia.

« Il est intéressant de noter, a écrit, dans une étude très documentée et publiée par le *Correspondant*, M. C. Fidel, secrétaire général de la *Société des Études Coloniales et Maritimes,* que le succès de cette expansion, singulièrement favorisée d'ailleurs par l'énorme développement de la marine marchande allemande, coïncida avec le succès de la propagande intense, entreprise en faveur du rapide accroissement de la marine de guerre de l'Empire. »

On estime qu'à la veille de la guerre de 1914 les possessions allemandes d'outre-mer embrassaient une superficie de 3 millions de kilomètres carrés, peuplés de 12 millions d'habitants, sur lesquels à peine 25.000 Européens; l'Allemagne avait porté en dix ans en Afrique son réseau ferré de 540 à 4.150 kilomètres, tandis que la France pour ses colonies africaines n'en comptait que 7.600 sur une étendue bien plus (!) vaste. Le capital global des sociétés allemandes exploitant aux colonies s'élevait à environ 350 millions, sans parler des compagnies de navigation maritime ou fluviale; par suite, le commerce extérieur des colonies allemandes dépassait déjà en 1912 le demi-milliard. « Dans les milieux coloniaux, remarque M. Fidel, on entrevoyait déjà le jour où les quelque 2 milliards de francs absorbés par l'édification de l'empire germanique d'outre-mer deviendraient *payants.* »

Aussi les convoitises coloniales des Tudesques étaient-elles devenues illimitées, « kolossal », pour employer une de leurs expressions courantes : ils ne rêvaient de rien moins que de se tailler dans l'Afrique Équatoriale et Centrale un gigantesque empire, s'espaçant du golfe de Guinée à la mer des Indes, par l'absorption des possessions belges, portugaises et même françaises; la funeste convention du 4 novembre 1911, en nous dépouillant d'une partie du Congo, avait mis en appétit le Teuton férocement vorace par nature. Ainsi le directeur des *Preussische Jahrbücher,* M. Delbrück, une autorité dans les milieux coloniaux allemands, traçait les contours d'une immense « Domination » germanique, s'étendant sans interruption du Dahomey au Cap et de l'Océan Indien à l'Atlantique, tout en englobant le Katanga, d'une richesse minière exceptionnelle. La conquête économique devançait l'emprise politique et avec une telle rapidité qu'il y a un an le rail du chemin de fer de l'Afrique Centrale mettait en relation Dar-es-Salam sur la mer des Indes à Kigoma sur le grand lac Tanganyika. Bien plus (!) le titanique programme ferroviaire de l'Allemagne visait à pousser jusqu'au Cameroun en devançant par voies ferrées la France à la fois sur le lac Tchad et sur le Congo. Ce n'est pas tout! Dans son ouvrage *Deutschland und der nächste Krieg* le général von Bernhardi n'écrivait-il pas qu'il faudrait enlever à notre pays ses colonies, donner la Tunisie à l'Italie et garder le reste (*sic!*), ajoutant : *l'Allemagne ne possède rien, mais elle peut tout!*

L'Allemand, atteint de mégalomanie, aurait pu s'approprier la devise téméraire du surintendant Fouquet : « *Quo non ascendam?* Où ne m'élèverai-je pas? » Mais le nouvel Icare, pour avoir voulu voler trop haut, est brusquement tombé en se brisant les ailes !

En effet, à l'horloge du Temps l'heure, marquée par le destin pour la catastrophe, avait sonné : chute désastreuse, comme celle des courtisans tombés en disgrâce, dont a parlé Claudien dans ses vers énergiques :

> ... Tolluntur in altum
> Lapsu quo graviore ruant !

L'an dernier, dès l'ouverture des hostilités, les escadres britanniques, aidées des contingents d'Australie et de la Nouvelle-Zélande, ont fait la « rafle » des domaines insulaires des Allemands en Océanie ; le Japon, après avoir pris les Carolines et les Mariannes, les a cédées à l'Angleterre et a conquis, perte des plus sensibles à l'amour-propre du Kaiser, l'établissement puissamment outillé et fortifié de Tsing-Tao, capitale du Kiao-Tchéou, détruisant ainsi la puissance germanique en Extrême-Orient. En même temps d'importantes opérations se déroulent dans l'Afrique Occidentale ; malgré la révolte de divers « commandos » boers égarés, mais vite soumis par le général Botha, le Luderitzland, aux belles richesses diamantifères, sera bientôt au pouvoir de la Grande-Bretagne ; les Portugais luttent avec succès contre les

forces germaniques pour défendre l'Angola. Le Togoland est déjà occupé par les puissances limitrophes, France et Angleterre ; au Cameroun la résistance se montre plus opiniâtre; les corps expéditionnaires franco-anglais se sont emparés de Douala, la capitale, et ils poursuivent leur succès, tandis que des détachements de notre admirable infanterie coloniale, partis de Brazzaville, ont enlevé les deux « antennes » de la Sanga et de la Lobaye, si lamentablement abandonnées à l'Allemagne. « Ainsi à la pointe de nos baïonnettes s'efface le mauvais souvenir de nos cessions de 1911 ! » a pu dire récemment, avec une éloquence patriotique, l'éminent secrétaire général de la Société de Géographie de Paris, le baron Hulot. Enfin dans l'Afrique Orientale allemande les troupes anglaises se disposent à renouveler leur attaque contre Tanga et ne tarderont pas à se rendre maîtresses du chemin de fer de pénétration vers la région montagneuse du Kilimandjaro.

Ainsi donc le gigantesque édifice colonial de l'Allemagne, « Germania d'outre-mer », quatre à cinq fois plus vaste que la métropole, dont l'outillage public a coûté 300 millions de marks, érigé pendant six lustres au prix d'efforts colossaux, s'est effondré dans un krach phénoménal pour le plus grand soulagement des indigènes odieusement exploités, et ses débris jonchent le sol aux quatre coins du monde.

« La valeur des colonies allemandes, a dit avec grande justesse M. Jean Weyer dans *Le Journal,* considérées en elles-mêmes comme un précieux butin

mis par le sort des armes au pouvoir des Alliés, est grande. Elle est énorme, si nous la mesurons, non plus d'après leur utilité intrinsèque, mais d'après celle qu'elles présentent pour l'Empire qu'elles complétaient. Et pour en demander la restitution nos ennemis n'ont à invoquer aucune de ces grandes idées de justice internationale qui sont à la base de nos revendications. Pour réclamer ses colonies l'Allemagne ne peut invoquer que ses besoins et sa force. La justice supérieure et l'humanité, loin de plaider pour elle, la condamnent et la disqualifient ! » Aussi au moment du règlement de comptes parmi les sanctions nécessaires s'imposera la *confiscation des colonies germaniques,* et, comme l'a observé avec sa haute compétence M. Fidel, il y a lieu d'espérer que la France, après tant de sacrifices et de glorieux exploits de ses enfants en Afrique, sortira de cette formidable lutte, avec de *légitimes compensations,* avec un empire colonial agrandi et fortifié, enfin sans que notre diplomatie, ajouterons-nous, fasse, cette fois-ci, avec certaines puissances « des marchés de dupe » ! Après avoir été à la peine, soyons à l'honneur !

27 février 1915.

Colonies

LA CONQUÊTE ET LE SORT DU CAMEROUN

La fin de la conquête du Cameroun, qui a été effectuée par les forces franco-anglaises, flanquées d'un contingent belge, marque une des phases les plus importantes du formidable « krach colonial allemand » en Afrique comme en Océanie. On sait que les corps expéditionnaires, fournis par la France et l'Angleterre, se sont rendus maîtres de la forte place de Douala, au fond d'un estuaire, et qu'ils ont continué leurs progrès à l'intérieur du pays, pendant que tombaient successivement entre les mains de notre valeureuse infanterie coloniale les deux « antennes » de la Sanga et de la Lobaye, situées en face du Congo Belge, qu'elles menaçaient, et livrées à l'avidité tudesque dans un jour de malheur (4 novembre 1911).

Deux années après cette date détestable nos armées victorieuses et vengeresses, en nous rendant au Congo 250.000 kilomètres carrés de terres françaises, effacèrent glorieusement un douloureux souvenir et, comme dit le *Temps*, « réparaient dix ans d'une mauvaise politique coloniale ».

Dès le début des opérations militaires au Cameroun le commandement suprême des forces alliées

fut confié au général anglais Dobell, choisi « à cause de sa connaissance complète de la topographie du pays », et étant bien entendu entre les deux puissances « que cette désignation ne devait avoir aucun effet sur la manière dont il serait éventuellement disposé de cette colonie allemande ».

Nous ne referons pas l'historique de cette brillante campagne, racontée par M. Charles Stiénon dans un récent fascicule de la *Revue des Deux Mondes* et au cours de laquelle les forces britanniques, bien commandées et bien nourries, ont rivalisé de bravoure et d'endurance avec nos coloniaux, dont l'intrépidité est proverbiale.

Nos colonnes parties du lac Tchad, de la frontière nigérienne de l'Afrique Équatoriale française et même du Gabon lointain, ont, pendant de longs mois, soutenu avec une heureuse opiniâtreté une lutte des plus dures, des plus périlleuses.

Leur objectif tendait méthodiquement à encercler les forces germaniques, évoluant sur un immense territoire où, hier encore, l'Allemand brutal régnait en despote sur les indigènes exploités, pressurés et impatients de secouer le joug maudit.

Aux pauvres Noirs, que la férocité allemande avait terrorisés, presque réduits en esclavage, le drapeau français, sous les plis duquel ils coururent s'abriter, apparaît aujourd'hui comme un généreux symbole libérateur !

La prise de Jaounde, capitale de la colonie, dans une situation très forte et devenue le « réduit » de

la résistance germanique, a été le coup de grâce pour la domination allemande dans l'Afrique Occidentale. Aux dernières nouvelles les débris des troupes ennemies, vigoureusement poursuivies par les nôtres, s'efforçaient de gagner au sud, du côté du Muni, la Guinée espagnole, où les autorités ne manqueront pas de désarmer et d'interner les fugitifs.

La puissance d'outre-mer de l'Allemagne s'effondre de plus en plus : le Togoland, long couloir entre le Dahomey à la France et la Côte-d'Or à l'Angleterre, a été, dès le début des hostilités, occupé par les Alliés; à la tête des forces de l' « Union africaine », l'ancien général boer Botha, devenu au Cap le premier ministre de S. M. Britannique, après avoir étouffé dans son germe la tentative de révolte de ses vieux frères d'armes, Beyers et Maritz, s'est rendu maître des territoires de l'Afrique allemande du Sud-Ouest. Ainsi donc de toutes les possessions du Kaiser sur le noir continent il ne reste plus à opposer une certaine résistance que l'Afrique Orientale, immense région, où les colonnes anglaises rencontrent dans leurs opérations de grandes difficultés. Ajoutons que, grâce à la supériorité de sa marine, la Grande-Bretagne a pu saisir tous les établissements allemands en Océanie et que le Japon a enlevé de haute lutte le port de Kiao-Tchéou, dont l'Amirauté de Berlin avait fait une puissante base navale en Extrême-Orient.

Mais c'est en Afrique que l'Allemagne avait placé ses plus vastes espoirs d'hégémonie grandiose et on peut dire en toute vérité que le Cameroun était l'objet

des attentions spéciales de la Wilhelmstrasse et des pangermanistes.

C'est, en effet, une fertile et magnifique colonie, couvrant une superficie de 500.000 kilomètres carrés environ avec une population de 2.750.000 habitants, sur lesquels 1.800 Européens, et parmi ceux-ci on comptait 1.600 Allemands. Affectant dans sa partie septentrionale la forme d'une canine gigantesque, le Cameroun se présente comme une terre vierge, promettant les plus belles espérances; on ignore généralement que cette région africaine renferme un massif montagneux de 40 kilomètres dans sa plus grande extension et dont la plus haute cime, le Fako, dépassant 4.000 mètres, pourrait porter ombrage au roi de nos pics alpestres. Au nord du plateau élevé le sol va s'abaissant jusqu'à une vaste plaine qui se déroule vers le lac Tchad. Le pays, dans son ensemble, est bien arrosé, mais c'est par la Sanga, affluent du Congo, que l'Allemagne trouvait accès à cet immense bassin fluvial de l'Afrique. De bonnes routes mettent en communication la plupart des villes et trois lignes ferrées desservent les points principaux; mais, le rail ayant été poussé avec une activité fébrile de Dar-es-Salam, sur la mer des Indes, au grand lac Tanganyika, « tout l'effort germanique, a écrit M. Camille Fidel dans son opuscule, *L'Allemagne d'Outre-Mer,* allait porter sur le Cameroun; car il s'agissait de devancer la France à la fois sur le lac Tchad et sur le Congo ». Aussi, prêt à tous les sacrifices financiers, le Reichstag se disposait-il, à la veille

de la guerre, à voter un gigantesque programme, dotant le Cameroun d'un réseau de 3.000 kilomètres de chemins de fer. D'ailleurs le commerce s'était développé très rapidement dans cette colonie, où l'explorateur Nachtigal n'avait planté le drapeau allemand qu'en 1884. Ainsi le mouvement général des échanges (importations et exportations réunies) était monté de 28.600.000 francs en 1905 à 71.800.000 francs en 1912, sur lesquels figurait en première ligne le caoutchouc, exploité par 29 « firmes », employant 25.000 indigènes comme porteurs; puis venaient, par ordre de valeur, la noix et l'huile de palme, le cacao, le kola, l'ivoire, l'ébène, etc.

N'oublions pas non plus qu'au sort de cette magnifique possession africaine est lié l'avenir même de l'Afrique Équatoriale française, qui, si le Cameroun, comme nous ne pouvons en douter, reste *définitivement* dévolu à la France, constituera un bloc compact et pourvu d'excellents débouchés. Ainsi que l'a dit depuis lors avec éloquence M. Merlin, à la veille de partir pour Madagascar prendre, après le gouvernement de notre Afrique Équatoriale, celui de la grande île malgache :

« Si, comme il y a tout lieu de l'espérer, la colonie est bientôt dotée des voies ferrées qui lui sont nécessaires pour accéder aux régions les plus riches, pour relier entre eux ses magnifiques bassins d'eaux navigables; surtout si sont rapidement créées les deux voies impériales que commande la configuration même du centre africain; si le remarquable nœud

géographique qu'est le Pool est mis en liaison directe avec la mer par Pointe-Noire ; si les marchandises d'Europe peuvent, dans un bref délai, être amenées jusqu'au Tchad et jusqu'à Abécher par la voie la plus courte et la moins onéreuse, qui est celle de Douala ; si toutes ces entreprises s'achèvent heureusement, et surtout vite, l'Afrique Équatoriale française a devant elle une prospérité sans limites et qui étonnera même les plus optimistes, comme étonne aujourd'hui la fortune des anciens arpents de neige du Canada ! »

On peut juger par là du brillant avenir réservé à toute notre Afrique Occidentale jusqu'au Congo, mais à condition que le Cameroun soit, lors du grand règlement de la paix, attribué *sans conteste* à notre domination. Dès aujourd'hui la France a donc un intérêt majeur à prendre nettement position.

Dans la péroraison de son éloquente conférence sur « la France en Syrie », le comte Cressaty, s'élevant soudain du particulier au général et envisageant avec ampleur la situation internationale de la France lors des préliminaires de paix, déclara hautement que notre pays qui, par son endurance et son héroïque intrépidité, a fait l'admiration de l'univers, ne saurait sortir de la guerre *relativement* amoindri au point de vue de sa puissance mondiale et du rayonnement de sa puissance civilisatrice en dehors de l'Europe. Avec raison il affirmait que, d'ores et déjà, la France avait le droit, quitte à céder une partie des territoires à la Belgique, de réclamer la région rhénane occupée par

la Prusse et cela tant pour mieux protéger Paris, trop rapproché de la frontière, que pour assurer à nos industries les produits des riches bassins houillers de la Sarre et de la Westphalie; puis, comme autres légitimes compensations dues à la France, le conférencier citait en Asie la « Syrie intégrale », qui « ferme d'une imposante façade l'impasse méditerranéenne », en Afrique le Togo (qui peut-être, pensons-nous, pourrait être partagé avec l'Angleterre), enfin le Cameroun *entier,* conquis en grande partie par nos armes, indispensable à notre développement économique et à notre sécurité militaire dans l'Afrique Occidentale. A cette courte énumération nous n'hésitons pas à ajouter : en Océanie, pour la sauvegarde de nos intérêts dans le Pacifique, tout l'archipel des Nouvelles-Hébrides, soumis encore au déplorable régime du *condominium* anglo-français, ce groupe insulaire étant l'annexe nécessaire de la Nouvelle-Calédonie au triple point de vue géographique, commercial et politique.

Quant au Cameroun, c'est avec satisfaction que nous constatons un courant général dans la presse et l'opinion publique pour l'attribution entière à la France de cette région privilégiée, « qui équivaut par son territoire à tout l'Empire allemand, la Silésie non comprise ».

Par exemple, dans son ouvrage si documenté : *La paix en 1916,* M. Stéphane Juge réclame « la cession par la Prusse à la France des colonies africaines du Cameroun et du Togo ». Dans un récent fascicule

du *Correspondant,* M. Biart d'Aunot, à propos « de la réorganisation de notre système colonial », écrit, en parlant de notre pays : « Ses possessions africaines, complétées par l'adjonction probable du Cameroun allemand, forment à elles seules un immense et magnifique Empire, où nos activités pourront se donner carrière pendant plusieurs siècles. »

C'est avec beaucoup de justesse qu'au cours d'un article paru dans la *Dépêche Coloniale,* « Problèmes africains d'après guerre », M. Henri Lorin dit que le partage territorial sur le noir continent doit être réglé entre les Alliés « comme un chapitre de remaniement colonial d'*ensemble* » et non pas comme une affaire locale ou même régionale, considérée isolément. Il faut que la question de grande envergure soit envisagée à un point de vue général et solutionnée de façon absolument équitable pour notre nation.

Certes la France, elle, n'est pas atteinte de mégalomanie, mais elle n'entend pas se voir, le moment venu, frustrée des parts légitimes qui lui reviennent en Asie, en Afrique et en Océanie. Il ne sera pas dit qu'elle aura dépensé sans compter tant de milliards, que tant de ses meilleurs enfants auront versé leur sang avec une héroïque prodigalité, pour que notre pays, leurré et résigné, assiste, *sans compensations suffisantes,* à l'énorme extension de l'influence, du prestige, des intérêts matériels et moraux des autres, moins imprévoyants, moins naïvement désintéressés, et, surtout, plus résolus, plus audacieux !

2 mars 1916.

La lutte dans l'Est africain allemand

PAS D'ÉCHANGES — LA PEINE DU TALION

La prise, par les vaillantes troupes belges du général Tombeur, de Tabora dans l'Est africain allemand, la dernière des colonies tudesques non encore tout à fait conquise, marque la fin de la domination germanique d'outre-mer non seulement sur le noir continent, mais encore dans les deux hémisphères ; et c'est là un événement signalé, un coup des plus durs pour l'orgueil pangermaniste, qui avait rêvé de constituer à travers l'Afrique, de la mer des Indes à l'Atlantique et en accaparant les fertiles régions lacustres du centre, un gigantesque empire colonial sur les ruines des domaines anglais, français, belge et portugais. « Il règne chez les Allemands de tous les partis, écrivait M. Tibal en mai 1914, presque à la veille de la guerre, dans la *Revue hebdomadaire* (l'Impérialisme colonial allemand) une touchante (!) unanimité pour réclamer des transformations radicales de la carte d'Afrique, car c'est en Afrique qu'ils placent leur futur empire colonial. — Un peu partout écrivains et publicistes sonnent la curée dont les faibles feront les frais ! »

L'Est africain allemand, en effet, était la création

préférée des coloniaux et des pangermanistes; c'est sur cette région privilégiée qu'ils avaient fondé le plus d'espoirs. Il faut reconnaitre que le Gouvernement de Berlin, surtout pendant l'administration fébrile de cet « homo novus » Dernburg, chef du « Reichskolonialamt », avait gâté cette possession africaine et qu'on avait dépensé avec prodigalité pour l'organiser, la mettre en valeur et développer son essor économique.

Cette immense et riche colonie, baignée à l'est par l'Océan Indien, confinant aux grands lacs Victoria Nyanza et Tanganyika, traversée par une longue chaine de montagnes dont les cimes neigeuses dans les massifs du Kénia et du Kilimandjaro se dressent jusqu'à 6.000 mètres, arrosée par trois fleuves majestueux, la Rovouma, le Rufidji et le Pangani, pourvue de vingt bons ports, avec une flore luxuriante, des productions variées et une faune abondante en pachydermes, représente un magnifique domaine, couvrant une superficie de 100.000 kilomètres carrés environ avec une population de 6 à 7 millions d'indigènes.

M. Camille Fidel, secrétaire général de la « Société des Études Coloniales et Maritimes » a écrit dans sa brochure : *L'Allemagne d'outre-Mer :* « L'Afrique Orientale est arrivée à un développement économique sensiblement égal à celui de notre grande île de l'Océan Indien. » Ainsi en 1912, soit deux ans avant la guerre, le total des importations et des exportations pour la colonie allemande avait atteint

102 millions de francs, tandis que le mouvement commercial pour Madagascar, où des Dieppois de la « Société de l'Orient », encouragés par Richelieu, trafiquaient dès 1626, ne dépassait pas 110 millions.

Or, c'est seulement à partir de 1885 que fut proclamé le protectorat germanique sur les territoires de la côte orientale d'Afrique : N'guru, Witu et Usagara, à la suite des agissements dans ces parages du trop célèbre Dr Peters, auteur de l'ouvrage : *Das Deutsch-Ostafrikanische Schutzgebiet* (1895), le cynique partisan de la manière forte ou plutôt de la « violence aveugle » à l'égard des Noirs, traités par cet énergumène de « brutales Vieh » (brutal bétail), comme l'a fait ressortir M. Maurice Muret dans son ouvrage si suggestif *L'Orgueil allemand.*

A propos de ces menées ambitieuses du Dr Peters et de celles de l'explorateur Rohlfs, bombardé consul général d'Allemagne auprès du sultan de Zanzibar Seyid Bargasch, des difficultés faillirent s'élever avec l'Angleterre qu'inquiétaient ces intrigues, et en 1888 toute la côte du Zanguebar fut bloquée par l'escadre de l'amiral Knorr ; mais un accord intervint entre les deux puissances et les frontières de la nouvelle colonie furent fixées par une série de conventions passées en 1886, 1888, 1890 et 1891 avec l'Angleterre, l'État libre du Congo, le Portugal et le sultan de Zanzibar, rangé ensuite sous le protectorat britannique.

De puissantes sociétés avaient été fondées en Allemagne pour l'exploitation des nouveaux territoires, en première ligne la *Deutsch-Ostafrikanische Gesell-*

schaft, d'abord investie de droits souverains et constituée au capital de 12.500.000 francs, puis diverses compagnies de plantation.

L'exportation des principaux produits suivit une rapide progression annuelle, par exemple en 1912 sur une valeur totale de 21 millions de francs pour la production du caoutchouc dans l'ensemble des possessions germaniques la part de l'Afrique Orientale était de 6 millions ; l'exportation du chanvre de sisal montait à 5.500.000 francs pour cette colonie, qui, en outre, produisait une quantité de 12.000 balles de coton.

Mais ce qui a surtout caractérisé l'effort considérable de l'Allemagne dans ces pays africains, ç'a été le surprenant développement des voies ferrées ; ainsi il n'a fallu que neuf ans pour construire la ligne longue de 1.250 kilomètres, réunissant à Kigoma, sur la rive orientale du Tanganyika, le port de Dar-ès-Salam, hier encore capitale de la colonie germanique et récemment tombé au pouvoir des forces anglaises ; la dépense a atteint 125 millions de francs, mais le trajet entre la mer des Indes et le grand lac de l'Intérieur, qui exigeait quarante-deux jours, a été réduit, grâce au ruban de fer, à trente-six heures.

L'importance si grande que les négociants allemands attachaient à cette entreprise, c'est qu'ils espéraient, par un réseau de chemins de fer étendu, drainer à leur profit le commerce du Congo belge oriental, déjà qualifié d' « Hinterland économique », ainsi que les immenses richesses minières du Katanga.

Enfin, le rail une fois poussé jusqu'au Cameroun et aux rives de l'Atlantique, le colossal programme de domination ferroviaire du Centre africain serait alors devenu pour l'Allemagne une réalité !

Les corps expéditionnaires anglais, appuyés au sud par un contingent portugais, à l'ouest par les colonnes belges, qui avaient déjà secondé avec efficacité les Alliés au Cameroun, ont détruit le rêve fantastique d'hégémonie allemande dans l'Afrique Orientale.

L'Est africain va sans doute passer sous la souveraineté britannique d'après les accords internationaux entre les puissances alliées, comme le Cameroun entier ne peut manquer d'être attribué à la France, n'en déplaise aux étranges commentaires de la *Tribune de Genève,* où, dans un article intitulé « Le sort des colonies allemandes » (peut-être un ballon d'essai), on pouvait lire le mois dernier : « Personne ne peut prévoir ce qui en adviendra... Pour le moment, c'est une valeur d'échange de premier ordre. »

Les colonies allemandes valeur d'échange contre quoi ? avons-nous le droit de demander. Nous ne supposons pas qu'il puisse s'agir de trocs louches contre les territoires envahis par l'ennemi en France à l'est ou au nord, ou en Belgique ? Comme l'a relevé avec indignation M. Bourdarie dans la *Dépêche Coloniale :* « Ce n'est pas d'un échange qu'il s'agit aujourd'hui, mais bien de la défaite totale de l'Allemagne. Nous n'allons pas lui rendre des colonies, qui contribueraient à lui permettre de rétablir sa pros-

périté économique, dont elle ferait à nouveau un instrument d'impérialisme agressif et brutal. »

Ni par voie d'échange, en effet, ni autrement, l'Allemagne ne doit recouvrer son domaine d'outre-mer, et cela pour des motifs d'ordre humanitaire, économique et stratégique. Aucune discussion ne saurait être admise à cet égard. Les Allemands se sont conduits avec une révoltante inhumanité envers les indigènes exploités sans merci, pressurés, trop souvent même torturés !

Une fois redevenus maîtres de leurs colonies, les Teutons s'en serviraient pour mener contre les Alliés une guerre économique déloyale, pour faire de leurs possessions autant de dangereux points d'appui, antres menaçants de torpilleurs et de sous-marins, contre les stations navales et la marine marchande de leurs voisins, Français ou Anglais.

N'oublions pas qu'un publiciste connu, M. Daniel Frymann, dans son pamphlet *Wenn ich der Kaiser wäre* (Si j'étais l'Empereur), a écrit : « Nous prendrons parmi les colonies françaises ce qui conviendra le mieux aux besoins de l'Allemagne. » De son côté, Alfred Kerr dans son ouvrage, *L'Énigme allemande,* a dit : « La paix du monde pour l'Allemagne, c'est de posséder des colonies. Les vôtres sont belles ! » et il s'adressait à un interlocuteur français.

C'étaient là des opinions courantes dans les cercles pangermanistes. La déplorable convention franco-allemande du 4 novembre 1911 (Dieu merci ! glorieusement effacée au Congo) a révélé quels étaient les

voraces appétits du « Monstre tudesque », brûlant d'engloutir tous les territoires africains de la France et de l'Angleterre. Aujourd'hui les rôles sont renversés. Que les Alliés profitent sans ménagement de leurs victorieux avantages ! Les crimes inexpiables des Allemands défendent toute pitié et commandent à l'égard de ces Barbares la rigoureuse application de la peine du talion. *Patere legem quam ipse fecisti !*

11 octobre 1916.

L'intégralité de notre Empire colonial

Il est à craindre que l'opinion publique en général n'apprécie pas suffisamment l'énorme valeur de notre immense empire colonial, tant asiatique qu'africain, couvrant plus de 11 millions de kilomètres carrés et peuplé de 50 millions d'habitants environ. Se rend-on bien compte des inappréciables services que nos colonies nous ont rendus depuis l'ouverture des hostilités et des multiples ressources que la métropole pourrait en retirer après la guerre aux points de vue militaire, maritime, agricole, minier et économique, sans parler de la question capitale du ravitaillement ?

Dans nos possessions extérieures on trouve tout ce dont nous avons besoin pendant la guerre comme en temps de paix, en particulier une partie des matières premières qui ne peuvent plus venir des Empires centraux. Pour ne citer que deux exemples typiques : Madagascar et le Congo, grâce à des exploitations bien aménagées, sont à même de nous fournir tout le caoutchouc dont nous avons l'emploi, et par ailleurs l'Indo-Chine est la contrée la plus fertile en riz qui existe. La moyenne annuelle d'exportation de cette céréale dépasse 15.000 quintaux, et n'oublions pas que, suivant des hygiénistes de haute valeur, la farine

de riz est très capable de remplacer, dans de certaines limites, celle de blé. Ce n'est pas là une quantité négligeable par le temps qui court, alors qu'à propos de notre approvisionnement de blé on se préoccupe de la grave question de « la soudure » jusqu'à la prochaine récolte.

« C'est à son empire colonial, a écrit M. du Vivier de Streel dans la *Revue de Paris,* que l'Angleterre doit d'être le peuple le plus riche du monde. Notre empire colonial peut dès maintenant absorber deux ou trois fois la valeur des marchandises que nous exportons à l'étranger. Notre pays est le seul en Europe à ignorer les ressources de ses possessions d'outre-mer. La France s'est assuré, grâce à la clairvoyance des Jules Ferry et des Étienne et à la valeur de ses soldats, à la fois une gloire impérissable et des éléments de prospérité qui lui permettront, quand elle le voudra, d'être l'égale de l'Angleterre et des États-Unis. La perspective de substituer les colonies françaises à l'étranger pour l'importation dans la métropole de 4 milliards de matières premières n'est pas un rêve né dans le cerveau d'esprits chimériques ou illuminés. » Ce sera, quand nous le voudrons, une réalité.

Il ne faut pas douter, a dit de son côté avec compétence M. J. Dybowski, explorateur connu et inspecteur général de l'Agriculture coloniale, au cours d'une belle conférence : *Nos colonies pendant la guerre,* faite à la *Société de Géographie* à Paris, il ne faut pas douter que la dure leçon que subit l'Europe servira à

remettre chaque chose à sa place, et sans doute l'ardente convoitise allemande nous montrera mieux à nous-mêmes la valeur que nous devons attacher à la possession et à l'amodiation méthodique de notre admirable empire colonial.

« On peut dire qu'il est, sous tous les rapports, le « complément » indispensable de la métropole : complément par ses vastes surfaces aux sols riches et féconds ; complément par ses produits si divers dont la vie moderne ne sait se passer ; complément enfin par ses nombreux millions d'indigènes qui constituent en même temps une force de production et de défense. »

N'est-il pas déplorable de penser qu'avant la guerre, sur 2 milliards de denrées coloniales importées par nos nationaux, notre domaine d'outre-mer ne nous en procurait que 595 millions, et pourtant les ressources, pour ne parler que de l'Afrique Occidentale française, y sont pour ainsi dire illimitées en arachides, en gommes, en cacao, en coton, etc. ? Il est donc de toute nécessité pour l'industrie française de s'affranchir de l'humiliant et coûteux tribut qu'elle paie bénévolement, à l'étranger ou aux colonies, à d'autres puissances, souvent moins bien partagées.

Par exemple, pour ne parler que de l'Allemagne et de l'Indo-Chine, le pavillon germanique était parvenu avant la guerre, en 1912, à obtenir le premier rang parmi les pavillons étrangers, en arrivant de suite avant la France et battant l'Angleterre. En quatre ans seulement, d'après les statistiques très sug-

gestives fournies par M. G. Devraigne dans une brochure distribuée par les soins du ministère des Colonies à la foire de Bordeaux (1917), les Allemands, fidèles disciples du principe bien connu : « La marchandise suit le pavillon », ont chargé et déchargé à Saïgon pour 123.000 tonnes, représentant près de 135 millions de francs. En Annam toutes les relations commerciales entre Tourane et Hong-Kong étaient assurées par un vapeur allemand.

« La constatation de cette situation, quoique pénible, déclare M. Devraigne, nous oblige à reconnaître que le pavillon allemand était sur le point, à la veille de la guerre, de prendre la première place dans le trafic maritime indo-chinois ; puisse cet état de choses inciter notre marine marchande à un gros effort, pour que, dès l'après-guerre, les compagnies françaises, en augmentant leurs tonnages et surtout en diminuant les frets, puissent reprendre la situation perdue ! Mais la substitution ne se fera pas sans lutte ; car dès aujourd'hui les Allemands sont remplacés par les Japonais qui, de 178 bâtiments dans les eaux indo-chinoises en 1913, ont eu 489 vapeurs et 915.100 tonneaux en 1915. »

Et ce n'est pas un cas isolé que celui de la situation prépondérante accaparée par la marine marchande et le commerce de l'Allemagne dans l'Indo-Chine française. *Ab uno disce omnes*. Il est donc grand temps pour nos armateurs et nos négociants, soutenus efficacement par les Pouvoirs publics, de s'activer, d'agir et de réagir.

Mais, pour que la France puisse remplir le grand rôle qui lui incombe, il est indispensable que son empire colonial conserve toute sa valeur territoriale, provenant du gigantesque bloc constitué par la liaison de la métropole et de ses vastes dépendances africaines, qui s'espacent des rives méridionales de la Méditerranée jusqu'au centre du noir continent, avec les belles perspectives du Transsaharien, appelé à relier notre Algérie et notre Tunisie à la Boucle du Niger, au lac Tchad et au Congo.

A ce propos un principe s'impose avec un caractère absolu : c'est celui de *l'intégralité* de notre domaine colonial ; c'est là une question *sine qua non* et sur laquelle notre pays a certainement un intérêt majeur à s'affirmer d'ores et déjà avec la plus grande énergie. Ainsi nous ne saurions admettre, comme on le préconise dans certains milieux d'au delà des Alpes (1), l'extension des frontières sud de la Libye jusqu'au Tchad, pas plus que le projet de chemin de fer (hier encore cher aux Allemands dans leurs ambitieuses visées d'avant-guerre) via Tripoli-Tchad ; car du coup notre grande œuvre dans l'Afrique du Nord, qui nous a coûté tant d'héroïques efforts, de millions et de vies humaines généreusement sacrifiées, serait sapée, ruinée par la base !

Certes, nul en France ne songe à contester les légitimes aspirations de la noble nation sœur. Parmi

---

(1) Voir à ce sujet : *La nostra pace coloniale,* par Giuseppe Piazza, et *I diritti d'Italia oltremare,* par G. A. Rosso.

les dépouilles de l'Empire ottoman condamné la Maison de Savoie a sa part en Asie Mineure : Smyrne et, au nord de la Syrie, Adalia avec la région voisine sur laquelle veillera l'île de Rhodes, station stratégique de premier ordre qu'occupe et compte garder l'Italie.

Mais par contre en Afrique la France, fidèle à sa mission civilisatrice, ne peut déchoir, en laissant mettre en question ses droits acquis fondés sur un tel passé de sacrifices et de gloires ; elle ne peut renoncer à aucun des territoires sur lesquels flotte son drapeau qui, dans ses plis généreux, a apporté aux indigènes opprimés et misérables l'affranchissement, la prospérité et la régénération morale !

Les ombres des grands Africains, fils de la France, les Bugeaud, les Lamoricière, les Faidherbe, les Morès, les Borgnis-Desbordes, les Crampel, les Savorgnan de Brazza, les Gallieni, les Largeau, etc., frissonneraient d'indignation et se dresseraient courroucées dans leur tombeau pour jeter l'anathème aux Français, qui, par une coupable compromission, laisseraient mettre en péril, au triple point de vue politique, stratégique et économique, les éblouissantes destinées de notre domination africaine aux horizons infinis !

Tout au plus, pourrait-on donner satisfaction aux demandes raisonnables de nos amis les Italiens, concernant la suppression des angles rentrants de la frontière algéro-tripolitaine, qui interceptent les rapports directs par caravane entre Rhadamès, Rhat

et Tummo. Naturellement cette rectification de limites, très avantageuse à l'Italie, ne pourrait être consentie que moyennant la sauvegarde des intérêts de l'Algérie et de la Tunisie pour les routes caravanières.

Une autre considération d'importance capitale doit guider l'orientation de notre politique coloniale; nous voulons parler du maintien, à tout prix, de certains points d'appui indispensables au rattachement des principaux satellites de notre empire d'outre-mer, tels que Madagascar et l'Indo-Chine, séparés par des distances considérables. Au premier rang de ces stations d'« ordre impérial » figure Djibouti, bifurcation des voies maritimes entre la métropole et la mer des Indes d'une part, et l'Extrême-Orient de l'autre.

Djibouti, port en pleine prospérité, qui s'est vite développé merveilleusement et que les Italiens seraient heureux d'avoir; Djibouti, tête de ligne du chemin de fer franco-éthiopien; Djibouti, débouché du Harrar et des régions méridionales de l'Abyssinie; Djibouti situé près de la sortie de la Mer Rouge et du détroit de Bab-el-Mandeb, suivant la juste remarque de M. Pierre-Alype dans son ouvrage *L'Éthiopie et les convoitises allemandes,* attire, par sa position géographique au carrefour des routes maritimes les plus fréquentées, la préférence des flottes étrangères provenant de l'Océan Indien, des mers de Chine et du Pacifique.

La conservation intégrale des droits de notre pays sur Djibouti et la côte française des Somalis est in-

timement liée à l'indépendance même de l'Éthiopie (garantie par l'accord anglo-franco-italien du 13 décembre 1906), empire sur lequel, depuis la déposition du négus germanophile et renégat, règne l'impératrice Zéoditou, habilement secondée par le régent Taffari, ami de la France.

Une Abyssinie absolument autonome, libre de ses communications avec la mer par la ligne ferrée aboutissant à la baie de Tadjourah, est nécessaire à l'équilibre des trois puissances de l'Entente dans l'Afrique orientale. En dépit des visées irréalisables de certains milieux transalpins, l'indépendance de l'Éthiopie contribue à la solidité du bloc colonial établi par la France des frontières de la Tripolitaine aux côtes du Magreb-el-Aksa sur l'Atlantique et, par là même, assure notre œuvre majestueuse de civilisation sur la façade africaine de la Méditerranée.

9 juin 1917.

Un grand destin commence

Titre grandiloquent à un ouvrage sensationnel, dans lequel un maître en géographie, un militant de notre expansion coloniale et un enthousiaste de notre conquête africaine, fait étinceler en termes, fulgurants comme des zigzags d'éclairs, la grandeur future de l'Impérialisme français dans le monde à côté des autres impérialismes léviathans, latin et slave. Domination majestueuse se prolongeant jusque dans les profondeurs ténébreuses du noir continent, temple colossal se dressant superbe sur les ruines de l'hégémonie allemande à jamais brisée en Europe et au delà des mers ! « L'avenir de la France (agrandie à l'est, ajouterons-nous, jusqu'au Rhin) est en Afrique et là seulement », a clamé Onésime Reclus dans son volume singulièrement suggestif : *Un grand destin commence,* notre nation devant y trouver la juste compensation de la perte si malheureuse du Canada et des Indes.

Ce livre est posthume, car le grand géographe, frère d'Élisée Reclus et son émule dans la science de la Terre, mais, lui, spécialisé dans l'étude de la France et de ses colonies, s'est éteint le 30 janvier 1916, sans que le patriote, « comme grisé d'ivresse nationale », ait pu voir reconnue sans conteste la primauté fran-

çaise s'espaçant de l'Afrique du Nord, qu'il appelle l'Afrique Mineure ou « Atlantide », jusqu'à l'Équateur.

Onésime Reclus s'était déjà fait connaître par des œuvres de valeur transcendante, telles que *La Terre à vol d'oiseau, Le Partage du Monde, Le plus beau Royaume sous le ciel,* hymne d'effusion lyrique à la louange du pays natal et merveilleuse description dans un style d'une richesse éblouissante, ouvrages qui lui avaient d'emblée conquis la faveur populaire; mais son esprit était fasciné par le troublant mirage des visions africaines. Il aimait à rappeler la date de 1830, non pas pour la Révolution qui le laissait assez indifférent, mais comme point de départ de la pénétration française en Afrique et pour le célèbre coup d'éventail du dey d'Alger, insulte fièrement relevée par la monarchie des Bourbons à son déclin. L'Algérie ne fut pas le don de joyeux avènement, mais le legs généreux fait à la France par une royauté xpirante!

Un peuple colonisateur, que les princes de la Maison d'Orléans devaient conduire aux exploits et à la victoire sur la terre d'Afrique, reprenait dans l'ancienne Mauritanie césarienne la glorieuse œuvre millénaire des proconsuls. C'est sur le continent africain, insiste Onésime Reclus, animé d'un patriotisme géographique supérieur au patriotisme historique de Michelet, « que nous devons prétendre à un joyeux agrandissement de notre famille ». Et il ajoute que, puisqu'il faut nous borner, c'est en Afrique et pas

ailleurs qu'il convient de nous *incruster* pour la longue durée qui est la seule éternité des peuples.

Les raisons de cette préférence, peut-être trop exclusive, il les fonde d'abord sur la proximité de l'Afrique, « telle à vrai dire que l'Empire touche presque à la métropole », la Méditerranée, appelée « Léman magnifique », unissant, bien plus qu'elle ne sépare, les bords africains et les rives provençales.

Ne retrouve-t-on pas, en effet, à moins de 200 lieues de la France, sur les côtes et les massifs du Nord africain, un jeune peuple fécond, frémissant d'activité, « dont des milliers d'Espagnols, d'Italiens, de Maltais, de cosmopolites ravivent incessamment l'effervescence vitale » ?

Onésime Reclus compte aussi beaucoup sur l'influence de la langue française pour assurer notre domination dans la « Nouvelle France », dont Prévost-Paradol avait entrevu les brillantes destinées.

Suivant lui l'unité de langage doit forcément amener l'unité des esprits et des cœurs, noble but, assurément, auquel doivent tendre tous nos efforts de civilisation humanitaire sur le noir continent. A la grande diffusion pacifiquement conquérante de notre parler il ne voit pas de difficultés et, avec cet esprit bien gaulois dont l'écrivain si prime-sautier sait saupoudrer ses théories, notre auteur voit déjà dressées d'Alger à Brazzaville, voire au Katanga, à travers les Congos belge et français, les *lettres de faire part* du décès des idiomes nègres et négroïdes. Il est certain qu'il serait inutile de faire venir une troupe de

« pleureuses » poussant des gémissements et se déchirant le sein aux obsèques de « l'anarchie de parole qui caractérise la plupart de nos domaines africains », à travers les régions de l'Afrique polyphone. Exception naturellement est faite pour le grand idiome religieux, l'arabe, qui sur de vastes territoires est parvenu à supplanter les parlers locaux. La disparition des idiomes ou « patois » africains est fatale et surviendra peut-être plus tôt qu'on ne se le figure.

Onésime Reclus cite sur ce sujet une amusante boutade de Savorgnan de Brazza, disant un jour à un de ses amis : « Je me propose de faire enregistrer par le phonographe d'abondants passages de langues de par ici (région du Congo), qui n'existeront plus dans cinquante ans. » C'est ainsi qu'avec plus ou moins de rapidité, mais inévitablement, surgira dans le nord de l'Afrique, grâce au parler français, « la communauté de pensée, que cimentera la même langue après le même héroïsme devant les mêmes mitrailleuses ! »

Belle prophétie de l'érudit géographe doublé d'un grand patriote !

Aux yeux du philosophe le plus puissant moyen de domination effective est le facteur linguistique, inséparable de la notion de patrie et qu'il considère comme le *substratum* des empires, le véhicule incomparable des civilisations. D'ailleurs de ses nombreux ouvrages d'une concision à la Tacite se dégagent comme idées maîtresses la langue et l'ambiance tellurique, ce que Taine appelait « le milieu » ; mais le

savant rejette, peut-être de façon trop absolue, l'important facteur de « la race », si cher à l'auteur célèbre des *Origines de la France contemporaine,* et sur lequel le comte de Gobineau, à la mentalité germanique, avait édifié tout un système reposant sur des bases trop fragiles. Onésime Reclus brûle de voir, grâce à la propagande du peuple algérien, « vigoureux rejeton de notre vieux tronc gallo-romain », le parler français devenir, avec l'aide de la Belgique congolaise, prépondérant des contreforts de l'Atlas au bassin du Zambèze; mais pour le « grand Œuvre », qu'Onésime Reclus appelle de ses vœux, il faut réunir les membres disjoints du Colosse (France ultraméditerranéenne, Tchad, Niger, « qui vaut le Nil », et Congo) par le chemin de fer transsaharien, épine dorsale de notre Afrique invertébrée et qui ferait de nos territoires dispersés une seule et même « baronnie ».

Suivant lui, la France civilisatrise et héritière de Rome ne doit pas hésiter à suivre l'exemple du peuple roi qui, après avoir subjugué les Gaules, sut les « romaniser » par son prestige et un ensemble de géniaux procédés. A l'instar de ces admirables artisans de la civilisation latine, pour que notre nation s'acquitte de sa sublime mission en Afrique, Onésime Reclus lui recommande de s'appuyer sur la majesté du nom français, la supériorité flagrante de notre civilisation, la diffusion de notre langue nationale, un réseau serré de chemins de fer et de routes (remplaçant les grande voies romaines et stratégiques), un vaste système d'irrigations, le maintien des insti-

tutions locales, la tolérance envers les Musulmans et les Fétichistes, enfin une patience infinie dans le temps et dans l'espace. Ce dernier conseil vient d'un sage, d'un patriarche, qui a mûrement réfléchi au milieu d'un monde fiévreux, où tout galope d'un train vertigineux, où l'on brûle trop vite les étapes.

Notre auteur est persuadé que si, malheureusement, l'Afrique nous échappe, nous tomberons au rang inférieur de ces petits peuples qui mâchent et remâchent leurs stériles gloires ancestrales. « Il n'est, avance-t-il, qu'un travail immense comme la restauration, la consolidation, la perfection de l'empire d'Afrique, pour désenvaser la France, pour l'enlever aux mille et une écoles de la science, qui ne sont pas l'école de la vie. Lui seul peut nous arracher à la stérilité, à la frivolité, à la stupidité, vaincre l'inertie, la folie, l'utopie, la bureaucratie, la routine ! »

Ce qui est remarquable chez Onésime Reclus, il est vrai l'ami du curé Labelle du Canada, c'est que, quoique mêlé à des cercles plutôt « areligieux », il ait su s'affranchir de préjugés contre notre religion et considérer l'Islam, « qui a, disait-il à regret, ses avocats chez les Chrétiens », comme nuisible au triomphe de la France sur le noir continent. Les lignes suivantes sont à l'éloge du penseur réellement libéral, qui n'avait pas « une dévotion superstitieuse à la Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen » :

« Un État vraiment indépendant (ce que devrait être la France), écrivait-il, favoriserait les missions soit catholiques, soit protestantes et les laisserait ab-

solument libres », et, pour enlever le plus possible de terres à l'Islam dans le sud, il engage à confier « l'œuvre aux missions chrétiennes de prêtres dévoués jusqu'à la mort, souvent même ambitieux du martyre ! » Excellent conseil que la métropole aurait grand avantage à voir suivre en Afrique par les autorités françaises, qui, parfois, préférant le Croissant à la Croix, se montrent trop zélées pour la religion de Mahomet.

Mais, pour que le fleuve de vie, sous l'action bienfaisante de la France, coule de la Méditerranée aux sources du Congo, est-il nécessaire d'abandonner le magnifique empire qu'au prix de tant d'héroïques efforts nous avons fondé en Indo-Chine, de démolir chez les Jaunes pour construire chez les Noirs, comme, avant la guerre, le proposait Onésime Reclus dans son volume : *Lâchons l'Asie, Prenons l'Afrique !* La France, protectrice de ses fidèles clients les Maronites, peut-elle renoncer aux destinées que lui réservent en Syrie et en Palestine un illustre passé historique et de généreuses traditions séculaires? Aucun esprit soucieux du grand rôle que doit jouer la France en Asie Mineure et en Extrême-Orient comme en Afrique ne saurait souscrire à une pareille abdication ! Aussi le mot hardi d'Onésime Reclus « Lâchons l'Asie » ne doit pas être pris à la lettre; mais, si nous n'adhérons pas au premier terme du titre de son curieux volume, attachons-nous vigoureusement au second : « Prenons l'Afrique ! »

Quoi qu'il en soit, l'ouvrage (testament politique

d'Onésime Reclus) *Un grand destin commence,* paraît à son heure comme solide argument contre toute velléité soit de restituer la moindre colonie africaine à l'Allemagne, aussi ambitieuse que jamais, soit de céder aux convoitises des nombreux nationalistes au delà des Alpes certains de nos territoires du Tchad ou de notre Somalie, débouché de l'Abyssinie sur la mer. Que la métropole ne perde pas de vue le programme grandiose de primauté française en Afrique, que l'éminent géographe, doublé d'un poète aux accents enflammés, a tracé avec une logique irréfutable, une profonde conviction et, quoique octogénaire, avec un juvénile enthousiasme !

29 août 1917.

VI

Questions de nationalités

Le Lion de Flandre

SUR LES BORDS DE LA LYS (1302-1914)

Dans la Belgique, petite par son étendue, mais grande par l'héroïsme de ses habitants, dans la Belgique envahie, pillée, incendiée, saccagée par les hordes des Huns modernes, mais quand même indomptée et indomptable, le sud de la Flandre Occidentale de la mer à la Lys reste jusqu'à ce jour, avec les deux villes d'Ypres et de Tournai, *immaculé,* je veux dire indemne de l'immonde souillure de la soldatesque allemande : Ypres, autrefois victorieuse rivale de Bruges et de Gand, jadis peuplée de 200.000 habitants, aujourd'hui réduite à une population de 17.000 âmes, mais toujours fière de son énorme beffroi et de ses majestueuses halles, vaste édifice ogival du quatorzième siècle ; puis la jolie ville de Tournai, en flamand *Kortyk,* féconde en traditions touchantes et en souvenirs illustres, ornée de beaux édifices gothiques, tels que son hôtel de ville ou sa cathédrale, et campée pittoresquement sur les rives ondoyantes de la Lys, où l'on cultive le lin si recherché, que de laborieux travailleurs transforment en toiles fines ou en « valenciennes ». Dieu veuille que les forces franco-anglaises qui opèrent dans ces

parages, témoins déjà de tant de sièges et de combats, puissent préserver de la fureur destructrice des Barbares ces chefs-d'œuvre de l'art, ces nombreuses usines, ces demeures de braves ouvriers ou paysans, fidèles aux traditions des héroïques *Communiers* des temps moyenâgeux !

Tandis qu'à présent les soldats français marchent fraternellement, coude à coude, avec les valeureux Belges pour repousser l'odieuse agression tudesque, n'est-il pas intéressant de rappeler que dans cette même région flamande, il y a six siècles (11 juillet 1302), une armée française livra contre les Flamands révoltés la célèbre *Bataille des Éperons d'or,* « un des événements les plus importants du Moyen Age, a écrit M. Funck-Brentano, autant au point de vue de l'histoire politique et de l'histoire sociale que de l'histoire militaire », combat meurtrier, qui assura l'indépendance de la patrie flamande et dont beaucoup de chroniques de l'époque ont narré les phases dramatiques et les sanglants épisodes ?

Les troupes de Philippe le Bel venaient de conquérir les provinces flamandes, mais la révolte y sévissait toujours, et la masse des *Communiers,* commandés par le duc Guillaume de Juliers et le comte Gui de Namur, avait pris position dans la plaine de Groeninghe, près de Courtrai, en face de l'armée du Roi, forte de 50.000 hommes et comprenant, avec des corps d'arbalétriers et de soudoyers, la « fleur » de la chevalerie française sous les ordres du comte d'Artois.

Un astucieux stratagème employé par l'habile « cheftaine » des bandes flamandes assura aux insurgés la victoire : il fit couper la plaine marécageuse de fossés profonds, de chausse-trapes dissimulées par des herbes et des branchages, dans lesquels les fougueux chevaliers, embarrassés par leurs pesantes armures de fer, vinrent culbuter et s'engloutir en une effroyable confusion, tandis qu'au cri vibrant de *Flandre au Lion,* les corps de métiers chargeaient sur ses deux flancs cette cavalerie désordonnée et vouée à une fatale extermination. Vingt mille combattants de l'armée royale jonchèrent de leurs cadavres le champ de bataille ; la gendarmerie française y laissa plusieurs milliers d'éperons dorés, portés par les chevaliers d'une bravoure trop téméraire dans cette désastreuse mêlée, d'où le nom bien connu de *Bataille des Éperons d'or.*

Quel contraste entre l'armement primitif des milices flamandes d'alors, munies du *goedendag,* sorte de coutre de charrue ou de long bâton ferré, aigu, et les fusils perfectionnés que porte aujourd'hui l'infanterie belge ! A propos de cette bataille il n'est même pas question chez les chroniqueurs de l'époque d'arquebuses et de mousquets et, sans parler des canons à main, de coulevrines ou de bombardes ; car l'artillerie proprement dite, qui progresse sans cesse et dont les effets sont de plus en plus foudroyants, ne fut digne de ce nom qu'à partir du quinzième siècle ; mais, même plus tard, avec le système de Vallière et le *tir direct* et de *plein fouet,* comme

les bouches à feu sous Louis XIV et Napoléon Ier sont loin de nos mitrailleuses, de nos pièces de 75, pas *howitzers* et de l'artillerie lourde en général !

Si les armes offensives ou défensives dans les Flandres ont changé, l'admirable courage des Belges, dignes descendants des *Communiers,* est resté immuable. Les vaillants soldats d'Albert Ier, ce roi sans royaume, qui paie d'exemple avec une telle intrépidité, n'en donnent-ils pas chaque jour une preuve éclatante dans leur lutte acharnée contre l'envahisseur ? Il y a quelques années, lors des belles fêtes de Courtrai, organisées pour célébrer le six centième anniversaire de la *Bataille des Éperons d'or,* le bourgmestre de cette ville, M. Reynaert, comme sous une inspiration prophétique, s'écriait :

« Le *Lion de Flandre* ne doit pas sommeiller. Non, il ne peut pas ! A la vérité notre peuple est actuellement heureux, unifié, libre et indépendant ; mais la prospérité n'est pas sans péril. Elle peut susciter la convoitise ou conduire, en se prolongeant, à une sécurité trompeuse. Soyons donc sur nos gardes. Si jamais des heures d'angoisse doivent venir, puissent-elles nous trouver préparés et unis ! »

Hélas ! avec les horreurs de l'invasion impitoyable, sauvage, infernale, elles sont venues ces heures d'angoisse, et bien plus épouvantables que personne n'aurait osé se l'imaginer.

Mais le *Lion de Flandre* s'est dressé altier, rugissant ; aucun coup, si terrible soit-il, ne saurait l'abattre, le terrasser, le détruire. Malgré l'avalanche

de furieuses attaques le Lion de Flandre, résolu à la lutte suprême, est toujours belliqueux, menaçant, l'œil en feu, l'espoir au cœur. Et ce n'est plus le lugubre tocsin, mais le joyeux carillon de la victoire et de la délivrance que quelque jour sonneront à toute volée les cloches des antiques beffrois, lorsque, avec le puissant concours des Alliés de France et d'Angleterre le Lion de Flandre tout glorieux aura chassé du sol national le féroce et ignoble sanglier tudesque.

24 octobre 1914.

La Belgique d'autrefois et la Belgique d'aujourd'hui

La grande salle de la Société de Géographie était trop petite pour contenir la foule pressée qui la remplissait et parmi laquelle nombre de Belges, venus entendre narrer les tragiques malheurs de leur pays ruiné, dévasté et les « gestes » de l'héroïsme superbe de leurs compatriotes. La séance était tenue sous la présidence d'honneur de M. Étienne, ancien ministre de la Guerre, et la présidence effective de M. Lallemand, membre de l'Institut ; sur l'estrade on remarquait : le baron Guillaume, ministre de Belgique en France, le général Gouraud, portant la plaque de la Légion d'honneur avec la Croix de guerre, et qui fut chaleureusement acclamé par l'assemblée ; les généraux Garnier des Garets et Lebon, le baron Hulot, le distingué secrétaire général de la Société de Géographie ; M. Cooreman, ministre d'État de Belgique, ancien président de la Chambre des Députés, les explorateurs commandants Zeil et de Gerlache, chefs des expéditions de la *Belgica* dans les régions du pôle Sud, ainsi que diverses notabilités politiques et scientifiques.

La conférence, faite par le littérateur et poète belge bien connu, auteur des *Barbares en Belgique,*

M. Pierre Nothomb, avait pour sujet palpitant « la Belgique d'autrefois et la Belgique d'aujourd'hui ».

M. Nothomb, au talent original et prime-sautier, a tenu pendant une heure l'auditoire d'élite sous le charme captivant de sa parole, où l'érudition le disputait à l'élégance du verbe et à l'élévation des pensées. A grands traits il a retracé l'histoire de son pays à travers les siècles, si mouvementée, parfois tragique, depuis le traité de Verdun au Moyen Age jusqu'à nos jours, en passant par l'épopée des Croisades, où resplendit le nom illustre de Baudouin de Flandre, par la brillante épopée des ducs de Bourgogne, ces fastueux grands-ducs d'Occident, auxquels n'ont manqué que la majesté et la couronne royales et qui se sont toujours refusés à se courber devant la hautaine arrogance de l'Empereur. Avec un heureux à-propos le conférencier a rappelé l'aventure lamentable de Charles le Téméraire, plein de confiance dans la parole impériale, qui lui avait promis la royauté. Le duc, en somptueux apparat, est tout prêt pour la grandiose cérémonie d'investiture, quand soudain, lui, le loyal chevalier de l'honneur, il se voit indignement « lâché », humilié, berné par le fourbe Frédéric III. Alors révolté, en proie à un sombre désespoir, Charles le Téméraire va courir follement à la défaite, à la mort sans gloire, dans une rencontre près de Nancy, champ de combat obscur, qui sera le lugubre tombeau de l'éblouissante dynastie des ducs de Bourgogne, obstinément rebelles à se plier devant l'hégémonie impériale et allemande. Dans ce drame à

l'allure shakspearienne on découvre déjà la perfidie, la mauvaise foi cynique de l'Allemand, qui se trahira encore en 1814 (lors de la constitution du nouveau royaume des Pays-Bas), car la Prusse poursuit sans trêve, *per fas et nefas,* ses ambitieuses visées de la Meuse pour frontière. Cette convoitise qui devait prendre à un siècle d'intervalle la forme la plus brutale et la plus odieuse, nous la retrouverons encore en Prusse au mois d'août 1914 à l'égard d'une monarchie, d'une petite nation, grande par son sublime sacrifice et dont le seul crime est de barrer à un « Empire de proie » d'une part le chemin de la mer et de l'autre la route d'invasion de la France, qu'on veut surprendre traîtreusement et assommer par une attaque brusquée.

Le conférencier a fortement fait ressortir que la Belgique avec son territoire des neuf provinces n'est pas une création diplomatique et artificielle datant de 1830, sorte de génération spontanée, éclose sur le tapis vert d'un congrès d'ambassadeurs, mais que son unité, trempée comme l'acier, s'est cimentée dans le sang des martyrs d'abord sous Philippe II et la dictature du duc d'Albe, puis lors du divorce hollando-belge.

Ce petit peuple bilingue, moitié flamand et moitié wallon, établi sur un territoire formé par deux alluvions de grands fleuves, semble situé là, comme à un carrefour géographique, pour empêcher, à l'instar d'une solide barrière, le dangereux contact entre de puissants adversaires. N'est-ce pas merveille qu'ait pu

se constituer quand même et durer cette nationalité belge, formée malgré les obstacles successifs que l'Allemagne opiniâtre lui a opposés au cours des siècles et en se soustrayant à l'étreinte étouffante des Habsbourg et ensuite des Hohenzollern ?

Si cette nationalité, comme M. Nothomb l'a nettement mis en relief, ne datait que d'hier, la Belgique aurait-elle pu faire jaillir de son sol, si généreux soit-il, cet héroïsme d'un peuple se sacrifiant au culte de la parole donnée, de l'honneur, s'immolant à la paix du monde, frappé d'admiration devant une telle grandeur d'âme, presque surhumaine? En 1914, la Belgique décimée, ravagée, martyrisée, mais inébranlable dans son invincible résistance patriotique, a continué le noble geste de son histoire séculaire, car son présent est contenu en germe dans son glorieux passé.

Et maintenant, que dirions-nous du discours de M. Carton de Wiart, ministre de la Justice de S. M. le Roi des Belges, et qui, à tous les titres, a déjà conquis droit de cité parmi nous ?

Non seulement cet homme d'État si sympathique, écrivain à ses heures, auteur de deux beaux livres *La Cité ardente* et *Les Vertus bourgeoises,* a la parole et le geste de l'orateur, maître dans l'art de bien dire ; mais encore il s'impose d'emblée à son auditoire conquis, enthousiasmé par la netteté de l'exposition, l'ampleur des conceptions, la sereine hauteur des aperçus philosophiques. Ce serait fâcheusement déflorer ce morceau oratoire si remarquable et qui a

produit une profonde impression sur l'assemblée que d'en essayer un pâle résumé. Les lecteurs préféreront avoir, faute du texte complet, quelques extraits de ce discours, dont les périodes sont ciselées en style lapidaire. Qu'il me soit permis du moins d'ajouter avec quelle délicatesse et quelle émotion communicative le ministre belge a parlé des liens intimes unissant à jamais son pays à la France, dont il a su faire l'éloge en termes magnifiques.

Traitant spécialement les raisons politiques de la nationalité belge, M. Carton de Wiart s'est exprimé ainsi :

« Les destinées de l'Europe ont été successivement livrées au jeu de deux systèmes : l'un qui est fou et précaire, c'est l'impérialisme, c'est-à-dire la tendance d'une nation, grisée de sa force ou de son orgueil, à vouloir absorber les autres, à les soumettre à son hégémonie ou à sa tyrannie ; l'autre est sain et stable, c'est l'équilibre, c'est-à-dire le ménagement de tous les droits et le respect de toutes les nationalités.

« Le premier système a été tenté quelquefois. Il a toujours échoué. Et, au lendemain de chacun de ces échecs, la loi d'équilibre a réagi en opposant un pivot plus solide et un contrepoids plus fort aux convoitises déjouées.

« Ce fut le rôle traditionnel de la Belgique et plus généralement des Pays-Bas, placés au carrefour des races et au point de rencontre des conflits, d'assurer, dans la région médiane qu'ils occupent, le maintien ou le rétablissement de cet équilibre nécessaire.

« Ce rôle de l'État barrière — on dit aussi : État tampon, — Richelieu l'a compris et formulé un des premiers.

« Lorsque Louis XIV et Napoléon le méconnurent, la Prusse et l'Angleterre ne manquèrent pas de le reprendre contre eux. En 1814, Wellington y insistait en termes saisissants. Au Congrès de Vienne la formule ralliait toute l'Europe, qui imagina à cette fin le royaume des Pays-Bas — construction fragile que 1830 remit bientôt en question. L'Europe, en consentant par les conférences de Londres à la dislocation de cette barrière qu'elle avait créée, considéra la neutralité perpétuelle et garantie, qu'elle imposait à la Belgique, comme une nouvelle évolution du principe auquel s'attachait sa sécurité.

« Il suffit de rappeler ces faits bien connus pour comprendre à quel point l'intérêt de la nationalité belge se confond avec celui des puissances, à quel point cette nationalité est un élément indispensable, et, si je puis dire, l'*axe* même de l'équilibre européen. »

Abordant ensuite les raisons morales de la nationalité belge, M. Carton de Wiart a ajouté :

« Dans la nuit du dimanche 2 août 1914, en répondant à l'outrageant marché que lui proposait l'Allemagne, la Belgique avait peut-être le droit d'invoquer, comme elle l'a fait, la part de collaboration qu'elle a apportée depuis quatre-vingt-cinq ans à la civilisation du monde. Si, dans cette nuit tragique, elle a accepté la guerre contre un formidable adversaire, ce ne fut certes pas poussée par quelque convoi-

tise ou quelque jalousie, ce ne fut ni par crainte, ni par intérêt, ni dans l'espoir d'une revanche, mais simplement pour demeurer fidèle à ses engagements et ne pas forfaire à sa signature. Et c'est ainsi qu'à côté des Alliés, qui luttent aussi pour le droit et pour la paix, l'honneur lui est spécialement échu de représenter, contre une puissance manifestement parjure et en aveu de l'être, le respect de la parole donnée, qui est la base même de la civilisation ! »

Enfin dans une majestueuse péroraison :

« Maintenant, je le sais, on se demande combien de temps durera cette guerre, a dit l'orateur.

« Elle durera jusqu'à ce que notre tâche soit accomplie, jusqu'à ce que notre juste cause ait triomphé; car il faut que nos Morts ne soient pas morts en vain ; il faut que le gouvernement des peuples par les peuples et pour les peuples ait conquis l'assurance de n'être jamais chassé de cette terre.

« Alors seulement, quand la bête mauvaise sera maîtrisée et mise à la chaîne, alors seulement, rentrés dans nos foyers, fiers d'avoir lutté aux côtés de la France immortelle pour la plus noble des causes, grandis par ces souffrances éprouvées en commun et qui achèvent de donner à une nationalité toute son unité et sa force, nous pourrons reprendre le cours auguste et paisible du travail quotidien. »

Dans le même ordre d'idées, comme le disait M. Roland de Marès dans un vibrant article « La Belgique libre » publié par le *Temps :*

« Jusqu'à l'heure de l'agression brutale la Belgique

fut absolument neutre et loyale; elle s'est totalement dévouée à l'accomplissement de son devoir envers elle-même et envers les autres. S'il est une nation digne de la liberté, contre laquelle nul n'a le droit de réclamer des garanties humiliantes, c'est bien celle qui a fait face avec ses pauvres moyens de désespoir à la plus grande armée du monde violant son territoire au mépris des traités. La Belgique, raidie dans sa volonté de rester digne d'elle-même, n'aura jamais peur de son devoir, quel qu'il puisse être. Elle ne veut plus de la neutralité imposée et soi-disant garantie, par laquelle les puissances la dupèrent si lourdement jadis et dont elle a failli mourir. Elle veut rester absolument maîtresse de ses destinées, maîtresse de ses sympathies et de ses amitiés, seule juge de ses intérêts, de ses moyens et des circonstances où elle pourrait être appelée à les faire valoir; elle répudiera éternellement toute tutelle directe ou indirecte tendant à l'amoindrir à ses propres yeux. »

Une personnalité aussi éminente que M. Carton de Wiart, alliant à l'intelligence supérieure et à la vigueur du caractère l'inébranlable fermeté dans les principes religieux et politiques, à qui n'a manqué qu'un théâtre plus vaste pour donner la pleine mesure de ses rares qualités d'homme d'État, honore non seulement son pays, mais encore toute l'humanité, je veux dire celle qui met la fidélité à la parole donnée et l'honneur au-dessus des fragiles biens terrestres, au-dessus de la vie même. M. Carton de Wiart, quand retentissait hier sa chaude parole, était bien l'inter-

prète autorisé d'un peuple qui en face de l'insolent vainqueur ne plie jamais. « L'Allemand, s'est écrié l'orateur dans une superbe envolée, peut en Belgique couper les têtes, mais il ne les courbera pas ! »

Enfin, en quelques phrases vibrantes de patriotisme, M. Étienne a fait un émouvant parallèle entre la Belgique d'hier, heureuse, florissante, si prospère, et celle d'aujourd'hui, meurtrie, dans le deuil et les larmes, mais toujours debout, fière, irréductible, indomptable. Pour retremper son courage, s'il en était besoin, la France n'aurait qu'à tourner ses regards vers la Belgique, donnant l'admirable exemple de toutes les vertus militaires et domestiques (le meilleur gage de la victoire finale), vers le Roi et la Reine des Belges, ces souverains adorés de leurs sujets et dont les noms resteront grands dans les annales du monde.

La Société de Géographie, qui compte à son actif tant de brillantes séances, où de célèbres explorateurs narraient leurs exploits, pourra inscrire cette belle réunion en première page sur son livre d'or. Cette fois il s'agissait d'insignes explorateurs dans l'histoire et dont l'intrépide valeur avait gagné à la noble cause de l'héroïque Belgique toutes les sympathies et tous les cœurs !

30 novembre 1915.

Encore une machination allemande

UN ÉTAT LITHUANIEN AUTONOME

Il faut des « Grands vassaux » à l'Empereur allemand atteint de mégalomanie et rêvant d'hégémonie mondiale : après la création artificielle du royaume de Pologne, dont le choix du monarque n'a pu encore être fixé par Guillaume II et Charles Ier, le kaiser de Berlin serait sur le point d'élever de ses mains fébriles le fragile échafaudage d'un État lithuanien autonome.

Lors de leur récente entrevue, M. Zimmermann, le ministre des Affaires étrangères d'Allemagne, et le comte Czernin, représentant la monarchie austro-hongroise, auraient décidé de proclamer l'institution du royaume de Lithuanie, pourvu d'un Conseil d'État et d'une armée nationale.

« La Lithuanie, a écrit M. André Chéradame dans l'*Illustration*, semble être la base prise par les Allemands pour la constitution d'un État lithuanien-blanc-russien d'environ douze millions d'habitants. Il est significatif, en effet, que les gouvernements de Kovno, de Vilna et de Souvalki aient été réunis sous la même administration. »

La mesure serait certainement habile ; reste à la mettre à exécution.

D'abord, en supposant la peau de l'Ours blanc aux mains rapaces et sanguinaires des Teutons, quelles seraient les limites de ce royaume, sans doute aux destinées éphémères ? On sait, par un exemple récent, que ni la Wilhelmstrasse ni le Ballplatz ne sont parvenus à déterminer même sommairement les frontières du nouvel État polonais. Pour la « Russie Noire », sillonnée encore aujourd'hui de vastes forêts, de lacs et de marécages étendus, le problème se complique davantage, car l'histoire, l'ethnographie et la philologie l'embrouillent comme à plaisir.

« De même que le nom de « Pologne » celui de « Lithuanie », a écrit avec justesse Élisée Reclus, est une appellation historique, dont la valeur a constamment changé avec les conquêtes, les alliances et les partages. Comme la Pologne la Lithuanie était un État aux frontières changeantes, dont les dominateurs eurent l'ambition de posséder toute la région des plaines slaves entre la mer Baltique et le Pont-Euxin. »

Au début du quinzième siècle sous le règne de Ghédémine, le fondateur de Vilna, qui prit le titre de *Rex Lethovinorum et multorum Ruthenorum* et fit de son florissant royaume le boulevard contre les invasions des belliqueux Tatars, la puissance lithuanienne déborda d'une mer à l'autre, et, englobant la Samogitie, la « Russie Noire » et la Volhynie, parvint à son apogée. Au siècle suivant on appliquait

la dénomination de Lithuanie à toute la contrée s'espaçant de la Duna à la Mer Noire. Après l'union définitive avec la Pologne en l'année 1569 on ne donna plus l'appellation de « principauté » de Lithuanie qu'à la région de langue lithuanienne et à la Russie Blanche. Le nom, quoique interdit dans l'usage officiel par l'empereur Nicolas Ier en 1840, est cependant encore employé de nos jours pour désigner la vaste contrée basse et plate renfermée entre le cours inférieur de la Duna et celui du Niémen. Cette région couvre une superficie quatre fois plus grande que celle des « pays de la Vistule » ; mais, inférieure au point de vue de la fertilité et de la richesse, elle est bien moins peuplée, puisque sa population ne dépasserait pas quatre millions et demi d'habitants pour une surface de 167.000 kilomètres carrés environ. La Lithuanie embrasserait ainsi les quatre gouvernements russes de Grodno, Vilna, Kovno et Vitebsk : mais certains refusent de comprendre dans la Lithuanie les provinces de Kovno et de Vitebsk, la première étant peuplée surtout de Blancs-Russiens et de Petits-Russiens ; quant à la seconde, on peut faire valoir, pour soutenir la thèse contraire, qu'elle compte parmi ses habitants 200.000 Lettons catholiques, par suite anti-allemands.

Pour déterminer les frontières vagues de la Lithuanie les uns s'appuient sur la question de races, les Lithuaniens se divisant en deux branches ou groupes nationaux distincts : les Lithuaniens proprement dits, peuplant les provinces de Vilna et de

Kovno, et les Samogitiens ou « Gens venus de la Mer », répandus surtout aux confins des territoires allemands.

D'autres opposent à l'ethnographie la philologie et n'admettent comme pays des Lithuaniens que ceux où domine l'idiome lithuanien (à la littérature pauvre, à la sombre poésie), qui, plus qu'aucune autre langue de la famille indo-européenne, a conservé des attaches avec le zend et se rapproche du sanscrit.

Quoi qu'il en soit de la question épineuse des frontières de la Lithuanie, il demeure patent qu'avec astuce l'Allemagne cherche, sous le masque d'autonomies illusoires, à séparer l'un de l'autre deux peuples frères et voisins, ayant similitude de mœurs, communauté de religion, d'intérêts politiques et économiques et surtout un redoutable ennemi commun : le Germain. Cette rivalité, si contraire à l'avantage réciproque des deux populations slaves et que le Teuton s'efforce sournoisement d'exciter, est d'ailleurs en flagrante opposition avec le glorieux passé historique de l'une et de l'autre. En effet, à maintes reprises au cours des siècles, on a vu associées les destinées des deux peuples, dont l'union fut d'abord scellée par Ladislas Jagellon, le fondateur de cette illustre dynastie, qui par son mariage avec la jeune et belle Hedwige (de la dynastie d'Anjou en Hongrie) ceignit la double couronne de Lithuanie et de Pologne et acquit une gloire éclatante en écrasant à Tannenberg (1410) les Chevaliers teutoniques alliés aux terribles Porte-Glaives. Déjà à cette époque

le Teuton pillard, même enrôlé dans une milice religieuse, était l'ennemi né des Slaves !

Mais l'union définitive des deux peuples ne se réalisa qu'au milieu du seizième siècle à Lublin sous le règne de Sigismond Auguste, quand il fut arrêté que les deux pays participeraient à l'élection du monarque et que Varsovie deviendrait la capitale commune, la « Grande principauté » persistant à se régir d'après le « Statut lithuanien » et chaque État conservant son armée propre. Depuis cette époque le sort de la Lithuanie n'a pas cessé d'être lié étroitement à celui de la Pologne, les « fils de l'Ombre », suivant l'expression de Michelet, partageant les gloires comme les malheurs des « fils du Soleil ». Ainsi, lors des trois douloureux partages de sa sœur la Pologne, en 1772, 1793 et 1795, la Lithuanie passa, elle aussi, sous la domination moscovite ; deux ans plus tard, les pays annexés formèrent le Gouvernement lithuanien (Litovskaïa Guberniia), et sous Napoléon Ier fut constitué en 1812 le duché de Lithuanie avec une administration à la française et comprenant les quatre départements de Grodno, Vilna, Byalistok et de... Minsk (?), province d'où les armées allemandes sont heureusement encore loin.

Il ne faut pas oublier que la Lithuanie a donné le jour à Kosciuszko, le héros indomptable et doux, le vainqueur de Wraclavice, nommé par l'Assemblée législative « Citoyen français » en 1792, à qui on a faussement attribué, lorsqu'il tomba glorieusement dans la fatale journée de Maciejowice, le cri de déses-

poir *Finis Poloniæ* et dont les restes reposent à Cracovie dans une crypte, auprès de ceux du grand capitaine Jean Sobieski et du Bayard polonais Joseph Poniatowski, promu pour sa belle conduite à Leipzig maréchal de France.

Espérons que la cauteleuse politique de Berlin ne réussira pas, par d'hypocrites cajoleries, à diviser Lithuaniens et Polonais, tant intéressés à maintenir « une sincère et féconde union », comme l'a écrit M. Retinger dans sa brochure savante *La Pologne et l'Équilibre européen.*

« D'ailleurs, les pays de langue lithuanienne, dit avec vérité cet auteur, ne furent jamais conquis par la Pologne; ce n'est pas la volonté du prince qui les a réunis; ce ne fut pas la crainte. Des motifs purement économiques, sociaux et en particulier moraux, amenèrent leurs quarante-sept représentants, conduits par leur prince, à conclure, acte unique dans l'histoire du monde, une union entière et spontanée des deux États (1386). » Lithuaniens et Polonais, malgré les égoïstes intrigues des Prussiens, sauront répéter, comme au quinzième siècle lors du fameux pacte d'Horodlo : « Ce n'est pas la haine qui nous unit, mais l'amour! »

Qu'y a-t-il vraiment au fond de ces autonomies aux liens de fer, recouverts d'or? Ce ne sont en réalité que des promesses, en échange desquelles on exige des soldats. Mensonges grossiers, hommage fardé du respect germanique au principe des nationalités!

Avant tout l'Allemagne vise à se faire de la Lithuanie, sous le couvert d'un État autonome, un rempart contre la Grande Russie et à la maintenir, comme la Pologne, sous sa sujétion en séparant les deux pays frères. Pour atteindre ce but les Empires de proie suivent la maxime : *Divide ut imperes*, « Diviser pour régner ». Déjouant ces calculs captieux, que Lithuaniens et Polonais adoptent la devise tutélaire de l'héroïque Belgique : « L'union fait la force. »

4 février 1917.

A la date du 11 février 1918 le Conseil national lithuanien, représentant à l'étranger les intérêts de la Lithuanie, a demandé aux gouvernements des nations belligérantes et des pays neutres la reconnaissance de la Lithuanie comme État indépendant.

La déclaration du Conseil national lithuanien, intervenant précisément au moment où l'Allemagne a fait entendre clairement à Brest-Litovsk qu'elle songeait à annexer ce petit peuple, apparaît comme une protestation contre les projets allemands.

La résurrection de la Pologne unie

Le communiqué officiel du Tsar protestant avec la plus grande énergie contre la constitution d'un simulacre de Pologne indépendante, accompagné de la dénonciation aux Alliés et aux neutres de l'attentat international pour incorporer de force des sujets russes dans les armées germaniques et suivi des deux manifestations si dignes du Conseil de l'Empire et de la Douma contre le nouveau partage de la Pologne, sous le masque de la générosité germanique, enfin la liberté polonaise garantie non seulement par Nicolas II, mais encore par MM. Asquith et Briand au nom de l'Angleterre et de la France, auxquelles s'est associée l'Italie, c'est là un ensemble de faits saillants et d'une importance exceptionnelle, tant en eux-mêmes que par leurs conséquences pendant la guerre et lors des conditions de la paix.

A l'audacieuse proclamation des kaisers, publiée le 5 novembre à Varsovie et à Lublin, jouant la comédie de l'octroi de l'autonomie aux territoires du royaume de Pologne, « arrachés à la domination (?) russe au prix de lourds sacrifices » et appelés à bénéficier d'« une monarchie héréditaire constitutionnelle », les Alliés ont riposté en démasquant les hypocrites

libéralités des deux complices, le Hohenzollern et le Habsbourg.

On sait quel but satanique poursuivent les Empires de proie : lever une nouvelle armée de 500.000 hommes parmi les populations polonaises ou lithuaniennes pour les envoyer, chair à canon, combattre leurs frères servant dans les rangs des Russes, et cela en violation flagrante du droit des gens et des conventions internationales de La Haye, signées des deux empereurs germaniques. « Loin de faire renaître la Pologne, comme l'a justement exprimé M. Venceslas Gasiorowski dans la revue *Polonia* (de Paris), la proclamation des deux kaisers impose au contraire un nouveau partage. Si elle promet (?) une liberté relative à une partie du patrimoine polonais, ce n'est qu'à la condition que ces terres livrent aux Germains le reste du sang noble et généreux de leurs fils ! »

Jamais peut-être le Génie du mal, sous le fard de la magnanimité, n'a poussé plus loin la scélératesse dans la fourberie ! Ainsi deux tronçons de l'infortunée nation, le duché de Posen, berceau de la Pologne, et la Galicie, seraient exclus des pseudo-bienfaits du régime autonome. La mesure (bénévole ?) consacrerait le crime du démembrement de la Pologne, comme l'ont mis en relief les sommités polonaises, habitant à l'étranger, dans une superbe protestation, à laquelle manque, hélas ! la signature du grand patriote Sienkiewicz, l'illustre auteur de *Quo Vadis*, orgueil d'une nation si lettrée, et qui, chargé d'ans et

de gloire, vient de s'éteindre à Vevey. Et encore, d'après le rescrit de Guillaume II et de son compère, les frontières du nouveau royaume ne seront fixées que dans un avenir... problématique. Le plus clair des droits de l'État éphémère serait de fournir des recrues aux empires qui s'épuisent, de boucher les trous sanglants creusés dans les armées décimées des Barbares !

Rejetant dans un beau geste de dédain ces présents suspects d'Artaxerxès, le groupe polonais de la Gouma a protesté avec indignation contre « cet acte allemand qui accentue le partage de la Pologne et tend à empêcher la nécessité historique de l'union polonaise, laquelle est impossible sans Cracovie, Posen, la Silésie et la mer polonaise ».

En opposition au verbe mielleux et fourbe des deux kaisers le Tsar a accentué les déclarations du grand-duc Nicolas (14 août 1914), promettant la « résurrection du corps de la Pologne morcelé depuis plus d'un siècle », et il a pris des engagements solennels (qui eussent gagné à être formulés moins tardivement) pour assurer « la vie nationale, intellectuelle et économique, sous le sceptre des souverains russes, d'une Pologne entière, englobant tous les territoires polonais ». Le petit-fils d'Alexandre II, le tsar libérateur, saura tenir, espérons-le, sa promesse. En effet, la Pologne « intégrale », reconstituée dans son unité ethnographique, doit comprendre non seulement les trois tronçons, soit le Royaume, la Posnanie et la Dalicie, mais encore la Silésie, la Prusse Orientale et

la Prusse Occidentale jusqu'à la mer avec la basse Vistule (Dantzig compris); car ce sont là des provinces que la Prusse a volées ou occupées par fraude, mais qui n'ont jamais fait partie de la Confédération germanique et dans lesquelles, malgré d'odieuses persécutions, les éléments polonais très nombreux sont toujours demeurés réfractaires à la germanisation.

« Plus de 23 millions de Polonais, a fait remarquer M. Georges Bienaimé dans *La Géographie,* forment un bloc solide de la Baltique aux Carpathes, de l'Oder au Niémen; c'est une nation bien vivante, une nation que l'on ne voit pas, a observé quelqu'un. Mieux vaudrait dire une nation qu'on ne veut pas laisser voir! »

« La Pologne, c'est autre chose pour nous, a déclaré à la Sorbonne M. Stephen Pichon (1), ancien ministre des Affaires étrangères, que la province mutilée d'un territoire auquel la violence l'a incorporée et que la loi des traités maintient parmi les puissances

---

(1) Le 27 décembre 1917, M. Pichon, redevenu ministre des Affaires étrangères, disait, aux applaudissements unanimes des députés :

« La Pologne, dont parlaient hier encore le président Wilson à Washington, M. Sonnino à Rome, et pour laquelle je ne puis que redire ce qu'ont affirmé successivement M. Briand, M. Asquith, M. Ribot, à savoir *que nous ne séparons pas sa cause de la nôtre, que nous maintenons intégralement les engagements pris vis-à-vis d'elle, que nous la voulons* **une, indépendante, indivisible,** *avec toutes les garanties de son libre développement politique, économique, militaire et toutes les conséquences qui pourront en résulter.* »

alliées ; c'est l'incarnation d'une race qui a sa personnalité, ses traditions, sa langue, son art, sa littérature, sa science, qui a marqué avec éclat sa place dans l'histoire, qui combat pour la reconstitution de son intégrité, *qui a le droit de fixer elle-même sa destinée* et qui en a reçu, d'ailleurs, l'assurance de l'État nouvellement émancipé, dont le despotisme héréditaire fut parmi les initiateurs de son morcellement et de sa compression ! »

Éloquentes paroles, auxquelles venaient s'ajouter celles de M. Georges Leygues, président de la Commission des Affaires extérieures à la Chambre des Députés :

« Les Alliés veulent la *reconstitution de la Pologne par le triomphe du principe des nationalités,* par la proclamation du droit imprescriptible de tous les peuples de se gouverner eux-mêmes. »

Gardons-nous d'oublier que la Pologne n'est point un souvenir, mais une réalité. Il a été dit avec pathétique : « Voilà un siècle et demi on a déchiré en morceaux la chair vivante de la Pologne, mais son âme n'est pas morte ! » La « grande Victime », la proie polonaise odieusement lacérée, qu'il est temps d'arracher aux serres prussiennes, subit aujourd'hui un nouveau martyre, le plus douloureux de tous, mais d'où surgira, pour la revanche de la justice et du droit, sa résurrection nationale ! *Multa renascentur quæ jam cecidere !*

A côté des raisons de sentimentalité, d'immanente équité, plaident impérieusement, en faveur de la

reconstitution d'une Pologne forte, des motifs de politique internationale et de « futur équilibre européen, dont l'union polonaise restaurée constituera un élément primordial », comme l'ont affirmé MM. Briand et Asquith dans leur message au ministre des Affaires étrangères de Russie.

En 1814, lors du Congrès de Vienne, le prince de Talleyrand (qui n'était pas un idéologue) écrivait au prince de Metternich : « De toutes les questions qui devraient être traitées au Congrès le roi de France considérerait comme la première, la plus grande, la plus éminemment européenne, celle de la Pologne. » De son côté, Napoléon, créateur de cet essai trop insuffisant de reconstitution nationale, le « grand-duché de Varsovie », déclarait à Sainte-Hélène que « la Pologne était la clef de voûte européenne ». On l'a fait observer avec raison : supprimer ce royaume, faute capitale, c'était rendre aiguë la question d'Orient, lâcher la bride aux dangereuses ambitions de la Prusse, dont l'industrie, suivant la remarque de Mirabeau, est la guerre, nous pourrions dire aujourd'hui le brigandage. « Je commence par prendre, disait cyniquement Frédéric II, le larron de la Silésie, et je trouverai ensuite des pédants pour prouver mon droit. »

Pendant des siècles la Pologne a servi d'État tampon. N'est-ce pas grâce au dépècement de cette monarchie (au dix-septième siècle l'État le plus puissant de l'Europe Orientale) que les insatiables descendants du petit margrave Albert de Brandebourg,

qui, « à genoux », prêta au roi de Pologne à Cracovie serment de fidélité, parvinrent à balancer l'influence des orgueilleux Habsbourg jusqu'à leur ravir l'hégémonie en Allemagne et à les réduire presque au vasselage politique ?

Il est grand temps, pour le repos de l'Europe, de dresser une solide barrière contre les flots débordants des Teutons dans ces fameuses marches de l'Est, où leur insolence grandit à l'égard des peuples slaves. Cette barrière, c'est la Pologne unie qui la formera.

La Pologne, véritable « expression géographique », indispensable comme bouclier de la Civilisation même, est destinée à servir à l'est de couverture au monde slave, comme les provinces rhénanes, placées par les traités caducs de 1815 sous la domination prussienne, doivent le faire à l'ouest pour garantir la France et la Belgique contre les furieux assauts des Germains.

Comme M. l'abbé Wetterlé l'a fait ressortir dans une magistrale conférence (et ce devrait être notre *delenda Carthago* de Caton) :

« Vis-à-vis de nos morts et des générations futures, nous avons le devoir de créer une France puissante, rentrant dans les grandes traditions de l'Histoire, de la Monarchie et de la République, une France ayant retrouvé les frontières que Dieu même lui a assignées en créant les fleuves et les montagnes, c'est-à-dire les Alpes, les Pyrénées et le Rhin. »

La Pologne et le Rhin, puissantes défenses symétriques, voilà les deux remparts, l'un artificiel, l'autre

naturel, qu'il est nécessaire d'opposer aux hordes teutonnes, tout en arrêtant court les velléités de « Mitteleuropa », gigantesque conception des plus dangereuses; car qui peut assurer que quelque jour à venir, à la suite d'une crise imprévue, les morceaux ou l'Allemagne vaincue et disjointe ne se rassembleraient pas pour former une masse belliqueuse se ruant encore sur les pays slaves et français? Avec la Pologne et la frontière du Rhin le grand péril germanique sera écarté pour nos fils (les survivants du plus terrible duel de l'histoire), appelés à conserver immaculés l'honneur et la gloire de la race française!

11 avril 1917.

Le traité de paix entre la Quadruplice et l'Ukraine, signé à Brest-Litovsk le 9 février 1918, cède au nouvel État ukrainien une importante portion de la province de Lublin, le gouvernement de Kholm, qui faisait partie de l'ancienne République de Pologne avant le démembrement de 1772. C'est le quatrième partage (!) de la Pologne, tout entière en deuil et qui unanime proteste avec indignation contre une telle iniquité, perpétrée aux dépens d'un peuple sacrifié.

Ni annexions ni indemnités

LES TENDANCES SÉPARATISTES EN UKRAINE

« La paix sans annexions ni indemnités », telle est la formule très simple que les milieux extrémistes en Russie prétendraient imposer aux Alliés de l'Entente. Il faut toujours se méfier des grands principes émis comme des dogmes. Nos pères, à la fin du dix-huitième siècle, en ont connu un du même genre et dont la France n'a pas eu à se féliciter : « Périssent les colonies plutôt qu'un principe ! »

En politique, science d'essence « relative », il est prudent de ne pas poursuivre l'absolu, car c'est une voie non seulement dangereuse, mais qui peut entraîner aux précipices, aux abîmes !

Libre aux révolutionnaires russes d'abandonner leurs visées traditionnelles et, par exemple, de faire fi de Constantinople et des « Détroits », qui, depuis Pierre le Grand, constituaient l'*alpha* et l'*oméga* des légitimes ambitions moscovites.

... La Russie, réveillée en sursaut d'un long engourdissement et fascinée par le mirage d'illusions et d'utopies, déplorera, peut-être plus tôt qu'elle ne le croit, d'avoir laissé échapper une occasion unique de réaliser ses aspirations historiques vers la mer libre.

« Pas d'indemnités », c'est vite dit ; mais pouvons-nous oublier nos villes ouvertes atrocement détruites, nos trésors d'art anéantis sauvagement, nos campagnes dévastées avec une fureur méthodique, des populations entières dans les pays envahis déportées, réduites en esclavage en Pologne russe ou en Roumanie comme en France et en Belgique. Est-ce qu'un tel amoncellement de ruines et de crimes ne réclame pas une réparation, quel qu'en soit le nom ? Inutile d'insister, il nous semble. La cause est jugée pour les assassins !

Quant aux annexions, est-ce que le retour, la « restitution » des deux provinces, l'Alsace et la Lorraine, arrachées par les Barbares à la mère patrie, peut être un instant qualifiée d'annexion ?

Disons plutôt *désannexion,* si l'on accepte le néologisme.

Toutes les graves questions territoriales et économiques que soulève le problème de la paix ne sont pas résolues — qu'on nous passe l'expression vulgaire — en « cinq sec » au moyen d'une formule magique, sorte de panacée pour les naïfs, soufflée par des aigrefins politiques et qui se résume en ces « Mané, Thécel, Pharès » flamboyants : « Pas d'annexions, pas d'indemnités ! »

Aucune nation, plus que la France, ne souhaite de toute son âme de voir la céleste colombe aux ailes de neige apporter dans son bec libérateur le rameau d'olivier ; mais, comme l'a déclaré au Palais Bourbon le président du Conseil, interprète des sentiments

de tout le pays : « La paix future ne peut être, en ce qui concerne notre nation, qu'une paix française », c'est-à-dire une paix durable, avec la fin de l'affreux cauchemar qui, comme une écrasante chape de plomb, a pesé trop longtemps sur le monde!

Dès lors, qu'on le veuille ou non, les remaniements territoriaux s'imposent avec une force inéluctable, et cela du fait même du rapprochement militaire de la France, de la Belgique et de l'Angleterre, qui change le *statu quo* de l'Occident.

Ayons le courage de regarder virilement en face la réalité des choses, sans nous payer de leurres : la restitution de l'Alsace-Lorraine est une satisfaction insuffisante pour la France au lendemain de la victoire; ce qu'il faut, c'est l'expulsion des hordes barbares de la rive gauche du Rhin. « C'est là, a écrit M. Édouard Driault dans *Pas de paix durable sans la barrière du Rhin,* pour l'Angleterre autant que pour la Belgique et la France, une question de vie ou de mort. » Même la division de l'Allemagne, même le démembrement de la Prusse (avec l'illusoire limitation des armements) n'atteindraient pas le but indispensable, soit la destruction de l'hégémonie prussienne dans l'Europe Occidentale, comme le veulent également l'Angleterre et l'Italie. Nous aurions beau récupérer Metz et Strasbourg, une avant-garde allemande n'en resterait pas moins campée à trop faible distance de Paris.

Ces marches militaires et d'invasion, ouvrant (avec les têtes de pont du grand fleuve) les chemins

qui mènent au cœur de la France, il est de toute nécessité de les supprimer à une puissance de proie, « dont la guerre est toujours l'industrie nationale ». Quoique vaincu, l'Allemand, au cerveau mégalomane, aux instincts carnassiers, demeurera encore dangereux. La sécurité de la France, le repos de l'Occident, la paix du monde exigent qu'aucun uhlan, coiffé de la « chapska » et armé de la lance, ne foule plus le sol de la rive gauche du Rhin, de la *Francia Rhenana,* comme disaient les vieilles chroniques carlovingiennes, et que les embouchures du *Rhenus superbus,* « frontière des ambitions, frein des conquérants », soient placées sous la garde sûre d'un neutre affranchi de toute vassalité quelconque (même dissimulée) à l'égard de l'Allemagne.

Cette nécessité d'ailleurs s'impose avec d'autant plus de force que, peut-être comme compensation à des abandons de territoires auxquels l'Allemagne se résignerait à l'ouest, les ambitions germaniques s'accusent avec plus de vigueur à l'est des frontières des Empires centraux, par exemple vers la *Petite Russie,* où les agents de la politique allemande agissent avec une cauteleuse activité pour y développer les menées séparatistes. Nous voulons parler des tendances à l'autonomie complète qui se sont manifestées ouvertement dans l'Ukraine, dont les limites ont été, pour les besoins de la cause, colossalement agrandies, puisqu'elles s'étendraient depuis la Galicie Occidentale jusqu'au Don, depuis le delta du Danube jusqu'au Caucase, avec, comme bornes, au nord, une ligne à

400 kilomètres environ de Moscou et, au sud, la Mer Noire.

Ce gigantesque royaume ou cette république de Kiev, que l'Empire austro-hongrois ambitionnerait de ranger sous sa suzeraineté, embrasserait une superficie de plus de 900.000 kilomètres carrés (soit une surface équivalente à celle de la France et des Iles Britanniques), avec 35 à 40 millions d'habitants, sur lesquels 5 millions seraient détachés des populations soumises à la monarchie danubienne. Jugez du peu! Les partisans de l'autonomie de l'Ukraine font valoir que la « Petite Russie », ayant sa langue spéciale, a formé un État indépendant jusque vers la fin du dix-huitième siècle; pourquoi ne pas relever, avancent-ils, le sceptre des grands *kniaz* de Kiev, échappé des mains des tsars de Moscou et de Saint-Pétersbourg? Ce ne serait d'ailleurs que relier l'histoire contemporaine de l'Ukraine à l'époque des princes de la Maison d'Oleg jusqu'à l'invasion des Mongols. Les tendances *particularistes* des Petits Russiens ou Ukrainiens, ce n'est pas douteux, remontent loin; mais il est non moins avéré que c'est la sournoise et très active propagande allemande, ne reculant devant aucune calomnie, devant aucune corruption, qui a fini par donner au mouvement particulariste un caractère non seulement autonome, mais même nettement *séparatiste*. La *Rada* ukrainienne, constituée en diète indépendante et émettant la prétention d'avoir un ministère de la Guerre spécial à la Petite Russie, inspire par l'audacieuse indépendance de ses

allures de vives inquiétudes au Gouvernement provisoire de Pétrograd, qui a déjà fait de bien larges concessions au parti autonomiste de Kiev, afin d'éviter la rupture et la désagrégation.

Le 18 juin 1917, malgré les ordres contraires de Kerensky, 2.000 à 3.000 délégués soldats s'assemblèrent bruyamment à Kiev, en hissant sur l'Hôtel de Ville le drapeau jaune et bleu. De là ils partirent en cortège grandiose pour manifester devant le monument de l'hetman Bogdan-Khmelnicki, pendant que les cloches de la cathédrale de Sainte-Sophie sonnaient à toute volée et qu'étaient entonnés des chants en langue petite russienne. Brûlant d'enthousiasme, les manifestants jurèrent alors de conquérir l'autonomie de l'Ukraine.

« L'ukrainisme, a écrit M. Pierre Charles dans la revue *Le Monde slave,* est devenu franchement révolutionnaire. Il semble avoir fait sienne cette formule d'un délégué paysan : « Ne l'oubliez pas : nous « ne garderons que ce que nous prendrons mainte- « nant » ; mais ces révolutionnaires ne seraient pas des *séparatistes* dans le sens absolu du mot. M. Grusevsky, un des inspirateurs mêmes de l'organe *L'Universal,* a déclaré que l'Ukraine devait entretenir avec la Russie des rapports analogues à ceux de la Bavière avec l'Allemagne. »

« Il est clair, déclare avec sa haute compétence M. Chéradame, que la séparation en pleine guerre de la Petite Russie, enlevant d'un seul bloc à la Russie environ 35 millions d'habitants, rendrait impossible

la défense de la Russie. A la faveur de l'effroyable anarchie qui résulterait de cette sécession, les Allemands pourraient réaliser leur programme de mainmise sur la Russie du Sud, donc sur la Mer Noire entière, s'assurant ainsi la domination de tout l'Orient. »

Il est aisé de percer le jeu des Empires centraux, et bien aveugle qui ne le distingue à Helsingfors ou à Kiev.

On peut calculer approximativement que les quatre principaux *séparatismes :* Pologne, Finlande, Lithuanie blanc-russienne et Ukraine, détacheraient de la Russie un bloc de 60 à 70 millions d'habitants ; puis, si l'on arrivait *per fas et nefas* à séparer successivement la Crimée, le Caucase, la Sibérie, le Turkestan, etc., ce serait pour les Empires centraux une fameuse (!) aubaine, à laquelle l'épithète de *kolossal* ne serait pas de trop.

Le Ballplatz de Vienne et la Wilhelmstrasse de Berlin préféreraient naturellement avoir sur les frontières orientales de l'Allemagne et de l'Autriche, au lieu d'une formidable puissance unifiée de 180 millions de sujets, des États secondaires, lambeaux du Colosse moscovite démembré, groupements destinés à végéter, peut-être rivaux entre eux, enfin menacés de devenir tôt ou tard la proie de voisins à la structure bien plus solide.

Ce serait l'implacable application, dans le *struggle for life*, de la doctrine de Darwin, la fatale absorption des faibles par les forts, passant du domaine de la

zoologie à l'humanité même. L'imagination se reporte alors aux époques de la paléontologie : l'Empire pangermanique, à la charpente gigantesque, aux appétits gloutons, fait penser à quelque monstre antédiluvien, à un mastodonte, à un ichtyosaure ou à un diplodocus, qui devaient dévorer tous les animaux pourvus d'une membrure inférieure ou d'organes moins colossaux.

Et c'est lorsque le Gouvernement allemand sème dans certains milieux russes l'or infâme pour récolter la trahison et, jouant de l'air des « nationalités », s'oppose à la résurrection de la Pologne intégrale, qu'il a l'audace d'accuser la France d'ambitieuses visées sur les provinces rhénanes, prussiennes seulement depuis 1815, comme si nous n'avions pas le droit et le devoir de prendre nos garanties et d'assurer la sécurité de nos futures frontières, en face de bandits toujours prêts, à l'Orient ou à l'Occident, à sauter à la gorge de voisins moins bien armés et qui versent dans les billevesées du Pacifisme ou dans les dangereuses illusions de « la Société des Nations » !

15 juin 1917.

Le 18 décembre 1917, la *Rada* centrale à Kiev a lancé une proclamation annonçant la fondation de la République démocratique ukrainienne, qui formerait une partie de la nouvelle République fédérale *panrusse* (?).

Dans son étrange ultimatum à la *Rada,* le 17 décembre, le Gouvernement des Maximalistes à Pétrograd avait reconnu à la *République populaire de l'Ukraine* le droit de se

séparer entièrement de la Russie, et le Gouvernement français a nommé le 9 janvier 1918 le général Tabouy son représentant officiel auprès de ce nouvel État indépendant, dont la création a comme conséquences pour la Russie la perte de la domination sur la Mer Noire et l'abdication de toute politique slave dans la presqu'île balkanique.

Les menées séparatistes en Finlande

Il n'est pas assurément, suivant les termes mêmes de l'appel de la Douma, de plus grand péril pour la Russie que le « danger mortel de désagrégation », qu'amènerait fatalement la progression des menées *séparatistes* en Lithuanie, en Finlande, en Ukraine, voire même en Sibérie (où, à Irkoutsk, les Bouriates assemblés en congrès ont réclamé leur autonomie nationale), peut-être demain en Crimée, au Caucase, etc., où les agents turco-allemands « manœuvrent » par tous les moyens les populations pour atteindre leur but perfide, soit le démembrement de l'ancien empire des Tsars (1).

Pour la Finlande, où les intrigues germaniques se sont spécialement exercées, les désirs d'autonomie ne sont pas nouveaux et s'expliquent par des considérations ethniques, historiques, religieuses et morales. En effet, cette région, dont le nom finnois est *Suomi*, d'une superficie de 370.000 kilomètres carrés environ

(1) En janvier 1918 on comptait dans l'ancien Empire des Tsars onze principautés indépendantes : trois États, un du Caucase, deux autres cosaque et tatar musulman; sept Républiques, finlandaise, ukrainienne, sibérienne, du Turkestan, de la Russie Blanche, de la Mer Noire, de Crimée, enfin une République minuscule de Cronstadt, et sans doute la liste n'est pas close.

(soit plus des deux tiers de la France), couverte de forêts, de lacs innombrables, de vastes marais, n'est peuplée que de trois millions d'habitants, appartenant pour la très grande majorité à la religion luthérienne, et sur lesquels les sept huitièmes parlent le finnois, un huitième s'exprime en suédois et on ne compte que 6.000 Russes. « Six siècles d'union avec la Suède, a écrit M. Wörner Söderjelm, professeur à l'Université d'Helsingfors, avaient fait de la Finlande un pays occidental, et il reste tel. Par ses lois et ses institutions sociales la Finlande, dont les fils ne sont pas astreints au service militaire, est située à l'ouest de la frontière. » On sait qu'en 1808, à la suite de la guerre entre la Suède et la Russie, les troupes finlandaises s'étant retirées aux environs d'Uléaborg, la Finlande fut incorporée à l'empire des Tsars; mais Alexandre Ier voulut, suivant la belle expression d'un écrivain finlandais, « que la Finlande fût indissolublement unie à la Russie, et cela par des liens plus forts que la contrainte, par les liens de l'affection ». Le 27 mars 1809, le « Tsar idéologue », qui écoutait plutôt les commandements de son cœur que ceux de la raison, promulguait l'acte de Borgo, par lequel Alexandre Ier, empereur et autocrate de toutes les Russies, grand-duc de Finlande, déclarait « confirmer et sanctionner la religion et les lois fondamentales du pays », et promettait « de maintenir tous les avantages et lois en pleine vigueur sans altération ou changement ».

Cet acte portant la signature impériale est la base même de la Constitution des libertés finlandaises. Le

29 mars, les quatre ordres composant les États de la Finlande, réunis en une « Diète générale », prêtèrent serment de fidélité à leur nouveau souverain, l'empereur absolu de Russie, devenu le grand-duc constitutionnel de la Finlande. Par suite on a pu dire que la Finlande était une monarchie constitutionnelle, coordonnée à l'empire de Russie en ce qui concernait le droit d'État. C'est ce que reconnaissait un auteur *russe* lui-même, professeur de droit à Saint-Pétersbourg et auteur de l'ouvrage *Leçons et Recherches sur l'histoire du droit russe* (*1883*), M. B. Sergueievitch, lorsqu'il écrivait : « Les faits historiques et les stipulations du traité de paix de 1809 démontrent que la Finlande a été unie à l'empire de Russie et qu'elle n'a pas été acquise pour le compte de la dynastie régnant en Russie : c'est *une union réelle*... En Russie le souverain est autocrate et illimité, mais en Finlande il gouverne avec le concours de la Diète. » Alexandre Ier d'ailleurs accentua encore la dualité entre les deux États en réunissant au grand-duché la province de Wiborg, dont la conquête par la Russie remontait à 1721, et en donnant en 1816 au Conseil de régence le titre de Sénat impérial de Finlande.

Néanmoins, pendant plus d'un demi-siècle, la vie parlementaire demeura suspendue en Finlande.

Profitant d'une clause de la Constitution qui laissait au souverain le droit d'apprécier quand la convocation des États était opportune, ni Alexandre Ier ni Nicolas Ier ne jugèrent à propos de réunir la Diète.

A Helsingfors, en 1856, Alexandre II, que l'Europe

honora plus tard du beau titre de « Tsar libérateur », présida une séance du Sénat, mais ce ne fut qu'en 1863 qu'il convoqua les États comprenant encore les quatre ordres : la chevalerie, la noblesse, le clergé et les paysans ; il fut alors stipulé que la Diète se réunirait tous les cinq ans au moins.

Puis, à partir de l'avènement d'Alexandre III, les États s'assemblèrent tous les trois ans ; mais en 1890, un premier coup fut porté à l'autonomie du grand-duché par la suppression du « Comité des affaires finlandaises ».

Sous Nicolas II, qui subissait l'influence des panslavistes et du procureur du Saint-Synode, le célèbre Pobiedonostsev, la situation s'aggrava, surtout avec la nomination de Bobrikov, en 1898, comme gouverneur général. Bientôt un manifeste impérial restreignit singulièrement le régime représentatif, en déclarant que toute question législative concernant le grand-duché et susceptible de toucher aux intérêts de l'État russe, serait soumise à l'examen du Conseil de l'Empire ; après quoi le Tsar en déciderait suivant son bon plaisir, la Diète finlandaise n'ayant plus dans ce cas que voix consultative.

« La stupeur, l'indignation et la tristesse, a écrit M. Iann Morvran dans sa brochure si suggestive *La Finlande,* remplirent le cœur des Finlandais, et cependant ce ne fut pas un mouvement révolutionnaire qui éclata. Il n'y eut pas la moindre émeute. »

Une pétition couverte de plus de 500.000 signatures et protestant respectueusement contre le mani-

feste ne put cependant être remise au Tsar. Alors commencèrent les mesures de rigueur : introduction du russe comme langue officielle de l'administration supérieure en Finlande, en 1900; puis assimilation absolue du grand-duché à la Russie au point de vue militaire, soit suppression de l'armée nationale finlandaise. De plus on abolit l'inamovibilité des juges et d'autres mesures illégales suivirent, le général Bobrikov étant investi de pouvoirs quasi dictatoriaux.

La nouvelle loi provoqua d'unanimes protestations et l'on a pu écrire : « La Finlande, abandonnée par son souverain, n'a pour tout appui que la force qu'elle puise dans la conviction de la justesse de sa cause ! »

Une ère meilleure allait cependant s'ouvrir pour le pays soumis à un régime oppressif. Le grand mouvement libérateur qui éclata en Russie, en automne 1905, eut son contre-coup en Finlande. L'Empereur signa, le 4 novembre, un manifeste relatif au grand-duché, rétablissant le régime légal et promettant d'importantes réformes de la Constitution.

Puis, par une innovation très hardie, en 1906 une loi organique créa le système législatif le plus radicalement démocratique qui soit au monde; c'était le brusque passage d'une forme parlementaire archaïque à une autre d'extrême modernisme : soit une Chambre unique élue au suffrage universel, avec droits de vote et d'éligibilité égaux pour tous les Finlandais âgés de vingt-quatre ans, et cela sans aucune restriction par rapport au sexe, au revenu ou à la condition sociale,

en outre sur la base de la représentation proportionnelle entre les divers partis politiques.

La composition de la Diète était des plus curieuses : chaque métier pour ainsi dire, chaque degré de culture intellectuelle avait ses représentants ; au cours de cinq élections (1907-1911) le beau sexe compta entre seize et dix-neuf femmes députés.

L'application de la loi militaire de 1901, si impopulaire, ayant été suspendue en Finlande, la Diète consentit au paiement, pendant trois ans, au Trésor russe d'un subside de 10 millions de marks ; mais le différend s'accentua entre la représentation nationale d'Helsingfors et le Gouvernement de Saint-Pétersbourg, quand le Pouvoir central voulut, en 1909, exiger le versement de 20 millions de marks sans demander l'assentiment de la Diète. Le désaccord persistant, Stolypine, qui avait déjà comme premier ministre fait signer à l'Empereur (1908) un décret portant que toutes les questions finlandaises qui touchaient à la Russie seraient examinées par le Conseil des ministres, présenta au Tsar un projet de loi, dit de *législation d'Empire,* soustrayant à la décision de la Diète toutes les grandes questions de l'armée, de l'organisation judiciaire, de l'enseignement, de la presse, des douanes, de la monnaie, des transports, des postes, etc.

Bref le but, quoique non avoué, auquel tendait ce véritable *ukase,* était la suppression de la Constitution finlandaise. Malgré l'opposition irréductible de la Diète, qui avait décidé à l'unanimité de ne pas

même discuter une proposition aussi attentatoire à ses droits et aux libertés du pays, le projet de loi fut voté à une faible majorité par la Douma, approuvé par le Conseil de l'Empire et sanctionné le 30 juin 1910 par le monarque. Le 8 octobre la Diète était dissoute.

Quelques mois auparavant réunis, dans une conférence à Londres (26 février au 1er mars) des juristes éminents de toute l'Europe avaient, sur le rapport de M. de Lapradelle, professeur de droit constitutionnel à l'Université de Paris, affirmé le droit imprescriptible à une constitution autonome pour la Finlande, « dont l'éducation politique est plus ancienne que celle de la Russie et dont la culture est différente ».

Jusqu'à la chute du tsarisme la tension politique n'a cessé de grandir entre Helsingfors et Saint-Pétersbourg, et le Gouvernement provisoire de Pétrograd s'est trouvé malheureusement en face des mêmes difficultés. Ce qui complique le problème si ardu, c'est que, peut-être aigris par l'infortune, obéissant à des traditions ataviques et sans doute excités, à leur insu, tant par Berlin que par Stockholm, les Finlandais, pour la plupart, prétendent non seulement à l'autonomie, si large soit-elle, mais encore à la rupture de toute union pour ainsi dire avec la Russie.

Dans aucune autre région de l'ancien Empire moscovite, en effet, les idées d'indépendance complète ne sont plus répandues qu'en Finlande, où les *activistes,* peut-être grâce aux subsides de l'Allemagne, ont mené une campagne suspecte et où le mouve-

ment séparatiste a été dirigé par le sénateur Jokoï, chef du parti socialiste.

« La Finlande, écrit au *Corriere della Sera* de Milan son correspondant à Pétrograd, refuse de souscrire à l'emprunt national russe. Elle a privé de tous leurs droits les citoyens russes qui demeurent en Finlande, les considérant comme des sujets d'un État étranger. Elle demande l'éloignement de toutes les garnisons russes qui se trouvent dans les villes finlandaises. Elle cherche à établir une barrière douanière du côté de la Russie. Enfin elle a élaboré le nouveau projet de constitution qui ne reconnaît plus l'autorité russe en Finlande, érige la Diète finlandaise en seule autorité exécutive légitime et lui donne le droit exclusif de légiférer sur tout ce qui intéresse la Finlande, en laissant à la Russie seulement la gestion des affaires qui concernent l'armée et la politique étrangère. »

Le 19 juillet la Diète a voté en troisième lecture l'indépendance de l'ancien grand-duché, les questions diplomatiques et militaires étant seules réservées, et le lendemain le pavillon national finlandais a été arboré sur le palais du Sénat (le pouvoir exécutif).

Bien plus, au début de la guerre, 3.000 à 4.000 jeunes gens avaient pris service en Allemagne et formé une brigade finnoise de transfuges, qui a d'ailleurs été dissoute, mais dont les éléments irréconciliables ont collaboré au service d'espionnage dans les royaumes scandinaves et la Suède en particulier.

La situation était donc devenue intolérable pour le

Gouvernement provisoire, qui s'est vu dans la nécessité de dissoudre la Diète et de faire appel aux électeurs pour trancher le grave différend.

Certes les Finlandais peuvent invoquer de justes griefs contre les panslavistes ; au point de vue international leurs revendications, en général, ont une base très forte ; comme l'a dit le vicomte de Lestrade dans son ouvrage *Le Droit politique contemporain :* « La Finlande est incontestablement une nation, et on ne songerait même pas à l'affirmer, si cette chose évidente n'était quelquefois mise en doute. » Par ailleurs les droits de *suzeraineté,* si nous pouvons nous exprimer ainsi, que Nicolas II, en qualité de tsar et de *grand-duc de l ınlande,* possédait sur ce pays, sont devenus la propriété du peuple russe, et, si la plus large autonomie doit être reconnue et garantie à la Finlande au point de vue *intérieur,* il ne semble guère admissible que la Diète puisse être proclamée l'unique source des pouvoirs législatif et exécutif. La politique étrangère, l'administration militaire, par exemple, et les sujets de législation, en tant qu'ils affectent le développement économique, l'existence même et la sécurité de l'État russe, pourraient être réservés au Gouvernement *central* de Pétrograd.

« Le malheur du peuple finlandais, a-t-on pu dire, est de se trouver sur le chemin de la Russie, le chemin de la mer, un chemin où elle ne peut renoncer à passer, qu'elle soit gouvernée par un Tsar ou par un Conseil d'ouvriers et de soldats. »

Encore une fois la géographie joue un rôle capital

dans la question : s'étendant tout le long de la côte nord du golfe auquel le pays a donné son nom, une Finlande *absolument autonome* pourrait devenir un périlleux foyer d'intrigues contre la Russie et menacer à la fois d'Abo et d'Helsingfors la capitale même. Est-il tolérable que la Finlande, avec ses sentiments plutôt hostiles à l'ancien empire des Tsars, puisse former vis-à-vis du grand État limitrophe, quelle que soit sa constitution politique, un tel danger permanent? Il y a là pour la Russie, énorme puissance indispensable à l'équilibre européen, une question vitale : *to be or not to be!*

8 août 1917.

Les événements, après la prise violente du pouvoir à Pétrograd par les Maximalistes, l'anarchie qui en est résultée et la décomposition de la Grande Russie, ont bien changé la face des choses. L'unité slave étant détruite sans doute pour longtemps, peut-être pour toujours, les obstacles s'opposant à la complète autonomie de la Finlande devaient tomber d'eux-mêmes.

C'est ainsi qu'au début de janvier 1918 l'indépendance de la République finlandaise a été reconnue par les puissances scandinaves, la Suède en tête, et par la France, unanime à répondre à l'appel émouvant que le Sénat à Helsingfors lui avait adressé, en « se fondant sur les généreuses déclarations du Gouvernement français en faveur du droit des petits peuples à la souveraineté nationale. »

Par ailleurs, en présences des ambitieuses visées sur la Livonie et la Courlande de l'Allemagne, déjà maîtresse

de Riga, les royaumes scandinaves et la République finlandaise n'ont-ils pas un intérêt manifeste à se concerter amicalement pour empêcher que la Baltique ne devienne un *lac allemand ?*

La Pologne intégrale jusqu'à la mer

UN MITTELEUROPA ANTIALLEMAND

L'attention publique dans le monde entier est absorbée par le coup de tonnerre du message du président Wilson, suivi du vote enthousiaste du Congrès de Washington déclarant l'état de guerre entre les États-Unis et le Gouvernement impérial allemand. Les conséquences matérielles et morales de ces actes retentissants sont incalculables et, au quadruple point de vue militaire, naval, politique et financier, c'est là un coup de massue cyclopéen pour le despotisme prussien qui a reculé jusqu'aux dernières limites les bornes d'une scélératesse infernale.

Mais il est un autre événement, suite immédiate de la révolution en Russie, qui ne doit pas être relégué au second rang, car il est d'une importance majeure pour le nouvel équilibre européen et la future paix mondiale : nous voulons parler de la proclamation (à la fin du mois dernier) de l' « indépendance de la Pologne » par le Gouvernement provisoire de Pétrograd, qui, dans la lutte contre les puissances de proie, a sorti un atout maître. Pour les compatriotes de Sobieski, de Copernic, de Kosciuszko et de Sienkiewicz le 30 mars 1917 représente une

date à jamais mémorable et qui, comme l'étoile du Nord, brillera d'un lustre étincelant sur le ciel de la Pologne, si longtemps assombri et lugubre, mais soudain illuminé des radieuses splendeurs de l'Espérance aux ailes d'or, messagère de la Résurrection nationale. On avait cru sceller une tombe pour toujours; mais du sépulcre brisé tout à coup l'illustre mort, le Peuple polonais, se dresse glorieux et plein de vie!

« Fidèle, dit la proclamation, à l'accord avec les Alliés, fidèle au plan commun de lutte contre le germanisme militant, le Gouvernement provisoire considère la création d'un État polonais indépendant comme un gage sûr de paix durable dans la future Europe rénovée.

« Attaché à la Russie par une union militaire libre l'État polonais sera un rempart solide contre la pression des puissances centrales sur les nations slaves. »

La tache sanglante du criminel partage de la Pologne, abomination sur laquelle l'Océan aurait passé sans laver la souillure, sera noblement effacée, et ainsi disparaîtra un des plus iniques forfaits qui aient révolté la conscience humaine au cours des siècles!

D'ailleurs l'acte solennel du 30 mars 1917, riposte au fourbe manifeste austro-allemand du 5 novembre 1916, n'était que la confirmation des généreuses paroles tenues par le prince Lvov à la Délégation polonaise, venue le saluer après l'avènement du régime démocratique. Le nouveau président du

Conseil à Pétrograd avait déclaré que le Gouvernement provisoire continuait « l'œuvre inaugurée par l'ex-tsar Nicolas II, en vue de doter la nation polonaise d'une complète liberté ». On n'a pas oublié, en effet, qu'approuvant la proclamation libérale du grand-duc Nicolas (14 août 1914) l'Empereur avait pris des engagements formels, renouvelés plus tard au comte Wielopolski, pour assurer la résurrection de la Pologne « intégrale ». Le programme formulé par le président du « kolo » polonais du Conseil de l'Empire et qui paraissait alors très hardi, semble aujourd'hui bien timide, puisqu'à l'autonomie limitée est substituée la complète indépendance.

Dans ses promesses libérales à la Pologne le Tsar déchu, à qui, pour sa fidélité à notre alliance, M. Ribot, au nom de la France, a rendu un noble hommage, était certes de bonne foi; malheureusement, dans cette grave question ainsi que dans bien d'autres, les meilleures intentions de l'Empereur, comme frappé par une fatalité le précipitant à l'abîme, furent paralysées par l'opposition d'une bureaucratie omnipotente, par les intrigues progermaines dont le faible monarque n'avait pas eu l'énergie de briser la trame, même dans son entourage intime. Mille obstacles à la libération polonaise étaient dressés par les fonctionnaires russes germanophiles, que l'invasion prussienne avait chassés de la contrée de la Vistule. C'est ainsi que dans la Galicie Orientale le général gouverneur comte Bobrinsky avait fermé

nombre d'écoles et l'Université de Lemberg, introduit l'institution policière de l' « Okrana », persécuté la religion catholique des deux rites, et tenté de convertir de force à l'orthodoxie les populations tant catholiques romaines qu' « uniates ». Ces mesures déplorables avaient jeté la défiance dans l'âme des patriotes polonais, doutant dès lors de la délivrance des « frères slaves », que le Saint-Synode avait surtout en vue de « russifier » dans les pays galiciens conquis par les armées du Tsar. Aussi n'est-il pas surprenant que le Saint-Siège voie d'un œil favorable Polonais et Lithuaniens soustraits au joug de l'orthodoxie russe et du luthéranisme prussien.

Certes nous nous réjouissons des perspectives de revanche éclatante du droit trop longtemps violé en Pologne, d'affranchissement, après un tel martyre, d'un peuple chevaleresque, industrieux, héroïque, singulièrement grandi à l'école du malheur, mais en outre, du point de vue international, il faut reconnaître que la Pologne indépendante représente un élément indispensable à la reconstitution de l'Europe. « Ce n'est pas là une affaire russe seulement, a remarqué avec justesse le *Journal de Genève,* mais une question militaire et politique qui regarde toute l'Entente. »

Par exemple, les « reprises polonaises », qui devraient embrasser la Posnanie (la meilleure terre à blé de l'Allemagne), la Silésie, peuplée surtout de catholiques, les deux Prusses Occidentale et Orientale, jusqu'à la Baltique, renfermant des milliers de

Polonais, sont nécessaires à la vitalité du nouvel État. 8 millions d'habitants et 100.000 kilomètres carrés, voilà l'agrandissement représenté par ces provinces de l'Est, que la géographie, l'histoire et les vœux de la grande majorité des habitants rattachent à la Pologne.

Cette légitime restitution affaiblirait rudement la cuirasse d'airain forgée par la piraterie des Hohenzollern. « Quand l'aigle blanc de Pologne, a dit le prince de Bismarck, prendra son vol, l'aigle noir de Prusse aura reçu son coup fatal ! »

Ainsi qu'avec un profond sens politique l'a déclaré le président Wilson (1), « l'accès garanti, absolument libre à la mer est, pour la nation polonaise, la condition nécessaire du libre et plein développement économique, qui peut seul assurer à cette nation une existence indépendante ».

Et cette façade sur la Baltique, reconnue indispensable par le « Grand justicier » de la culpabilité germanique, doit, ajouterons-nous, comprendre le port de Dantzig, en polonais « Gdansk », l'ancienne cité hanséatique, qui, dès 1450, fut placée sous le

---

(1) Le 8 janvier 1918, M. Wilson dans son message déclarait parmi les conditions de son programme de paix mondiale :

« 13° Un État polonais indépendant devrait être constitué, comprenant les territoires habités par des nations incontestablement polonaises, lesquelles devraient être assurées d'un accès libre à la mer ; l'indépendance politique, économique et l'intégralité territoriale de ces populations seront garanties par une convention internationale. »

protectorat de la Pologne et n'échut à la Prusse qu'en 1793, lors du deuxième partage.

Dantzig, à six kilomètres de la mer, sur la Vistule (une des plus magnifiques artères fluviales de l'Europe), est au bassin du fleuve polonais ce que Marseille est à la vallée du Rhône. Comme l'a fait ressortir une curieuse étude parue dans la revue *The Nineteenth Century*, aucune restauration de la Pologne, dénommée la « contrée de la Vistule », ne sera praticable sans l'incorporation de Dantzig, qui s'impose avec d'autant plus de force que, sur la rive gauche de ce fleuve, les colonies polonaises s'étendent jusqu'à la mer. La domination prussienne a été ruineuse pour l'ancienne « Venise du Nord », dont le port devrait drainer tout le trafic de la Vistule et de son fertile bassin ; mais la politique réaliste de la Prusse a sacrifié Dantzig au plus grand profit de Hambourg et de Brême, devenus pour la Pologne les deux principaux ports du commerce transocéanique et de l'embarquement des émigrants (300.000 en 1913) à destination de l'Amérique et provenant de la Galicie, voire même de la lointaine Russie Blanche. Grâce à l'habile réseau de ses lignes ferrées l'Allemagne avait su presque isoler le « royaume » de Pologne et faire dériver le commerce galicien sur l'ouest, l'écartant de la Vistule et de Dantzig, et cela pour une double raison économique et stratégique.

Or il ne suffit pas d'anéantir militairement l'hégémonie prussienne : il faut encore tarir les sources de

négoce et de richesse frauduleusement accaparées par l'Allemagne, et l'Entente atteindra ce but en rétablissant, comme par exemple pour le bassin polonais de la Vistule, les grands courants commerciaux naturels, détournés par l'égoïsme teuton à son avantage exclusif.

Les terres polonaises de Prusse une fois rattachées au nouvel État et la distance de Berlin à la frontière orientale réduite à cent cinquante kilomètres en terrain plat, de quel poids pèserait en Allemagne la puissance prussienne ?

Enfin il serait des plus importants que la Pologne unifiée et rattachée, suivant la proclamation du 30 mars, à la Russie « par une union militaire libre », s'alliât étroitement à la Lithuanie (1), la Ruthénie et la Bohême, de manière à former une puissante Confédération slave, « Mitteleuropa » antiallemand. Ainsi seraient constituées les « marches de l'Est », servant de rempart inexpugnable à la Slavie pour la

---

(1) Poursuivant ses perfides manœuvres, l'Allemagne, par le traité de Brest-Litovsk, en date du 9 février 1918, entre la Quadruplice et l'Ukraine, s'efforce de provoquer l'animosité de la Pologne contre la Lithuanie et surtout contre l'Ukraine, à laquelle sont attribués des territoires *polonais* de 16.000 kilomètres carrés et peuplés de 1.300.000 habitants, sur lesquels les Ukrainiens ne représentent qu'une minorité de 25 °/o à peine. Une telle spoliation inique diminuerait le « royaume » de Pologne d'un huitième de sa superficie, en le privant d'une de ses plus riches régions. C'est encore un calcul machiavélique de la Wilhelmstrasse pour rendre impossible la réalisation de la Pologne intégrale.

défense de la civilisation européenne contre les avalanches des Huns et pour le repos tant de l'Europe que du Monde.

15 septembre 1917.

TABLE DES MATIÈRES

Pages

AVANT-PROPOS VII

I

QUELQUES ILLUSTRATIONS MODERNES

Le feld-maréchal Lord Roberts de Kandahar. 3
Trois grands Coloniaux : Gallieni, Kitchener, Largeau . 10
Le général Gallieni 10
Le maréchal Kitchener 21
Le général Largeau 28
Un grand égyptologue 34
Maspero 34
Un grand Français 42
Le R. P. de Foucauld. — L'explorateur. — Le saint. — Le martyr 42
Un homme d'État hellène. 57
Le grand Crétois Venizelos. 57

II

QUESTIONS GÉOGRAPHIQUES

Sur le théâtre des opérations 69
La plaine de la Woëvre. 69

Pages
L'occupation de Valona. 72
L'Italie maîtresse de l'Adriatique. 72
« Plutôt abdiquer que renoncer au Trentin ! » a dit François-Joseph 78
Importance stratégique de la Serbie 86
La neutralité de la Suède. — Les îles d'Aland. — Échec des intrigues allemandes 95
La Dobroudja. 103
Le mur de Trajan-Ovide-Mackensen 103
L'effort russe dans le Nord glacial 109
Le prodigieux essor d'Arkhangel. 109
Le port d'Alexandrovsk. — Le chemin de fer de la Mourmanie 114
La ligne Hindenburg doit être tracée sur le Rhin . . . 120

III

POLITIQUE ÉTRANGÈRE EN EUROPE

La démence de la Jeune-Turquie. 129
Durazzo et la Maison d'Anjou. 138
« Alea jacta est » — Le sort en est jeté. 144
L'Italie tire l'épée contre l'Autriche 144
La Révolution fomentée par l'Allemagne en Irlande . . 152
Le Portugal contre l'Allemagne 159
La Lusitanie fidèle à son glorieux passé. 159
La question d'Occident. 166

IV

POLITIQUE ÉTRANGÈRE EN ASIE ET EN AFRIQUE

Le protectorat anglais en Égypte. 177
Le sultan Hussein 177

Pages

Le bombardement de Cheik-Saïd. — Les droits de la France sur ce territoire 183
L'Appel de la Syrie à la France 190
Dans l'Afrique Australe. 198
Hier ennemis, aujourd'hui frères d'armes 198
Intrigues allemandes en Abyssinie 204
Le Négus déposé. — L'impératrice Zéoditou. — Le chemin de fer franco-éthiopien. — Djibouti. . . . 204
La révolte arabe. — Le grand Chérif de La Mecque. — La question du khalifat. 214

V

QUESTIONS COLONIALES

Le krach colonial allemand 225
Colonies 234
La conquête et le sort du Cameroun. 234
La lutte dans l'Est africain allemand 242
Pas d'échanges. — La peine du talion 242
L'intégralité de notre Empire colonial 249
Un grand destin commence. 257

VI

QUESTIONS DE NATIONALITÉS

Le Lion de Flandre 267
Sur les bords de la Lys (1302-1914) 267
La Belgique d'autrefois et la Belgique d'aujourd'hui . . 272
Encore une machination allemande 281
Un État lithuanien autonome 281
La résurrection de la Pologne unie. 288

Pages
Ni annexions ni indemnités 296
Les tendances séparatistes en Ukraine. 296
Les menées séparatistes en Finlande 305
La Pologne intégrale jusqu'à la mer 316
Un Mitteleuropa antiallemand. 316

NANCY, IMPRIMERIE BERGER-LEVRAULT — MARS 1918

JOSEPH JOÛBERT

A travers les Continents

PENDANT LA GUERRE

QUESTIONS DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE ET COLONIALE

BERGER-LEVRAULT, LIBRAIRES-ÉDITEURS

PARIS
5-7, RUE DES BEAUX-ARTS

NANCY
RUE DES GLACIS, 18

1918

LIBRAIRIE MILITAIRE BERGER-LEVRAULT

PARIS, 5-7, rue des Beaux-Arts — rue des Glacis, 18, NANCY

L'Allemagne et le Droit des Gens, *d'après les sources allemandes et les archives du Gouvernement français,* par Jacques DE DAMPIERRE, archiviste-paléographe. 1915. Volume in-4, avec 103 gravures (vues, portraits, fac-similés de documents) et 13 cartes . . . . . 6 fr.

Les Violations des lois de la guerre par l'Allemagne (Publication faite par les soins du ministère des Affaires étrangères). 1915. Volume grand in-8 de 208 pages, avec de nombreuses photographies . . . . . 1 fr.

La Violation du Droit des gens en Belgique. *Rapports 1 à 12 de la Commission d'enquête.* Préface de M. J. VAN DEN HEUVEL, ministre d'État. 1915. 9e mille. Volume grand in-8, avec 5 planches. . . . . 1 fr. 25

— 2e VOLUME. *Rapports 13 à 22 de la Commission d'enquête. Fac-similés de carnets de soldats allemands. Correspondance du cardinal Mercier, etc.* 1915. 5e mille. Volume grand in-8. . . . . 1 fr. 50

Êtes-vous neutres devant le Crime? par *Un Pacifiste logique,* par Paul Hyacinthe LOYSON. Avec une lettre de Émile VERHAEREN. 1916. Volume grand in-8, couverture illustrée par Louis RAEMAEKERS . . . . . 3 fr. 50

Contre les Barbares de l'Orient. *Études sur la Turquie, ses félonies et ses crimes. Sur la marche des Alliés dans l'Asie Antérieure. Sur la solution de la Question d'Orient,* par J. DE MORGAN, ancien délégué général en Perse du ministère de l'Instruction publique. 1918. Volume in-8 . . . . . 5 fr.

Cinq ans d'Histoire grecque, 1912-1917. Discours prononcés à la Chambre des Députés, en août 1917, par E. VENIZELOS, président du Conseil, N. POLITIS, E. RÉPOULIS et G. CAFANDARIS. Traduction de Léon MACCAS, autorisée par le Gouvernement grec. 1917. Volume in-8. . . . . 4 fr.

Le Livre blanc grec. *Traité d'alliance gréco-serbe. Invasion germano-bulgare en Macédoine. 1913-1917.* Volume in-12 . . . . . 1 fr. 50

L'Occupation austro-bulgare en Serbie, par NOVAKOVICH. 1918. Volume in-12. . . . . 3 fr.

La Serbie d'hier et de demain, par Nikola STOYANOVITCH, député à la Diète de Saraïevo. Préface d'André TARDIEU. 1917. Volume in-12. 3 fr. 50

La Serbie agricole et sa Démocratie, par Milorade ZÉBITCH. Préface de YVES-GUYOT. 1917. Volume in-8 . . . . . 3 fr.

La Serbie économique et commerciale, par René MILLET, ancien ministre de France en Serbie. Avec le concours du marquis H. DE TORCY. 1889. Volume in-8, avec 2 cartes, broché. . . . . 5 fr.

Le Royaume de Monténégro, par M.-C. VERLOOP, membre correspondant de la Société de Géographie de Lisbonne. 1911. Volume grand in-8, avec une carte, broché. . . . . 3 fr.

L'Épopée serbe. *L'Agonie d'un Peuple,* par Henri BARBY, correspondant du *Journal.* 1916. Volume in-12, avec 20 illustrations hors texte et 1 carte. 3 fr. 50

Trois Aspects de la Révolution russe, *7 mai-25 juin 1917,* par Émile VANDERVELDE. 1918. Volume in-12. . . . . 2 fr. 50

Histoire de la Révolution russe, 1905-1917, par S. R., membre de plusieurs sociétés savantes. 1917. Volume in-12 . . . . . 1 fr. 25

Jusqu'au Rhin. *Les Terres meurtries et les Terres promises,* par A. DE POUVOURVILLE. 5e édition. 1917. Volume in-12, avec 32 cartes . . . 3 fr. 50

La Vérité territoriale et la Rive gauche du Rhin, par F. DE GRAULLY. Nouvelle édition. Préface de M. Ernest BABELON, membre de l'Institut. 1917. Volume in-12 de 432 pages. . . . . 3 fr. 50

LIBRAIRIE MILITAIRE BERGER-LEVRAULT

PARIS, 5-7, rue des Beaux-Arts — rue des Glacis, 18, NANCY

Devant l'Histoire. *Causes connues et ignorées de la Guerre,* par Paul Giraud, docteur en droit. 1917. Volume in-12, honoré d'une souscription du ministère des Affaires étrangères . . . . . **3 fr. 50**

La Grande Guerre, les Nations et les Hommes. *Réflexions d'un contemporain,* par Léon Maccas. 1918. Volume in-12. . . . . **3 fr. 50**

Essai sur les Nationalités, par J. de Morgan, ancien directeur général des Antiquités de l'Égypte, ancien délégué général en Perse du ministère de l'Instruction publique. 1917. Volume in-8. . . . . **3 fr.**

Le Traité de Francfort. *Étude d'histoire diplomatique et de droit international,* par Gaston May, professeur à l'Université de Paris. (Ouvrage récompensé par l'Académie des Sciences morales et politiques.) 1910. Un volume in-8 de 360 pages, avec 3 cartes dans le texte, broché . . . . . **6 fr.**

Guerre et Civilisation, par Christophe Nyrop, professeur à l'Université de Copenhague. Traduit du danois par Emm. Philipot, professeur à la Faculté des Lettres de Paris. Préface de Paul Verrier, professeur à la Faculté des Lettres de Paris. 1917. Volume in-12 . . . . . **3 fr.**

Culture et Kultur, par Gaston Gaillard. 2e édition, revue et corrigée. 1915. Volume in-8 . . . . . **3 fr.**

Le Délire pangermanique. *Documents authentiques,* traduits, annotés et commentés par Jules Froelich. 1918. Volume in-12, avec 28 dessins par Zislin . . . . . **3 fr. 50**

Germania. *L'Allemagne et l'Autriche dans la civilisation et dans l'histoire,* par René Lote, agrégé de l'Université, docteur ès lettres. 2e édition. 1917. Volume in-12 . . . . . **3 fr. 50**

Le Sens des Réalités, Sagesse des États. *Leçons politiques de la guerre,* par René Lote. 1917. Volume in-12 . . . . . **3 fr. 50**

L'Allemagne et la Guerre, par Émile Boutroux, de l'Académie Française. 1915. In-12 . . . . . **40 c.**

La Guerre à l'allemande, par Jeanne et Frédéric Régamey. 2e édition. 1915. Volume in-12 . . . . . **1 fr. 50**

La Haine allemande (*Contre les Français*), par Paul Verrier, chargé de cours à la Sorbonne. 1915. In-12 . . . . . **40 c.**

La Folie allemande. *Documents allemands,* par Paul Verrier, chargé de cours à la Sorbonne. 1915. In-12 . . . . . **30 c.**

L'Allemagne de demain, par Arthur Chervin, ancien président de la Société de Statistique de Paris et de la Société d'Anthropologie. 1917. Volume grand in-8, avec 8 cartes . . . . . **6 fr.**

L'Autriche-Hongrie de demain. *Les différentes nationalités d'après les langues parlées,* par le même. 1917. Vol. gr. in-8, avec 6 cartes . . **3 fr. 50**

De la Succession d'Autriche. *Essai sur le régime des pays autrichiens avant, pendant et après la guerre,* par Étienne Fournol. 1917. Vol. in-12 . **3 fr. 50**

La Provocation allemande aux Colonies, par Pierre-Alype. Préface de M. Albert Sarraut. Ouvrage honoré d'une souscription du ministère des Colonies. 2e édition, revue et augmentée. 1916. Volume grand in-8, avec 10 cartes. . . . . **5 fr.**

L'Éthiopie et les Convoitises allemandes. *La Politique anglo-franco-italienne,* par Pierre-Alype. 1917. Volume grand in-8, avec 9 illustrations et 2 cartes hors texte. . . . . **7 fr. 50**

La Syrie et la France, par le Dr C. et Paul Roederer. Préface de Pierre-Alype. 1917. Volume grand in-8, avec une carte. . . . . **4 fr.**

NANCY, IMPRIMERIE BERGER-LEVRAULT

UNIVERSITY OF ILLINOIS-URBANA
3 0112 072419432